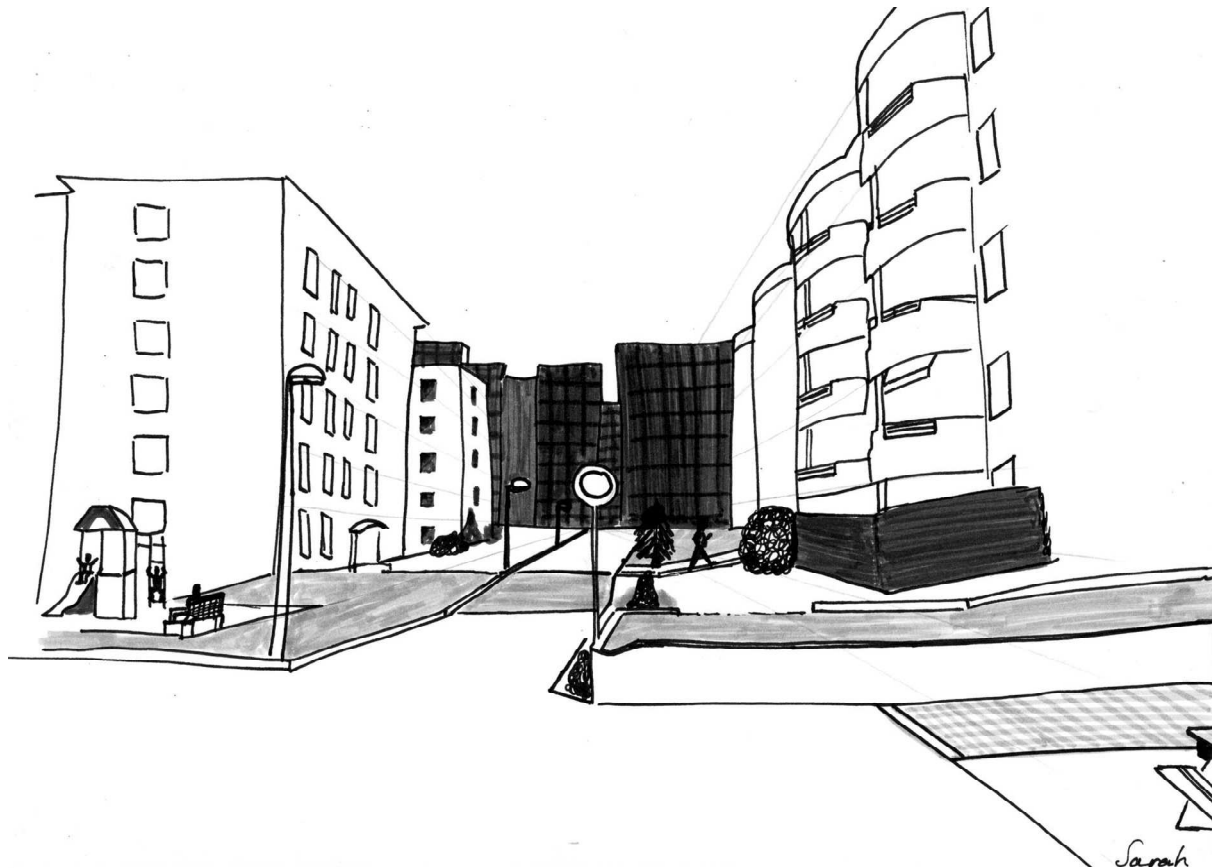


Logements sociaux, mixité sociale et relations de voisinage

Enjeux et facteurs d'influence.

Enquête de terrain auprès d'habitants de HBM à Plan-les-Ouates.



Travail de bachelor effectué dans le cadre de la formation
à la Haute Ecole de Travail Social de Genève par :

Christophe Amos, FEE 06, éducation sociale,
sous la direction d'Etienne Christe

Genève, juin 2012

Les opinions émises dans ce travail n'engagent que leur auteur

Remerciements

Aux habitants des immeubles HBM de Champ-Joly qui ont rempli le questionnaire de recherche et m'ont réservé un bon accueil. Sans leur investissement, cette enquête n'aurait pas vu le jour.

A Jacques Béné, président de la Fondation HBM Emma Kammacher, et Michel Perizzolo, directeur du Secrétariat des Fondation Immobilières de Droit Public, qui ont proposé le terrain d'enquête et m'ont facilité son accès.

A Etienne Christe et Jacques Amos pour leurs précieux conseils et savoir-faire.

A Laurent Wicht pour avoir accédé à ma demande de collaborer à l'une de ses recherches et pour les références bibliographiques de qualité qu'il m'a apportées.

A Dimitri dont la naissance lors de la dernière année de réalisation de la recherche l'a privé de nombreux moments avec son père.

A Florence pour son soutien, pour son courage et son efficacité face au surplus de travail qui lui a incombé par ma faible disponibilité.

Aux grands-parents de Dimitri qui se sont merveilleusement bien occupés de lui pendant les absences de ses parents.

Table des matières

1. Introduction	4
Partie I: Cadre théorique et problématique de recherche	
2. Ségrégation sociale et politique du logement	7
2.1 Les politiques de mixité sociale en Suisse et à Genève.....	8
2.1.1 La politique genevoise du logement social	8
2.1.2 Politique et crise du logement à Genève	9
2.1.3 Domaine bâti et mixité sociale à Genève.....	10
2.1.4 Objectifs et réalisations des politiques de mixité sociale en Suisse et à Genève.....	12
2.2 Ségrégation spatiale et mixité sociale	14
2.2.1 Définition de la mixité sociale	14
2.2.2 Des effets de la ségrégation de l'habitat aux objectifs de mixité sociale	15
2.2.3 Les objectifs des politiques de mixité sociale.....	18
2.2.4 Instruments des politiques de mixité sociale	21
2.2.5 Quelques considérations critiques sur les politiques de mixité sociale	22
2.3 Varier les politiques de mixité sociale	26
3. Les relations de voisinage.....	29
3.1 Habiter et habitat	29
3.1.1 Habiter	29
3.1.2 Habitat	30
3.2 L'importance quantitative des relations de voisinage.....	32
3.3 Aspects généraux des relations de voisinage	34
3.3.1 Les voisins et leurs caractéristiques	34
3.3.2 Dimensions des relations de voisinage.....	37
3.3.3 Influence de l'habitat sur les relations de voisinage.....	40
3.3.4 Liens sociaux, réseaux et capital social	42
3.4 Dimensions spécifiques des relations de voisinage	45
3.4.1 Relations de voisinage et entraide	46
3.4.2 Relations de voisinage et santé	46
4. Problématique de recherche	49
4.1 Habiter un ensemble HBM socialement mixte.....	49
4.1.1 Le quartier, entre fuite et résidence	50
4.1.2 Mobilité résidentielle, pendularité et investissement local	51
4.1.3 Espaces intermédiaires et occasions de contacts	53
4.1.4 Vivre ensemble dans un contexte de mixité sociale	54
4.2 Relations de voisinage dans un contexte de logement social.....	56
4.2.1 Qualité des relations de voisinage	57
4.2.2 Règles d'usage, règlements et nuisances	59
4.2.3 Les relations de voisinage entre contrôle et entraide	60
4.2.4 Participation communautaire, liens et réseaux sociaux	62
4.2.5 Quelques facteurs d'influence des relations de voisinage	64
4.3 Principales questions de recherche	65

Partie II: L'enquête de terrain et ses résultats

5. L'enquête de terrain	68
5.1 Une recherche hypothético-déductive	68
5.2 Choix et présentation du champ d'investigation	68
5.2.1 Développement urbain et démographique de Plan-les-Ouates	69
5.2.2 Le quartier du Vélodrome, un espace relativement clos	72
5.2.3 Ancienneté et types des logements du quartier du Vélodrome	73
5.2.4 Présentation des logements de Champ-Joly	74
5.2.5 Les espaces intermédiaires de l'ensemble d'immeubles de Champ-Joly	75
5.2.6 Aménités, associations et actions sociales dans le quartier et la commune	77
5.3 Choix et présentation du questionnaire	80
5.3.1 Conception du questionnaire « Vivre dans le quartier du Vélodrome »	81
5.3.2 Contenu du questionnaire	81
5.4 Population enquêtée et démarche de terrain	82
5.4.1 Processus de distribution du questionnaire	82
5.4.2 Statistique de distribution et de retour des questionnaires	83
5.4.3 Saisie et contrôle des données	84
6. Résultats de recherche	85
6.1 Habiter un ensemble HBM socialement mixte	86
6.1.1 Les habitants des logements sociaux de Champ-Joly	89
6.1.2 Habiter à Champ-Joly : usage de proximité et maîtrise de la mobilité	93
6.1.3 Espaces intermédiaires, occasions de contact et sentiments de sécurité	101
6.1.4 Vivre ensemble dans un contexte de mixité sociale	107
6.2 Relations de voisinage dans un contexte de logement social	110
6.2.1 Relations de voisinage : attentes et réalités	110
6.2.2 Règles, règlements et nuisances	113
6.2.3 Qualité des relations de voisinage : entre contrôle et sociabilité	118
6.2.4 Participation à des activités collectives et réseaux sociaux	134
7. Conclusions	142
7.1 Similitudes et différences entre les indicateurs de résultats	143
7.2 Retour sur la problématique de recherche	144
7.3 Deux groupes d'habitants contrastés	146
7.4 Commentaires en fin de questionnaire	150
7.5 Discussion finale	151
Bibliographie	154
Annexes	159

1. Introduction

Les relations de voisinage nous concernent pratiquement tous, à moins d'être ermite, perdu dans sa forêt ou sur sa montagne. Les souvenirs d'enfance, c'est le jardin d'enfants ou l'école, mais aussi la vie de quartier, les jeux avec les camarades, les amitiés et les disputes. L'adolescence et la jeunesse sont moins centrées sur le lieu de résidence, en tout cas pour les loisirs. Mais le logement et son environnement reprennent de l'importance avec le passage à une vie d'adulte autonome, le mariage, l'arrivée des enfants. J'ai vécu de belles expériences dans le quartier de mon enfance et de mon adolescence, dans un grand ensemble à la campagne. Mais ma confrontation comme éducateur social à des populations d'enfants et de jeunes vivant des moments difficiles, comme aussi les contacts qui en résultent avec leur famille, m'ont familiarisé avec d'autres vécus personnels, dans des contextes bien différents.

Même si les problèmes rencontrés par ces familles et leurs enfants ne s'expliquent pas nécessairement par le contexte de quartier, j'ai pu vérifier dans ma pratique professionnelle que ces personnes tendent à vivre dans certaines zones d'habitation, des quartiers populaires comportant bon nombre de logements sociaux. Enfants et jeunes y sont plus souvent confrontés à des situations à risque, tentés par des comportements problématiques pour eux et pour la société. Ces constats recoupent d'autres informations sur les quartiers difficiles et sur les populations, en général économiquement et socialement défavorisées, qui y habitent. Mieux comprendre l'existence de ces quartiers et mieux connaître les populations qui y vivent m'a donc paru important du point de vue du travail social. J'ai saisi l'occasion de pouvoir étudier un ensemble d'immeubles sociaux récents pour en faire le thème de mon travail de bachelor.

L'objet d'étude porte sur les relations de voisinage entre les habitants d'immeubles de logements sociaux, mais également avec leurs voisins logeant dans des appartements du « marché libre » (loyer libre ou propriétaires occupant leur appartement). La question principale de recherche peut être résumée ainsi : quels facteurs – dont ceux liés à une forme de mixité sociale – influent sur les types de relations existant entre les habitants d'immeubles de logements sociaux mais également entre ces habitants et leurs voisins du marché libre ?

Le présent travail de bachelor est le résultat des différentes démarches entreprises durant trois années pour la réalisation de ce projet : familiarisation avec la situation des logements sociaux à Genève, lecture de livres et d'articles sur le thème de la mixité sociale dans l'habitat, définition d'une problématique de recherche, réflexion sur une démarche empirique pertinente et mise au point des instruments de prise d'information nécessaires, travail de terrain, analyse des résultats et relations de ceux-ci avec la problématique. Il comprend deux parties, la première étant consacrée aux aspects théoriques et à la problématique de recherche, la deuxième à l'enquête de terrain et à ses résultats.

La partie théorique comprend trois chapitres. Le premier, « Ségrégation sociale et politique du logement », fait un tour de la littérature scientifique consacrée à la question de la mixité sociale. Le fonctionnement du marché libre du logement débouche en général sur une forte ségrégation sociale et spatiale, les habitants se regroupant selon leurs moyens financiers ou leur origine dans des zones d'habitation bien contrastées. Face aux risques de ghettoïsation et de communautarisme que cette situation fait courir, la plupart des pays ont mis en place de politiques visant à les contrer. Ce chapitre s'intéresse successivement aux objectifs des politiques de mixité sociale dans l'habitat, aux instruments permettant de les mettre en place et, finalement, à quelques considérations critiques sur ces politiques, des difficultés à en définir les concepts centraux à leur bilan mitigé.

Le chapitre suivant est consacré aux travaux scientifiques portant sur « Les relations de voisinage ». Il précise tout d'abord les notions d'« habiter » et d'« habitat », avec leurs dimensions privées et publiques. Il porte ensuite sur les dimensions quantitatives et qualitatives

des rapports entre voisins, tels qu'elles ressortent d'un certain nombre de travaux de recherche. Les dimensions de mixité sociale y prennent un rôle contextuel, mais les relations de voisinage existent indépendamment de cette problématique particulière.

Reposant sur les résultats principaux de la littérature scientifique examinée dans les deux chapitres qui viennent d'être décrits, le chapitre 4 expose la problématique de recherche qui sera mise en œuvre dans l'enquête de terrain. La problématique se développe en deux temps. Le premier, « Habiter un ensemble HBM socialement mixte », repose sur les éléments théoriques du chapitre 2 et précise les éléments contextuels ayant amené les habitants de cet ensemble à y cohabiter. Le deuxième, « Relations de voisinage dans un contexte de logement social », reprend les éléments théoriques du chapitre 3 et a pour objectif de décrire les divers aspects concrets de ces relations.

La partie empirique comprend deux chapitres principaux. Le chapitre 5 décrit « L'enquête de terrain » sous tous ses aspects : champ d'investigation, instruments de recherche, réalisation de l'enquête. Le chapitre 6 en expose les résultats, selon le même plan que celui de la problématique (chapitre 4).

Enfin, le travail se termine par des conclusions qui comprennent des analyses transversales, un survol de quelques résultats et des commentaires libres écrits par près d'un quart des répondants à la fin du questionnaire et une discussion finale.

La bibliographie figure après les conclusions alors que le questionnaire de recherche, quelques précisions d'ordre méthodologique et des tableaux complémentaires de résultats sont en annexe.

Partie I

Cadre théorique et problématique de recherche

2. Ségrégation sociale et politique du logement

China Town, Little Italy, Harlem, Upper East Side... Les quartiers de New York sont aujourd'hui encore le reflet de l'histoire des vagues migratoires, allant des riches colons européens d'origine aux Chinois, des Italiens souvent pauvres du tournant du 20^e siècle aux Africains des temps de l'esclavage et des époques plus récentes. Cette ségrégation de l'habitat new-yorkais n'est pas une exception. Un peu partout dans le monde, les villes, leurs quartiers périphériques, les communes suburbaines reflètent une tendance analogue. Chez notre voisin français, le Paris capitale d'une République « Liberté, Egalité, Fraternité » a son quartier du Sentier avec ses immigrés juifs, notamment, son 19^e arrondissement et ses immigrés d'Afrique du Nord, son 14^e fait de classe moyenne supérieure et de grande bourgeoisie, Neuilly et Nanterre, Sarcelles et La Courneuve... Les villes d'Amérique du Sud et d'Afrique sont entourées de bidonvilles et d'autres types de quartiers d'immigration où s'entassent les volontaires comme les victimes de l'exode rural et leur descendance. La Suisse n'échappe pas à cette réalité. Zurich a sa Gold Küste et Herrliberg, et ses quartiers populaires comme les Kreis 4 et 5, Genève le coteau de Cologny et Vandœuvres, mais aussi Les Libellules, Les Avanchets ou encore l'Etoile Palette.

Ces quartiers marqués par l'histoire, notamment l'histoire démographique et migratoire, résultent d'une tendance sociale et de considérations économiques qui y sont liées. Du point de vue social, on constate que les ménages tendent à privilégier le voisinage de familles de même origine, de même culture. Du point de vue économique, les terrains disponibles à différents moments d'émigration massive, le coût du domaine bâti ou des terrains à bâtir, jouent un rôle important dans l'apparition de ces espaces socialement homogènes. On peut admettre que ces formes de ségrégation résultent en quelque sorte « naturellement » (Durkheim aurait dit normalement, au sens du fait social) de l'évolution des sociétés humaines.

Les excès de cette forme d'homogénéisation sociale, visibles dans les grandes banlieues populaires d'un côté et dans les lotissements hautement sécurisés de riches Américains d'un autre, représentent pourtant un risque pour la cohésion sociale et pour le fonctionnement même de la démocratie. Les zones de non-droit dénoncées régulièrement en France, ces banlieues dans lesquelles la police hésite à s'engager et dont les commerçants, voire les services publics tendent à se retirer, en sont une bonne illustration. Le laisser-faire devient impossible à tenir, les autorités développent des politiques à même de freiner cette évolution, voire à inverser la tendance.

Comme la France, l'Angleterre, le Canada, les Etats-Unis et bien d'autres pays mettent sur pied des politiques publiques visant à conserver la mixité sociale au niveau de l'habitat, et à la développer lorsqu'elle fait défaut. A titre d'exemple, la Loi française d'Orientation pour la Ville vise à assurer « des conditions de vie et d'habitat favorisant la cohésion sociale et (...) à éviter ou à faire disparaître les phénomènes de ségrégation. » (Baudin, 1999, p. 1). Concrètement, il s'agit de « permettre d'insérer chaque quartier dans la ville et d'assurer dans chaque agglomération la coexistence de diverses catégories sociales. » (Baudin, 1999, p. 1). Dansereau (2005, p. 1), professeure à la retraite à l'INRS-Urbanisation (Université du Québec), relève que les politiques de mixité sociale cherchent à éviter la concentration de ménages pauvres dans certains immeubles, ensembles d'habitations ou quartiers. En rapport plus direct avec la dimension politique du phénomène, Baudin (1999, p. 3) souligne que ces mesures cherchent à apporter une solution aux « quartiers difficiles », aux « ghettos », à l'exclusion ou encore à l'augmentation de la délinquance. Mais il est sceptique sur l'efficacité de ces politiques, selon lesquelles la proximité spatiale de différentes couches sociales assurerait une meilleure cohésion et favoriserait une mobilité sociale ascendante de personnes défavorisées ou précarisées, ce que Dansereau (2005, p. 2) appelle « l'émulation des couches populaires par les couches moyennes ».

Il est intéressant de noter que si l'objectif des politiques de mixité sociale intéresse la société dans son ensemble, ce sont les problèmes des quartiers et banlieues populaires qui les ont suscitées. En somme, il ne s'agit pas de « populariser » les quartiers riches afin de résoudre leurs problèmes spécifiques, mais bien de « normaliser » les zones populaires pour les faire entrer dans le cadre de la société globale et donc de développer une politique d'intégration.

2.1 Les politiques de mixité sociale en Suisse et à Genève

La situation genevoise n'offre pas de ségrégation spatiale de même ampleur que celle des grandes agglomérations françaises ou anglo-saxonnes. Toutefois, des immeubles ou des ensembles d'immeubles, concentrant un grand nombre de personnes en situation de précarité ou étant considérées par certains comme des « cas sociaux » sont l'objet d'une stigmatisation à l'échelle communale, voire cantonale. C'est le cas par exemple de l'immeuble de l'Etoile aux Palettes, de l'ensemble des Tattes à Onex, l'école primaire des Tattes/Gros-Chêne étant le premier établissement intégré au Réseau d'enseignement prioritaire (REP) mis en place par le Département de l'instruction publique (DIP) pour favoriser l'égalité des chances en matière de réussite scolaire, ou encore du quartier des Avanchets.

2.1.1 La politique genevoise du logement social

La politique du canton de Genève en matière d'aide au logement, plus particulièrement de logement social, a reposé longtemps et repose encore partiellement sur la « Loi générale sur le logement et la protection des locataires du 4 décembre 1977 (LGL) ». Cette loi assigne à l'Etat le rôle d'encourager la construction de logements d'utilité publique. A ce titre, l'Etat peut acquérir des terrains, construire des logements par le biais de fondations immobilières de droit public ou encore accorder des droits de superficie à des organisations sans but lucratif de droit public ou privé (telles que coopératives d'habitation ou associations). L'apport étatique au développement du parc de logements d'utilité publique prend également la forme « d'aides à la pierre » (Bürgisser & Dao, 2010, p. 4) accordées aux propriétaires de logements d'utilité publique, comme par exemple des subventions ou des rabais fiscaux.

Le premier objectif de cette politique publique est d'offrir des logements dont le loyer est inférieur au prix du marché. Dégressives dans le temps, les « aides à la pierre » impliquent une hausse progressive du loyer.

Le mode de calcul des loyers des logements subventionnés vise une certaine justice sociale, sous la forme d'un *taux d'effort* (rapport entre les revenus des habitants du logement et le montant du loyer à payer), qui prend aussi en considération le taux d'occupation du logement (le taux d'effort diminue quand le nombre de personnes l'habitant augmente).

Le Portail du logement de l'Etat de Genève (site officiel de la République et canton de Genève, 2012) répertorie les catégories de logements subventionnés suivantes :

- les habitations bon marché (HBM) destinées aux « personnes à revenu très modeste » ;
- les habitations à loyer modéré (HLM) destinées aux « personnes à revenu modeste », dont le principe a déjà été exposé en 1954 (Bürgisser & Dao 2010, p. 8) ;
- les habitations classe moyenne (HCM) destinées aux « personnes à revenu moyen » ; supprimées par le parlement cantonal avec effet au 1^{er} janvier 2001, elles bénéficieront de l'aide de l'Etat jusqu'au terme qui était applicable à ce moment ;
- les habitations mixtes (HM) dans lesquelles « l'aide varie en fonction des revenus des locataires ».

La catégorie des habitations mixtes (HM) a été créée récemment (les premiers logements HM répertoriés par l'Office cantonal de la statistique datent de 1997). Ce type d'habitation ajoute une nouvelle forme de mixité dans le dispositif genevois, en visant une mixité de revenus à l'échelle de l'immeuble plus importante que dans les autres catégories de logements sociaux

tout en fixant une proportion d'au moins 60% de locataire bénéficiant de subventions personnalisées. Le reste des locataires n'est pas obligé de bénéficier de ces subventions pour occuper un appartement, ni contraint de payer des surtaxes en cas de revenus excédant les normes, ni menacé de résiliation de bail lorsqu'avec le temps le revenu excède un plafond, comme cela est en principe la règle dans les autres catégories de logements sociaux. En somme, le régime HM transforme les aides à la pierre en aide à la personne.

Outre les subventions personnalisées HM, la LGL prévoit un autre type d'aide à la personne, l'allocation logement. Elle est versée aux locataires d'habitations HBM, HLM, HCM ou du marché libre s'ils sont sans fortune et si leur loyer est une charge trop lourde par rapport aux revenus du ménage et qu'ils ne parviennent pas à « trouver un logement moins cher ailleurs sans inconvénient majeur » (Portail du logement de l'Etat de Genève, site officiel de l'Etat de Genève, 2012). Sur le marché libre, le versement d'une allocation logement suppose une vérification par l'Office du logement du respect de normes techniques et de niveau de loyer.

En 2009, environ 17'000 personnes bénéficiaient d'allocations logement (Bürgisser & Dao, 2010, p. 5). Une partie de ces allocations, celle dévolue aux locataires du marché libre, contribue probablement à favoriser une mixité plus étendue des revenus dans des immeubles à loyers libres puisque, sans ces allocations, des locataires seraient contraints de déménager dans des logements meilleur marché.

2.1.2 Politique et crise du logement à Genève

Selon l'Office cantonal de la statistique (Ocstat), le canton de Genève disposait en 2010 de 19'415 logements subventionnés, répartis en 32% d'HBM, 57% d'HLM, 0.2% d'HCM et 11% d'HM. Cette même année, les logements subventionnés ne représentent plus qu'un peu moins de 9% de l'ensemble des logements du canton, alors que leur part s'élevait en 1980 à 23.7% (Bürgisser & Dao, 2010, p. 10). En 30 ans, le nombre de logements sociaux a diminué de moitié. Si le nombre de logements HBM a doublé pendant cette période, les logements HLM ont fondu de près de deux tiers et il n'existe quasiment plus de logements HCM (cf. Ocstat). Ces fortes baisses sont dues principalement à deux facteurs : le passage d'un immeuble du régime de logement social à celui du marché libre après une période de 20 à 25 ans de subventions étatiques (aides à la pierre), conformément aux dispositions de la LGL, et le faible niveau de constructions de nouveaux logements subventionnés permettant de renouveler le parc.

La crise du logement s'aggrave également dans le secteur du marché libre. Ces douze dernières années, les taux annuels moyens de logements vacants se situent en dessous de 0.39% (Ocstat), et le nombre de nouveaux logements construits ne compense largement pas la croissance démographique du canton (Plan directeur cantonal Genève 2030 : étude des besoins et de l'offre en logements, 2011, p. 11). Cette pénurie engendre bon nombre d'effets négatifs sur la population et touche particulièrement les personnes les plus vulnérables.

Ma fonction d'éducateur social dans un foyer d'accueil d'urgence pour mineurs (« L'Etape ») me permet de constater certaines d'entre elles. La promiscuité et le manque d'intimité des membres de familles, dus à des appartements trop exigus et à des chambres à coucher insuffisantes en nombre par rapport à la taille des familles, prétéritent la qualité des devoirs scolaires effectués par les enfants et accentuent des conflits de fratrie, de couple ou de rapports parents – enfants. Des couples doivent continuer de vivre ensemble pendant de trop longues périodes alors qu'ils sont en instance de séparation ou de divorce, ce qui exacerbe les tensions et perturbe leurs enfants. Dans les situations de violences conjugales, le départ de la personne violente (ou de la victime) du domicile familial est rendu encore plus compliqué par le manque de logements disponibles, prolongeant d'autant le problème pour les enfants. Enfin, la cherté des loyers associée à la précarité des revenus engendre des expulsions de familles pour loyers impayés, situations pénibles, voire traumatiques, pour des familles dont une partie sont

temporairement accueillies dans des lieux d'accueil d'urgence ou des hôtels, aux frais des services sociaux.

Dans le but de résoudre la crise du logement en accélérant les constructions et de sortir des rapports politiques conflictuels qui l'ont entravée, le Conseil d'Etat, l'Association des communes genevoises (ACG) et des organisations représentant des intérêts divergents (promoteurs immobiliers et bâtisseurs, milieux économiques, syndicats et défenseurs d'une politique sociale du logement) ont signé le 1^{er} décembre 2006 un protocole d'accord. De ce consensus politique est notamment issue la Loi pour la construction de logements d'utilité publique (LUP) du 24 mai 2007.

La LUP n'abroge pas la LGL, elle la complète. Alors que cette dernière vise l'encouragement de la construction de logements sociaux, la LUP astreint l'Etat à constituer un parc de logements d'utilité publique représentant 20% de l'ensemble des logements locatifs ; il dispose pour cela d'un budget spécifique. La LGL laisse au secteur privé l'initiative de créer des logements subventionnés « (...) dans un cadre contrôlé par l'Etat » (Bürgisser & Dao 2010, p. 16) alors que la LUP oblige l'Etat à créer un nombre déterminé de logements d'utilité publique. L'objectif quantitatif de la LUP est ambitieux puisqu'une évaluation (id., p. 18) chiffre entre 15'000 et 20'000 le nombre de logements à construire ou à acquérir à ce titre: Cet effort sera complété par l'intégration d'une partie des logements sociaux détenus par les communes et des coopératives d'habitations afin d'atteindre les quelque 35'000 logements d'utilité publique correspondant au 20% fixé par la LUP.

La pérennité des logements d'utilité publique est un apport déterminant de la LUP puisque ce type de logements « (...) reste soumis au contrôle de l'Etat, sans limite dans le temps (...) » (Portail du logement de l'Etat de Genève, 2012) lorsqu'ils sont détenus par un propriétaire public. Si les propriétaires sont privés, le contrôle de l'Etat durera cinquante ans au moins, à comparer aux 20 à 25 ans prévus par la LGL

2.1.3 Domaine bâti et mixité sociale à Genève

La mise en œuvre de la LUP pose les enjeux d'une mixité sociale évitant la constitution de « ghettos » (Bürgisser & Dao, 2010, p. 17). L'un de ces enjeux est la localisation territoriale du parc de logements d'utilité publique, enjeu d'autant plus important que le statut de ces logements est pérenne (permanent ou de cinquante ans au moins). Dans une conférence donnée à la Haute école de travail social de Genève, « La citoyenneté agressive : la place des jeunes dans la cité » (module Offre d'approfondissement et de spécialisation intersites, 2010), MM. Bürgisser et Dao, respectivement directeur général de l'Office cantonal du logement et chef de projet LUP, ont souligné que le potentiel de développement des logements d'utilité publique est situé principalement, à court et à moyen termes, dans la couronne urbaine et notamment dans les communes qui comportent déjà les plus fortes proportions de logements sociaux du canton.

Une partie des terrains sur lesquels peuvent être potentiellement construits des LUP est située en zone à bâtir ordinaire de logements collectifs, qui ne permet pas de réguler la mixité du statut des logements, certains immeubles pouvant ainsi être à but social, d'autres relevant du marché libre (loués ou habités par leurs propriétaires, p. ex. en PPE). Ce potentiel est complété par des terrains constructibles situés dans les zones de développement dévolues aux habitations collectives, suite au déclassement de zones à bâtir ordinaires. L'objectif des zones de développement est de lutter contre la spéculation (contrôle par l'Etat des prix) et « de favoriser l'urbanisation, la restructuration de certains territoires, l'extension des villages ou de zones existantes » (Les zones d'affectation à Genève, 2008, p. 6). L'article 4a de la Loi générale sur les zones de développement du 29 juin 1957 (LGZD) impose une mixité des catégories de logements qui peuvent y être construits et par ce biais une mixité sociale (définie comme une échelle large des revenus des habitants). Cette mixité se mesure à l'échelle d'un quartier

nouvellement créé, comme ceux de Cressy, de la Tambourine ou du Vélodrome dont fait partie l'ensemble d'immeubles de Champ-Joly (terrain de l'étude empirique de ce travail de bachelor).

Dans les zones de villas déclassées au profit d'une zone de développement pour logements collectifs, cet article impose la construction d'au moins 15% de logements LUP et d'au moins 15% de logements HM (ou de coopératives) ; à défaut, 25% du terrain doit être cédé à l'Etat pour y construire des logements LUP. Les autres habitations collectives peuvent être du logement de marché libre (loué ou habité par le propriétaire, p. ex. en PPE), mais les prix de vente et les loyers restent contrôlés par l'Etat pendant dix ans. Pour une zone ordinaire agricole déclassée au profit d'une zone de développement pour logements collectifs, les proportions minimales de logements LUP et HM (ou de coopératives) sont plus élevées : 25% au lieu de 15%.

A l'initiative de la Fondation HBM Emma Kammacher, un nouveau modèle de mixité sociale à l'échelle d'un immeuble a été mis à l'épreuve des faits. Les locataires des immeubles HBM qu'elle possède dans le quartier de la Tambourine présentent en effet une étendue de revenus plus large que celle qui prévaut en général dans ce type de logement. Le loyer s'élève en fonction du revenu et de l'étage occupé. D'autres critères de mixité sociale ont également été introduits dans le choix des locataires. Comme pour les HM, la mixité sociale ne se mesure plus ici à l'échelle d'une commune ou d'un quartier, mais à celle d'un immeuble.

La densification des zones villas présente un potentiel important de construction de logements. Selon Jacques Béné, président de la Fondation HBM Emma Kammacher et député cantonal du parti libéral-radical, la zone villas représente 49% des zones constructibles et comporte seulement 9% du total des logements du canton (Bach, 2011, p. 4). Sa densification, est freinée par ceux qui y résident et souhaitent conserver son homogénéité sociale : « densifier c'est (...) mélanger, partager un même espace, soit un bouleversement du bâti autant que du tissu social. » (Weil, 2010, p. 4). Le parti libéral-radical a présenté en novembre 2011 un projet de loi qui vise à doubler le nombre de logements construits dans la zone villas. Des opposants y voient une manœuvre politique visant à éviter les déclassements en zone de développement (Bach, 2011, p. 4), qui imposent à la commune concernée d'accueillir des logements sociaux. Selon certains, il en résulterait des difficultés de bonne intégration dans la commune comme des problèmes d'ordre fiscal et budgétaire (nouveaux contribuables fiscalement peu intéressants, investissements nécessaires dans des équipements publics supplémentaires).

La mise en œuvre de la LUP pose également des enjeux d'arbitrage entre les dimensions économiques et sociales. En effet, les montants des loyers à payer par les locataires dépendent du rapport entre les coûts de construction des logements et les subventions publiques, notamment les aides à la pierre. Si les coûts de construction des logements d'utilité publique sont trop élevés en regard du budget alloué à la LUP, alors les loyers seront plus chers. Or, la LUP ne fixe pas de limite supérieure (ou de plafond) aux revenus des ménages pouvant accéder à un logement de cette catégorie. Les critères déjà présentés de taux d'effort et de taux d'occupation pour fixer les loyers, ainsi que la durée allongée ou définitive du statut de LUP, peuvent déboucher à terme sur une surreprésentation de personnes plutôt aisées. Un arbitrage politique entre les dimensions économiques et sociales des logements d'utilité publique n'est pour l'heure pas déterminé.

Le contexte politique actuel ne semble cependant pas être en faveur de la dimension sociale. Ainsi, Mark Muller, conseiller d'Etat en charge du Département des constructions et des technologies de l'information jusqu'à fin février 2012, a décidé en novembre 2008 de baisser fortement le soutien financier de l'Etat à la construction des HBM. Pour compenser cette perte financière, il préconise des mesures visant à diminuer les coûts de construction : « Eviter les balcons et les parkings en sous-sol, limiter la hauteur des plafonds à 2,40 mètres, intégrer les WC dans la salle de bains (...), diminuer la surface des appartements de près de 20% en

réduisant la taille des pièces et la dimension des circulations. » (Tribune de Genève, 2008, 9 novembre). Mark Muller et une majorité politique de droite s'attaquent ainsi aux standards de confort des logements HBM, remettant en cause une forme d'équité sociale qui existait jusqu'alors dans le domaine du logement.

Le débat politique, situé entre enjeux économiques, sociaux et de mixité sociale, n'est de loin pas clos et mènera probablement à la poursuite des transformations de la politique genevoise en matière de logement social. Reste à savoir quelles finalités et modalités en ressortiront et jusqu'à quel point cela modifiera les contextes et conditions d'habitation d'une bonne partie de la population.

Cette politique du logement davantage centrée sur l'aide individuelle que sur des bâtiments dédiés évite une concentration spatiale trop forte des personnes ayant droit à un logement social, et donc, par définition, économiquement ou socialement désavantagées. Mais quelles sont les justifications de cette intervention de l'Etat dans le logement en Suisse et à Genève, et quels objectifs les autorités se fixent-elles ? C'est ce que nous allons voir dans la suite de ce chapitre.

2.1.4 Objectifs et réalisations des politiques de mixité sociale en Suisse et à Genève

En Suisse, comme cela a été mis en évidence dès le début de ce chapitre, de nombreuses communes ont des quartiers ou des immeubles socialement marqués, et la qualité de l'habitat varie fortement d'une zone à l'autre. Contrairement à d'autre pays toutefois, en Suisse « (...) la différenciation spatiale des catégories socialement différentes se fait (...) plus en termes de structure du bâti qu'en termes de localisation territoriale (...) » (Schuler & Dessemontet cité dans Pattaroni, Kaufmann, & Rabinovic, 2009b, p. 328). L'Office fédéral du logement a soutenu plusieurs études et projets pilotes sur ce thème, sur lesquels il a fait le point (Office fédéral du logement, 2007). A l'origine figurent des problèmes tels que « (...) des plaintes de locataires incommodés par le désordre, le bruit et le vandalisme ou de propriétaires confrontés à un taux élevé de changement de locataire, à la difficulté de louer leurs objets (...) » (Office fédéral du logement, 2007, p. 2). L'absence de mesures correctrices entraîne alors une ségrégation sociale de la population et, à terme, la désagrégation du lien social.

La majorité de la population suisse vit dans des quartiers très peuplés. Les endroits défavorisés par un fort trafic automobile ou ferroviaire, un manque d'infrastructures, des bâtiments vétustes et des logements mal entretenus sont avant tout habités par des personnes économiquement ou socialement défavorisées, faute de pouvoir payer des loyers plus élevés. Les migrants y sont souvent surreprésentés, ajoutant au problème de ségrégation celui de l'intégration des étrangers et de la coexistence de groupes de personnes de culture différente.

Hauri (2009, p. 308) y voit le risque d'une spirale négative : pas de moyens financiers pour entretenir immeubles et appartements, location à prix bas attirant les personnes les plus vulnérables au plan économique et social, augmentation du vandalisme et de la criminalité, baisse de la qualité et de la réputation des services publics, notamment de l'enseignement, rendant d'autant plus difficile d'assurer aux jeunes les moyens de s'en sortir, et finalement départ du quartier de ceux qui en ont les moyens et remplacement de ceux-ci par des habitants plus précarisés. Même s'il n'y a pas en Suisse de ghettos et de zones de non droit comparables à ce qui existe en France, par exemple, il est nécessaire que la politique du logement cherche à éviter toute ségrégation excessive en créant les conditions d'une cohabitation socialement et économiquement plus diversifiée.

Le risque de ghettoïsation est bien réel, même en Suisse. Une enquête menée par Pattaroni, Thomas & Kaufmann (2009) a permis d'identifier des « lieux repoussoirs », ceux où l'on ne veut surtout pas habiter et dont des exemples sont spontanément cités par 88% des familles interrogées. Le plus souvent (41% de l'échantillon), c'est la qualité sociale de quartiers ou de communes qui est mise en cause, en raison d'une forte stigmatisation ; à titre d'exemples : le

quartier de la Bourdonnette et Renens dans la région lausannoise, Bümplitz et Bethlehem dans l'Ouest de l'agglomération bernoise. En deuxième lieu (31%), ce sont plutôt des qualités d'habitat qui sont mises en avant, amenant à rejeter un environnement urbain « (...) bruyant, stressant, pollué, pas adapté aux enfants. » (Pattaroni, Thomas & Kaufmann, 2009, p. 22). Ce sont ici les grandes villes en général et leur centre plus spécifiquement qui sont rejetés, à l'exemple de Genève, Bâle, Lausanne et Zurich.

Dans ce contexte, construire des logements destinés spécialement aux ménages à bas revenus ne peut que déboucher sur la stigmatisation et l'exclusion sociale. Hauri (2009, p. 310) propose à la place « des logements favorisant l'intégration, c'est-à-dire qui s'adressent, (...) aux ménages aisés comme aux ménages modestes, aux Suisses comme aux étrangers, aux jeunes comme aux personnes âgées et qui tiennent compte de leurs besoins spécifiques, offrent des espaces pour expérimenter d'autres formes d'habitat (...). »

Pour assurer une intégration de groupes contrastés dans un même espace, il faut de la tolérance et du respect mutuels, la reconnaissance de la légitimité de mœurs et de coutumes différentes (Office fédéral du logement, 2007, p. 2). Mais pour des populations socialement vulnérables, les ressources nécessaires en termes de formation, de moyens financiers ou de compétences linguistiques font souvent défaut. Les désaccords tendent ainsi à devenir conflits, et les ménages qui peuvent se le permettre tendent à quitter le quartier. Les mécanismes de ségrégation spatiale et d'exclusion sociale sont alors à l'œuvre, appelant des mesures correctrices. Il s'agit de stabiliser les habitants, notamment les plus anciens ou les plus favorisés économiquement et socialement. Les mesures adéquates, jouant notamment sur la qualité de l'environnement et celle des appartements, peuvent avoir pour effet d'augmenter les loyers, les mettant hors de portée des plus pauvres. En termes de politique du logement, un subventionnement des loyers est alors une mesure d'appoint indispensable pour ne pas les chasser. Comme on l'a vu dans le cas de Genève, la construction de nouveaux logements peut également favoriser une diversification des habitants. Dans tous les cas, des dispositifs législatifs et concrets permettant de restreindre les effets négatifs du laisser-faire s'imposent.

Selon le Briefing de l'Office fédéral du logement déjà cité (2007, p. 3), la palette des mesures qui peuvent être mises en place est vaste. Elle peut aller d'investissements plus ou moins lourds dans le parc immobilier et l'organisation du domaine bâti à des changements de critères de sélection des nouveaux locataires. En termes de domaine bâti, on peut penser par exemple à un environnement vert, à un éclairage nocturne suffisant, à la création d'espaces communautaires tels que places de jeux et lieux de rencontre et de détente. Afin d'éviter les effets de ghetto, « (...) des mesures contre l'exclusion spatiale et sociale peuvent également s'avérer nécessaires. » (Office fédéral du logement, 2007, p. 3). A titre d'exemple, les auteurs du rapport de l'Office fédéral du logement citent la mise sur pied d'offres de loisirs s'adressant également à des personnes extérieures au quartier ou qui s'étendent au-delà de ses frontières géographiques.

A Genève, le conseil d'Etat a décidé de réagir à la péjoration des conditions de vie observées dans certains quartiers populaires en élaborant « (...) un projet de loi relatif à la politique de cohésion sociale en milieu urbain. » (Bach, 2011, p. 5). La création d'un conseil politique et d'un comité de coordination dévolus à la cohésion sociale sont prévus. Pour Charles Beer, conseiller d'Etat en charge du Département de l'instruction publique, de la culture et du sport (DIP), l'objectif de cette loi « (...) est de mener une véritable politique de la ville permettant de restaurer le lien social dans ces quartiers. » (Bach, 2011, p. 5), par exemple en organisant des manifestations culturelles ou sportives. Les domaines d'interventions prioritaires seraient la santé, l'éducation, la culture, la formation, l'accès à l'emploi, la sécurité ou encore le logement.

Nous avons déjà décrit les dispositifs législatifs genevois en matière de logement social et de mixité sociale dans l'habitat, quelques aspects des réalisations et leur évolution (cf. chapitre 2.1). Nous allons maintenant présenter un exemple plus en détail qui est en même temps une

introduction au cadre institutionnel dans lequel se situe l'étude de terrain de ce travail de bachelor. Il s'agit de la Fondation HBM Emma Kammacher, déjà citée. Cette organisation est l'une des fondations immobilières de droit public chargée de construire et de gérer les logements HBM du canton de Genève. Elle gère plus de 1500 appartements HBM à Genève.

La Fondation HBM Emma Kammacher est propriétaire des immeubles HBM du nouvel ensemble immobilier du « Square Tambourine » (commune de Carouge) qui comporte 140 logements HBM, livrés aux locataires dès juin 2008. Pour octroyer les appartements, elle a sélectionné les candidats parmi les familles dont le revenu s'étageait entre très modeste et moyen. Son président, Jacques Béné, a lutté pour assurer une mixité sociale à l'échelle des immeubles HBM aussi large que possible, portant sur les différences de revenus pour un type d'appartement donné, ce qui implique aussi des loyers différents, et veillant à une diversité des âges et des origines nationales.

« La cohabitation est meilleure quand on mélange les catégories sociales », dit Jacques Béné (Bernet, 2008). Afin d'assurer la mixité souhaitée au sein des immeubles HBM, il a dû jongler avec les règles d'attribution des appartements, pour éviter une révision réglementaire qui aurait été trop difficile à obtenir. Il a ainsi pu attribuer certains logements à des ménages dont le revenu aurait été normalement trop élevé pour des logements HBM. Grâce à son pouvoir de persuasion, il a obtenu le feu vert de l'Office cantonal du logement pour mener cette expérience. La conviction du président : « On m'a notamment dit que des loyers différents pour les mêmes appartements allaient créer des frictions entre locataires. Pourtant, c'est souvent le cas sur le marché libre, sans que cela pose problème. » (Bernet, 2008). Le conseiller d'Etat Mark Muller pouvait ainsi annoncer lors de l'inauguration de ces premiers appartements construits sous l'égide de la LUP qu'ils accueillent un tiers de ménages au revenu très modeste, la moitié au revenu modeste et un sixième (20 logements sur les 140) à des ménages au revenu moyen.

Selon Jacques Béné, la mixité sociale engendre des effets positifs sur les jeunes générations et elle peut « dans de nombreux cas, (...) devenir source de rencontres, de compréhension et de tolérance... donc de sécurité. » (Régie du Rhône, 2008). Pour lui, la mixité sociale vise également à restreindre les dommages, parfois nombreux, causés aux biens immobiliers de la fondation (Bernet, 2008). A ces vertus de la mixité sociale dans l'habitat, le conseiller d'Etat Mark Muller ajoute celles de l'intégration et de la prospérité : « Le tissage, voire le métissage, jusque dans le lieu même de vie, de populations différentes, soit par leur revenus, soit par leur culture d'origine, est le gage d'une collectivité prospère, intégrée et intégrante. » (Muller, 2008). Comme nous le verrons dans le chapitre suivant, cette assertion est cependant contestée ou nuancée par bon nombre de chercheurs qui ont étudié la question des politiques de mixité sociale dans l'habitat et leurs effets.

2.2 Ségrégation spatiale et mixité sociale

De façon plus ou moins explicite selon les auteurs, il existe un rapport étroit entre différentes formes de ségrégation spatiale, les effets négatifs qui leur sont attribués et l'émergence de la notion de mixité sociale comme des politiques qui lui sont liées. Les problèmes liés à la ségrégation spatiale et à ses différentes formes ont un rapport direct avec les relations de voisinage, le « vivre-ensemble » pour reprendre la terminologie de plusieurs auteurs. En ce sens, ils constituent un fondement théorique important du thème de ce travail de bachelor.

2.2.1 Définition de la mixité sociale

Le terme de mixité a une origine latine, *miscere*, qui renvoie à l'idée de mélanger des éléments différents. La mixité peut s'appliquer à toutes sortes de caractéristiques sociales telles que les formes de l'habitat, la cohabitation de générations, la coexistence dans un même espace géographique ou social de personnes de genre, de catégories socio-professionnelles, de cultures

ou de nationalités différentes. Pour devenir opérationnelle, cette définition appelle deux précisions : l'échelle du cadre institutionnel ou spatial concerné (agglomération, commune, quartier, immeuble) et la mesure du degré de mixité constaté ou souhaité (quelles proportions de quels groupes sociaux). Mais elles ne sont le plus souvent pas précisées.

S'agissant de la mixité spatiale de l'habitat, l'idée générale est de rééquilibrer sa composition sociale par une politique volontariste, voire de contrainte (Avenel, 2005, p. 63). Elle suppose donc une homogénéité excessive et peut-être dommageable des personnes partageant une même zone d'habitation (Baudin 1999, p. 3). En se fondant sur les résultats visés, Bacqué (2003, cité dans Kirszbaum, 2008, p. 39) estime qu'une « politique de mixité sociale vise, par l'élaboration de programmes de logement notamment, à faire coexister différentes classes sociales au sein d'une même unité urbaine (quartier ou commune) ».

Dans un rapport d'étude commandée par l'Office fédéral du logement, Schulte-Haller (2011, p. 3) précise que la thématique de la mixité sociale concerne de nombreux domaines de recherches et problèmes de société : « (...) la sociologie urbaine, la planification et le développement urbains, l'intégration et la migration, le comportement résidentiel de la population, la recherche sur le milieu social, la pauvreté, l'exclusion et l'inclusion, les marchés du logement et du travail. »

2.2.2 Des effets de la ségrégation de l'habitat aux objectifs de mixité sociale

Le lien étroit qui unit les notions de ségrégation, en particulier ses effets négatifs, et de mixité ont été évoqués dès les premières pages de ce travail. Si les auteurs suisses ont peu développé ce lien à un niveau théorique, la consultation de la littérature internationale, en particulier francophone, permet de construire un cadre plus systématique.

2.2.2.1 Les causes de la ségrégation spatiale

Dans une contribution datant de 2004, Selod constate que, « en tout temps et dans tous les pays, les villes présentent une régularité frappante : elles ont toutes une structure spatiale stratifiée, opposant des quartiers riches à des quartiers moins aisés. » (Selod, 2004, p. 2). Nulle part on ne constate de mixité sociale au sens absolu, c'est-à-dire une répartition homogène des différentes catégories de la population dans l'ensemble de la cité. Les villes des pays développés sont de ce point de vue marquées par l'existence de « quartiers défavorisés » (Selod 2004, p. 2), où tendent à s'accumuler les difficultés sociales et économiques. On y trouve notamment une surreprésentation de jeunes, d'étrangers et de familles monoparentales. Trois facteurs contribuent à expliquer cette permanence aux yeux de Selod : le marché foncier, les politiques publiques du logement (particulièrement dans le cas de la France) et des réglementations locales.

Au niveau du *marché foncier*, ce sont les différences de prix du terrain, de qualité des immeubles et de niveau des loyers qui expliquent l'occupation différenciée de l'espace urbain. Les différences de prix ont des dimensions objectives et des dimensions plus subjectives. Parmi les dimensions objectives, la position au sein de l'agglomération joue un rôle important : proximité des emplois et des commodités telles que commerces, restaurants, institutions de loisirs. Mais d'autres caractéristiques du quartier interviennent aussi, l'amélioration de la mobilité individuelle relativisant actuellement la notion de proximité. Parmi ces caractéristiques, le profil socio-professionnel et culturel de la population qui y réside joue un rôle à la fois d'attraction et de répulsion, comme le font aussi la qualité des infrastructures de quartier et la qualité supposée ou réelle de ses établissements scolaires. La qualité des logements intervient évidemment. A côté de ces éléments objectifs, des dimensions subjectives viennent renforcer les effets de marché. Si les familles d'origine suisse ne souhaitent pas habiter dans les mêmes quartiers que les familles d'origine étrangère, la demande de logement sera plus faible dans ces

derniers, entraînant une baisse de prix indépendamment de leur qualité intrinsèque et de leur valeur initiale. C'est ainsi que s'expliquent en partie les transformations urbaines faites de réaffectations sociales selon les moments historiques.

Les *politiques publiques* du logement peuvent elles-mêmes contribuer à certaines formes de ségrégation sociale de l'espace urbain. C'est ainsi qu'en France des politiques de logement social en faveur des populations défavorisées ont longtemps été mises en œuvre sans tenir compte de la mixité sociale. Le développement des grands ensembles périphériques entre 1963 et 1977, jointe à une politique de rénovation urbaine dans les années soixante, ont fait massivement migrer les plus pauvres du centre ville vers les grandes banlieues. Plus récemment, les locataires les plus aisés des logements sociaux ont eu tendance à en sortir dès que leur situation économique le permettait, contribuant à accentuer encore le phénomène de ségrégation spatiale.

En France toujours, des *réglementations locales* ont aussi apporté leur pierre au maintien de la ségrégation spatiale, notamment en refusant les permis de construire des immeubles dans les zones résidentielles. Conséquence de cette « discrimination indirecte » (Selod, 2004, p. 10) : les familles relativement défavorisées ne peuvent accéder à de meilleurs quartiers résidentiels, et les plus riches conservent l'avantage d'habiter dans un quartier socialement homogène. Les tensions entre canton et communes apparaissant à Genève dans le cadre de la mise en œuvre de la politique du logement s'apparentent à l'exemple français.

2.2.2.2 Les effets de la ségrégation spatiale

Chamboredon & Lemaire (1970) avaient déjà pris conscience du fait que cette réalité résulte d'un effet de masse : « Ce qui, ailleurs, serait poussière de 'cas sociaux' perçus chacun isolément devient une catégorie qui pose un 'problème' social, une 'population' dont on peut tracer le portrait moral et recenser toutes les caractéristiques. » (Chamboredon & Lemaire, 1970, p. 29). A cette dimension collective, le recueil collectif « L'habitation comme vecteur de lien social » précise au niveau des conséquences plus personnelles que les habitants des HLM se trouvent « (...) 'à la marge', que ce soit par rapport à leur lieu d'habitation ou à leur insertion dans les rapports sociaux d'une société. Socialement disqualifiées, stigmatisées, ces populations sont refoulées dans leur logement (...) » (Baillergeau & Morin, 2008, p 6). A la marge par rapport à une réelle intégration dans la société, persistance d'une exclusion dans le temps et dans l'espace.

A la limite, ce ne sont plus seulement les pauvres qui s'entassent dans ces ghettos des temps modernes que sont certains grands ensembles, ce sont aussi les plus riches qui, comme aux Etats-Unis, se créent des sortes de ghettos, les « 'gated communities', sécurisés, dans lesquels ils tentent de vivre à l'écart des problèmes sociaux générés par les excès de la ségrégation ; (...) la ségrégation menace les vertus politiques de la vie urbaine, les villes perdant leur capacité d'exposition à la différence et donc leur capacité à nourrir le lien social. » (Charmes, 2009, pp. 1-2).

Comme on l'a vu, le fonctionnement libre du marché du logement dépend de facteurs objectifs et d'éléments subjectifs. De ce point de vue, la ségrégation tend à engendrer un cercle vicieux, en amplifiant les problèmes économiques et sociaux, sous forme de « causalité cumulative » (Selod, 2004, p. 20) : la détérioration des quartiers fait fuir les groupes les moins défavorisés, aggravant d'autant leur situation et leur réputation négatives. Poussée à son extrême, l'évolution débouche sur « (...) des ghettos urbains, de véritables trappes spatiales de pauvreté où les populations ne parviennent plus à échapper au chômage, à la sous-qualification, en un mot à l' 'exclusion' ». (Selod, 2004, p. 20). Les politiques de mixité sociale dans l'habitat sont précisément une façon de lutter contre ce cercle vicieux.

Dans ce cadre, l'école est souvent un enjeu central, non seulement pour les autorités, mais également pour une partie des populations marginalisées. De nombreuses études mettent en évidence les effets négatifs de la ségrégation, notamment pour les élèves d'origine modeste. De façon plus générale en ce qui concerne la formation, Selod (2004) relève que dans tous les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), « (...) le niveau scolaire des quartiers en difficulté est inférieur à celui de leurs agglomérations et le chômage y est beaucoup plus élevé. » (Selod, 2004, p. 2). Entre formation des jeunes et qualification des adultes, la ségrégation au niveau de l'habitat fonctionne elle-même comme un frein à l'acquisition de ce que les économistes appellent le capital humain. On connaît bien le fait que cette ségrégation, en concentrant des élèves en difficulté dans les établissements scolaires du quartier, produit un taux élevé d'échec scolaire. On peut l'expliquer par ce qu'on appelle « des effets de pairs » (Selod, 2004, p. 11) : la réussite d'un élève dépend fortement des caractéristiques socio-économiques des autres élèves de la classe. Autrement dit, ce sont les chances de réussite de l'ensemble des élèves qui sont ainsi diminuées.

Le même type de fonctionnement social s'applique, selon Selod (2004), aux problèmes sociaux. De Crane, il reprend la « (...) théorie 'épidémique' des ghettos selon laquelle la propension des jeunes à adopter un comportement déviant (par exemple l'abandon des études, ou la participation à la délinquance locale) (...) » (Selod, 2004, p. 11) est corrélée aux pourcentages de personnes se comportant de la sorte dans le quartier. Il faut d'ailleurs remarquer que ce type de contagion est renforcé lorsque les adultes du quartier sont eux aussi au chômage et sont donc loin de représenter un modèle de réussite pour les jeunes.

Ce constat lié aux rapports intergénérationnels, Selod (2004, p. 11) le généralise aux réseaux sociaux, dont la qualité est moindre dans les quartiers défavorisés. On sait également qu'une partie des emplois sont trouvés grâce aux contacts personnels, notamment lorsqu'il s'agit de jeunes ou d'adultes peu qualifiés, souvent immigrés (Holzer, 1987, cité dans Selod, 2004, p. 11). Habiter une zone défavorisée devient donc un handicap supplémentaire dans l'accès au marché du travail, d'autant plus que certaines entreprises hésitent à engager des personnes habitant de tels quartiers.

Ce point de vue, très présent dans la littérature scientifique américaine, est relativisé par certains auteurs européens et notamment français. Ainsi Kirszbaum (2008, p. 54) note que ces chercheurs « (...) sont restés très prudents quant à l'estimation du poids du facteur 'quartier', montrant que d'autres variables – à commencer par l'origine étrangère – pesaient plus lourdement dans les inégalités observées. »

La ségrégation n'a cependant pas que des effets négatifs. Les quartiers ethniques facilitent par exemple les rapports avec la culture d'origine et l'accès aux biens et services typiques, sans compter le maintien de la compétence linguistique d'origine ou son acquisition par les enfants. Même l'accès à l'emploi peut être facilité grâce aux contacts plus étroits avec des gens de même origine nationale (Selod, 2004, p. 12).

Dans nombre de pays étrangers comme en Suisse, les effets négatifs réels ou supposés de la ségrégation spatiale induisent des politiques de mixité sociale dans l'habitat destinées à la combattre. La France est, avec les Etats-Unis et les Pays-Bas, un des Etats qui a « (...) conçu les politiques de mixité les plus volontaristes (...) » (Kirszbaum, 2008, p. 17). Mais de telles politiques existent aussi au Royaume-Uni, en Belgique, au Danemark, en Suède, en Australie et au Canada. Dans d'autres pays, les politiques de diversification visent moins la mixité sociale comme objectif central que la diffusion de logements à loyer modéré dans les nouveaux ensembles (Guigou, Sagot & Mandon, 2005, cité dans Kirszbaum, 2008, p. 17).

2.2.3 Les objectifs des politiques de mixité sociale

Des politiques ciblées sur les quartiers en difficulté se développent au début des années 80 en France et en Grande-Bretagne d'abord, suite aux troubles sociaux et aux révoltes dans de grands ensembles. En Allemagne, en Espagne et en Italie, leur apparition est plus récente (Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Ile-de-France, IAURIF, 2006, cité dans Lelévrier, 2006, p. 109). Dans les grandes villes françaises, l'écart entre les quartiers favorisés et ceux des laissés-pour-compte s'accroît. Les inégalités sociales deviennent visibles dans le territoire. Cette évolution renforce les stratégies d'attraction et de répulsion des ménages par rapport à certains quartiers ou à certaines localités, aggravant du même coup la ségrégation. Les classes moyennes tendent à suivre les stratégies des classes supérieures, notamment pour la scolarisation de leurs enfants. La place importante des immigrés dans les zones stigmatisées engendre la peur de l'immigré et des communautés ethniques, élargissant le débat aux questions d'intégration.

La notion de mixité sociale oppose une sorte d'idéal à cette situation. Elle est parée de « (...) vertus comme l'échange et la tolérance, l'enrichissement mutuel et l'harmonie sociale. » (Avenel, 2005, p. 64). En France, elle revêt une sorte d'évidence, à même de contrer l'existence de ghettos et la crainte du communautarisme. Elle a donc une dimension idéologique, constituant une justification de l'intervention de l'Etat. La recherche de mixité sociale se retrouve dans l'action politique de la plupart des pays, avec comme objectif premier la lutte contre la ségrégation spatiale et ses effets (Selod, 2004, p. 1). Concrètement, il s'agit de répartir la population de façon plus équilibrée, sans que les textes légaux en précisent clairement les contours (Selod, 2004, p. 6).

Kirszbaum (2008, p. 7) partage ce point de vue et ajoute que la mixité sociale est en rapport plus ou moins direct avec de nombreuses autres thématiques, comme la politique urbaine, la ségrégation sociale dans la ville, l'intégration des immigrés, les diverses formes de discrimination, la politique en matière foncière et d'aménagement. Comme le rappelle Avenel (2005, p. 63), la politique scolaire est au moins implicitement un des objectifs de la mixité sociale. En France en particulier, (Avenel, 2005, p. 67) deux types d'interventions sont au front de la politique de mixité : la lutte contre les ghettos où se concentrent les populations défavorisées d'une part, une répartition plus homogène des logements sociaux d'autre part, notamment par l'introduction de quotas de logements sociaux dans les communes dites riches. Indirectement c'est la « fracture sociale » (selon la terminologie de Jacques Chirac dans sa campagne pour la présidence française), marquée notamment par l'accroissement de la délinquance, la montée de l'individualisme, la hausse de l'exclusion... (Baudin, 1999, p. 3).

Tout en partageant ce point de vue sur les politiques de mixité sociale, Selod (2004) va plus loin dans son analyse, en constatant que, dans les dispositifs français, la politique de mixité vise plus ou moins explicitement des finalités sociales. La principale serait « (...) de réduire la pauvreté en réduisant les poches (...) » (Selod, 2004, p. 6) où elle s'accumule, dont un des instruments est, sans surprise, une meilleure répartition des populations défavorisées entre les communes. Subsidiairement, on vise aussi un brassage ethnique, favorisant l'intégration des migrants bien mieux que les grands ensembles stigmatisés peuvent le faire. Vue ainsi, la politique de mixité apparaît comme une réponse à la « culture de la pauvreté » (Kirszbaum, 2008, p. 53), qui résulte de l'isolement social de groupes défavorisés dans certains quartiers. En référence à ce constat, de nombreux auteurs américains estiment que la constitution de réseaux sociaux, ce qu'on pourrait appeler avec eux un capital social, permet de contribuer à la promotion des individus.

Dans le cadre d'un point de situation commandité par l'Office fédéral du logement (OFL), Schulte-Haller (2011) résume la problématique des politiques de mixité sociale à l'aide de cinq questions principales et trois thèses. La première de ces questions porte sur les objectifs de la mixité sociale : « (...) à quels problèmes la mixité sociale peut-elle apporter quelles

solutions ? » (Schulte-Haller, 2011, p. 5). L'auteure se réfère en premier lieu à l'écart se creusant entre riches et pauvres depuis le début des années 90. La mondialisation impose de se défendre sur le marché des délocalisations – relocalisations, mettant en jeu l'attractivité des villes et pouvant être compromis par les effets négatifs de la polarisation riches – pauvres. Il faut donc éviter les effets de la ségrégation spatiale évoquée précédemment, ce que visent précisément les politiques de mixité sociale. Dans ce cadre, les mesures d'assainissement du domaine bâti ne constituent pas un moyen de lutte contre la précarité au niveau individuel, puisqu'elles ont pour conséquences de renchérir les loyers, accentuant dans certains quartiers la « gentrification » (cf. chapitre 2.2.5.4).

La deuxième question porte sur les objectifs visés par « (...) une meilleure mixité sociale (...) » (Schulte-Haller, 2011, p. 5). Selon Schulte-Haller (2011), une des idées forces réside dans l'effet positif, au niveau des valeurs et des comportements, que peut entraîner la cohabitation avec des groupes sociaux plus favorisés. On pense entre autres aux questions de propreté et de sécurité, mais également aux ambitions personnelles et pour les enfants. Pour expliquer les risques de polarisation de la ségrégation et les effets positifs de la mixité sociale, l'auteure propose trois thèses.

Thèse 1 : le pourcentage d'étrangers est trop élevé. Comme nous l'avons vu, cet argument se retrouve fréquemment dans l'exposé des effets négatifs de la ségrégation et dans la justification de la mise en œuvre de politiques de mixité sociale. La concentration de populations à risque empêche l'intégration des étrangers, engendre des sociétés parallèles, favorise la criminalité, voire le terrorisme.

Thèse 2 : « la concentration spatiale de pauvres engendre une 'culture de la pauvreté'. » (Schulte-Haller, 2011, p. 13). Faute notamment des exemples évoqués dans le commentaire de la deuxième question, la massification des groupes à risque dans des quartiers favorise la permanence de leurs systèmes de valeurs et de leurs comportements, constituant la culture de la pauvreté évoquée plus haut. Au bout du processus, c'est la ghettoïsation.

Thèse 3 : « l'intégration sociale s'effectue dans le lieu d'habitation et dans le cadre de vie. » (Schulte-Haller, 2011, p. 13). Si tel est le cas, une trop grande homogénéité sociale des quartiers empêcherait ou en tout cas restreindrait la confrontation à la culture d'autres milieux sociaux, empêchant par conséquent l'intégration des groupes concernés à la société globale.

Au-delà de son caractère quelque peu schématique, la synthèse proposée par Schulte-Haller a le mérite de rendre un peu plus concrets les objectifs des politiques de mixité sociale. Dans ce cadre, Selod (2004, p. 20) estime que l'objectif de mixité sociale va effectivement au-delà d'une répartition plus équilibrée des logements sociaux. La mixité sociale pose l'enjeu de la reconnaissance et de l'intégration de groupes sociaux dans un contexte de société où « (...) le modèle d'intégration individuel – au 'cas par cas' (...) » (Selod, 2004, p. 20) ne se montre pas suffisamment efficace.

2.2.3.1 Quelques éléments de comparaison internationale

Nous avons déjà noté en passant (cf. chapitre 2.2.3) que des politiques de diversification des habitants au niveau des quartiers et des agglomérations concernent de nombreux pays depuis les années 80 au moins (Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Ile-de-France, IAURIF, 2006, cité dans Lelévrier, 2006, p. 109).

Aux Pays-Bas, la problématique s'inscrit nettement dans le cadre d'une lutte contre la ségrégation et les tendances à la concentration de groupes à risques qui l'accompagne. Cette dernière est considérée comme problématique pour trois raisons : danger pour ces groupes eux-mêmes, danger pour les autres habitants du quartier (nuisances) et danger pour la société elle-même (polarisation, heurts, désagrégation du lien social) (Baillergeau, Duyvendak, van der

Graaf & Veldboer, 2005, p. 97). En Belgique, et plus particulièrement en Flandres, l'accent est aussi mis sur l'intégration des migrants.

En France, on relève une situation spécifique due au fait que les quartiers qualifiés de « sensibles » (un bel euphémisme...) résultent pour l'essentiel de l'évolution des grands ensembles des années cinquante et soixante, produits d'un urbanisme fonctionnel. La forte croissance économique et démographique de ces années a imposé de construire dans l'urgence des logements à bon marché, sensés offrir le confort moderne tout en permettant un brassage de population. Une volonté politique de mixité apparaissait déjà à l'époque, mêlant pauvres, classes populaires et nouvelles couches moyennes (Avenel, 2005, p. 65). Aucun autre pays ne semble être allé aussi loin que la France dans cette approche.

Dans les pays anglo-saxons en particulier, la politique de mixité sociale n'est ni omniprésente, ni le fer de lance des politiques sociales (Kirszbaum, 2008, p. 17). En Espagne, au Portugal et en Allemagne, le lien entre ségrégation (des immigrants notamment) et intégration ne passe pas par la notion de mixité. En fait, les problématiques de ségrégation et de discrimination débouchent sur des solutions qui dépendent des moyens légaux disponibles, soit en termes de politique du logement, soit en fonction de l'aménagement de l'espace au sens large du terme. D'un point de vue plus idéologique, ces pays ne cherchent pas à démanteler des ghettos qui seraient considérés comme défavorables aux immigrants. D'ailleurs, les groupes visés par les politiques publiques ne sont pas forcément des immigrants. Si l'intégration des groupes minoritaires est en ligne de mire, c'est sans référence explicite à la notion de mixité (Driant, Drosso, Lefevre & Lelévrier, 2006, cité dans Lelévrier, 2006, p. 107).

Cet accent de la politique urbaine ne se retrouve pas dans les approches plus pragmatiques de villes européennes comme Berlin, Londres, Barcelone ou Milan. Bien que présente, la volonté de diversifier l'habitat y est pensée d'abord en termes sociaux, économiques et démographiques. Il s'agit entre autres d'assurer la présence de commerces de proximité, comme à Berlin, la cohabitation entre générations, comme à Milan, ou entre nationalités, comme à Barcelone (Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Ile-de-France, IAURIF, 2006, cité dans Lelévrier, 2006, p. 110). Différents outils sont mis en œuvre pour atteindre ces objectifs, tels que quotas de logements abordables dans les nouvelles constructions, marge de manœuvre dans la fixation des loyers. Contrairement à ce qui se passe en France, ces instruments peuvent être modulés au niveau d'un partenariat privé-public en fonction des particularités locales. Cette marge de manœuvre se retrouve aussi en Allemagne, entre autres sous la forme d'un déplaçonnement des loyers (Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Ile-de-France, IAURIF, 2006, cité dans Lelévrier, 2006, p. 111).

La France, mais aussi les Etats-Unis et les Pays-Bas comptent parmi les pays qui ont développé les politiques de mixité parmi les plus volontaristes (Kirszbaum, 2008, p. 17). Aux Etats-Unis particulièrement, l'objectif central a été depuis une quarantaine d'années d'éviter l'émergence de deux sociétés séparées et inégales, l'une blanche, l'autre noire. Il s'agissait notamment de faciliter l'accès des minorités raciales et ethniques aux banlieues résidentielles blanches en contrant les mécanismes de ségrégation et les tendances à la ghettoïsation, lutte devenue avec la commission Kerner (mandatée par le président Johnson pour trouver des solutions à la ségrégation des noirs) une priorité nationale. Mais une volonté de diversifier les profils d'habitants des quartiers défavorisés tend à se répandre dans toute l'Europe, en cherchant par exemple à y attirer des ménages des couches moyennes, ou à offrir de meilleurs logements aux résidents qui sont en phase d'ascension sociale (Baillergeau, Duyvendak, van der Graaf & Veldboer, 2005, p. 6). C'est aussi, nous l'avons vu, l'approche qui est privilégiée à Genève.

2.2.4 Instruments des politiques de mixité sociale

La mise en œuvre des politiques de mixité sociale repose d'un côté sur des institutions chargées d'appliquer les dispositions législatives et d'un autre sur des moyens concrets permettant de réaliser les objectifs visés. Du point de vue institutionnel, les organismes HLM ou équivalents sont en France comme, toutes proportions gardées, en Suisse (ou en tout cas à Genève), « les grands acteurs du tri urbain » (Avenel, 2005, p. 66).

Au plan législatif, la France veut atteindre les objectifs de mixité sociale en répartissant les logements sociaux de façon plus équilibrée entre les agglomérations et les communes. Il s'agit en somme de disperser les ménages défavorisés, notamment mais sans le dire explicitement les familles immigrées, dans l'ensemble d'un parc de logements sociaux eux-mêmes mieux disséminés. Mais des dispositions cherchent également à maintenir des ménages des classes moyennes dans les logements sociaux (Groupe d'étude et de lutte contre les discriminations, GELD, 2001, cité dans Kirszbaum, 2008, p. 13). Des quotas sont fixés (Avenel, 2005, p. 67). En 2005 a été concrétisée une loi sur les rénovations (au niveau des quartiers) et sur le renouvellement urbain (au niveau de la ville). En revitalisant les quartiers et les villes, on cherche à mieux maîtriser leur peuplement et à induire une véritable mutation urbaine (Avenel, 2005, p. 67).

On l'a vu, une part importante des zones sensibles en France est formée de grands ensembles déjà anciens et maintenant dégradés. A la gestion des nouveaux locataires et à une meilleure répartition spatiale des logements sociaux s'est ajoutée une politique volontariste de mutation de ces zones sensibles. Une rénovation urbaine est engagée par la loi Borloo de 2003. Elle prévoit la démolition de 200'000 (en fait 250'000) logements en cinq ans, qui ont apporté par la télévision des images impressionnantes du minage de barres d'immeubles. Un même nombre de nouveaux logements a été construit, mais en mêlant logements sociaux, logements en loyer libre et logements en propriété par étage (Kirszbaum, 2008, p. 14).

Aux Etats-Unis, des dispositifs nés sous l'impulsion des tribunaux consistaient à proposer à des habitants des quartiers défavorisés, appartenant très majoritairement à des minorités raciales et ethniques, de déménager dans des zones où les Blancs sont majoritaires. Il s'agit en somme de désagréger les produits de la ségrégation ! Cet instrument privilégie la mobilité individuelle vers des quartiers plus favorisés de préférence à une dispersion spatiale des logements sociaux. A noter que cette politique est bien moins coûteuse pour les collectivités publiques que celle qui consisterait à intervenir sur les nouvelles constructions ((Hartung & Henig, 1997, cité dans Kirszbaum, 2008, p. 20).

Mais les Etats-Unis ont aussi eu recours à d'autres instruments. On pense en particulier à l'« enrichissement sans déménagement » (Downs, 1973, cité dans Kirszbaum, 2008, p. 20), prémisses aux politiques de développement communautaire. Il s'agit de favoriser l'émergence d'une classe moyenne parmi les pauvres des quartiers défavorisés, en veillant à ce que ces ménages plus favorisés ne déménagent pas ailleurs. La mixité repose en somme sur une ascension sociale au sein même de la communauté défavorisée, grâce à un développement communautaire reposant entre autres sur l'idée que les quartiers ne sont pas seulement une source de difficultés pour leurs habitants, mais qu'ils comportent aussi des ressources à valoriser « en puisant dans le capital physique, foncier, commercial, financier, intellectuel, relationnel et civique de la 'communauté'. » (Ferguson & Dickens, 1999, cité dans Kirszbaum, 2008, p. 20).

A côté de la stratégie « place » (revitalisation endogène des quartiers) et de la stratégie « people » (mobilité résidentielle) s'est glissée plus récemment aux Etats-Unis une troisième approche. De la stratégie « people », elle conserve l'idée de mobilité individuelle. Mais contrairement aux programmes de mobilité habituels, elle cherche à opérer une sorte de tri en conservant les habitants les plus favorisés et en facilitant la mobilité des moins favorisés. On

peut ainsi accroître très rapidement l'attractivité des quartiers concernés, alors qu'une politique de développement communautaire prend du temps (Kirszbaum, 2008, p. 21).

Dès le début des années 90, aux Etats-Unis toujours, le programme Hope VI (Housing Opportunities for People Everywhere) s'écarte de l'idée d'intégrer des ménages pauvres dans les quartiers plus riches en cherchant à attirer des moins pauvres dans les quartiers pauvres à l'aide de bons de mobilité résidentielle (Goetz, 2003b, cité dans Kirszbaum, 2008, p. 21). Cette politique de diversité résidentielle a été complétée, comme en France, par une politique de constructions nouvelles et de rénovations dans les zones défavorisées afin de faciliter la mixité sociale par l'élargissement du marché du logement. Très présente aux niveaux fédéral et local, cette politique est mieux acceptée par l'opinion publique que celle qui s'adresse exclusivement aux groupes défavorisés (Kirszbaum, 2008, p. 22).

Une approche similaire a été mise en place aux Pays-Bas : dans les quartiers de minorités pauvres, les mêmes orientations s'y trouvent combinées, stabilisation d'une classe moyenne, attraction d'une population extérieure et dissémination d'une partie des habitants initiaux (The Netherlands Council for social development, RMO, 2005, cité dans Kirszbaum, 2008, p. 23).

2.2.5 Quelques considérations critiques sur les politiques de mixité sociale

Kirszbaum (2008) constate que les sciences sociales apportent peu d'eau au moulin de la mixité sociale dans les espaces urbains, ce qui contraste avec l'engouement des politiques pour cet objectif. Il souligne « (...) la dénonciation presque unanime des politiques de mixité sociale par le milieu de la recherche (...) » (Kirszbaum, 2008, p. 7) alors qu'à contrario les responsables politiques croient à cette politique et la mettent en place.

2.2.5.1 Un concept flou

On peut être d'accord avec Avenel (2005, p. 63) pour affirmer que la notion de mixité sociale est relativement indéterminée, puisqu'elle peut concerner des formes d'habitat, différentes générations, des catégories socio-professionnelles ou des nationalités différentes. Elle pose aussi, comme on l'a déjà vu, un problème d'instruments de mesure et d'échelle (immeuble, quartier, commune, agglomération ?). C'est aussi le point de vue de Selod, qui estime que la mixité sociale ne peut se définir formellement que de façon très large, soit « (...) comme la coexistence sur un même espace de groupes sociaux aux caractéristiques diverses. » (Selod, 2004, p. 6). Pour ce chercheur, tant le contenu que les finalités des politiques de mixité sociale ne font pas l'objet d'un vaste accord (Selod, 2004, p. 6). Le concept de mixité est par ailleurs irréalisable en termes de mesurabilité objective : « (...) quelle est la proportion d'ouvriers ou d'étrangers à partir de laquelle un espace n'est plus mixte ? » (Epstein & Kirszbaum, 2003, cité dans Kirszbaum, 2008, p. 41).

2.2.5.2 Une notion idéologique

En fait, on peut considérer avec Avenel (2005, p. 64) que la mixité sociale n'est pas vraiment un concept scientifique, mais renvoie à un mythe, autrement dit des valeurs et des représentations qui structurent la société. On a vu qu'elle se réfère à un idéal impossible à définir précisément. La mixité est liée à l'échange et à la tolérance, à l'enrichissement mutuel et à l'harmonie sociale. Bien qu'idéologique, la mixité prend dans le débat politique une valeur positive l'opposant aux ghettos et au communautarisme. Vue ainsi, elle est donc avant tout un concept politique qui légitime l'action de l'Etat.

Les recherches scientifiques montrent qu'il n'est pas évident de prouver les effets positifs de la mixité sociale. Leurs résultats indiquent plutôt que la proximité spatiale de groupes sociaux différents tend à exacerber les différences et les conflits. Les populations pauvres sont-elles toujours gagnantes à une politique de mixité, même lorsque les brassages de population font

disparaître les anciennes communautés de quartier ? « (...) les actions en faveur de la mixité peuvent (...) priver les individus de ressources sociales et culturelles issues d'un milieu d'entraide et de solidarité. » (Avenel, 2005, p. 68).

Charmes aborde ce thème sous l'angle de la stigmatisation, en l'occurrence « (...) la reconnaissance sociale et politique des quartiers populaires. » (Charmes, 2009, p. 13). En parlant des nécessités de la mixité, on fait des quartiers défavorisés des « *espaces pathologiques* » (Charmes, 2009, p. 13). Habiter des « quartiers difficiles » ou des « zones de non droit » fait ressentir le mépris de la société. (...) considérer les quartiers populaires comme des ghettos qu'il faut éradiquer, c'est s'interdire de les reconnaître comme des acteurs politiques légitimes. » (Charmes, 2009, p. 13). La France est bien éloignée des politiques de développement communautaire mises en œuvre sur le continent nord américain.

Kirszbaum (2008) cite une série d'auteurs qui vont dans le même sens d'une politique de mixité sociale au service d'objectifs plus globaux. Lévy (2006, cité dans Kirszbaum, 2008, p. 47) parle ainsi d'une tentative de « contrôle social et policier des espaces non conformes ». Genestier (2003, cité dans Kirszbaum, 2008, p. 47) y voit « une volonté de normalisation comportementale et de domination des cultures des classes moyennes et par ce fait de déni de l'identité sociale des couches dominées ». Chanal & Uldry (2004, cité dans Kirszbaum, 2008, p. 47) considèrent que les politiques de mixité sociale représentent « l'espoir douteux, voire totalitaire, d'une harmonie sociale qui résulte de l'homogénéité des comportements ». Pour Avenel, les politiques de mixité sont une résurgence des projets du 19^e siècle de « (...) moralisation des catégories populaires dans des quartiers définis par le regard des classes supérieures » (2005, p. 69).

Ces approches montrent bien le type de mythes qui se cache derrière les politiques de mixité sociale. Sarkissian (1996 et Sarkissian et al., 1990, cités dans Kirszbaum, 2008, p. 51) dresse de son côté une liste des vertus attribuées à la mixité :

- esprit d'émulation en faveur des couches inférieures
- fertilisation croisée des cultures
- augmentation de l'égalité des chances
- apprentissage de la démocratie
- harmonisation sociale par la diminution des tensions sociales et raciales
- maturation des individus par la confrontation aux dissonances et aux conflits
- préservation de la stabilité résidentielle des quartiers
- etc.

Baillergeau, Duyvendak, van der Graaf & Veldboer (2005, p. 58) ne croient guère à une mixité sociale renversant les conséquences négatives de la concentration (exclusion structurelle durable et peu de chances de s'intégrer). Selon eux, il n'est pas certain que la mixité sociale dans l'habitat permette de générer des réseaux sociaux plus diversifiés au sein des quartiers. Leur analyse des réseaux montre que la mixité de quartier ne se reflète pas dans les réseaux sociaux. Il s'agit certes d'un résultat provenant d'une recherche en Belgique, mais on peut faire l'hypothèse, au vu de ce que rapportent d'autres chercheurs, qu'il ne s'agit pas pour autant d'un cas particulier.

Au vu de ses résultats de recherche, De Decker (2004, cité dans Baillergeau, Duyvendak, van der Graaf & Veldboer 2005, p. 58) estime que la mixité sociale n'est pas souhaitable car elle « (...) ne vise qu'à lutter contre les symptômes du problème ». Il constate que les effets positifs en termes de mobilité sociale ascendante pour les classes défavorisées annoncés par les tenants des politiques de mixité sociale ne sont jamais démontrés et que les recherches internationales aboutissent à des résultats contraires (De Decker, 2004, cité dans Baillergeau, Duyvendak, van der Graaf & Veldboer, 2005, pp. 58-59).

2.2.5.3 Une homogénéisation utopique

La politique des grands ensembles postulait l'apparition d'un nouveau genre d'hommes, transcendant les classes sociales grâce à la proximité spatiale. Chamboredon & Lemaire qualifient d'utopie cette assertion qui « (...) attribue (...) au seul pouvoir de la coexistence de groupes sociaux autrefois séparés (...) l'émergence d'une société nouvelle, affranchie des divisions de classes traditionnelles, et, le plus souvent, composée d'hommes nouveaux au 'psychisme' original. » (Chamboredon & Lemaire, 1970, p. 3). Ces auteurs ont observé que les différences de valeurs, de modes de sociabilité et de modes de vie propres à chaque classe sociale ne s'effacent pas au contact des autres mais ont bien plutôt tendance à s'exacerber.

Baudin (1999, pp. 5-6) va dans le même sens en partant du constat que la mixité sociale repose en fait sur le postulat que c'est en homogénéisant la composition sociale au niveau des espaces urbains qu'on éviterait une fragmentation de la société. On passe en somme d'une caractéristique de ces espaces (homogénéité) à ses effets sur les rapports sociaux et sur la vie en société. Autrement dit, ces politiques cherchent à spatialiser la question sociale. Baudin qualifie « d'illusion technicienne » le fait de « (...) penser qu'en agissant sur l'espace, on peut agir sur le social, réguler les rapports sociaux. » (1999, p. 6). Ces politiques se réfèrent implicitement à un hypothétique âge d'or où toutes les catégories sociales auraient cohabité dans de mêmes lieux, ce qui ne correspond pas du tout à la réalité historique, les quartiers des villes étant traditionnellement marqués par l'activité économique de la majorité de ses habitants, dans une stratification sociale relativement rigide (Baudin, 1999, p. 7). C'est ce qu'exprime bien Selod (Selod, 2004, p. 2) : « en tout temps et dans tous les pays, les villes présentent une régularité frappante : elles ont toutes une structure spatiale stratifiée, opposant des quartiers riches à des quartiers moins aisés. Aussi, (...) la 'mixité sociale', n'est-elle la règle nulle part. »

Jaillet (1998, cité dans Kirszbaum 2008, p. 43) va encore plus loin, en affirmant que les quartiers visés par les politiques de mixité sociale sont souvent plus « mixtes » que d'autres, que ce soit en termes d'âge ou de catégories socio-professionnelles, comme aussi d'origines ethniques et de parcours en matière de résidence. Comment donc caractériser mieux la cible de ces politiques de l'habitat que par le fait que les quartiers visés dérangent et font peur ? Du point de vue statistique, en effet, on constate en France comme dans d'autres pays européens une tendance à l'homogénéisation... des quartiers où habitent les couches aisées. Guigou et al. (2005, cité dans Kirszbaum, p. 43) constate ainsi que les zones où résident les classes aisées sont « de loin les plus ségréguées ».

2.2.5.4 Rôle des couches moyennes et gentrification

La réalisation d'une mixité sociale dans les quartiers pauvres passe en général par une volonté d'y attirer de façon permanente des ménages des couches moyennes, en pensant qu'ils vont y apporter des normes et des valeurs auxquels les plus démunis pourront s'identifier. C'est la gentrification. Il s'agit en somme d'éviter que ces quartiers tombent dans diverses formes de déviance (délinquance, chômage massif, etc.), ou d'inverser le processus s'ils y sont déjà tombés (Avenel, 2005, p. 69). Cette volonté de moralisation des couches populaires est relativement ancienne.

Si les travaux empiriques, notamment américains, ne permettent pas de montrer l'existence d'interactions quotidiennes susceptibles de favoriser la mobilité sociale des pauvres, ils débouchent toutefois sur le constat que la gentrification permet d'apporter de l'énergie à l'action collective. Ainsi, Logan & Molotch (1987), ou Verba et al., (1995, cités dans Kirszbaum 2008, pp. 80ss) ont montré que les personnes les plus actives dans les mouvements de quartier étaient les propriétaires individuels de la classe moyenne, ou aspirant à le devenir. Leurs compétences et leurs réseaux sociaux sont souvent précieux. Cela ne signifie pas pour autant que leur influence va s'étendre à l'ensemble du quartier, ni que leurs intérêts correspondent à ceux des

groupes défavorisés. Bien d'autres études citées par Kirszbaum (2008, pp. 81-82) aboutissent au constat d'effets très limités de ce type de cohabitation, voire à l'identification d'effets contre-productifs. Si par exemple la réputation du quartier s'améliore, les loyers vont augmenter en conséquence, effet pervers typique de la gentrification.

2.2.5.5 Une mixité contrainte

La mixité sociale conçue par les autorités a au moins un point commun avec les logiques de ségrégation : elle néglige la volonté des principaux intéressés, en faisant comme si les pauvres préféreraient vivre en ordre dispersé, mélangés aux riches, plutôt qu'ensemble dans des quartiers populaires. Selon Tissot & Tévanian (2003, cité dans Lelévrier 2006, p. 70), beaucoup de personnes accepteraient de quitter leur quartier non pas pour s'éloigner de voisins pauvres, d'immigrés ou d'une jeunesse violente, ou encore pour assouvir « (...) le désir éperdu d'aller se mêler aux classes moyennes et supérieures », mais bien plutôt pour être mieux logées.

Baudin (1999, p. 10) estime lui aussi que les gens ne sont pas à la recherche de mixité sociale. Dans la réalité, on préfère souvent être entre soi, vivre avec des personnes appartenant au même univers social. Et lorsqu'il y a cohabitation, elle ne signifie pas automatiquement qu'il y aura un partage ; cette cohabitation peut être silencieuse, voire source de conflits : « (...) ce n'est pas parce que des individus ou des groupes différenciés cohabitent en un même espace que ces individus ou ces groupes interagissent ou s'entremêlent. » (Bonard & Matthey, 2009). Cette hypothèse est reprise dans la partie empirique de ce travail de bachelor.

2.2.5.6 Les politiques de mixité sociale à l'épreuve des faits

Il est difficile, comme nous l'avons vu au début de cette partie, de définir de façon scientifique le concept même de mixité sociale, ce qui rend d'autant plus difficile une discussion sereine sur les politiques de concrétisation. Aux problèmes conceptuels évoqués s'ajoutent des constats mitigés, voire pessimistes quant aux résultats obtenus.

Dans une recherche canadienne, Rose & Iankova (2005, p. 152) montrent que les effets de la mixité sociale dans un quartier de Montréal confirment que « (...) la proximité spatiale de groupes socioculturels différenciés peut renforcer la distance sociale, notamment lorsque cette proximité est non choisie et lorsqu'il se présente peu d'occasions favorisant des contacts routiniers non menaçants ». Les contacts informels et la participation à la vie associative sont fortement marqués par l'ethnicité, comme, dans une moindre mesure, par d'autres clivages, dont notamment l'ancienneté de la présence dans un quartier accueillant nouvellement une population migrante.

En France, Avenel (2005, p. 70) constate que la politique de mixité a évité la constitution de ghettos, mais qu'elle a aussi des effets négatifs sur les modes de vie et sur le lien social. Elle met en contact direct des ménages dont les valeurs et les comportements divergent, notamment dans la façon d'aménager son temps et son espace. « Le rapprochement contraint crée en lui-même une humeur ségrégative, dès lors que les petites différences finissent par occuper tout l'espace. » (Avenel 2005, p. 70). La rénovation urbaine d'une cité HLM de Dreux en est un bon exemple : la nouvelle mixité de peuplement du quartier a abouti à renforcer la division des relations selon des critères ethniques (Tribalat, 1999, cité dans Avenel, 2005, p. 70). Ainsi, face à la mise en œuvre de politiques de mixité sociale, les habitants répondent généralement par une mise à distance des groupes sociaux qui leur sont dissemblables. Pire, on peut se demander si de telles politiques n'aboutissent pas au contraire à « (...) des effets 'désolidarisants' et à noyer les identités collectives et communautaires (...) » (Avenel, 2005, p. 71), générant ainsi une individualisation et une dépendance aux services sociaux, alors même que la « participation des habitants » est visée pour favoriser une mobilité sociale ascendante.

Kirszbaum (2008, p. 80) confirme ce constat sur la base de recherches anglo-saxonnes. Les relations entre groupes d'origine différente sont très limitées. Ce constat n'est dû qu'en partie à

la répartition spatiale de ces groupes. Il renvoie aussi aux caractéristiques socio-professionnelles (revenu, niveau de formation) et démographiques (âge, composition familiale) des ménages concernés, comme à des modes de vie très différents. Brophy & Smith (1997, cités dans Kirszbaum, 2008, p. 80) ont étudié la cohabitation de différents groupes sociaux dans sept sites d'ensembles résidentiels et ils ont conclu que « le niveau d'interaction entre les différents groupes apparaît insignifiant ». En Grande-Bretagne, l'arrivée de familles plus aisées dans des quartiers défavorisés a débouché sur « (...) une surveillance renforcée des familles pauvres et des expulsions fréquentes (...) », ayant parfois pour effet un déplacement et une nouvelle présence de familles à problèmes dans d'autres lieux (Cole & Goodchild, 2001, Haworth & Manzi, 1999, cités dans Kirszbaum, 2008, p. 80). Une autre étude américaine due à Kleit a constaté qu'un relogement ne permettait pas de vérifier la constitution de nouveaux réseaux sociaux dans les familles concernées ; elle conclut que « la plus-value du déménagement » s'est avérée négligeable sur le plan de nouvelles possibilités d'emplois (Kleit, 2001, cité dans Kirszbaum, 2008, p. 80). D'autres études relèvent que de tels relogements pouvaient aussi « (...) s'accompagner d'une rupture des liens sociaux préexistants, ce qui renforce l'isolement des nouveaux arrivants (...) » dans des quartiers plus favorisés (Greenbaum, 2002, Barrett et al., 2003, Clampet- Lundquist, 2004, cités dans Kirszbaum, 2008, p. 80).

En matière de scolarisation, Charmes (2009, p. 3) estime que les résultats attendus des politiques favorisant la mixité sont restreints et ne sont pas constants. « Par exemple, les élèves de milieu défavorisé ressentent d'autant plus négativement leur situation sociale que leur lycée est favorisé. » (Duru-Bellat, 2007, cité dans Charmes, 2009, p. 3). Ces difficultés limitent les effets attendus d'encouragement à l'investissement dans l'école.

On est donc bien loin de trouver empiriquement les résultats escomptés par les promoteurs de politiques de mixité sociale. Si l'on se réfère aux objectifs des politiques de mixité sociale « (...) (dialogue entre les couches sociales, enrichissement mutuel, développement d'un sentiment communautaire entre voisins, etc.), on en vient vite à un constat d'échec. » (Dansereau (dir.), 2002, citée dans Kirszbaum, 2008, p. 80).

2.3 Varier les politiques de mixité sociale

Entre intention et concrétisation, entre idéal et réalité, le chemin est semé d'embûches, comme le montre le chapitre précédent. L'horizon rêvé est bien exprimé par Maurin lorsqu'il écrit : une mixité sociale idéale « (...) améliore simultanément le niveau général de réussite et l'égalité devant la réussite, c'est-à-dire cumule justice et efficacité. » (Maurin 2004, cité dans Lelévrier, 2006, p. 66). Il ajoute qu'une telle société mixte serait « (...) alors bien supérieure à une société de ségrégation, tant du point de vue des inégalités que du point de vue des résultats globaux. » (Maurin 2004, cité dans Lelévrier, 2006, p. 68).

Face aux difficultés qu'ont les politiques de mixité à atteindre des résultats, Charmes (2009, p. 8) tend à penser que la bonne voie pour l'action publique se situe probablement dans un mélange de redistribution des populations et de développement local. Refusant de s'appuyer sur les seuls résultats des recherches actuellement disponibles, qui à l'échelle des sociétés humaines manquent de recul, il considère que l'objectif de mixité sociale aura sans doute à long terme un impact sur le fonctionnement des métropoles. A ses yeux, l'entre-soi menace la cohésion sociale et l'intégration politique. Ceux qui sont exclus de l'environnement des ménages favorisés risquent de devenir politiquement invisibles, créant une menace pour l'avenir des politiques de solidarité. En complément aux résultats de recherches centrées sur les zones défavorisées, il relève que les enquêtes menées dans les résidences sécurisées des Etats-Unis (*gated communities*) montrent que les enfants qui y grandissent manifestent des réactions plus marquées négativement à l'égard des pauvres, comme plus généralement à l'égard de ceux qui ne leur ressemblent pas. On touche là au cœur du problème. Selon Charmes, ce qui précède

signifie qu'il ne faut pas abandonner la mixité mais qu'il s'agit plutôt de l'envisager comme un moyen parmi d'autres pour promouvoir le lien social et la solidarité.

Selod (2004) exprime un point de vue moins marqué par l'optimisme. Il constate que la ségrégation sociale a des effets cumulatifs, dans la mesure où les problèmes économiques et sociaux des quartiers défavorisés font fuir les ménages relativement favorisés, ce qui accroît la ségrégation et aggrave les problèmes et la stigmatisation. Les quartiers relégués sont alors « (...) de véritables trappes spatiales de pauvreté où les populations ne parviennent plus à échapper au chômage, à la sous-qualification, en un mot à l'«exclusion» ». (Selod, 2004, p. 20). Il est donc nécessaire d'assurer un certain niveau de mixité sociale, même si le concept reste flou, en évitant de n'agir qu'au niveau individuel. La mixité « (...) nous interroge sur le modèle de société que nous souhaitons idéalement mettre en œuvre, et notamment sur la reconnaissance des groupes de populations qui pourraient être la cible de politiques d'intégration. » (Selod, 2004, p. 20). Selon Selod, pour lutter contre « (...) l'intensité des forces ségrégatives qui se manifestent dans les villes (...) » (Selod, 2004, pp. 20-21), il faudra investir des moyens très conséquents sur un long terme. C'est à ce prix que l'on pourrait « (...) passer durablement d'un équilibre des ghettos à un équilibre plus équitable où la ville redeviendra un lieu d'échange pour tous. » (Selod, 2004, p. 21).

Ce point de vue est aussi exprimé par Kirszbaum (2008), reprenant Joseph (2006). Il pense que pour qu'une politique de mixité sociale soit durablement efficace, elle doit conjuguer des mesures concernant l'habitat et « (...) des actions sociales, éducatives, de formation, d'accès à l'emploi et aux transports, etc. ». (Kirszbaum, 2008, p. 83). Si les résultats des politiques de mixité sont peu probants par rapport aux ambitions initiales, Kirszbaum relève que nombre de chercheurs saluent tout de même le concept de mixité sociale comme « (...) valeur philosophique ou idéal du bien commun. » (Kirszbaum, 2008, p. 103). Alors que les orientations de ces politiques étaient au départ relativement multiples, elles ont fini par se focaliser sur les seuls quartiers de minorités, oubliant au passage d'autres options qui existaient au départ, comme « (...) la reconnaissance du caractère populaire et ethnique des quartiers et l'accès équitable aux ressources de la ville » (Epstein & Kirszbaum, 2006, cités dans Kirszbaum 2008, p. 103).

Ces points de vue encore critiques sans être totalement pessimistes laissent la porte ouverte à des approches remettant les habitants au centre de la problématique, approches notamment représentées par le concept anglo-saxon d'« empowerment ». En France, on parlait à ce propos de développement communautaire, dans les années quatre-vingt, où le libre choix de son habitat, y compris en fonction des affinités de groupes, et la définition consensuelle par les habitants de l'organisation du vivre-ensemble faisaient partie des politiques de développement social des quartiers (Donzelot & Mével, 2001, Donzelot et al., 2003, cités dans Kirszbaum, 2008, p. 103). Dans son sens actuel, l'empowerment vise à « (...) élever la condition socio-économique des habitants en place, afin de créer les conditions d'une mixité endogène plutôt qu'exogène. ». (Kirszbaum, 2008, p. 103). Présente notamment au Canada, cette politique vise en somme à donner aux habitants le choix entre rester ou partir, en les armant pour l'un comme pour l'autre cas.

Deux approches de l'empowerment coexistent. L'une se centre sur les individus et renforce leur capacité de choisir. L'autre est collective et cherche plutôt à créer au besoin et à stabiliser une sorte d'élite sociale, en prenant aussi en compte les lieux de travail et pas le seul quartier de résidence. Hugues (1995) et Estlund (2003), cités dans Kirszbaum (2008, p. 104) estiment d'ailleurs que la fréquentation des personnes d'autres races, ethnies, nationalités ou milieux sociaux sur les lieux de travail est plus efficace pour lutter contre les préjugés. En France, un point de vue analogue s'exprime à travers la formule de « faciliter la mobilité plutôt qu'imposer la mixité » (Donzelot, 2006, cité dans Kirszbaum, 2008, p. 104), c'est-à-dire développer les liens plutôt que d'intervenir sur le peuplement. Il s'agit notamment de faciliter l'accès aux

ressources des quartiers et de la ville. Autrement dit, selon la très belle formule de Tevanian & Tissot (2003, cité dans Kirszbaum, 2008, p. 104) de « (...) déplacer l'argent plutôt que déplacer les populations. »

Comme aucune solution n'est pleinement satisfaisante, affirme Kirszbaum (2008, p. 105), et qu'on ne peut pas davantage se satisfaire des quartiers défavorisés et stigmatisés, il faut à la fois améliorer la qualité de vie, les services dans ces quartiers et la facilité d'accès aux ressources des centres villes, tout en s'efforçant, comme on l'a vu plusieurs fois déjà, de stabiliser les habitants des quartiers connaissant une certaine réussite économique et sociale.

C'est aussi un recours à la notion de développement que formule Schulte-Haller (2011, p. 9). Il s'agit pour l'essentiel de « (...) modèles de participation de la population, de management de quartier et de réformes administratives visant une meilleure coordination intersectorielle, un ciblage plus précis des prestations (sociales) de l'Etat (...) » (Schulte-Haller, 2011, p. 9). Elle cite en exemple des programmes de formation et d'occupation, l'accueil des enfants avant et durant leur scolarité, des activités de loisirs, des programmes de formation pour les parents et d'apprentissage des langues. Ces politiques seront d'autant plus efficaces que le périmètre de leur application n'est pas trop limité, à l'exception toutefois des zones d'habitation trop dégradées.

La conclusion de ce tour d'horizon des théories, concepts et politiques touchant à la mixité sociale est reprise d'une citation de la Commission européenne (Göddecke-Stellmann, 2009, p. 375, cité dans Schulte-Haller, 2011, p. 24): « Les zones urbaines sont amenées à relever des défis complexes qui appellent des solutions multisectorielles (...) complexes. (...) Il s'agit de prendre en compte de façon simultanée et équitable les préoccupations et les intérêts en jeu dans le développement urbain. Il est donc essentiel que l'implication sur le plan local et la participation publique à la conception et à la mise en œuvre des projets et programmes multisectoriels soient particulièrement fortes. Les citoyens doivent avoir un rôle actif dans la définition de leur environnement de vie immédiat. »

Collectivité locale et individu retrouvent ainsi une place importante dans l'espoir de dépassement des difficultés et contradictions des politiques de mixité sociale évoquées dans ce chapitre. La centration sur les habitants, leurs valeurs, leurs actions et leurs aspirations est au centre de ce travail de bachelor. Le chapitre qui suit vise précisément à passer d'une approche par les politiques sociales à une approche par le vécu dans les lieux d'habitation.

3. Les relations de voisinage

Dans une émission de Temps Présent consacrée aux relations de voisinage, symboliquement intitulée « Voisin, je te haïme » (Fargues & Rochat, 2009), les auteurs partent du constat que le voisin est partout et tout à la fois : solidaire ou indifférent, discret ou intrusif, ami ou ennemi. On le choisit rarement, mais on n'y échappe pas. Encore heureux quand il n'empoisonne pas régulièrement la vie quotidienne.

Plus prosaïquement, se plaindre de son voisin fait partie des sujets de conversation courants. Le voisin agace, dérange, suscite l'hostilité. Dans ce dernier cas, les difficultés de voisinage peuvent quitter le domaine privé pour entrer dans un espace quasi public : récriminations auprès des régies, plaintes à la police, procédures judiciaires sont légions en cette matière. L'émission de la TSR consacrée aux rapports de voisinage signale en introduction que les guerres larvées ou ouvertes entre voisins touchent tous les milieux sociaux, toutes les formes d'habitat. En ville, c'est le bruit qui en est la cause première, liée souvent à une insonorisation insuffisante des immeubles. A la campagne, ce sont les rapports difficiles entre ceux qui cultivent la terre ou les villageois de longue date et ceux qui se contentent d'y résider qui figurent en tête. Luc Pattaroni, sociologue et expert en la matière, note finement que « les conflits de voisinage peuvent naître et aller très loin, sans jamais avoir rencontré son voisin » (Fargues & Rochat, 2009).

De façon plus générale et scientifique, les auteurs d'une étude nommée « Voisinage » (Publitest, Förderverein Nachbarschaftshilfe Zürich & PricewaterhouseCoopers Suisse, 2006), représentative de la population suisse, relèvent que « la qualité des rapports de voisinage » représente un indicateur de l'état du lien social qui réside au sein d'une société (Steinmann, 2006, p. 1). Les relations entre voisins impliquent un rapport particulier à l'autre et à l'altérité, d'une part parce qu'on ne choisit en général pas son voisin (Steinmann, 2006, p. 1), et d'autre part parce que les relations entre voisins sont contraintes par le partage d'un même espace d'habitation. Conséquence, « les voisins ne sont en général pas des gens que l'on connaît bien. » (Steinmann, 2006, p. 2). Comme le dit joliment La Mache, le voisin est souvent « (...) l'inconnu à tête connue. » (2003, p. 481).

3.1 Habiter et habitat

Avant d'entrer plus en détail dans les rapports de voisinage, il est nécessaire de rappeler quelques dimensions de base se rapportant au logement et à son environnement. C'est en effet en fonction de ces deux niveaux de rapport à la résidence que se définissent les relations de voisinage.

3.1.1 Habiter

Habiter, c'est « occuper (une habitation, un logis) de façon durable », selon la définition concrète donnée par le Petit Robert (Robert, 2008, p. 1207). Au sens figuré, c'est « être comme dans une demeure. (...) *L'âme, l'être qui habite ce corps.* » (Robert, 2008, p. 1207). L'on voit ici que se dessine une dimension qui engage l'entier d'une personne, sa pensée, son esprit, dans le fait d'habiter.

Morin (2008, p. 16) précise que « l'habitation nous inscrit dans un territoire, dans un mode d'existence sociale ». Pour les personnes exclues de la sphère économique, elle constitue d'ailleurs l'empreinte principale d'appartenance à « (...) un plus vaste réseau et, de ce fait, représente l'un des éléments clés de toute politique sociale visant à contrer la pauvreté et l'exclusion sociale. » (Ulysse & Lesemann, 2004, cité dans Morin, 2008, p. 16). Citant Clapham (2005), Morin & Baillergeau (2008, p. 3) relèvent trois types principaux de relations sociales : « (...) les liens familiaux, d'amitié et de voisinage. ». Dans la société actuelle, où se développent des réseaux réels et virtuels sans rapport avec un territoire, à l'échelle mondiale en quelque

sorte, cet ancrage permet de définir une appartenance localisée. Viry, Kaufmann, & Widmer (2009, p. 91) vont aussi dans le sens de rapports sociaux qui s'inscrivent de moins en moins dans le lieu où on réside : « habiter n'est plus synonyme de résider ».

Malgré cette relativisation qui s'explique à la fois par la multiplication des lieux d'ancrage, séparation entre les lieux d'activité professionnelle et de domicile, migrations et nouvelles technologies de communication, le lieu d'habitation joue encore des rôles essentiels, que rappelle Breviglieri (2009, pp. 99-101). Il a tout d'abord une fonction réparatrice, offrant du repos, le sommeil, mais aussi une intimité permettant de se déconnecter des obligations et de l'attention permanente exigée dans les autres lieux de vie comme dans l'espace public. Le domicile constitue ensuite un point fixe, une sorte de refuge, dont l'importance est peut-être le mieux révélé par son absence : être sans domicile fixe. Enfin, il est un lieu de liberté personnelle dans le comportement et dans la communication, un pont « (...) vers l'affirmation de soi, (...) enveloppe affective familiale (...), offre de pouvoir s'attacher et se reconnaître dans ces choses et ces êtres familiers. » (Breviglieri, 2009, p. 100). L'habiter, comme l'écrit Breviglieri (2009, p. 100) constitue un ancrage essentiel à partir duquel on peut s'ouvrir vers l'extérieur. Il est un « (...) espace d'identification personnelle et de reconnaissance sociale. » (Breviglieri, 2009, p. 101). L'intimité du logement offre un espace dans lequel on peut momentanément échapper aux rapports de domination et « (...) esquiver, au moins partiellement, les déterminismes et les mécaniques de l'appartenance. » (La Mache, 2003, p. 474).

Dans ce cadre, les politiques sociales du logement prennent un sens plus fondamental. Elles vont au-delà d'une réponse à un simple besoin (de type « droit au logement »), en permettant d'articuler le développement individuel et l'intégration à la société. Les notions de mixité sociale, de convivialité et de bon voisinage s'inscrivent ainsi dans la problématique du rapport à l'autre.

3.1.2 Habitat

Si habiter renvoie d'abord au logement, qui est un espace privatif par excellence, sa réalité ne s'arrête pas à la porte palière. Le logement se situe dans un immeuble – si on laisse de côté la villa et les différentes formes de maisons mitoyennes – qui a lui-même son environnement bâti ou vert, ensemble ou grand ensemble, quartier d'une commune ou d'une agglomération urbaine. Différents aspects de ce cadre plus global de résidence ont été abordés dans la partie de ce travail de bachelor consacrée aux politiques de mixité sociale. En préparation à la partie empirique de ce travail, il s'agit maintenant d'en développer quelques dimensions renvoyant plus directement aux rapports de voisinage.

3.1.2.1 Entre espace privé et espace public

Entre l'espace privé que constitue le logement proprement dit et l'espace public qu'est la rue dans laquelle il se trouve existent des lieux de transition. Ces lieux sont nommés par des auteurs comme Pattaroni, Kaufmann & Rabinovic (2009a, p. 7) des *espaces intermédiaires*, qui sont les parties dans lesquelles tous les habitants d'une allée ou d'un immeuble sont susceptibles de se croiser ou de se rencontrer, pour prendre un terme plus actif, au gré des allées et venues. Cage d'escalier, ascenseur, entrée d'immeuble, chambre à lessive, garage, cours commune à un immeuble ou à un ensemble d'immeubles deviennent ainsi des lieux où on observe et où on s'observe, où peuvent se nouer des échanges épisodiques ou plus réguliers, ou au contraire tout faire pour s'éviter. Dans les grands immeubles, c'est par excellence le lieu de rencontre avec « l'inconnu familial » (Paris, 2005, cité dans De Gourcy & Rakoto-Raharimanana, 2008) auquel on a déjà fait allusion. Observations et rencontres impliquent aussi une forme de gestion, de négociation implicite des rapports, comme aussi du contrôle sur les autres et leurs actions. Le caractère commun de ces espaces intermédiaires implique également le partage de leur usage et donc, pour un habitant donné, la perception positive ou négative de l'usage qu'en font les autres,

notamment en termes de bruit, de propreté, d'activité permise ou non (jeu d'enfants, par exemple). Contrairement à l'espace public, où on peut s'ignorer, les *parties communes* constituent donc par excellence l'endroit où doivent se négocier les frontières entre l'espace privé et l'espace public, entre la plus grande et la plus petite liberté d'usage. Le contrôle réciproque a pour conséquence que « les modalités d'intervention des habitants ne peuvent franchir certaines bornes sans être perçues comme abusives, voire carrément intrusives selon le type de partie commune (...) » (De Gourcy & Rakoto-Raharimanana, 2008). Source potentielle de conflits, ce contrôle réciproque doit tendre vers une juste mesure, précisent De Gourcy & Rakoto-Raharimanana (2008), c'est-à-dire une distance adéquate entre voisins et un ajustement réciproque des actions.

Ces tensions, ajustements ou conflits sont plus difficiles à gérer et à maîtriser lorsque l'habitat est caractérisé par la diversité de ses habitants. Comme l'écrit Pinçon (1981, p. 530), « ce qui est en jeu, c'est un espace de la vie quotidienne qui soit conforme, autant que faire se peut, aux dispositions intériorisées, où puissent s'épanouir un ensemble de pratiques propres au groupe et qui, en se réalisant, tendent à constituer le groupe comme entité réelle, concrète (...) ». Lorsque la diversité dans un même habitat devient trop difficile à gérer, Rose & Iankova (2005, p. 152) estiment qu'elle risque de déboucher sur un renforcement de la distance sociale, notamment lorsqu'elle est non choisie et que les occasions de contacts réguliers banals et non intimidants sont rares. Les espaces intermédiaires jouent alors un rôle essentiel, puisqu'ils peuvent être des lieux de sociabilité, mais aussi des lieux de tensions et de conflits. Dans ce dernier cas, certains groupes peuvent développer des stratégies d'évitement, consistant comme nous l'avons vu à d'autres propos à se retirer dans leur logement en abandonnant l'espace partagé.

Ce constat est partagé par Pinçon (1981, p. 540) lorsqu'il observe que si, pour certains groupes, les conditions de l'habitat rendent impossible l'affirmation de soi de ses membres, alors il n'y a pas d'autre solution possible que la fuite. Celle-ci peut consister à changer d'espace de vie quotidienne, soit concrètement, dans un projet plus ou moins maîtrisé, soit si cela devient impossible en se réfugiant dans l'imaginaire. C'est l'alternative entre appropriation et fuite, entre pouvoir modeler une partie de l'espace d'habitation à sa convenance, en fonction de ses pratiques et désirs, ou devoir s'en retirer lorsqu'il est trop défavorable. Les projets liés au lieu de résidence dépendent du niveau d'intégration dans l'espace d'habitation : « (...) les intentions de départ et les rêves de fuite sont le fait de ceux qui, n'ayant pas réussi à définir un lieu qui leur soit propre, sont condamnés à rechercher ailleurs l'espace où puisse s'affirmer leur mode de vie » (Pinçon, 1981, p. 541).

3.1.2.2 Quartier et HLM

L'importance du quartier comme habitat fait l'objet de points de vue contradictoires dans la littérature, selon Authier (2005). Pour certains auteurs, il est « l'instance sociétale de proximité » qui va éviter l'exclusion économique et permettre de créer, voire de recréer un sentiment d'appartenance sociale chez ses habitants (Genestier, 1999, Tissot, 2002, cités dans Authier, 2005, p. 208). Pour d'autres, le quartier est en voie de disparition comme lieu de vie et de rapports sociaux. Ses habitants ne s'y investissent plus comme en dénote « (...) l'affaiblissement des sociabilités de proximité et le développement des sociabilités de mobilité (...) » (Authier, 2005, p. 208). Ils vivent en somme leurs pratiques et leurs relations sociales entre leur logement et la ville, voire plus loin, dans une logique d'ouverture vers l'extérieur.

Mais il ne faut pas exagérer cette évolution, estime Authier (2005, p. 208). Dans certaines villes ou parties de villes, le quartier reste un lieu important de pratiques et de relations, sans devenir pour autant un lieu d'enfermement, même s'il le reste parfois, comme dans les anciens quartiers populaires de la périphérie parisienne ou dans certains grands ensembles. Le quartier fonctionne alors comme « (...) un espace de proximité au sens social du terme. » (Authier 2005,

p. 218). Dans ce cas, les habitants sont souvent plus attachés au quartier qu'à leur logement, en particulier s'il offre un accès facile à toutes sortes de commodités : commerces, cafés, lieux d'activité sportive, sociale et culturelle. Mais selon l'enquête « Rapports résidentiels » (Authier, Bensoussan, Grafmeyer, Lévy & Lévy-Vroelant, 1997, cité dans Authier, 2005), ce rapport traditionnel de proximité au quartier ne concerne plus actuellement que 18% de la population (Authier, Bensoussan, Grafmeyer, Lévy & Lévy-Vroelant, 1997, cité dans Authier, 2005, p. 215) des neufs quartiers centraux étudiés dans cinq villes françaises. Dans le cas de Genève, on pourrait peut-être retrouver ce rapport à la résidence dans certains quartiers de la ville de Genève (comme La Jonction ou Les Pâquis) et dans certaines communes périurbaines (dont sans doute Carouge).

Le rapport au quartier d'habitation est sans doute plus compliqué dans le cas de zones HLM. Dans une ville comme Montréal, elles sont souvent peuplées d'étrangers qui y vivent faute d'autre choix, dans la précarité et la dépendance de l'aide sociale. Selon Leloup & Germain (2008, p. 168), les habitants de cinq ensembles HLM montréalais ont peu de liens avec l'extérieur, qu'il s'agisse du voisinage immédiat, des services sociaux et de santé, voire du lieu de travail quand il y en a un. Comme dans les anciens quartiers, les résidents en sortent peu. Leurs rares relations sociales restent dans ce cadre et offrent un sentiment minimal de chez soi. Ils connaissent les règles de voisinage et peuvent s'y sentir plus ou moins à l'aise, éloignés de la stigmatisation qui prévaut en dehors. Le rapport au quartier devient dans ce cas ambigu, à « (...) deux faces ; l'une, positive, puisqu'il permet à des individus fragilisés et marginalisés de se protéger, et, l'autre, négative, puisqu'il confine une partie de la population à l'enfermement (...) » (Leloup & Germain, 2008, p. 169). La situation personnelle des habitants des HLM est aggravée selon ces auteurs par l'orientation essentiellement individuelle de la lutte contre la pauvreté, et sa centration sur la situation économique, non sur les liens sociaux. Les personnes concernées tendent donc à se considérer comme responsables de leur situation ; elles perdent confiance en elles et tendent à défendre le peu qu'elles possèdent contre des voisins considérés d'abord comme des concurrents, voire des ennemis potentiels. Ceci explique leur tendance à l'enfermement, qui est à son tour considéré par les services sociaux comme un état problématique ! Faute de moyens pour s'en sortir, ces personnes tendent à construire un isolement social croissant.

3.2 L'importance quantitative des relations de voisinage

Avant de préciser les contours théoriques de la problématique du voisinage, quelques données permettent de fixer certaines de ses dimensions de façon plus précise que les éléments introductifs qui viennent d'être rapportés. Dans un contexte de proximité spatiale, le besoin de préserver la dimension intime et la fonction réparatrice du chez-soi pousse une partie des habitants à instaurer une distance relationnelle avec leurs voisins, réfrène peut-être chez d'autres les velléités de nouer des relations plus approfondies. Dans l'étude « Voisinage » déjà citée, 56% des répondants estiment justement que leurs voisins « s'immiscent trop » dans leurs affaires et dans leur vie (Publitest, Förderverein Nachbarschaftshilfe Zürich & PricewaterhouseCoopers Suisse, 2006a, p. 2). En clair : ces voisins sont trop intrusifs.

Si la proximité des voisins peut amener à vouloir préserver sa sphère privée, elle peut aussi générer un sentiment de sécurité et de protection (Steinmann, 2006, p. 1). Dans l'étude « Voisinage » toujours, 46% des personnes sondées pensent que ce dernier point est l'une des caractéristiques positives des rapports de voisinage (Publitest, Förderverein Nachbarschaftshilfe Zürich & PricewaterhouseCoopers Suisse, 2006a, p. 3).

Toujours selon cette même étude, « la majorité des Suisses estiment qu'il est important d'entretenir des rapports personnels et actifs avec ses voisins » (Publitest, Förderverein Nachbarschaftshilfe Zürich & PricewaterhouseCoopers Suisse, 2006b, p. 1). Ils peuvent

prendre, par exemple, la forme de conversations plus ou moins personnelles ou d'invitations à partager ensemble un moment chez l'un ou chez l'autre. Ils peuvent également prendre des formes d'entraide, par exemple en s'échangeant de petits services, voire même des formes de solidarité et de civisme lorsque des habitants s'allient pour faire pression sur les autorités dans le but d'aménager une place de jeux ou d'améliorer la sécurité routière du quartier.

Pour De Gourcy & Rakoto-Raharimanana (2008) qui ont étudié les relations de voisinage dans le contexte d'un ensemble d'immeubles, les moments de convivialité entre voisins sont rares. Ce qui caractérise les relations entre voisins, c'est plutôt le mode de la civilité que ces auteurs qualifient comme une « attention discrète et bienveillante », « mélange de courtoisie et de respect formel ». Ce mode relationnel permet à la fois de nouer un lien, mais un lien marqué par une certaine distance. Au-delà de son apparence anodine, une discussion empreinte de civilité, portant sur un sujet qui n'engage pas personnellement, contribue à forger des relations de bon voisinage et permet « (...) de donner du sens – une teneur - au vivre-ensemble (...) » (De Gourcy & Rakoto-Raharimanana, 2008).

Dans un contexte de proximité spatiale, une intégration qui respecte les différents modes de vie et d'habiter passe, entre les habitants, par des compromis et des « (...) ajustements réciproques (...) » pour désarmer, pour réguler, toutes sources potentielles de conflit (...) » (De Gourcy & Rakoto-Raharimanana, 2008). Ce processus de régulation entre voisins peut se faire progressivement en s'étayant sur des observations mutuelles (Lorenz, 1996, cité dans Lefeuvre, 2005, p. 97). De Gourcy & Rakoto-Raharimanana (2008) précisent que ce processus de régulation se constitue au gré des expériences de voisinage vécues par les habitants d'un même espace résidentiel. Ces expériences forgent une mémoire collective qui distingue « (...) les actions possibles, valorisées ou au contraire réprimandables. » (De Gourcy & Rakoto-Raharimanana, 2008).

Dans ce cadre où on se situe sans cesse sur une arête, au risque de tomber dans l'excès d'hostilité ou dans une familiarité envahissante, l'enquête « Voisinage » constate que les Suisses – comprendre les habitants de la Suisse – sont malgré tout dans l'ensemble des voisins agréables, qui éprouvent souvent des difficultés à faire le premier pas vers l'autre. Le cliché de la réserve des suisses semble donc se vérifier. Trois personnes interrogées sur cinq souhaiteraient davantage de services d'aide entre voisins, et la moitié des répondants serait prête à apporter une aide bénévole en tant que voisin (Publitest, Förderverein Nachbarschaftshilfe Zürich & PricewaterhouseCoopers Suisse, 2006b, p. 2).

Dans le même sens positif, l'enquête constate que la moitié des Suisses, ville ou campagne, Romandie ou région alémanique, associe la notion de voisinage à des expressions positives. « 3 Suisses sur 5 estiment que leurs voisins sont plutôt – voire très – aimables, discrets, serviables, corrects, tolérants et ouverts. » (Publitest, Förderverein Nachbarschaftshilfe Zürich & PricewaterhouseCoopers Suisse, 2006b, p. 1). Ils sont encore une majorité à estimer « (...) qu'il est important d'entretenir des rapports personnels et actifs avec ses voisins. » (Publitest, Förderverein Nachbarschaftshilfe Zürich & PricewaterhouseCoopers Suisse, 2006b, p. 1). Sans surprise, les familles avec enfants et les personnes seules sont les plus représentées dans cette réponse. La fréquence des contacts de différentes natures augmentent l'envie de bonnes relations et d'entraide. Mais le cercle des rapports d'entraide reste relativement étroit : des « relations d'entraide active » existent avec un maximum de trois familles voisines (Publitest, Förderverein Nachbarschaftshilfe Zürich & PricewaterhouseCoopers Suisse, 2006b, p. 1).

Les petites attentions dans les rapports de voisinage jouent également un rôle important. Six Suisses sur dix estiment ainsi « (...) déplaisant qu'un voisin ne les salue pas. » (Publitest, Förderverein Nachbarschaftshilfe Zürich & PricewaterhouseCoopers Suisse, 2006b, p. 2). Mais comme on vient de le voir, l'initiative d'aller au-delà est difficile pour une majorité. Pourtant, l'enquête « Voisinage » montre que la très grande majorité des habitants qui entretiennent des

relations d'aide en ont une expérience positive. Ils sont même trois sur cinq à souhaiter que ces relations soient plus fréquentes (Publitest, Förderverein Nachbarschaftshilfe Zürich & PricewaterhouseCoopers Suisse, 2006b, p. 2).

Dans une recherche portant sur les réseaux de relation dans trois quartiers proches des centres-villes de Bâle, Berne et Zurich marqués par une mutation de quartier d'ouvriers à quartier d'immigrés, Wimmer (2003, p. 218) ne constate que peu de différences dans la composition des réseaux sociaux entre résidents d'origine suisse, italienne ou turque. Les étrangers parlent plus souvent de parenté, les Suisses davantage de collègues et d'amis. Les différences sont plus importantes en matière de relations nouées dans le contexte de la vie associative ; comme on pouvait s'y attendre, les Suisses les mentionnent plus souvent (dans 25% des cas) que les Italiens et les Turcs, avec 8 à 9% (Wimmer, 2003, p. 217). « La société civile tant vantée de nos jours joue donc un rôle nettement plus important pour les Suisses que pour les immigrés et leurs enfants (...) » (Wimmer, 2003, p. 218). La même région d'origine est un facteur d'établissement de relations très important pour la première génération d'immigrés (Wimmer, 2003, p. 218). Relevons également que les connaissances faites dans le quartier représentent 17% de toutes les relations mentionnées, avec de petites différences selon la nationalité (Wimmer, 2003, p. 219).

Quelques autres aspects des relations de voisinage seront évoqués dans la partie de ce travail de bachelor consacrée aux hypothèses de recherche.

3.3 Aspects généraux des relations de voisinage

Le chapitre 3.1 comme, dans une moindre mesure, le chapitre 3.2, met l'accent sur des dimensions globales des relations de voisinage. Mais la réalité des rapports sociaux dans les quartiers et dans les immeubles est évidemment très diversifiée, nuancée. Il est donc indispensable, dans la préparation théorique à une étude de terrain, dans un quartier précis, de prendre en compte de façon plus concrète les principales dimensions de ces rapports. C'est l'objet des deux chapitres qui suivent. Le premier porte sur une caractérisation et une différenciation de la personne même du voisin, le second sur une définition des principaux concepts permettant de décrire les relations de voisinage.

3.3.1 Les voisins et leurs caractéristiques

Une des caractéristiques essentielles des voisins est qu'ils ne sont pas choisis, sauf exception, mais bel et bien imposés par les hasards du renouvellement des occupants des appartements et des choix de la régie qui les gère (Steinmann, 2006, p. 1). Suivant la même logique de définition du voisin, La Mache considère que le voisin représente une forme spéciale d'altérité, en tout cas a priori : il est la personne avec laquelle « (...) on n'a rien de commun. » (La Mache, 2003, p. 481). La seule chose qui est partagée dès le départ avec lui, c'est l'espace... et les problèmes qui peuvent aller avec. Comme on l'a déjà cité dans ce travail de bachelor, « il est l'inconnu à tête connue. » (La Mache, 2003, p. 481). Bien sûr, cela n'implique pas que se développe avec lui des relations d'ordre personnel, mais le partage des espaces semi-publics ou publics impose au minimum certaines formes de côtoiement. Dans le meilleur des cas, toutefois, le développement de bons rapports interpersonnels peut devenir une chance tout à la fois de mieux connaître l'autre, de dépasser d'éventuels préjugés et d'améliorer en conséquence sa propre intégration sociale dans le quartier (Steinmann, 2006, p. 4).

Mais comme cela a été déjà souligné à plusieurs reprises et vient d'être rappelé dans la présentation de cette partie du chapitre 3, la similitude de l'habitat physique n'implique pas une façon unique de le vivre (La Mache 2003, p. 473). Chaque habitant a sa manière d'aménager son espace, d'y évoluer, de se comporter, d'ouvrir ou de fermer sa porte. Mais que ce soit dans son propre appartement, d'où peuvent s'échapper bruits et odeurs, ou dans les lieux collectifs qui

l'entoure, chaque habitant interfère avec ses voisins. On peut alors considérer avec Wimmer qu'une des clés les plus générales de ce côtoiement est « (...) le 'maintien de l'ordre' dans l'environnement social et spatial (...) » (Wimmer, 2003, p. 204) dans cet habitat partagé, notamment en matière de comportement de chacun. Ce maintien de l'ordre établi recouvre la propreté, la tranquillité et également la stabilité des relations sociales.

L'attention portée aux voisins provient d'abord des nuisances qu'ils produisent, affirment De Gourcy & Rakoto-Raharimanana (2008). Nous venons d'évoquer à ce propos le bruit et (surtout, disent-ils) les odeurs. Dans la revue *Habitation*, Zimmermann Oertli (2004, p. 18), responsable du service juridique de l'Association Suisse des Habitants (ASH), a fait un inventaire de ces nuisances qui font l'objet de plaintes. Comme dans un inventaire à la Prévert, on y trouve les ordures laissées au mauvais endroit, les bruits nocturnes de radio, de télévision ou de chaises remuées, les moments de danse chaussures bruyantes au pied, les bruits des lave-linges, les enfants qui jouent en dehors des emplacements qui leur sont réservés, la présence de chiens que les règlements interdisent, les odeurs de cuisine exotique (et le relent de xénophobie qui accompagne ce jugement), le non-respect des règles d'usage de la buanderie, le parcage des voitures d'habitants ou de personnes totalement étrangères aux immeubles sur les places réservées aux visiteurs, les conflits familiaux et leur violence verbale, voire physique. De leur côté, Chamboredon & Lemaire estiment que si le thème du bruit est aussi récurrent, c'est qu'il « (...) rappelle, jusque dans l'intimité, combien sont étrangers des voisins qui vivent selon d'autres horaires et d'autres mœurs, les bruits les plus désagréables étant ceux qui proclament des méthodes d'éducation brutales ou trahissent des habitudes de sexualité différentes, bref ceux qui attestent l'« impolitesse » ou l'« inculture ». » (Chamboredon & Lemaire, 1970, p. 19).

L'habitat collectif est donc une source de contraintes. Selon De Gourcy & Rakoto-Raharimanana (2008), habiter requiert une attention aux personnes et au lieu de résidence. Cohabiter impose une négociation permanente entre l'affirmation de son identité, de ses pratiques et de ses représentations et les réactions qu'elle entraîne chez les autres (Haumont, 2005, cité dans De Gourcy & Rakoto-Raharimanana, 2008). Cette négociation se déroule selon « (...) un système de conventions lesquelles définissent le cadre d'une entente, d'un accord possible. » (De Gourcy & Rakoto-Raharimanana, 2008). Ces conventions sont faites de règlements explicites et de règles tacites, qui imposent des contraintes et des obligations par rapport auxquelles chacun dispose d'une marge de manœuvre. L'appréciation de cette marge et son utilisation effective varient selon les habitants, leur durée de résidence et la taille des familles. Les compromis nécessaires reposent en général sur un principe de réciprocité (De Gourcy & Rakoto-Raharimanana, 2008). Quand celui-ci fait défaut, quand l'ouverture des uns fait face à la fermeture des autres à un accommodement, des tensions, voire des conflits apparaissent. Les pages consacrées aux dimensions des relations de voisinage reviendront sur ce point.

Les normes de voisinage ont pour fonction première de limiter les tensions et de prévenir l'apparition de conflits. Le plus souvent, selon Wimmer (2003), ces normes ont été progressivement établies par les résidents de longue date. De ce point de vue, il relève que les nouveaux habitants qui ne reconnaissent pas l'ordre établi sont vécus par les habitants anciens « (...) comme une menace contre son propre espace vital et son identité. » (Wimmer, 2003, p. 205). Wimmer estime en somme que les groupes considérés comme les plus « problématiques » se différencient surtout par leur degré d'acceptation de l'ordre établi. Ainsi, des nouveaux arrivants d'origine suisse peuvent moins bien s'intégrer que des immigrés italiens ou espagnols des premières vagues qui auraient assimilé ou qui possédaient déjà les valeurs dominantes. Le passeport importe donc moins que le degré de conformité à ces valeurs. « On distingue donc comme classification sociale centrale les groupes intégrés dans l'ordre établi et ceux qui menacent ce dernier. » (Wimmer, 2003, p. 206). La distance ethnoculturelle n'est donc pas aussi importante selon lui que le disent nombre d'auteurs. Il a ainsi pu constater dans ses recherches

que des immigrés italiens ou turcs de la première génération peuvent être plus opposés à des immigrés plus récents, d'ex-Yougoslavie par exemple, que des ressortissants suisses. C'est évidemment encore plus vrai, on le sait, lorsque la question du statut (réfugiés, sans papiers) intervient et pèse sur l'accès aux aides sociales. Les habitants plus anciens tendent alors à se considérer comme injustement défavorisés.

En somme, intégration et exclusion ne dépendent pas tellement de l'appartenance ethnique dans les quartiers d'immigration ou dans les nouvelles constructions, mais bien davantage de la proximité ou de la distance entre les anciens et les nouveaux habitants. Avec cette affirmation, Wimmer est très proche des résultats de l'étude d'Elias & Scotson (1997) effectuée dans un contexte de populations qui se ne distinguent pas par la nationalité, mais par des provenances régionales différentes. Cette forme d'endogamie des relations ne doit cependant pas être prise comme une fermeture ; Wimmer (2003, p. 223) constate en effet que les personnes interrogées cherchent le plus souvent à l'extérieur de leur groupe (trois fois sur quatre) les aides dont elles ont besoin pour discuter de problèmes importants ou les individus et familles avec lesquels elles entretiennent des rapports réguliers. Cela s'explique entre autres, selon Wimmer, par le fait qu'avec le temps leurs réseaux sociaux, leurs rapports de voisinage, de connaissance, d'amitié et même de parenté tendent à se rapprocher. Il est possible d'y voir autant de signes d'intégration effective des personnes d'origine migrante dans le tissu social suisse.

Leloup & Germain (2008, p. 167) pensent également qu'il ne faut pas se fier aux apparences de tensions d'origine ethnique entre voisins de HLM ; elles sont le plus souvent communes aux habitats collectifs, même s'ils estiment qu'il faut aussi tenir compte du fait que les différences culturelles entre groupes d'habitants tendent à rendre plus difficile l'établissement d'une communauté locale.

Elias & Scotson vont dans le même sens lorsqu'ils constatent que dans le faubourg de Winston Parva (Angleterre), « (...) les nouveaux venus sont victimes de ségrégation, de stigmatisation et de rejet, alors qu'ils ne diffèrent ni par la race, ni par la langue ou la culture nationale, ni par la classe » (Elias & Scotson, 1997, p. 14). C'est en quelque sorte la peur que ces nouveaux « autres » déstabilisent le quartier, menaçant son bien-être, son mode de vie, bref le système qu'il constitue. Pour les auteurs, c'est le résultat de rapports sociaux de pouvoir. En dominant, on maintient plus facilement son pouvoir. L'exclusion et la stigmatisation des « outsiders » est un moyen efficace pour perpétuer l'identité et la suprématie des habitants établis de longue date (Elias & Scotson, 1997, p. 38). Cette analyse rappelle le rôle que joue le bouc émissaire dans le renforcement de l'appartenance au groupe et dans la sauvegarde de sa cohésion sociale, dans la genèse et le maintien d'une identité collective.

La distinction entre anciens et nouveaux résidents perd toutefois de sa pertinence pour les habitants entretenant des rapports de voisinage plus fréquents, intenses et intimes. Wimmer constate que la proximité spatiale ou les critères qui viennent d'être évoqués n'expliquent plus le contour des groupes qui se forment dans ce contexte relationnel ; on retrouve un entre-soi, les Suisses tendant à rester entre eux, tout comme les Italiens ou les Turcs (Wimmer, 2003, p. 213). Avec le temps, toutefois, les groupes d'immigration plus ancienne tendent à s'ouvrir davantage à d'autres groupes, ce qui ne s'explique peut-être pas seulement par un rapprochement social, culturel et économique, mais aussi sans doute par le fait que durant les premières années de présence en Suisse, la langue et le besoin d'entraide conduisent « naturellement » à s'adresser à des compatriotes (Wimmer, 2003, p. 214). Dans une étude portant sur un grand ensemble genevois, celui des tours de Carouge¹, Wicht, Chuard & Seiler (2006) ont développé une conception un peu plus complexe de la notion de proximité sociale et économique en faisant un

¹ Il s'agit de six tours d'une vingtaine d'étages dont la construction s'est terminée il y a une quarantaine d'années et se situant à la limite de la ville de Carouge, dans la banlieue genevoise, juste à côté d'une zone artisanale et commerciale.

inventaire des manifestations de cohésion sociale unissant les habitants qui y étaient établis de longue date. Ils relèvent le sentiment d'appartenir à un même groupe social (ouvriers), le partage de valeurs telles que l'effort personnel, le travail, les sacrifices pour de bonnes conditions de vie, le sentiment d'appartenir à un lieu (Carouge), le poids de cooptation des premiers habitants, qui se connaissaient souvent avant d'emménager, une convivialité de proximité plus que des liens approfondis, des règles tacites mais prégnantes de comportement (respect du matériel et des espaces communs, limite du bruit et respect des horaires, bonne éducation des enfants) (Wicht, Chuard & Seiler, 2006, p. 11). En fait, il s'agit pour beaucoup de règles qui relèvent du bon sens, d'un comportement respectueux des autres et de l'environnement, telles qu'on peut les trouver dans les usages locatifs en vigueur à Genève. Ces règles sont, comme nous l'avons vu a contrario à travers un certain nombre de résultats de recherche, d'autant plus faciles à respecter que les personnes partageant un même espace d'habitation sont plus proches du point de vue de leurs pratiques et de leurs valeurs.

3.3.2 Dimensions des relations de voisinage

Comme on l'a vu plus haut avec Steinmann (2006, p. 1), le voisin est en général imposé, rarement choisi. Les relations entre voisins sont donc à créer de toute pièce, en quelque sorte, ce qui suppose une initiative le plus souvent individuelle, consistant à entrer en contact, voire à ouvrir sa porte. Si personne ne le fait, les voisins – ou certains d'entre eux – observent les autres à distance et en restent là. Lorsque le contact a été créé, il faut encore gérer le rapport entre proximité et distance, afin de préserver sa tranquillité et celle de son entourage. Cette gestion d'ouverture et de fermeture est évidemment source de conflits potentiels. Lorsque des contacts préalables existent dans le nouveau lieu d'habitation (famille ou connaissances y résidant déjà), ou si des voisins s'impliquent dans des réseaux facilitant les échanges, la prise de contact est évidemment facilitée.

Dans cette création de contacts comme dans leur entretien ultérieur, les habitants ne cherchent en général pas tellement à se distinguer de leurs voisins. De Gourcy et Rakoto-Raharimanana (2008) constatent que c'est la conformité qui domine : ils tirent le plus souvent une satisfaction du respect des normes et des règles, ainsi qu'un sentiment de valorisation personnelle par cette contribution à la vie commune.

Les contacts ne sont d'ailleurs pas si fréquents, comme nous l'avons vu avec quelques données suisses. Après avoir fait le tour de la littérature scientifique anglo-saxonne, Kirszbaum arrive aussi à la conclusion que les interactions entre personnes partageant un même espace sont très limitées (Kirszbaum, 2008, p. 80). Cette limitation ne dépend pas seulement de la répartition spatiale des différents types de logements, mais aussi et sans doute surtout des diverses sources de clivage entre groupes : revenus, âge, composition de la famille, niveau d'éducation, ainsi qu'aux différences dans les façons de vivre. Une enquête conduite sur sept sites américains où cohabitent des groupes sociaux différents conclut que « le niveau d'interaction entre les différents groupes apparaît insignifiant » (Brophy & Smith, 1997, cité dans Kirszbaum, 2008, p. 80). La plupart des études évoquées par Kirszbaum (2008) aboutissent à ce type de conclusion, qu'elles soient anglaises, néerlandaises ou françaises.

Comme nous venons de le voir dans la partie précédente de ce chapitre, De Gourcy & Rakoto-Raharimanana (2008) estiment que le voisin, « proche et lointain à la fois, (...) suscite intérêt et curiosité. ». Cette tension entre proximité (spatiale) et distance (sociale) nécessite des apprentissages divers et progressifs pour trouver la bonne combinaison. Il faut notamment apprendre à respecter la variété des modes d'habiter et des façons de vivre. Des « ajustements réciproques » (De Gourcy & Rakoto-Raharimanana, 2008) sont nécessaires, débouchant idéalement sur des compromis permettant de désamorcer et de résoudre les conflits. Pour ces auteurs, le degré de tension entre proximité et distance relationnelle diminue ou augmente en

fonction de la proximité spatiale. « La proximité induit des devoirs – formes morales d’une attention à l’autre – auxquels on choisit de se plier ou pas (...) » (De Gourcy & Rakoto-Raharimanana, 2008), mais elle implique également une distance permettant de préserver l’intimité de chacun. La distance passe tout à la fois par des règles de courtoisie situant la relation au niveau de la bienveillance, et de la réserve. La convivialité, sorte de pas intermédiaire vers une intimité potentielle (cf. ci-dessous), est le plus souvent rare ; dans la plupart des contacts, « elle s’efface au profit de la civilité, principale forme régulatrice du lien social entre proches voisins ». (De Gourcy & Rakoto-Raharimanana, 2008). La civilité est composée de courtoisie et de respect. Elle exprime retenue et discrétion, « (...) conditions nécessaires pour que se manifeste l’‘ invisibilité ’ de celui qui habite si proche et si loin à la fois. » (De Gourcy & Rakoto-Raharimanana, 2008) et permet ainsi de s’accommoder à l’autre. La civilité peut déboucher sur des formes d’entraide et de solidarité, le plus souvent ponctuelles, qui nourrissent la relation.

Dans une dynamique comparable oscillant entre proximité et distance, Lefeuve (2005, p. 92) estime que la proximité spatiale, notamment lorsqu’elle est contrainte, peut engendrer des efforts de prise de distance, de maintien à distance. Si le quartier est connoté négativement, l’effort de distanciation peut aller jusqu’à la volonté de le quitter. Mais si les chances de mobilité sont réduites, attachement et ancrage social peut en résulter (Lefeuve, 2005, p. 93). Lorsque les échanges verbaux se réduisent ou disparaissent, il reste la communication indirecte, faite de comportements, de regards, etc., communication qui tend à augmenter avec la proximité spatiale (Lefeuve, 2005, p. 93). Même avec ce type de communication, le voisinage « (...) non seulement favorise la confrontation des mœurs, mais aussi contribue à la fabrication des différences et des ressemblances entre modes de vie ». (Lefeuve, 2005, p. 96). Si la proximité spatiale favorise les conflits, Lefeuve souligne toutefois que « tout le monde est capable, semble-t-il, de s’accorder avec tout le monde pourvu que chacun garde ses distances » (Banton, 1971, cité dans Lefeuve, 2005, p. 97).

Dans l’enquête « Voisinage » déjà citée, Steinmann (2006, p. 4) constate que le fait de nouer des contacts directs facilite l’installation de bons rapports de voisinage, qui constituent dès lors une ressource en termes d’échanges de services, mais aussi de communication et d’ouverture. On retrouve alors la convivialité qui a été évoquée plus haut, qui contribue selon De Gourcy & Rakoto-Raharimanana (2008) à donner forme au vivre-ensemble, permettant une mobilisation des habitants, un appel à la responsabilité de chacun. Mais la convivialité ne s’observe que rarement dans les relations entre proches voisins.

Comme on l’a vu dans le chapitre consacré à la mixité sociale et à la mise en œuvre de politiques du logement cherchant à la favoriser, les différences de race, d’ethnie, de culture rendent les relations de voisinage plus délicates. Selon Rose & Iankova (2005, p. 135), à une échelle très petite (un bâtiment, un bout de rue), la mixité sociale n’est en général bien acceptée que par les personnes qui l’ont effectivement choisie. Ce sont souvent des membres des nouvelles couches moyennes, ouvertes sur les autres et le monde. Pour les autres groupes, comme nous l’avons déjà vu, c’est au contraire une stratégie de retrait des espaces publics locaux et de réduction des contacts qui tendent à dominer (Amin, 2002, cité dans Rose & Iankova, 2005, p. 136). Ces stratégies de repli et de retrait tendent bien sûr à augmenter l’incompréhension réciproque et les tensions, voire les conflits qui y sont liés. Cela est particulièrement vrai, notent les deux auteurs, lorsque la cohabitation n’est pas choisie, ce qui est généralement le cas des logements sociaux (Rose & Iankova, 2005, p. 136).

Une recherche effectuée dans sept quartiers multiethniques de Montréal débouche toutefois sur des conclusions moins pessimistes que celles d’autres auteurs dans les cas de mixité plus ou moins contrainte. Les auteurs de cette étude constatent une cohabitation « pacifique mais distante » (Germain, Archambault, Blanc, Charbonneau, Dansereau & Rose, 1995, cité dans Rose & Iankova, 2005, p. 136), avec des contacts respectueux, mais sans qu’ils débouchent sur

de véritables rapports interculturels. Dans leur étude également réalisée dans une banlieue montréalaise à caractère multiethnique, Rose & Iankova (2005, p. 147) constatent que des pratiques différentes sur la surveillance des enfants d'âge scolaire ne recoupent pas forcément des différences ethniques. Chamboredon & Lemaire (1970, p. 26) relèvent que les jeunes de milieu populaire, contrairement à leurs camarades de milieu plus favorisé, restent confinés dans leur quartier, se réunissent entre voisins, en quelque sorte. Cette présence plus ou moins permanente de ces jeunes dans le quartier les met en conflit fréquent avec les adultes des classes moyennes. Aux tensions et conflits entre personnes de milieux sociaux différents s'ajoute dans cette situation (qui ne concerne sans doute pas que les grands ensembles français) des tensions et conflits entre classes d'âge.

Des positions antagonistes dans le champ culturel ou social peuvent entraîner des rapports de domination, comme on l'a également vu dans le chapitre sur la mixité sociale. À l'extrême, les rapports de domination peuvent déboucher sur des rapports d'exclusion. Le conflit entre de tels groupes peut rester latent ou devenir ouvert. C'est ce qui se passe par exemple dans le grand ensemble HLM Sillon de Bretagne, étudié par Pinçon (1981). Il observe que chaque groupe a des pratiques qui lui sont propres et qui divergent de celles des autres groupes. « (...) aller faire ses courses en chaussons et avec ses bigoudis ou en souliers et coiffée (...) choque, (...) provoque la réprobation réciproque. » (Pinçon, 1981, p. 530). Les pratiques différentes aboutissent parfois à des formes d'exclusion : « (...) les fêtes d'une communauté à Ramadan ou Noël – excluent le repos des autres (...) » (Pinçon, 1981, p. 530). Pour que chaque groupe puisse vivre comme il l'entend, il doit lutter contre les autres pour s'imposer ou être respecté. À défaut, il ne reste comme choix que « (...) la fuite, réelle ou imaginaire ». (Pinçon, 1981, p. 530).

Civilité et convivialité, proximité et distance, accommodements, tensions et conflits, ces modalités de relations de voisinage constituent évidemment un aspect très important du vécu de voisin. Dans leur analyse dévolue notamment à la qualité de vie des familles dans l'habitat, Pattaroni, Thomas & Kaufmann (2009, p. 14) estiment qu'elle dépend de trois types de qualités spécifiques :

- La *qualité sensible*, soit le contentement de chacun lié aux caractéristiques de l'environnement construit (espaces verts, densité et types de constructions, charme attribué au bâti, etc.).
- La *qualité sociale*, soit le développement de relations sociales satisfaisantes qui dépend de la conception des rapports aux autres et de l'engagement dans la société (p.ex. individualisme ou communautarisme), de l'environnement social (composition sociale du voisinage, types de relations de voisinage, vie associative, réputation du quartier, etc.) et de l'environnement construit (qualité des espaces intermédiaires et publics et facilité d'accession, répartition privé – public, etc.).
- La *qualité fonctionnelle*, soit la dimension pratique des activités quotidiennes qui dépend des modes de vie (préférences de moyens de transport, importance accordée à la proximité des infrastructures) et de l'environnement construit (proximité des infrastructures liées à la vie quotidienne, qualité des réseaux routiers et de transports publics).

On peut donc conclure avec De Gourcy & Rakoto-Raharimanana (2008) que les relations de voisinage constituent un système complexe du point de vue des personnes en relation comme du point de vue de la diversité des valeurs, des normes et des pratiques concernées. Ce système complexe génère des degrés de participation variés aux relations de voisinage, du retrait à un fort engagement. « Tout se passe comme si habiter un espace résidentiel mettait à l'épreuve une certaine conception du vivre-ensemble fondée sur des devoirs et des obligations qui appellent également des formes de réciprocité. » (De Gourcy & Rakoto-Raharimanana, 2008).

3.3.3 Influence de l'habitat sur les relations de voisinage

La structure du domaine bâti, sa qualité urbanistique et architecturale ainsi que la forme d'appropriation du parc immobilier jouent un rôle sur les relations de voisinage, en particulier sur les rapports entre intimité et rencontre (Pattaroni, Kaufmann & Rabinovic, 2009a, p. 7). Qu'on pense par exemple aux différences de vivre-ensemble que peuvent entraîner la résidence dans un grand ensemble, un quartier de petits immeubles, une zone de villas ou un lotissement coopératif. Les usages de l'espace et du parc immobilier, les rapports interpersonnels, le risque de repli sur son logement et la famille sont influencés par les caractéristiques de l'habitat et du voisinage. Il en va de même de l'éloignement par rapport aux lieux d'activité économique et sociale.

De ces points de vue, Pattaroni, Kaufmann & Rabinovic (2009a, p. 7) accordent une importance particulière aux espaces dits intermédiaires de l'habitat collectif, c'est-à-dire qui ne sont ni tout à fait publics, ni complètement privés. Il peut s'agir de salles communes servant d'espaces de rencontre, de locaux autogérés comme les affectionnent certaines coopératives, qui permettent d'équilibrer les aspirations à la vie personnelle ou familiale et au besoin de rencontres. Ces espaces sont malheureusement rares dans l'habitat social, car ils engendrent des coûts non négligeables, mais les économies ainsi réalisées se font au détriment des rencontres et de la solidarité entre voisins. Dans cette perspective comme du fait de la standardisation des logements subventionnés, les politiques du logement social ne prennent pas suffisamment en compte le besoin de convivialité et les façons différentes d'approprier l'espace et de gérer les rapports de voisinage qui existent d'un groupe à l'autre. « (...) le droit au logement s'est surtout constitué comme un droit *d'utilisation* normé et non pas comme le droit à un *usage* plus *singulier* qui supposerait une véritable capacité *d'aménagement des lieux*. » (Pattaroni & Togni, 2009, p. 117). C'est aussi vrai du réaménagement et de l'adaptation à ses propres goûts du logement lui-même, qui reste du seul domaine du propriétaire. Le rétablissement de cette liberté d'aménager son logement est un des potentiels de l'habitat coopératif, avec celui d'aménager collectivement les espaces communs. Peut-on imaginer l'instauration d'une telle réappropriation dans les logements sociaux ?

Pinçon va exactement dans le même sens lorsqu'il affirme que « ce qui est en jeu, c'est un espace de la vie quotidienne qui soit conforme, autant que faire se peut, aux dispositions intériorisées, où puissent s'épanouir un ensemble de pratiques propres au groupe et qui, en se réalisant, tendent à constituer le groupe comme entité réelle concrète au-delà des structures qui le définissent fondamentalement. » (Pinçon, 1981, p. 530). Il faut en somme choisir entre adapter le milieu de vie à ses besoins et aspirations, et adapter ses pratiques au milieu et aux limites qu'il impose.

Dans leur ouvrage consacré à l'habitat durable pour les familles, Pattaroni, Thomas & Kaufmann (2009, p. 14) poussent plus loin l'analyse dans cette direction. Pour eux, la qualité sociale, au sens de l'organisation des relations sociales et de leur vécu, dépend de plusieurs facteurs. En premier lieu, les modes de vie, sous l'angle des rapports entre habitants, mais aussi de l'engagement dans les dimensions collectives. En deuxième lieu interviennent les caractéristiques du contexte social de voisinage, telles que la vie associative, la convivialité dans les rapports entre personnes et familles, la composition sociale de la population résidente, entre homogénéité et diversité, ainsi bien sûr, comme on l'a déjà vu à plusieurs reprises à propos des politiques de mixité sociale, la réputation du quartier. En troisième lieu, les auteurs citent les caractéristiques de l'environnement construit, telles que les types d'espaces publics et leur accessibilité, les espaces intermédiaires, bref tout ce qui relève de la division entre privé et public, devenue si importante dans les sociétés contemporaines.

Une certaine convivialité dans les relations de voisinage est essentielle pour l'émergence d'un rapport de confiance, qui permet à son tour de favoriser différentes formes d'entraide,

notamment celles qui concernent les échanges de surveillance ou de garde des enfants. Elle multiplie aussi les occasions de rencontres de hasard ainsi que la fréquentation des lieux collectifs, qu'ils soient semi-publics ou publics, tels que places de jeux, café, pataugeoires ou piscines. Ces éléments positifs rejaillissent à leur tour sur « (...) le bien-être et l'attachement des habitants à leur quartier et à leur logement, et par ce biais la propension à fréquenter le quartier au quotidien. » (Pattaroni, Thomas & Kaufmann, 2009, p. 63).

Vue sous cet angle, une vraie mixité implique la capacité d'une zone d'habitation à accueillir des familles de culture différente. La conception d'un tel habitat doit avoir selon Pattaroni, Thomas & Kaufmann (2009, pp. 66-67) les caractéristiques suivantes, déjà citées plus haut, mais reprises ici avec des détails renvoyant à l'environnement construit :

- *qualité fonctionnelle*, facilitant la mobilité fonctionnelle et la consommation. Autrement dit, le quartier doit disposer de bonnes connections au réseau des transports publics et d'un bon accès routier, ainsi que des facilités de consommation en termes de commerce de détail et d'établissements publics de proximité.
- *Qualité sociale*, impliquant une bonne réputation du quartier et des écoles, comme on l'a vu précédemment; indirectement, une mixité des statuts d'habitation, du logement social à la propriété par étage, est aussi souhaitable. La qualité sociale passe aussi par des dispositifs d'aménagement (espaces collectifs et de rencontre) et une présence associative permettant notamment de les gérer.
- *Qualité sensible*, notamment en termes de nature et d'espaces verts; au niveau du bâti, maintenir et créer une diversité architecturale, en termes de gabarit des bâtiments et de variété des types de logements (p. ex. anciens et modernes).

Dans son ouvrage consacré à la proximité spatiale et aux relations sociales, Lefevre (2005, p. 93) va dans le même sens en partant du constat que la réputation négative d'un quartier engendre des efforts de distanciation de la part des habitants, débouchant entre autres sur une mobilité spatiale. Y remédier suppose les ingrédients évoqués par Pattaroni, Thomas & Kaufmann (2009). Comme le dit Lefevre, « (...) si sa vie quotidienne n'est pas incluse dans le grand ensemble, l'individu s'affranchit du lieu et se distingue des autres habitants. » (Lefevre, 2005, p. 93).

Rose & Iankova (2005, p. 136) relèvent, en citant différents auteurs (Germain, 1998, Simon, 1992, Carrasco, Rose & Charbonneau, 1999, Henning & Liedberg, 1996, Kleit, 2001), que les rencontres fortuites entre habitants socialement ou ethniquement différents, occasions de contacts superficiels, non compromettants, aident les uns et les autres à surmonter leurs préjugés, tout en facilitant l'intégration des nouveaux venus. Il importe donc, si on suit ces deux auteurs et ceux qu'ils citent, de multiplier dans les ensembles bâtis, grands ou petits, les espaces intermédiaires, semi-publics et publics les facilitant, de même que les commerces et autres lieux de rencontre. Les parcs et places de jeux réservés aux enfants facilitent aussi des liens entre les parents qui y surveillent leurs enfants.

Le développement de ce qu'on pourrait appeler avec Granovetter des « liens faibles » (1973, cité dans Rose & Iankova (2005, p. 136) ne permet pas une généralisation de ces rapports si les contacts informels concernent avant tout des lieux dont la fréquentation est segmentée selon l'origine sociale ou ethnique, voire selon la durée de résidence. Comme l'écrivent Rose & Iankova, « (...) la proximité spatiale des groupes qui se perçoivent comme n'ayant absolument rien en commun, et dont les réseaux respectifs de liens forts ne sont pas reliés par des liens faibles servant de pont entre les groupes, peut facilement mener à des stratégies d'évitement et donc à l'abandon total de l'espace public comme lieu de sociabilité, même du type 'minimum' (Lemieux, 2001). » (Rose & Iankova, 2005, p. 153). Les liens faibles constituent donc un aspect important d'une possible cohabitation sociale, notamment lorsque la distance sociale ou ethnique est grande.

S'intéressant au cas particulier des HLM, Morin & Baillergeau (2008, pp. 1 et 3) commencent par rappeler l'importance des conditions de logement sur l'insertion sociale, importance notamment soulignée par la Charte d'Ottawa pour la promotion de la santé de 1986. S'agissant des HLM, l'habitation (le logement et son environnement) sont associés plutôt à des liens sociaux négatifs. Ils précisent que les habitants tendent à être marginalisés, voire socialement disqualifiés, stigmatisés, ce qui, comme on l'a vu précédemment, les incitent à se retirer dans leur logement (Morin & Baillergeau, 2008, p. 6). Faute de moyens financiers, ils n'ont pas le choix de quitter le quartier. Il en résulte un repli sur soi, sur son logement, entraînant un isolement social de plus en plus grand. Dans le grand ensemble, l'insertion sociale devient ambiguë. « En effet, d'un côté les résidents ne se reconnaissent pas complètement dans les plans d'ensemble, mais de l'autre, ils constituent néanmoins pour eux un univers dont ils maîtrisent les codes, qui leur permet en partie d'échapper au stigmate que leur renvoie l'extérieur et avec lequel ils sont familiers. » (Leloup & Germain, 2008, p. 169). Pour les habitants socialement vulnérables, l'ambivalence se situe ainsi dans la dimension positive de se protéger de l'extérieur et dans son corolaire négatif de pousser à se renfermer sur un environnement aux propriétés en tout cas partiellement négatives en termes d'insertion sociale.

Les effets négatifs qu'un environnement HLM peut produire chez les habitants sont renforcés par le fait que l'aide étatique aux personnes victimes de pauvreté est essentiellement individuelle et d'ordre économique (aide à la prise ou à la reprise d'emploi, allocations chômage, subsides d'assistance). Il en résulte une culpabilisation individuelle, qui renforce à son tour le sentiment d'être en concurrence avec autrui et la tentation de retrait de toute vie sociale (Dion, 2008, p. 216).

Du point de vue de l'habitat, la précarité financière oblige les personnes qui en souffrent à rester dans un quartier qu'elles n'ont pas choisi. Il tend alors à être perçu comme contraignant, peu sûr, imposant la promiscuité. Ici également, comme on l'a déjà vu, la conséquence est le retrait par rapport au voisinage, l'espoir peut-être vain d'en sortir, et l'enfoncement dans l'isolement social (Dion, 2008, p. 216).

Ce point de vue pessimiste issu de l'expérience des grands ensembles montréalais est relativisé par Authier (2005, p. 218) qui étaye son propos en citant des recherches en France de Bacqué & Sintomer (2002) et Leclerc-Olive & Duprez (1997). Les habitants des banlieues défavorisées sont souvent très attachés à leur quartier, plus encore qu'à leur logement. Cet attachement est notamment relié à la richesse qu'il peut apporter dans la vie quotidienne : lieu d'achats, de détente, d'activités sportives ou culturelles, etc. Dans un même quartier, l'utilisation de ses ressources peut varier d'un habitant à l'autre. Mais dans tous les cas, le quartier occupe une place importante dans la perception et dans la construction de la vie quotidienne, même s'il n'est pas systématiquement, comme on l'a vu à plusieurs reprises, un espace de proximité sociale en plus d'un espace de proximité spatiale. C'est en particulier lié à l'attrait de l'ouverture sur les autres mondes qu'offrent les villes. « (...) les relations avec les proches (...) ont également tendance actuellement à se développer de plus en plus hors du logement et hors du voisinage (Authier, 2003b). Et cela n'est pas sans lien, précisément, avec la manière dont se structure dans les villes contemporaines la 'vie de quartier' des citadins. » (Authier, 2005, p. 218).

3.3.4 Liens sociaux, réseaux et capital social

Il y a une quarantaine d'années déjà, Chamboredon & Lemaire (1970) constataient que la politique de mixité voulue par les autorités françaises dans le cadre des HLM avait évité la constitution de ghettos, mais qu'elle avait aussi eu des effets négatifs sur les modes de vie et sur le lien social. Elle avait en effet mis en contact direct des ménages dont les valeurs et les comportements divergeaient, notamment dans leurs rapports au temps et à l'espace. « Le

rapprochement contraint crée en lui-même une humeur ségrégative, dès lors que les petites différences finissent par occuper tout l'espace. » (Avenel, 2005, p. 70). La réhabilitation d'une cité HLM de Dreux en est un bon exemple. Les travaux de Tribalat (1999, cité dans Avenel, 2005, p. 70) montrent que la modification partielle du peuplement de cet ensemble, effectuée dans le but d'une plus grande mixité de sa population, a engendré des liens sociaux segmentés d'après des caractéristiques ethniques. Les politiques publiques de mixité sociale sont confrontées aux réactions des habitants qui mettent à distance les voisins socialement ou culturellement différents. Pire, on peut se demander si de telles politiques n'aboutissent pas au contraire à « (...) des effets 'désolidarisants' et à noyer les identités collectives et communautaires, installant alors en lieu et place des rapports individualisés de dépendance à l'égard des dispositifs d'assistance, là même où on en appelle à la 'participation des habitants'. » (Avenel, 2005, p. 71).

Au-delà des rapports quotidiens de qualité et d'intensité variables analysés dans les pages qui précèdent, les relations de voisinage exercent une influence sur l'intégration sociale, comme le montrent Chamboredon & Lemaire. Celle-ci peut être abordée selon trois niveaux, qui jouent un rôle dans les différents aspects de la vie des gens, de la quotidienneté à l'emploi et à la vie économique et sociale, de l'insertion dans son habitat à l'intégration à de plus vastes regroupements sociaux.

Le premier niveau porte sur la nature et l'intensité des liens que l'on noue avec son entourage, qui peuvent être faibles ou forts. Au contraire des liens faibles, les liens forts s'inscrivent dans la durée, dans une fréquence d'échanges élevée « (...) avec une forte connotation émotionnelle (...) » (Granovetter, 2000, cité dans Viry, Kaufmann & Widmer, 2009, p. 73). Le plus souvent les liens forts sont constitués avec les proches, famille et amis. Les liens faibles concernent plutôt de simples connaissances rencontrées au travail, pendant les loisirs ou dans le voisinage de son logement.

Dans leur étude d'un quartier interethnique et défavorisé de Montréal, Rose & Iankova constatent l'existence d'une sorte d'« apprivoisement » (2005, p. 136) réciproque des différentes ethnies, qui peuvent s'expliquer par une sorte de « 'routinisation' des contacts » (Rose & Iankova, 2005, p. 136) qu'elles entretiennent, tout à la fois fréquents et peu impliquant (Germain, 1998, Simon, 1992, cités dans Rose & Iankova, 2005, p. 136). Ces contacts relèvent de ce que Granovetter (1973, cité dans Rose & Iankova, 2005, p. 136) appelle des « liens faibles », entre simples salutations, conversations anodines et petits gestes de bienveillance. C'est grâce à ces liens que se développent, comme nous l'avons vu précédemment, des regards croisés facilitant le dépassement des préjugés et de la peur de l'autre. Ce sont aussi les liens faibles qui permettent à de nouveaux venus ou à des habitants plus anciens mais marginalisés de ne pas se sentir exclus, mais reconnus et acceptés dans une certaine mesure. L'apparition de liens faibles est notamment favorisée par le partage d'approches éducatives similaires des enfants (Dowling, 1998, Holloway, 1998, cités dans Rose & Iankova, 2005, p. 147). Ces contacts peuvent déboucher par exemple sur de l'entraide en matière de gardiennage des enfants.

Les mêmes auteurs font cependant remarquer à la suite de Blokland (2003, cité dans Rose & Iankova, 2005, p. 137) que les liens faibles noués entre voisins ne débouchent pas souvent sur des rapports d'amitié, ni même sur la décision d'avoir des activités communes.

Le deuxième niveau porte sur un ensemble de liens interpersonnels, tissant une sorte de toile de relations, un réseau social.

Rose & Iankova citent des recherches de Aroian (1992) et Cattell (2001) pour souligner que le succès de l'insertion sociale des personnes défavorisées dépend notamment de « (...) la construction de réseaux sociaux incluant des liens faibles diversifiés (aux plans de la classe sociale et de l'appartenance ethnoculturelle) ayant le potentiel de servir de ponts vers les

ressources de la société d'accueil. » (Rose & Iankova, 2005, p. 153). Comme on l'a relevé auparavant, les liens faibles facilitent effectivement la cohabitation sociale et sa négociation.

Wimmer a constaté qu'avec le temps et les générations qui se succèdent, la composition des réseaux des immigrants tend à rejoindre celle des personnes originaires de la société qui les accueille : « (...) la structure des réseaux s'est largement rapprochée, notamment pour ce qui est de l'importance relative de la parenté, de l'amitié, des connaissances et du voisinage (...) » (Wimmer, 2003, p. 153). Ce rapprochement concerne également le contexte dans lequel les relations sont nouées et le développement quantitatif du réseau des immigrants.

Chamboredon & Lemaire (1970, p. 13) observent que les normes de sociabilité diffèrent d'une classe sociale à l'autre. Dans le milieu ouvrier, les relations sont plus totales et empreintes de solidarité, à la façon d'une communauté ; « (...) assurant une protection contre le monde extérieur, elles se doublent d'un système d'aide réciproque qui n'est pas réductible à un échange rationalisé fondé sur un calcul économique. (Chamboredon & Lemaire, 1970, p. 14).

Si le réseau social comprend des éléments éloignés géographiquement de la zone de résidence, cela est dû pour une large part à l'accroissement de la mobilité spatiale dans nos sociétés : « (...) l'habiter ne se résume plus spatialement et socialement à la proximité de son domicile. » (Viry, Kaufmann & Widmer, 2009, p. 71). La pendularité produit aussi des effets sur la structure du réseau social, mais également sur les apports procurés par les membres du réseau. Lorsque la distance parcourue par le pendulaire augmente, les échanges de soutien avec son réseau diminuent. Il est le centre d'un réseau dont les membres sont souvent distants les uns des autres, ce qui peut entraîner une sorte de « virtualisation », les contacts devenant plus potentiels qu'actifs (Viry, Kaufmann & Widmer, 2009, p. 84). Un des avantages du statut de pendulaire est d'échapper plus ou moins largement à la pression normative parfois forte que peut exercer le voisinage de quartier. La contrepartie est bien évidemment la difficulté à pouvoir recourir à ce voisinage et aux réseaux qu'il comporte.

La mobilité résidentielle présente la même caractéristique d'un réseau réparti dans un espace plus large, correspondant aux lieux d'habitation depuis l'enfance jusqu'à l'arrivée dans le domicile actuel (Viry, Kaufmann & Widmer, 2009, p. 87). La combinaison des mobilités résidentielle et professionnelle augmente encore la complexité possible de réseaux plus ou moins grands, mais diffus au plan spatial et offrant moins de soutien.

Avec l'élargissement et la diversification des liens entretenus par une personne et des réseaux que ces liens contribuent à tisser se développe un potentiel de ressources qu'elle peut mobiliser en cas de besoins divers. C'est le troisième niveau d'intégration sociale, que l'on nomme en général le capital social.

Précisons d'emblée que Morin & Baillergeau (2008, p. 7) distinguent le capital humain du capital social. Le capital humain est l'ensemble des connaissances, des compétences et des qualifications ainsi que d'autres qualités possédées par un individu. Cette notion est utilisée le plus souvent par les économistes pour désigner le potentiel de participation au monde du travail qu'il possède. Le capital social concerne, lui, des ressources reposant sur des rapports de confiance et de coopération entre des personnes. Ces ressources constituent des sortes de leviers permettant de résoudre des problèmes qu'une personne rencontre, mais aussi de développer son capital humain. Les compétences à mener une action en public, individuelle ou collective, se forment en effet au gré des contacts sociaux que l'on a (Morin & Baillergeau, 2008, p. 7). Morin & Dorvil se réfèrent à Bourdieu (1986) pour préciser que « (...) le capital social est ce capital relationnel permettant à certaines personnes d'atteindre des objectifs qui autrement n'auraient pu l'être ; c'est le capital social dit 'positif'. » (Morin & Dorvil, 2008, p. 27). Le capital « négatif » empêcherait au contraire la réalisation d'objectifs que l'on ne peut pas atteindre en ne comptant que sur soi.

Putnam (2005, cité dans Morin & Dorvil, 2008, p. 27) prend en compte quatre éléments importants du capital social : « (...) une image de soi positive ; le sentiment de pouvoir exercer un contrôle sur son environnement et sur les événements qui nous touchent ; la résilience (...) », soit la capacité de surmonter les problèmes que l'on rencontre et à rebondir ; le poids du réseau de relations en quantité et en qualité. Ces éléments montrent bien le risque encouru par toute personne se marginalisant ou étant déjà marginalisée socialement ; en être faiblement doté augmente la vulnérabilité sociale d'un individu.

Le capital social n'est pas seulement à considérer sur un plan individuel, il représente aussi une ressource collective, un potentiel d'action que possèdent des groupes. Il leur fournit un potentiel de développement communautaire tourné vers l'intérieur du groupe, par exemple sous la forme de partage de responsabilités en matière de sécurité ou de surveillance des enfants, mais aussi à l'extérieur du groupe, lorsqu'il s'agit de définir et d'obtenir des degrés de liberté de la part d'institutions et d'organisations locales ou des infrastructures dans la zone résidentielle qu'il occupe (Morin & Baillergeau, 2008, p. 7).

En résumé, le capital social peut renvoyer soit à un individu, soit à un groupe. Leloup & Germain (2008, p. 157) précisent que l'approche de Bourdieu (1986) va plutôt dans le sens d'un capital social comme ressource des individus, même si bien évidemment ces ressources sont constituées d'un ensemble de relations personnelles directes ou indirectes. Il permet alors d'affronter ou de supporter plus facilement des moments difficiles, « (...) comme la maladie, le chômage ou la perte d'autonomie. » (Martuccelli, 2002, cité dans Leloup & Germain, 2008, p. 157). Mais il offre aussi, comme on vient de le voir, un effet de levier en vue de réaliser un projet personnel, comme entreprendre une formation ou trouver un emploi. Granovetter (1973, 1995, cité dans Kirszbaum, 2008, p. 53) a observé que les liens faibles, soit les relations avec les simples connaissances, rendent plus aisés l'accès à un emploi. Ce sont en effet les simples connaissances qui permettent d'obtenir plus d'informations concernant les opportunités d'emploi, le réseau (ou capital social) étant ainsi plus étendu et diversifié que s'il était limité à la famille et aux amis.

Pour d'autres auteurs, comme Putnam (2006, cité dans Leloup & Germain, 2008, p. 157), le capital social est un ensemble de liens, de réseaux permettant aux individus qui composent un groupe ou à ce groupe lui-même d'améliorer son organisation et de peser sur son destin. Dans cette acception, le capital social est la propriété d'un groupe, non d'un individu comme chez Bourdieu. Il repose sur la vie associative au sens large du terme, lieu d'échanges entre les membres d'un groupe. Au niveau des individus qui en font partie, ce capital social permet « (...) de renforcer la confiance que les individus et les groupes se vouent mutuellement, d'accroître les processus de réciprocité qui fondent la solidarité collective et de légitimer les règles et les identités partagées. » (Leloup & Germain, 2008, p. 157).

Ces deux auteurs constatent à juste titre que, dans l'approche proposée par Putnam, la notion de capital social change considérablement de portée. Elle va notamment au-delà des relations utiles surtout à un individu pour concerner plus largement la culture, l'appréhension du monde et les institutions qui le composent, ouvrant ainsi une porte vers l'économie et la démocratie (Leloup & Germain, 2008, pp. 157-158). La vie associative et communautaire permet ainsi tout à la fois une meilleure intégration au plan local et des synergies avec la société globale. C'est un lien de citoyenneté qui peut alors se développer.

3.4 Dimensions spécifiques des relations de voisinage

Pour terminer ce chapitre, deux aspects particuliers du vivre ensemble sont abordés. Le premier traite de l'entraide dans les relations de voisinage, un des thèmes importants traités dans la recherche de terrain. Le deuxième ne fait pas partie de la problématique de recherche qui sera exposée dans le chapitre suivant, parce qu'il est délicat à aborder et à traiter : il s'agit des effets

négatifs que des relations de voisinage problématiques peuvent avoir sur la santé des personnes qui les vivent.

3.4.1 Relations de voisinage et entraide

Comme le suggère les notions de liens, de réseaux et de capital social individuel et collectif, nouer des relations positives aux autres, qu'ils soient voisins, connaissances, collègues, parents, c'est créer, diversifier, améliorer ses relations sociales, générer un ensemble de ressources potentielles, comme on vient de le voir, et donc augmenter ses chances de résoudre les problèmes que l'on peut rencontrer. Les lignes qui suivent portent sur un aspect particulier de la résolution de problèmes, celui de l'aide qu'il est possible de solliciter et de recevoir dans toutes sortes de circonstances de la vie. Réciproque, l'aide devient entraide. Dans les relations de voisinage, l'entraide constitue un des avantages possibles de la proximité spatiale.

Pour Pattaroni, Thomas & Kaufmann (2009, p. 63), des relations conviviales entre voisins « (...) permettent d'instaurer la confiance nécessaire à la surveillance croisée des enfants et au développement d'autres relations d'entraide. » Les aménités de proximité multiplient les possibilités de passer du temps dans les espaces publics et semi-publics d'un quartier (café, restaurant, piscine, commerces, etc.) et favorisent les rencontres fortuites, premiers pas favorisant l'établissement de relations plus étroites.

A un niveau plus global, Dion (2008, pp. 215-216) développe une analyse intéressante, même si elle n'est pas nouvelle, quant aux effets des mesures étatiques d'aide sur les personnes aidées. Au niveau de l'Etat, la lutte contre la pauvreté est entièrement centrée sur l'individu pauvre, sans jamais viser le système qui a produit cette pauvreté. Exemple type : procurer un travail à la personne au chômage, ou fournir une aide financière directe parce qu'un travail est trop difficile à trouver ou pas suffisamment rémunérateur. L'assistance publique se joue donc essentiellement au plan économique et individuel, sans tenir compte des liens sociaux que possède (encore ?) la personne ou la famille aidée. Un effet pervers très important de cette politique, et du fort contrôle administratif qui lui est associé, est d'engendrer chez les personnes aidées « (...) la perception que leur situation de pauvreté est une conséquence de leurs propres incapacités et non une conséquence économique produite par une organisation sociopolitique. » (Dion, 2008, p. 216). Ces personnes s'estiment dès lors elles-mêmes incapables, se centrent sur les privilèges qui peuvent leur rester et perçoivent alors les autres comme des concurrents menaçant ces ultimes avantages. Cette méfiance tend à produire un isolement, étape vers un retrait de la société, une marginalisation.

3.4.2 Relations de voisinage et santé

Dans la Charte d'Ottawa datant de 1986, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) déclare que le logement est un des éléments déterminants de la santé et du bien-être (Raphael & Bryant 2006, Bryant, 2004, cités dans Morin & Baillergeau, 2008, p. 3). Autrement dit, le logement et, plus largement, le lieu de résidence et son environnement, exercent une influence non seulement sur le bien-être individuel, comme on peut s'en douter, mais aussi sur la santé au sens physique et psychique. La qualité de vie ne dépend pas seulement directement de celle de la résidence et des relations qu'elle permet de nouer, mais aussi indirectement, à travers la santé. A son tour, cette qualité de résidence influence la santé, comme le fait remarquer le Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec : « La santé des personnes est influencée par les relations sociales qu'elles entretiennent sur le plan individuel et par les liens sociaux qui se tissent à l'intérieur d'une nation tout entière ou à l'échelle des collectivités immédiates auxquelles elles appartiennent (...) » (Ministère de la santé et des services sociaux, 2005, cité dans Morin & Baillergeau, 2008, p. 5).

Citant Renaud (1998), Morin & Dorvil (2008, p. 26) constatent que la santé dépend notamment de l'importance de l'entraide dont on peut bénéficier et de celle de la densité du cercle d'amis. On retrouve ainsi le capital social et le rôle qu'il peut jouer lorsqu'on rencontre des difficultés en procurant un appui psychologique ou social ; on pense en particulier à l'accident ou à la maladie et à la possibilité des les surmonter au mieux, aux difficultés relationnelles que l'on peut vivre dans son couple ou avec ses enfants, aux périodes de chômage, pour n'en citer que quelques aspects importants.

Comme la santé ne fait pas partie des éléments retenus pour l'enquête de terrain de ce travail de bachelor, afin de ne pas trop entrer dans la sphère intime des personnes interrogées et d'éviter les refus de participation qui pourraient y être liés, il nous a paru intéressant de consacrer une brève partie à ce thème sur la base concrète d'une émission de télévision intitulée « Seuls à en mourir » (Fargues, 2010). Un psychiatre parisien, le Dr Christophe André, pose d'emblée le rapport entre environnement et santé, en affirmant que si « le contact social n'est pas là, les ruminations prennent sa place ». Ce que le neuropsychiatre et éthologue médiatique qu'est Boris Cyrulnik reprend avec une de ces formules percutantes dont il a le secret : « Je pense que non seulement la solitude rend malade, mais je pense qu'elle tue ».

James Fowler, professeur à l'Université de Californie, San Diego, a participé à une vaste enquête longitudinale sur les maladies cardio-vasculaires et les émotions, qui a porté sur la génération 1948 de la ville de Framingham (USA), ainsi que sur les deux générations consécutives. Il constate que les émotions tendent à se répandre dans la population à la façon d'une maladie contagieuse ; le bonheur ou la dépression d'une personne peut ainsi dépendre, par l'intermédiaire de ses relations, de personnes qu'elle ne connaît pas elle-même. Les études entreprises ont pu mettre en évidence que la solitude se répand plus rapidement que la convivialité et que « les personnes qui sont dans le bord du réseau et se sentent très seules transmettent fortement leurs émotions aux autres. » (Fowler, 2010, cité dans Fargues, 2010).

Réagissant au cas particulier d'une jeune Croate venue étudier à l'Université de Genève, tombée dans un état dépressif alors qu'elle était logée, isolée, chez une femme dépressive, un psychiatre parisien, le Dr. Christophe André, confirme qu'une solitude subie est un facteur de risque pour la santé. Il se manifeste par un stress chronique, mesurable biologiquement : « Il y a une réalité biologique du rejet social, qui n'est pas seulement une souffrance psychologique, c'est une agression pour notre santé », affirme-t-il notamment (cité dans Fargues, 2010).

Selon un article du New Scientist (Aldhous, 2010, cité dans Fargues, 2010), il apparaît que « la solitude, la précarité, les situations de stress chronique, p. ex. vivre dans un quartier où règne une grande insécurité, influence le comportement d'une tumeur. » L'évolution pourra être ainsi plus ou moins rapide selon le milieu où vit la personne qui en souffre. Boris Cyrulnik (2010, cité dans Fargues, 2010) affirme de son côté que « si je suis seul, je n'ai plus le goût de l'action ». Dans ce cas, tout contact extérieur devient une alerte, produit de l'angoisse. On peut donc conclure avec la journaliste animant l'émission que, sur la base de l'étude de Framingham, il est important de chercher à inclure dans des réseaux les personnes qui sont à la marge.

Cette tâche n'est pas facile, comme le rappelle Boris Cyrulnik (2010, cité dans Fargues, 2010) en affirmant que « les gens dépressifs s'isolent, ils n'ont plus la force de parler, ils n'ont plus le plaisir de rencontrer, ils ne sont pas très amusants donc on les laisse facilement dans leur souffrance, et trois semaines après on voit apparaître un début d'atrophie temporelle. Mais c'est l'isolement qui génère l'atrophie, ce n'est pas la dépression. C'est-à-dire que ces gens là si on leur parle, si on les entoure, si on les sécurise, si on les dynamise, on voit les neurones se remettre à fonctionner et l'atrophie disparaît ».

Le Dr André (2010, cité dans Fargues, 2010) précise de son côté qu'en tant que psychiatre il « encourage surtout les personnes à développer le deuxième et le troisième cercle de relations sociales. Le deuxième cercle c'est tous les collègues de travail, toutes les personnes, les

camarades, les copains, les personnes que l'on fréquente assez souvent même si on n'est pas hyper intimes. (...) on insiste aussi beaucoup sur le troisième cercle, c'est-à-dire les relations sociales très superficielles, brèves, bavarder avec un voisin, bavarder avec un commerçant (...) ». Le Dr André a observé que ces petites interactions sociales avaient une importance beaucoup plus grande qu'on l'imaginait. Il précise que lorsque l'on prend le temps de bavarder quelques instants avec des inconnus ou des gens très peu connus, on se montre plus souriant, on se présente sous un jour relativement positif. Ceci génère des émotions positives, « (...) ça va nous faire fabriquer des petits bouts de bonne humeur qui ajoutés les uns aux autres finalement sont un bénéfice de ces petites socialisations superficielles. » (André, 2010, cité dans Fargues, 2010).

A l'écoute des références scientifiques citées, la question des rapports entre cadre social de vie et santé apparaît importante. Thème très délicat, elle ne sera pour cette raison pas traitée dans le cadre de la partie empirique de ce travail de bachelor.

4. Problématique de recherche

Ségrégation ou mixité sociale, conflits ou convivialité dans les relations de voisinage, ces oppositions et tensions sont situées plus particulièrement dans zones urbaines. La Suisse en général, comme Genève en particulier, semblent échapper aux excès que connaissent d'autres sociétés comparables, comme la France et ses banlieues qui deviennent, parfois, des zones de non-droit, ou comme les Etats-Unis avec leur division parfois extrême de l'espace construit, entre lotissements hyper-sécurisés (les « gated communities » dont il a été question plus haut, cf. chapitre 2.2.2.2, « Les effets de la ségrégation spatiale ») et banlieues des grandes agglomérations où s'accumulent problèmes sociaux et délinquance, que les Américains ordinaires ne traversent en voiture que par obligation, fenêtres fermées et portes bloquées.

Absence ou, peut-être, non visibilité des excès dans les paysages urbains et dans les chroniques des médias ne signifient pas que les agglomérations helvétiques échappent aux difficultés qui résultent de l'évolution de l'économie (paupérisation d'une partie de la population active), de l'immigration légale ou clandestine, de la logique du marché du logement et de la construction. Mais dans quelle mesure? Cette problématique et cette question très globale figurent au centre de ce travail de bachelor. Elles portent toutes deux sur la situation genevoise. Nous avons vu dans la partie consacrée à la situation en Suisse et à Genève que ce dernier canton a développé depuis de nombreuses années, sans doute en partie en s'inspirant des réalisations - et des dénominations - françaises, une politique publique du logement visant à limiter la ségrégation sociale qui est notamment créée et maintenue par le libre marché du logement et les aspirations et comportements d'une partie de la population. Les grandes lignes d'une politique genevoise de mixité sociale dans l'habitat ont été exposées, et la littérature scientifique portant sur ce type de politique dans le monde comme sur les relations de voisinage en général ou plus spécifiquement dans les zones mixtes a été passée en revue.

Mais qu'en est-il sur le terrain, à Genève? Dans sa partie empirique, ce travail de bachelor s'intéressera à une zone particulière du domaine bâti récent du canton, qui tient compte des objectifs légaux de développement du parc immobilier. Comment s'y présente la réalité quotidienne des personnes et des familles qui y vivent? Afin de répondre à cette question, le présent chapitre expose une problématique et des questions de recherche, ainsi que quelques hypothèses qui ont, ensemble, permis de définir les instruments de recherche empirique et les analyses des résultats. Directement inspirée des approches théoriques exposées dans les chapitres 2 et 3, cette problématique s'articule autour de quatre axes:

- le vivre-ensemble dans un contexte de mixité sociale,
- son influence sur les relations de voisinage,
- les facteurs qui peuvent par ailleurs les déterminer,
- les effets de ce contexte et des relations de voisinage sur la construction des liens et réseaux sociaux ainsi que du capital social des personnes et des familles qui habitent ces logements et ce domaine bâti.

4.1 Habiter un ensemble HBM socialement mixte

Le partage avec d'autres d'un espace de vie comprenant des parties collectives – notamment les espaces intermédiaires dont il a déjà été question dans ce travail de bachelor – mais aussi des interférences entre les parties privatives que sont les logements – dues notamment aux bruits et aux odeurs – impliquent des relations, des interactions plus ou moins fréquentes avec les voisins, ces « inconnus à tête connue » dont parle La Mache (2003, p. 481). Comme l'écrivent de Gourcy & Rakoto-Raharimanana (2008), « (...) entre la forte mobilisation des uns et le défaut de participation des autres, l'éventail des possibles est large et ne s'explique pas

simplement par la durée de présence dans les lieux. Tout se passe comme si habiter un espace résidentiel mettait à l'épreuve une certaine conception du vivre-ensemble (...) ».

La conception du vivre-ensemble peut évidemment différer selon les personnes, quand ce n'est pas selon les périodes de vie qu'elles traversent. Les questions de bruit, de propreté, de savoir-vivre, de respect des espaces communs font l'objet de représentations diverses, et parfois bien sûr divergentes. Des différences analogues peuvent exister en ce qui concerne la place qui est faite aux enfants dans la famille, dans l'immeuble, dans le quartier. Qu'on pense aux regards variés portés sur la façon dont des parents surveillent et contrôlent leurs enfants, ou aux façons qu'ils ont de sanctionner des transgressions.

Ces différences de conception peuvent bien sûr correspondre à des différences individuelles, mais aussi à des valeurs et à des attentes divergentes selon les groupes sociaux. Les lignes qui suivent sont consacrées à quelques aspects de ces différences et à leur origine éventuelle.

4.1.1 Le quartier, entre fuite et résidence

Une dimension fondamentale du vivre-ensemble porte sur le potentiel de vie quotidienne qu'offre le quartier de résidence. La partie théorique a abordé ce thème en empruntant à Authier (2005, p. 208) l'existence de deux discours opposés sur le quartier, qui correspondent à deux façons contrastées d'y vivre. Pour les uns, le quartier est « l'instance sociétale de proximité » qui va permettre de traiter les questions d'exclusion économique et d'appartenance sociale (Genestier, 1999, Tissot, 2002, cités dans Authier, 2005, p. 208). Pour les autres, la vie de quartier disparaît (Dubois-Taine & Chalas, 1997, cité dans Authier, 2005, p. 208), du fait que les habitants se partagent essentiellement entre leur logement et la ville (Ascher, 1998, cité dans Authier, 2005, p. 208), ne faisant en quelque sorte que transiter dans leur quartier. En se référant à l'enquête « Rapports résidentiels » (Authier, Bensoussan, Grafmeyer, Lévy & Lévy-Vroelant, 1997, cité dans Authier, 2005, pp. 208-209), Authier relève cependant que les habitants restent très attachés à leur quartier, plus même qu'à leur logement (2005, p. 210). Il l'explique notamment par l'offre de commodités de proximité : commerces, activités sportives, sociales ou culturelles, lieux de rencontre collective, restaurant, etc. Par ailleurs, neuf habitants sur dix ont des relations avec des voisins. Authier (2005, p. 215) constate que seul un enquêté sur cinq correspond au citoyen mobile qui n'a qu'un très faible usage du quartier. Parmi les autres, une majorité (le double d'enquêtés) utilise le quartier comme « un espace ouvert sur le cosmopolitisme de la vie urbaine » (sorties le soir dans le quartier avec des personnes autres que les voisins ou les proches) plutôt que comme « espace de proximité » (usage « traditionnel » du quartier où l'on fréquente les commerces et où l'on sort avec des voisins ou des proches). Ce dernier type d'usage du quartier est surtout le fait des femmes, des couples avec enfants, des adultes entre 40 et 60 ans, des personnes peu diplômées, d'employés et d'ouvriers, de chômeurs et inactifs (Authier, 2005, p. 216). C'est bien sûr aussi le fait des personnes très attachées à leur quartier et de celles qui y passent leur weekend.

Cette étude montre que l'usage d'un quartier ne dépend pas seulement de ce qu'il offre sur le plan des infrastructures. Comme pour le vivre-ensemble entre voisins spatialement très proches, différents usages d'un même quartier peuvent exister parmi ses habitants. Dansereau & Germain (2002, cité dans Authier, 2005, p. 217) font des constats analogues à propos d'un quartier multiethnique ; pour une majorité des habitants domine l'ouverture sur le cosmopolitisme de la ville, pour d'autres leur quartier est vécu « (...) comme un espace clos autosuffisant ou un espace de construction d'une identité communautaire. ». Quel que soit ce rapport, le quartier n'occupe jamais qu'une place marginale dans la vie sociale de ses habitants, estime Authier (2005, p. 218), même s'il n'est pas systématiquement l'espace privilégié de proximité au sens social (et non spatial) du terme. Il réside toujours, semble-t-il, des relations de voisinage actives, au moins minimales.

La caractérisation du rapport des personnes enquêtées dans le cadre de ce travail de bachelor au quartier qu'ils habitent reposera tout d'abord sur une analyse de l'offre du quartier en termes de commerces de différentes natures, y compris cafés et restaurants, sur les lieux d'activités sportives et culturelles collectives, sur les espaces verts etc. Cette analyse du quartier comprendra évidemment une analyse de la zone d'habitat visée par l'enquête. L'enquête auprès des habitants s'intéressera de son côté aux usages qu'ils font de ces commodités locales, comme aussi aux usages de commodités existant en-dehors. Les analyses de données s'intéresseront entre autres aux caractéristiques des enquêtés qui correspondent à différents modes d'usage du quartier (modèle *espace de proximité* 'traditionnel' ou modèle plus *ouvert sur le cosmopolitisme de la vie urbaine*).

4.1.2 Mobilité résidentielle, pendularité et investissement local

La partie théorique de ce travail de bachelor a mis en évidence que le lieu où l'on réside est de moins en moins le lieu où se concentrent les relations sociales importantes. « Habiter n'est plus synonyme de résider », affirment Viry, Kaufmann, & Widmer (2009, p. 91). Lefeuvre exprime un point de vue proche lorsqu'elle constate que dans la plupart des cas, les personnes expérimentent et combinent à la fois la mobilité et la proximité (Lefeuvre, 2005, p. 90). Ces rappels confirment l'expérience courante d'une séparation géographique entre différents lieux de vie, notamment entre la vie professionnelle (lieu de travail) et la vie privée (résidence), mais aussi entre lieu de résidence et lieux de nombreuses activités de la vie quotidienne, achats de diverses natures, détente, sport, culture.

Dans la recherche empirique, nous essaierons de vérifier comment se présente la tension entre mobilité spatiale et résidence, notamment selon l'existence d'un travail et la présence d'enfants dans le ménage, mais également en fonction de la mobilité résidentielle antérieure, de l'usage du quartier évoqué dans la partie précédente et de l'éloignement géographique du réseau primaire, soit le proche entourage. On peut ainsi faire l'hypothèse que l'échange de soutien avec le réseau personnel tend à diminuer avec la distance ou la durée du déplacement pendulaire vers le lieu de travail, mais que les relations d'aide ou de solidarité dans le voisinage restent importantes, du fait que les pendulaires jouissent d'un réseau important en nombre, mais où dominent les liens de type faible. Une conséquence relevée par Viry, Kaufmann, & Widmer (2009, p. 84) est que ces liens tendent à se virtualiser chez les pendulaires, c'est-à-dire qu'ils sont davantage potentiels qu'actifs. Il doit être possible de vérifier cette affirmation en étudiant la fréquence et la nature des relations de voisinage relevant de l'entraide.

Dans une autre contribution scientifique, Pattaroni, Thomas & Kaufmann précisent bien l'importance de la mobilité pour la vie quotidienne et le réseau de relation en affirmant que « (...) organiser sa vie autour des transports publics ou de la voiture a des conséquences en matière de localisation des lieux où se déroulent les activités quotidiennes (courses, loisirs, travail, etc.) ou encore des formes de développement du réseau d'amis et de connaissances, etc. » (Pattaroni, Thomas & Kaufmann, 2009, p. 9). Nous allons de ce point de vue examiner la situation en termes de transports publics et prendre en compte la possession d'une ou de plusieurs voitures par les ménages étudiés.

La séparation entre emploi et résidence est également abordée par Pattaroni, Thomas & Kaufmann dans la même publication. Ils constatent en effet que, comme raison de déménager, le « (...) changement d'emploi est très peu cité (10% de l'échantillon). Ceci semble confirmer pour partie la séparation croissante de la mobilité résidentielle et des trajectoires professionnelles (sociales et spatiales). » (Pattaroni, Thomas & Kaufmann, 2009, p. 18). Les travailleurs acceptent désormais une pendularité plus importante et ne déménagent pas forcément lorsqu'ils changent de lieu géographique de travail. La question de la mobilité résidentielle, abordée dans le tour de la littérature scientifique, joue sans doute un rôle important dans la façon d'habiter le

quartier. Nous pouvons saisir des dimensions relativement objectives de la mobilité résidentielle, en interrogeant les personnes enquêtées sur les raisons qui les ont amenées à quitter leur logement précédent et à prendre ce logement-ci, ainsi que sur l'évaluation de leur situation de logement actuel. Ces informations renvoyant directement à la mobilité résidentielle peuvent être complétées par d'autres, plus indirectes et d'ordre social, portant par exemple sur le statut socio-économique de la personne et du ménage, ainsi que sur leur perception de l'avenir. Des appréciations sur le logement et le quartier jouent également un rôle, comme le rappellent encore Pattaroni, Thomas & Kaufmann (2009, p. 63) : « Indépendamment de la disposition ou non d'une automobile, se sentir bien dans un quartier incite à y rester, pour son temps libre notamment. » On relèvera également que la mobilité résidentielle antérieure joue un rôle sur l'éloignement spatial du réseau de relations sociales (Viry, Kaufmann, & Widmer, 2009, p. 80), qui peut à son tour influencer le volume et la nature des relations de voisinage.

Comme le montrent ces quelques rappels des travaux de recherche, il vaut la peine de s'attarder sur les raisons de déménager du logement précédent et d'emménager dans le quartier étudié dans le cadre de la partie empirique de ce travail de bachelor, comme également sur celles, directes ou indirectes, de vouloir quitter l'appartement occupé au moment de l'enquête. On peut en particulier reprendre la classification de ces raisons entre sensibles, sociales et fonctionnelles (Pattaroni, Thomas & Kaufmann, 2009, pp. 13-14). Dans son étude, « très rares sont les familles qui déclarent avoir déménagé uniquement pour des raisons 'sensibles' (4%). » (Pattaroni, Thomas & Kaufmann, 2009, p. 18) ; mais ces raisons sont citées par une personne sur trois comme ayant fondé, avec d'autres motivations, leur décision de changer de logement. Quoi qu'il en soit, la notion de choix est relativisée par Pattaroni, Thomas & Kaufmann lorsqu'ils concluent que « (...) la majorité des déménagements des familles ne découle pas simplement d'ajustements mécaniques à la taille du logement mais qu'ils sont liés (...) à la quête d'un logement de qualité dans le cadre des opportunités offertes par un marché tendu. » (2009, p. 18). Dans le cadre du logement social, cette liberté de choix est encore plus limitée, ce qui ne permet sans doute pas d'entrer dans toutes les subtilités objectives des raisons de déménager. Ce constat ne fait que rendre plus importante la comparaison entre les raisons de déménager et d'emménager, et plus pertinentes les appréciations sur le logement occupé.

La mobilité résidentielle et les raisons, positives ou négatives, d'habiter à tel endroit, dans tel appartement, influencent également les rapports que l'on entretient avec ses voisins, comme le souligne Baudin en se référant au célèbre article de Chamboredon & Lemaire (1970) « (...) la cohabitation dans un même quartier ou la même cage d'escalier, varie en fonction de la signification accordée par chaque habitant sur le fait d'habiter (à) tel ou tel endroit : cela peut être pour lui une situation transitoire, espérée ou relégitime et dévalorisée. » (Baudin, 1999, p. 10). En ce qui concerne la recherche de terrain, il devrait être possible d'identifier, à partir des raisons de déménager et d'emménager, le type de situation de résidence, transitoire, espérée ou encore relégitime et dévalorisée. Ces deux dernières situations concernent en particulier les personnes en mobilité sociale descendante, dont un des indicateurs peut être le passage d'un logement antérieur en loyer libre au logement HBM du quartier dans lequel est conduite la recherche empirique. Ici également, l'appréciation subjective du logement et de l'immeuble peut compléter ou nuancer cette première information.

Même si elles sont plus anciennes, les recherches de Pinçon (1981) apportent quelques précisions sur le rapport entre la mobilité résidentielle analysée ici et la dimension sociale. Il relie ainsi les projets de déménagement à la difficulté de concrétiser son mode de vie dans le cadre actuel, tout en précisant que « (...) la cohabitation, dans ces conditions, ne peut être que synonyme de luttes et de tensions. » (Pinçon, 1981, p. 541). Dans notre recherche de terrain, les questions de rapport aux règles d'usage locatif et aux situations de conflits devront être mises en rapport avec l'intention éventuelle de déménager du quartier étudié. Pinçon rattache cette problématique à des questions touchant au milieu social et à l'âge. En ce qui concerne le milieu

social, il estime que « Parmi les ménages les plus modestes qui n'envisagent pas de partir, même à longue échéance, nombreux sont ceux qui ne font en fait que subir un habitat qu'ils n'ont pas choisi et auquel ils ont plus ou moins conscience de ne pouvoir échapper ». (Pinçon, 1981, p. 544). Envisager sérieusement un déménagement peut donc dépendre des possibilités économiques à disposition (revenu, fortune, etc.). Il a par ailleurs constaté que « (...) d'être dans l'obligation de se satisfaire de ce que l'on est obligé de vivre croît avec l'âge. » (Pinçon, 1981, p. 544). En ce qui concerne l'effet âge, il précise que cela ne tient pas seulement aux possibilités économiques qui se réduisent avec la vieillesse mais aussi à « (...) la somme des expériences passées qui, pour les ménages les plus âgés et les plus modestes, est la somme des espoirs déçus, des coups du sort, de l'expérience des limites vite atteintes qu'il est vain et dangereux de vouloir franchir. » (Pinçon, 1981, p. 544). Il y a donc une tendance à la résignation, qui pourrait être constatée dans les rapports entre catégorie socio-professionnelle, revenu, âge et intentions de déménager.

4.1.3 Espaces intermédiaires et occasions de contacts

L'analyse de la littérature scientifique a mis en évidence l'importance des espaces intermédiaires entre l'espace privatif qu'est le logement et l'espace public qu'est le quartier du point de vue du vivre-ensemble. Comme l'écrivent De Gourcy & Rakoto-Raharimanana (1998), « (...) l'exercice de la vigilance témoigne du type de qualification de l'espace : très marqué pour les alentours du logement, l'attention se relâche au fur et à mesure d'un gradient allant du privé au public. »

En ce qui concerne notre champ de recherche, nous nous intéresserons notamment aux velléités de contrôle, notamment à d'éventuelles caméras de surveillance, mais aussi à différentes prises de position sur les attitudes renvoyant au contrôle de voisinage. Ces conceptions de contrôle des espaces intermédiaires seront notamment rapportées à la distance croissante entre le logement et l'espace public proprement dit, lorsqu'on passe de la cage d'escalier à la rue en passant par l'entrée et les cours ou places de l'ensemble d'immeubles étudié. Les familles avec enfants sont particulièrement intéressées par des zones intermédiaires proposant un environnement de qualité, favorisant notamment une autonomie croissante des enfants avec l'âge : lieux préservés de la circulation et permettant de les surveiller, cheminements piétonniers qu'ils peuvent emprunter seuls, par exemple sur le chemin de l'école (Pattaroni, Thomas & Kaufmann, 2009, p. 25). Pour les adolescents, les parents sont intéressés à la proximité d'espaces publics qui leur conviennent, ainsi qu'à des transports publics facilement accessibles (Pattaroni, Thomas & Kaufmann, 2009, p. 25).

La multiplication des occasions de contact dans ces lieux intermédiaires comme dans des commodités de différentes sortes plus ou moins régulièrement fréquentées par les habitants favorisent non seulement la fréquence des relations de voisinage, mais également leur qualité (voir par exemple l'étude « Voisinage », Publitest, Förderverein Nachbarschaftshilfe Zürich & PricewaterhouseCoopers Suisse, 2006a, p. 2). Deux facteurs importants peuvent contribuer à l'augmentation des contacts.

Le premier est la maîtrise de la langue française (dans notre cas), qui devrait influencer favorablement le nombre et le type de relations de voisinage. Mais cet effet peut être nuancé sur la base des travaux de Rose & Iankova, qui écrivent à cet égard que « si le partage d'une langue commune est un préalable (...) à l'établissement de rapports de sociabilité entre voisins, ce facteur est de toute évidence insatisfaisant pour promouvoir des contacts interethniques au-delà des 'bonjour' et 'comment ça va' ? » (Rose & Iankova, 2005, p. 146).

Le second facteur est la présence d'enfants dans le ménage. Rose & Iankova relèvent également que « (...) l'un des facteurs qui permet 'de briser la glace' entre résidents de différentes origines ethniques ou sociales est le tissage spontané des liens entre jeunes enfants

dans des aires de jeux des parcs. » (Rose & Iankova, 2005, p. 146). Ce constat devrait être relativement facile à vérifier dans le cadre de l'enquête de terrain.

La partie empirique de ce travail de bachelor comprendra une présentation de la zone d'habitation choisie pour l'enquête, notamment sous l'angle des espaces intermédiaires, ainsi qu'une série de questions touchant aux différentes dimensions qui viennent d'être évoquées. Faute de comparaison avec d'autres quartiers, il sera difficile de mesurer directement le *neighborhood effect* évoqué par exemple par Pattaroni, Thomas & Kaufmann (2009, p. 20), soit notamment l'effet de composition sociale du quartier qui influence la perception de la qualité de l'habitat, mais un lien entre les raisons de déménager et diverses appréciations sur la qualité de l'habitat devraient nous en fournir quelques indices. Selon Lefeuvre (2005, p. 94), la représentation que l'on a du lieu où on habite ne dépend pas seulement de la représentation des gens qui l'occupent, mais également de celle qui vient de l'extérieur. On a ici affaire à une image, qui implique la prise en compte de multiples dimensions qualitatives. Dans le cadre de la recherche de terrain, elle ne pourra toutefois reposer que sur les avis des habitants eux-mêmes.

4.1.4 Vivre ensemble dans un contexte de mixité sociale

Le terrain de recherche de ce travail porte sur l'ensemble d'immeubles de Champ-Joly, qui comporte une certaine mixité sociale (cf. chapitre 6.1.1, « Les habitants de logements sociaux de Champ-Joly »). Un des intérêts de notre étude est de mettre à l'épreuve d'un cas particulier les objectifs visés par les politiques de mixité sociale, qu'elles soient publiques ou privées, en vérifiant notamment dans quelle mesure la mixité débouche sur des relations effectives entre habitants de différents milieux sociaux. Nous pouvons supposer a priori que les relations les plus fréquentes seront entre personnes et ménages des loyers subventionnés, plutôt qu'avec les habitants d'immeubles en loyer libre. Cette hypothèse fondamentale repose sur les recherches vues dans les parties 2 et 3 de ce travail de bachelor, notamment celles de Rose & Iankova (2005), Chamboredon & Lemaire (1970), Pinçon (1981) et autres. Citant une recherche de Briggs (1998) effectuée dans le contexte du relogement d'habitants pauvres dans des logements sociaux insérés au sein de quartiers habités en majorité par la classe moyenne américaine, Kirszbaum souligne « (...) que les liens établis par les nouveaux arrivants sont restés confinés aux autres habitants du logement social ; les enfants résidant dans ces petites unités de logements sociaux, en particulier, ont noué des liens entre eux, sans en créer de nouveaux avec les autres enfants du quartier » (Kirszbaum, 2008, p. 80). Ce thème fera partie des questions à poser aux habitants interrogés.

Comme la partie théorique de ce travail l'a montré, la notion de mixité sociale est très vague ; aucune définition n'est partagée par l'ensemble des chercheurs. Pour la rendre opérationnelle au niveau de la partie empirique de la recherche, il est important de préciser le sens qu'elle y prendra. Selod (2004) propose une définition qui, par son ouverture à différentes formes de mixité sociale, convient bien aux objectifs de la présente recherche : « L'objectif de mixité sociale peut donc se comprendre comme un objectif de mixité qui mêlerait à la fois les générations jeunes et plus âgées, les cadres et les ouvriers, les riches et les moins riches, les Français et les étrangers, le terme 'social' étant suffisamment flou pour couvrir toutes ces dimensions. (...) Notons que, dans certains cas, la 'mixité sociale' est interprétée par les bailleurs sociaux (...) comme un objectif de diversité locale visant à éviter la constitution de ghettos ethniques. » (Selod, 2004, p. 6). Dans le cadre des politiques genevoises de mixité sociale, il semble pertinent de compléter les critères de Selod par la composition des ménages (couples, familles avec enfants ou non, etc.), les langues parlées au sein des ménages et le niveau de formation. On peut en trouver une justification dans Baillergeau, Duyvendak, Van der Graaf & Veldboer (2005) lorsqu'ils écrivent, en étayant leur propos notamment par des études de Kleinhans, Veldboer & Duyvendak (2000) et Van Beckhoven & Van Kempen (2002), que « (...) les habitants font rarement usage des occasions de contacts dans un cercle plus large. Van

der Laan Bouma-Doff et Van der Laan Bouma affirment que c'est le cas pour les contacts entre les migrants qui maîtrisent peu la langue néerlandaise et les autochtones. Toutefois, certains groupes qui se trouvent dans une situation intermédiaire, par exemple des migrants qui ont un haut niveau de qualification, semblent avoir des occasions de contacts plus diversifiés dans des zones mixtes que dans des zones où il y a de fortes concentrations de migrants. » (Baillergeau, Duyvendak, Van der Graaf & Veldboer, 2005, p. 24). Ces auteurs ajoutent que les classes moyennes tendent à maintenir leur réseau de relations au sein du groupe qu'elles constituent, alors même que ce seraient celles qui ont le meilleur potentiel d'appuis de différentes sortes à leurs voisins moins favorisés (Loopmans, 2000, cité dans Baillergeau, Duyvendak, Van der Graaf & Veldboer, 2005, p. 58). Cette tendance se retrouve bien sûr dans d'autres groupes sociaux, qui ont toutefois moins à offrir en termes de soutien à autrui sur des thèmes touchant notamment à l'insertion sociale.

Ces différents types de mixité sociale seront saisis dans le cadre du questionnaire et seront pris en compte dans l'analyse des résultats comme variables explicatives de différents types de comportement et de différentes valeurs mises en œuvre dans les relations de voisinage. Il faudra également tenir compte du constat formulé par Rose & Iankova (2005, p. 136) que les situations de voisinage qui comportent le plus de tensions apparaissent lorsque la cohabitation est contrainte, soit qu'elle n'est pas véritablement choisie, soit qu'elle est vécue par des personnes ayant une trajectoire de mobilité sociale plutôt descendante. En revanche, ces auteurs estiment qu'« il y aurait une plus grande ouverture, quoique relative, sur la cohabitation interethnique, chez celles qui sont à la fois jeunes et sans fortes assises dans le secteur. » (Rose & Iankova, 2005, p. 151). Dans le cadre de notre enquête de terrain, cette affirmation pourrait être vérifiée en prenant comme assise dans le secteur les anciens habitants, qui ont vu leur quartier changer, l'ancienneté étant marquée par l'année d'arrivée dans l'appartement occupé, complétée éventuellement par une présence plus ancienne encore dans la commune.

Sur la base d'études réalisées en Suisse, Wimmer (2003, p. 208) constate qu'on ne reproche pas seulement aux réfugiés et aux nouveaux immigrants désordre, violence et saleté, mais aussi d'être des sortes de parasites profitant d'un système social auquel ils n'ont pas contribué. Il en résulte une discrimination à l'égard notamment des personnes provenant d'Albanie, d'ex-Yougoslavie et du Tiers-Monde. Ce point pourrait être également vérifié dans le cadre de l'enquête de terrain, si la population enquêtée le permet statistiquement.

Dans « Habitat et modes de vie : la cohabitation des groupes sociaux dans un ensemble HLM », Pinçon (1981) constate déjà que la diversité sociale renvoie à des différences de champs culturels. Il précise qu'« aux milieux sociaux correspondent ainsi des dispositions, des attentes diverses et par moment incompatibles, sinon contradictoires. Si les classes populaires peuvent trouver au Centre socio-culturel (...) la Bourse aux vêtements ou le Club du 3e âge l'occasion de pratiques qui leur soient propres, cet aspect du fonctionnement du Centre reste marginal. La plupart des autres activités qui y sont organisées sont ajustées à l'habitus des couches moyennes intellectuelles. » (Pinçon, 1981, p. 535). Rose & Iankova (2005) soutiennent un point de vue analogue, qu'elles empruntent à un groupe d'auteurs : « L'interaction sociale à l'échelle du voisinage est favorisée par l'homogénéité socioculturelle (perçue) de la population » (Dansereau, Charbonneau, Morin, Revillard, Rose & Séguin, cité dans Rose & Iankova, 2005, p. 135).

Si les exemples cités ne sont pas nécessairement comparables dans une situation genevoise, il vaut toutefois la peine de s'inspirer de cette approche centrée sur des activités concrètes illustrant la participation à certaines formes de culture. Nous allons essayer d'en tirer profit pour la recherche de terrain. Pinçon (1981) remarque en particulier sur la base de l'exemple déjà cité du Sillon de Bretagne que si les conditions de résidence ne sont pas adaptées aux membres des classes défavorisées, ces dernières vont tendre à rester entre soi. Il précise encore que « (...) les classes populaires ne sont finalement représentées au Centre socio-culturel que par leurs enfants

ou que dans certaines activités très spécifiques : Bourse aux vêtements (en tant qu'acheteurs), Club du troisième âge (...).Quant aux activités proprement culturelles (au sens de la culture savante), elles regroupent essentiellement des membres des catégories moyennes ou supérieures qui résident souvent à l'extérieur du Sillon de Bretagne. » (Pinçon, 1981, p. 536). Nous retiendrons le rôle que peuvent jouer les activités de quartier impliquant les enfants dans la perspective d'une mixité vécue dans des cas particuliers. De leur côté, Viry, Kaufmann, & Widmer (2009, p. 80) constatent que la mobilité résidentielle antérieure influence l'éloignement géographique du réseau, qui peut à son tour influencer la fréquence des relations de voisinage et l'inscription dans la vie du quartier, qui nous intéresse ici.

L'importance et le sens de l'insertion dans le quartier et les relations qui s'y déroulent est également soulignée par Wimmer (2003) dans le cas de la Suisse. Dans son étude, près d'un quart des ressortissants suisses ont noué des relations régulières et étroites dans le cadre d'associations et de clubs, contre moins de 10% pour les Italiens et les Turcs (Wimmer, 2003, p. 217). Il conclut que « la société civile tant vantée de nos jours joue donc un rôle nettement plus important pour les Suisses que les immigrés et leurs enfants, tandis que pour la première génération d'immigrés c'est la région d'origine qui reste déterminante. » (Wimmer, 2003, p. 218). Il ajoute que près d'une connaissance sur cinq est faite dans le cadre du quartier, ce qui est vrai aussi bien pour les ressortissants suisses que pour les personnes d'origine italienne et turque (Wimmer, 2003, p. 218). Il pense que cette indifférenciation de résultat sur le plan des nationalités tient à certaines caractéristiques d'homogénéité des habitants des quartiers analysés : longue durée d'habitation dans le quartier, milieu populaire au statut professionnel proche, tendance à privilégier les relations sociales spatialement proches.

Par rapport à une grande partie des études citées, qui concernent de grands ensembles d'habitations ou des quartiers entiers, notre étude de terrain se fera à petite échelle, de quelques immeubles. Rose & Iankova (2005) notent à ce propos que « (...) surtout lorsqu'il s'agit d'une échelle très petite (p. ex. celle d'un édifice ou d'un bout de rue), la mixité sociale ne tend à être appréciée que par les gens qui l'ont activement choisie – par exemple, les nouvelles couches moyennes dont le cosmopolitisme et l'urbanité participent à la construction identitaire. » (Rose & Iankova, 2005, pp. 135-136). Une évaluation de quelques aspects de la mixité sociale perçue par les enquêtés sera à ce titre introduite dans la recherche de terrain. En se référant à un autre auteur, Rose & Iankova complètent en écrivant que « sinon, confrontés à des voisins perçus comme très différents aux plans des codes culturels et des normes de comportement, les habitants auraient tendance à se retirer des espaces publics locaux, à réduire les contacts avec les autres vivant à forte proximité spatiale et en général à adopter un comportement de repli. » (Amin, 2002, cité dans Rose & Iankova, 2005, p. 136). Ce comportement de repli pourra être mesuré dans notre enquête en prenant en compte la participation à quelques activités associatives et de quartier, qui pourra être mise en relation avec une norme des codes culturels et de comportement qu'affirment les répondants.

4.2 Relations de voisinage dans un contexte de logement social

La mixité sociale est un élément, souvent un objectif explicite des politiques en matière de logement et d'aide aux groupes les plus défavorisés des pays occidentaux. Dans le cas du canton de Genève, comme plus généralement en Suisse, c'est une politique de mise à disposition de logements à des prix abordables pour les ménages aux moyens financiers limités qui est réalisée. Elle ne débouche pas à large échelle sur un objectif de mixité sociale et sa mise en place dans les immeubles, mais plutôt au niveau de zones d'habitations dans lesquelles des ensembles d'immeubles sont réalisés, certains à loyer subventionné, d'autres à loyer libre ou encore habités par leurs propriétaires.

La mixité sociale est également une caractéristique de l'occupation des appartements due non seulement à la politique du logement et en particulier à la politique mise en place dans les nouvelles constructions à Genève, à leur occupation progressive, mais aussi au renouvellement des locataires de zones résidentielles. Comme nous l'avons vu dans la partie théorique, la mixité sociale ne concerne d'ailleurs pas que la diversité en termes de milieu socio-professionnel. La notion même de mixité est d'ailleurs, nous l'avons déjà souligné, difficile à définir.

Tous ces éléments contribuent à cerner et à expliquer les relations de voisinage, qu'elles soient analysées en termes de groupes, de ménages ou d'individus. La politique genevoise du logement n'est donc qu'un élément du contexte de notre étude, dont le poids est toutefois important, pour ne pas dire déterminant pour la structure des ménages et des personnes cohabitant dans un immeuble. Examiner les relations de voisinage réelles vécues dans un cadre locatif donné, comme cela est fait dans la partie empirique de ce travail de bachelor, permet donc tout à la fois de mieux connaître et comprendre les effets réels de cette politique, de distinguer peut-être plus finement le rôle qu'y jouent différentes catégories de mixité sociale et en retour d'informer les décideurs politiques et les gestionnaires de logements sociaux sur les difficultés vécues par ces locataires particuliers que sont les personnes bénéficiant d'une aide au logement, sur leurs aspirations et, pourquoi pas, sur les améliorations qui pourraient être apportées à la mise en œuvre de politiques de logement dont la légitimité de principe ne se discute pas dans un canton où la pénurie et les prix très élevés sont la règle.

Dans cette partie consacrée aux relations de voisinage, nous allons étudier successivement les questions touchant à la qualité des relations de voisinage en termes d'attentes et de réalité, le rapport entretenu au règles d'usage locatif et aux nuisances qui peuvent résulter du partage d'un même espace visuel et sonore, aux attitudes, aux valeurs et aux comportements par rapport aux voisins et aux voisines, qui peuvent aller du contrôle à l'entraide et à la solidarité, en passant par de simples civilités et une convivialité plus engageante. La partie théorique de ce travail a mis en évidence l'objectif plus lointain d'intégration sociale au sens large du terme que visent nombre de politiques de mixité sociale. L'étude empirique des relations de voisinage menée dans ce travail de bachelor prendra en compte cet aspect à travers différentes questions touchant à la participation à des activités associatives, à l'identification des liens et des réseaux sociaux des personnes enquêtées, pour essayer finalement de définir leur capital social, un des éléments importants d'une intégration pleine et entière dans la société.

4.2.1 Qualité des relations de voisinage

Le partage d'un même espace de vie et la proximité qui en résulte impliquent une attention réciproque et des devoirs. Néanmoins, chaque personne est libre de s'y plier ou non, en tout cas dans la mesure où aucune règle légale n'est transgressée. Cette proximité spatiale s'accompagne, comme on l'a vu dans la partie théorique de ce travail de bachelor, sur une distance interpersonnelle et sociale plus ou moins importante, permettant de préserver la sphère privée de chacun (De Gourcy & Rakoto-Raharimanana, 2008). Cette distance est faite à la fois de règles de contact et d'échange créant une certaine civilité dans les rapports, mais aussi de réserve personnelle, à l'égard de soi-même (conserver son quant-à-soi) qu'à l'égard d'autrui (ne pas violer la sphère privée).

De Gourcy & Rakoto-Raharimanana (2008) proposent de décrire la qualité des relations de voisinage entre civilité et convivialité. La civilité est faite de rapports bon voisinage, à différents degrés d'intensité et en fonction de différents types de rapports : simples salutations, petites services rendus, solidarité dans la défense des intérêts de voisinage. La convivialité renvoie à une implication plus forte dans les rapports, à un partage plus poussé, à l'exemple des conversations ou de la participation à des fêtes de quartier. On peut considérer que les relations de voisinage sont de qualité croissante lorsqu'on passe de la civilité à la convivialité.

Pattaroni, Thomas & Kaufmann (2009, p. 14) proposent une approche un peu plus élaborée de la qualité des relations de voisinage. Ils considèrent que la qualité sociale des rapports dépend de trois facteurs, les modes de vie, le contexte social et l'environnement construit.

Les caractéristiques des *modes de vie* comprennent les conceptions de ce que sont de bons rapports aux autres, au niveau interindividuel, et l'engagement dans la société, l'ancrage social, pouvant aller de l'individualisme quasi absolu au communautarisme ouvert sur les autres ou parfois fermé sur son propre groupe d'appartenance.

Les caractéristiques du *contexte social* portent sur la vie associative, sur la convivialité plutôt que sur la simple civilité dans les rapports de voisinage, la réputation du quartier, l'animation de sa vie propre, ainsi que sa composition sociale, comme nous l'avons vu à de multiples reprises dans la partie théorique. Cette composition sociale peut aller de l'homogénéité à la diversité, mais il existe toujours certaines formes de diversité, de composition des ménages, d'ancienneté de résidence par exemple même quand les habitants sont proches en termes socio-économique ou culturels.

Les caractéristiques de *l'environnement construit* concernent aussi bien l'espace public environnant, avec par exemple son accessibilité et la richesse de ses équipements commerciaux et collectifs, et les espaces intermédiaires dont il a été question un peu plus haut.

Ces trois auteurs distinguent également les qualités sensibles et les qualités fonctionnelles (Pattaroni, Thomas & Kaufmann, 2009, p. 14).

Dans le cadre de l'enquête de terrain de ce travail de bachelor, nous essaierons de définir des échelles permettant de situer les répondants par rapport à ces différents aspects de la qualité des relations de voisinage, échelles reposant sur des items décrivant un certain nombre d'aspects des attentes, des valeurs et des comportements en termes de relations de voisinage. Sur certains points, en particulier en matière d'environnement construit, des observations directes permettent de compléter l'information. Il sera intéressant de voir dans quelle mesure la qualité des relations de voisinage dépend des caractéristiques des personnes enquêtées, et dans quelle mesure elle influence à son tour les comportements vécus par les uns et les autres. Il s'agit en somme de voir dans quelle mesure la qualité potentielle est actualisée par différents groupes d'habitants.

Dans l'étude qui a servi de base à l'élaboration de ces caractéristiques, Pattaroni, Thomas & Kaufmann (2009, p. 24) ont constaté que 88% des répondants considèrent qu'il est au moins important (58% très important) d'entretenir des relations conviviales avec ses voisins. Une des raisons évoquées est que cette convivialité constitue une des bases d'un rapport de confiance, fondamental par exemple pour l'entraide à propos des enfants. Comme nous l'avons vu dans la partie théorique, l'importance des enfants dans l'établissement et la qualité de relations de voisinage est également mise en évidence par Rose & Iankova (2005). C'est d'ailleurs surtout vrai lorsque les valeurs sur l'éducation des enfants sont relativement similaires, favorisant le tissage de liens encore relativement superficiels (Dowling, 1998, Holloway, 1998, cités dans Rose & Iankova, 2005, p. 147). Dans le cadre de l'étude d'un quartier multi-ethnique de Montréal, ces liens peuvent aller jusqu'à la constitution de véritables réseaux de gardiennage, qui ne traversent pas les frontières ethniques (Rose & Iankova, 2005, p. 147). C'est un aspect qu'il s'agira de vérifier à propos de quelques dimensions de la diversité sociale qui existent dans le champ d'étude empirique de ce travail de bachelor.

La qualité des relations de voisinage a sans doute un effet sur leur fréquence. Il est ainsi probable que les contacts de simple civilité, comme les « bonjour » aux voisins que l'on croise, sont plus fréquents que les invitations réciproques à prendre un café. Cette hypothèse se base sur les résultats de la recherche portant sur les relations des habitants des logements d'utilité publique de la Tambourine (Battaglini, Christie, Chuard & Wicht, 2009, pp. 53-54). La même recherche, étayée par d'autres éléments théoriques ou empiriques déjà cités dans le cadre de ce travail de bachelor, indique également que les couples ou personnes sans enfants ont moins de

contacts avec leurs voisins que les familles avec enfants (Battaglini, Christe, Chuard & Wicht, 2009, p. 16).

Selon De Gourcy & Rakoto-Raharimanana (2008), la durée d'habitation, autrement dit l'ancienneté de présence dans un immeuble, influence positivement la connaissance des normes implicites (les habitudes) ou explicites (les règlements) de l'usage locatif, la qualité des relations et la participation aux activités collectives. Ce constat se vérifie sans doute dans la plupart des cas et est aussi mis à l'épreuve des faits dans notre recherche de terrain. Cette influence de l'ancienneté sur l'établissement de relations de voisinage approfondies (services rendus, entraide, invitations etc.) est aussi mises en évidence dans une étude sur les relations de voisinage dans les Tours de Carouge (Wicht, Chuard & Seiler, 2006, pp. 19-20). Il semble aussi que l'ancienneté permette de générer un sentiment d'appartenance, qui peut parfois mener à des clivages entre anciens et nouveaux habitants, ces derniers étant éventuellement en décalage par rapport aux règles (implicites ou non) que les anciens ont établies petit à petit, ce qui peut mener à des phénomènes ou des sentiments d'exclusion. Ce constat se trouve dans l'étude sur les Tours de Carouge (Wicht, Chuard & Seiler, 2006, pp. 11) ainsi que dans celle de Elias & Scotson (1997) qui thématisent la question des groupes d'habitants établis et des outsiders.

4.2.2 Règles d'usage, règlements et nuisances

Dans toute situation de voisinage existent des usages et des règlements dont l'objectif est de discipliner les actions des habitants, comme l'accès aux installations communes, à régler leurs rapports et à limiter les sources de nuisance, comme l'invitation à baisser le son des radios et télévisions dès dix heures le soir. En réglant ces actions, les autorités et les responsables d'immeubles (en premier lieu les régies) visent évidemment à limiter les désagréments ressentis par certains habitants et à éviter ainsi les sources de conflits. Mais elles peuvent à leur tour devenir source de conflits lorsqu'elles sont invoquées ou interprétées de façon différente par des voisins de sensibilité différente ; c'est un point traité dans la suite de ce chapitre.

Wicht, Chuard & Seiler (2006, pp. 13-15) ont dressé dans leur enquête sur les Tours de Carouge déjà citée, un inventaire des valeurs concernant le vivre-ensemble qui, si elles sont acceptées et respectées, facilitent la cohabitation et préviennent les conflits. Cette liste permet d'illustrer les domaines concernés par des usages locatifs informels ou formels :

- respect de l'autre, discrétion, politesse, tranquillité ;
- règles reprises du règlement sur les usages locatifs en vigueur à Genève ;
- respect du bien commun (ascenseurs, buanderies et leurs machines) dont chaque habitant devrait se considérer un peu propriétaire, laisser propre les espaces communs (allées, montées d'escalier), ne pas dégrader les locaux, les plantations et le matériel ;
- respecter la tranquillité des voisins (prévenir si on organise une fête, pas de bruit après 22 heures, qu'il s'agisse de douche, de bain ou de lessive) ;
- plus généralement, éviter les excès de bruits ou les odeurs dérangeantes (pas de barbecue sur les balcons, par exemple) ;
- application des règles élémentaires du savoir-vivre et de la civilité (saluer les personnes, par exemple).

Comme l'écrivent De Gourcy & Rakoto-Raharimanana (2008), le règlement est en somme le garant d'un certain nombre d'obligations, utilisable comme une ressource explicitant ce qu'il est légitime de faire, mais bien sûr source de contraintes, limitant ou interdisant certaines actions. La connaissance du règlement constitue une forme d'engagement à une cohabitation maîtrisée : chacun apprécie, voire éprouve, « (...) sa marge de manœuvre au regard de ce qu'il est possible de faire ou de ne pas faire. » (De Gourcy & Rakoto-Raharimanana, 2008). L'appréciation varie « (...) selon les habitants, leur durée de résidence et la taille des familles. » (De Gourcy & Rakoto-Raharimanana, 2008). Cette connaissance et les différences d'appréciation, notamment

sur ce qu'il faut faire comme habitant lorsque des voisins transgressent les règles, constituent une dimension importante de la problématique de recherche. Wimmer (2003) souligne bien les enjeux de cette dimension lorsqu'il écrit que « la notion du 'maintien de l'ordre' ne comprend pas seulement les vertus de type 'petit-bourgeois' telles que la propreté, la ponctualité et la tranquillité, mais aussi des relations sociales stables dans l'environnement visible du quartier. » (Wimmer, 2003, p. 204). Le rapport à ces normes débouche selon lui sur une « dichotomie normative : ordre vs désordre, contrôle/contrôlable vs incontrôlé/incontrôlable ; convenable vs indécent; invisible/discret vs visible/excentrique ; établi vs outsider ; adapté vs inadapté. » (Wimmer, 2003, p. 207).

En fonction d'un certain nombre de nuisances évoquées dans l'enquête de terrain, nous devrions parvenir à identifier, le cas échéant, l'existence d'un ordre établi dans les immeubles concernés, que ce soit par rapport au respect des usages ou que ce soit par rapport aux interventions à faire lorsque certains voisins ne les respectent pas. En nous inspirant de Pinçon (1981), il devrait être possible de voir si certaines des différenciations suivantes se vérifient : normes des groupes établis de longue date vs les groupes arrivés plus récemment, ou encore qui considère certains comportements comme hors norme selon l'origine nationale, la durée de résidence en Suisse ou à Genève, les vagues migratoires en Suisse (ancienneté de l'arrivée en Suisse de différents groupes de nationalités). Dans leur recherche sur les Tours de Carouge, Wicht, Chuard & Seiler (2006, p. 15) ont constaté une forte adhésion à des valeurs et règles communes, qu'ils attribuent à une relative homogénéité sociale des habitants (couche populaire en transition vers un statut de couche moyenne, couches moyennes, proximité culturelle). Dans ces conditions, il est plus facile de trouver un consensus de vie commune dans lequel chacun peut se retrouver. De son côté, Wimmer (2003) souligne l'enjeu que représente pour les anciens habitants le respect des usages : « (...) 'maintenir l'ordre' dans son propre environnement géographique et social représente pour le groupe de résidents de longue date un capital dont la valeur protège contre l'extérieur et qui doit être garanti à l'intérieur. » (Wimmer, 2003, p. 205). Il s'agit toutefois, dans l'interprétation des résultats, de ne pas oublier le constat rapporté à plusieurs reprises dans la partie théorique et que rappelle bien Wimmer : « (...) divers groupes ont été considérés comme particulièrement 'problématiques'. Il semble que ce n'est pas la citoyenneté (Suisse contre étrangers) qui détermine les appréciations, mais plutôt la distance perçue par rapport au paradigme de l'ordre établi. » (Wimmer, 2003, p. 205).

4.2.3 Les relations de voisinage entre contrôle et entraide

Comme nous l'avons vu dans les pages qui précèdent et dans la partie théorique, les relations de voisinage portent sur différents aspects de la cohabitation, tels que l'utilisation des espaces intermédiaires ou les nuisances, et elles concernent différents niveaux d'implication personnelle ou réciproque. C'est ce dernier point, déjà esquissé au début de cette partie du rapport, qui constitue une dimension aussi importante de la problématique de recherche. Comme le titre le suggère, ces niveaux d'implication vont de l'intervention unilatérale en vue de remédier à une situation ressentie comme gênante (contrôle, intervention) à une collaboration plus ou moins réciproque dans l'accomplissement de certaines tâches (entraide, solidarité). Ces types de relations renvoient en somme à la façon d'affronter tensions et conflits éventuels (en ne faisant rien, en parlant avec le voisin concerné, en recourant à la régie, au concierge ou à la police), aux salutations (formules de politesse), aux conversations informelles (sur le temps qu'il fait) et aux conversations plus personnelles, aux visites et invitations les uns chez les autres, aux échanges de petits services (arrosage des plantes pendant les vacances, dépannage d'aliments divers, etc.) et à certaines marques de solidarité (assister ou soutenir une personne malade, garder un enfant, etc.). La question de la solidarité est notamment évoquée dans l'étude sur les Tours de Carouge (Wicht, Chuard & Seiler, 2006, pp. 20, 38, 39 et 61).

En prenant tout d'abord les deux extrêmes de ces relations, un objectif de collecte des données et d'analyse des résultats est de situer les personnes enquêtées par rapport à deux axes, le premier portant sur les valeurs et comportements en matière de contrôle, le second sur les valeurs et comportements en matière de solidarité. Il devrait être ainsi possible de situer les enquêtés, ou plus exactement différentes groupes d'enquêtés, dans un univers oscillant entre ces deux pôles.

Nous avons vu dans la partie théorique certains thèmes qui sont source de contrôle et d'intervention, voire de conflits dans les relations entre voisins. Il y a bien sûr les questions de nuisances, sonores ou autres. Rose & Iankova (2005) ont de leur côté identifié dans leur recherche portant sur un quartier multi-ethnique de Montréal des effets analogues qui concernent la supervision des enfants dans les espaces intermédiaires ou publics. Par exemple, certaines mères « (...) veulent transposer à Montréal le modèle traditionnel Haïtien de 'surveillance par la cour intérieure', où tous les voisins sont responsables de la surveillance des jeunes enfants laissés dehors. Mais d'autres insistent sur l'importance de la responsabilisation individuelle des parents à l'égard de la supervision de leurs enfants. » (Rose & Iankova, 2005, p. 147). Ces deux auteures soulignent par ailleurs que ces deux modes différents de surveillance des enfants ne se recoupent pas forcément avec l'appartenance ethnique.

Autre niveau des relations de voisinage, la question des civilités et de la convivialité a déjà été abordée dans la partie de ce chapitre consacrée à la qualité des relations de voisinage. De Gourcy & Rakoto-Raharimanana (2008) constituent ici les auteurs de référence. Dans la notion de civilité, ils mettent un mélange de courtoisie et de respect formel. La civilité « (...) appelle réserve et discrétion, conditions nécessaires pour que se manifeste l' 'invisibilité' de celui qui habite si loin et si proche à la fois. Ce régime de (non) prise en compte de l'autre apparaît comme le substitut fonctionnel de l'anonymat qui caractérise les normes de coexistence dans l'espace public. » (De Gourcy & Rakoto-Raharimanana, 2008). Rappelons que la convivialité fait un pas en direction d'une plus forte implication dans les relations de voisinage, par exemple sous forme de conversations à caractère plus personnel. Comme nous l'avons déjà vu, cet aspect est important (88%) ou très important (58%) pour la grande majorité des personnes interrogées dans l'enquête de Pattaroni, Thomas & Kaufmann (2009, p. 24). Ils relient notamment cette convivialité à la genèse d'une confiance entre voisins, confiance indispensable à une plus forte implication dans des actions d'entraide et de solidarité.

Dans l'étude sur les Tours de Carouge, l'échange de petits services au quotidien et les marques de solidarité sont distingués (Wicht, Chuard & Seiler, 2006, p. 20). Dans ce travail de bachelier, le terme d'entraide sera utilisé pour l'échange de petits services comme la surveillance réciproque de l'appartement durant les absences ou la fourniture d'ingrédients de cuisine qui font défaut pour réaliser une recette. Mais ces petits services peuvent demander dans certains cas une implication assez forte, lorsqu'il faut leur consacrer plus de temps ou lorsqu'ils tendent à se répéter. La notion de solidarité sera réservée à des services offerts à des personnes étant, provisoirement ou à plus long terme, dans l'impossibilité de réaliser elles-mêmes des tâches de la vie quotidienne, telles que faire des courses ou amener ses enfants à l'école. Lorsque cette solidarité tend à créer une certaine dépendance chez la personne aidée à l'égard de la personne aidante, les auteurs de l'étude sur les relations de voisinage dans les Tours de Carouge parlent de « coveillance », une notion développée par Rosenberg (1980, cité dans Wicht, Chuard & Seiler, 2006, pp. 22). « (...) la coveillance procède de deux logiques opposées mais intimement liées, il s'agit d'une part d'un mécanisme de soutien mutuel et de solidarité qui s'opère entre les membres de la collectivité, mais d'autre part et dans le même temps d'un mécanisme de contrôle et de surveillance mutuelle. » (Wicht, Chuard & Seiler, 2006, pp. 22-23). Pour la personne bénéficiaire, le soutien reçu comporte un coût, « (...) elle ne peut pas trop s'écarter des normes en vigueur, car elle sera rapidement rappelée à l'ordre ou stigmatisée. » (Wicht, Chuard & Seiler, 2006, p. 23). Ce mélange de solidarité et de contrôle serait intéressant à identifier dans le

cadre de notre enquête de terrain, mais son envergure statistique limitée ne le permettra probablement pas.

Entraide et solidarité sont nécessaires à certains moments pour toute personne, mais elles peuvent être fournies dans différents cercles de connaissances. Il sera intéressant de ce point de vue de voir quelles caractéristiques personnelles sont susceptibles d'influencer le recours aux voisins ou à d'autres personnes, notamment à la famille. A titre d'exemple, Viry, Kaufmann, & Widmer (2009, p. 84) relèvent le fait que les pendulaires développent un réseau à plus large échelle géographique, qui peut influencer négativement l'implication personnelle au niveau de la résidence. Ce fait est d'autant plus important statistiquement que plus de 50% des actifs ne travaillent pas dans leur commune d'habitation ; penduler à plus ou moins longue distance est pratiquement la règle (Viry, Kaufmann, & Widmer, 2009, p. 71).

4.2.4 Participation communautaire, liens et réseaux sociaux

Les politiques de mixité sociale visent une meilleure intégration dans la société des groupes sociaux défavorisés, en évitant le communautarisme et les ghettos, qui tendent à les maintenir à l'écart. La partie théorique de ce travail de bachelor a mis en évidence les difficultés de ces politiques, comme aussi certains de leurs effets sur les relations de voisinage. Le canton de Genève ne se trouve pas dans une situation aussi contrastée, et son intervention passe essentiellement par une politique du logement social. Cela ne signifie pas pour autant que la question de l'intégration sociale de certaines minorités ou de certains groupes sociaux ne s'y pose pas. Il est donc légitime de reprendre dans le cadre du travail de terrain les questions touchant à la participation aux manifestations collectives de voisinage et à la vie associative communale, ainsi que celles qui touchent aux liens et aux réseaux sociaux que les personnes enquêtées ont pu créer. Ces différentes formes de participation sociale constituent à la fois des signes et un potentiel d'une meilleure intégration à la société.

La participation à la vie de quartier, voire à la vie de la commune de résidence, peut prendre différentes formes : simple participation à des événements tels que fête de quartier ou à des activités d'associations sportives ou culturelles, mais aussi fréquentation des commerces locaux, participation à l'organisation de manifestations ou à des comités d'associations. A des degrés divers, ces participations multiplient les points de rencontre entre habitants, peuvent contribuer à l'amélioration de leurs relations et favoriser le sentiment d'appartenance à la communauté locale. L'étude consacrée aux Tours de Carouge (Wicht, Chuard & Seiler, 2006, p. 16) en fournit des illustrations et en démontre l'importance. Dans la publication consacrée à l'Habitat urbain durable pour les familles, il est constaté que « (...) les personnes qui considèrent les relations de voisinage comme très importantes ont plus tendance à citer la vie associative et socioculturelle comme importante ou très importante (...). De même les familles qui déclarent avoir leurs amis dans le quartier ou la commune prônent plus facilement l'importance de la vie associative. » (Pattaroni, Thomas & Kaufmann, 2009, p. 30). On retrouve un point de vue proche chez Rose & Iankova (2005, pp. 146 et 151). La recherche de terrain nous permettra de vérifier ces relations. Il est également intéressant de voir dans quelle mesure cette meilleure intégration à la vie locale contribue à diminuer les conflits de voisinage, et si cette forme de participation correspond à un jugement positif sur différentes formes de mixité sociale. A l'inverse, il devrait être possible de vérifier si, comme l'observent Morin & Baillergeau (2008, p. 6), le fait d'être au bénéfice de prestations sociales directes entraîne un repli sur le logement, ou en tout cas une moindre participation à la vie communautaire. De son côté, Wimmer, comme nous l'avons déjà cité, a constaté dans ses recherches que les Suisses sont proportionnellement beaucoup plus nombreux (25%) à mentionner qu'ils ont créé des relations régulières et étroites dans le cadre d'associations ou de clubs que ce n'est le cas pour les Italiens (9%) ou les Turcs (8%) (Wimmer, 2003, p. 217).

Divers auteurs classent les liens sociaux en différentes catégories. Nous avons distingué dans la partie théorique liens faibles et liens forts. De leur côté, Viry, Kaufmann, & Widmer (2009, p. 74) différencient le capital pont, constitué de liens faibles, et le capital chaîne, constitué de liens forts, créant une sorte de réseau dense en termes de solidarité et fort en termes de contrôle social. Les pendulaires développent plutôt un capital de type pont, moins inscrit notamment dans les relations de voisinage. Ce constat sera à vérifier dans le cadre de la recherche de terrain.

L'émergence de liens faibles est favorisée, selon Rose & Iankova (2005, pp. 135-136), par les proximités de valeurs et de culture, comme nous l'avons vu dans la partie théorique. En revanche, ces auteures ont observé certains clivages qui restreignent l'établissement de liens faibles entre groupes différents : clivage lié à la religion chez certaines Haïtiennes, clivage entre bénéficiaires de l'aide sociale et personnes en emploi, entre locataires et propriétaires de leur maison, clivages selon l'âge ou encore l'ancienneté dans le quartier (Rose & Iankova, 2005, pp. 148 et 150). S'appuyant sur les travaux de Germain, Archambault, Blanc, Charbonneau, Dansereau & Rose (1995), Rose & Iankova (2005, p. 136) soulignent que les relations sociales quotidiennes dans les quartiers multi-ethniques sont davantage marquées par une distance pacifique que par le développement de vrais rapports interculturels. Toutefois, la régularité des contacts permet un apprivoisement réciproque, soulignant le rôle des liens faibles, ces liens faits de simples bonjours, d'échanges superficiels et de petits gestes de bienveillance. La multiplication de ces liens aiderait à dépasser les préjugés et à surmonter la peur de l'autre (Rose & Iankova, 2005, p. 154), pour rappeler ces quelques éléments déjà cités dans la partie théorique.

L'attention accordée dans la recherche de terrain à ces petites attentions dans les relations de voisinage trouve ainsi une justification théorique, même si « le tissage des liens faibles entre voisins de diverses origines ne mène pas souvent à l'émergence de liens d'amitié ou l'implication dans des activités communes » (Blokland, 2003, cité dans Rose & Iankova, 2005, p. 137). A partir de différents éléments, en rapport avec la cohabitation pacifique mais distante, le respect mutuel et un certain degré d'apprivoisement de l'autre, l'acceptation durable des différences (illustrée par le jugement porté sur certaines formes de mixité du quartier), les rapports interculturels plus ou moins approfondis, les préjugés et la multiplication des occasions d'interactions sociales banales et non intimidantes, il devrait être possible de proposer une sorte de typologie des voisins interrogés dans le cadre de la recherche de terrain. Mais peut-être l'échantillon sera trop petit pour faire un travail statistiquement significatif.

Une autre question fondamentale que la recherche de terrain pourrait permettre d'éclairer, avec la même réserve qui vient d'être évoquée, est celle du capital social. La partie théorique de ce travail a mis en évidence l'objectif d'intégration dans la société visé par les politiques de mixité sociale. Ces politiques expriment en effet la volonté de lutter contre les phénomènes de ghetto et de communautarisme, qui ont pour conséquence le développement de groupes se situant à la marge de la société. La mixité sociale permettrait au contraire de rendre visible aux yeux des groupes défavorisés des exemples d'intégration sociale aboutie, celle de groupes issus des classes moyennes le plus souvent (la *gentrification* analysée dans la partie théorique). Implicitement ou plus explicitement, les autorités attendent donc de cette cohabitation une sorte de changement de valeurs, de changement d'aspirations.

En termes plus théoriques, la capacité à définir et à prendre sa place dans la société passe par la possession d'un capital social. La partie théorique a mis en évidence l'existence de deux définitions du capital social, plus complémentaires qu'antagonistes. L'une, inspirée par les travaux de Bourdieu (1986, cité dans Leloup & Germain, 2008, p. 157), considère le capital social comme une ressource essentiellement individuelle. L'autre, développée par Putnam (2006, cité dans Leloup & Germain, 2008, p. 157), met l'accent sur le groupe, qui bénéficie en quelque sorte de la combinaison du capital social possédé par ses différents membres. Dans les deux cas, l'effet reste le même en termes de capacité à définir et à défendre sa place dans la

société. Le capital social est constitué de liens et de réseaux sociaux, mobilisables à différents moments d'un parcours personnel pour de petites choses de la vie comme aussi pour des décisions importantes et la recherche de solutions face aux difficultés de la formation, de l'emploi, de la vie privée. En somme, le capital social permet de contrer les risques d'une trajectoire descendante, par exemple en raison d'un abandon de formation sans solution de rechange chez un jeune, d'une période de chômage sans grand espoir de retrouver un emploi ou d'un divorce aux conséquences mal maîtrisées chez des adultes. Le lien évident entre une partie des questions de recherche à la base de ce travail de bachelor et le concept de capital social devrait nous permettre au moins d'esquisser, à défaut de définir, celui que possèdent les personnes enquêtées et les groupes auxquels elles appartiennent.

4.2.5 Quelques facteurs d'influence des relations de voisinage

L'exposé de la problématique de ce travail de bachelor a permis de mettre en évidence ou de suggérer l'effet de caractéristiques des habitants ou des groupes dont ils font partie sur les relations de voisinage. Les lignes qui suivent apportent quelques informations complémentaires sur les caractéristiques socio-économiques et socio-culturelles les plus importantes.

S'agissant du logement, le revenu joue en général un rôle important dans la localisation de l'habitat, du fait de la segmentation spatiale du marché du logement. Même si elle n'est pas aussi forte à Genève qu'en France ou dans d'autres pays, notamment en ce qui concerne les milieux populaires et les groupes défavorisés, elle n'en existe pas moins. Le terrain de recherche empirique, situé dans le cadre du logement social, est d'ailleurs plus ou moins « réservé » à des familles et personnes économiquement défavorisées. Le facteur économique ne signifie pas pour autant une forte homogénéisation de l'habitat. Comme le relèvent Pattaroni, Thomas & Kaufmann (2009, pp. 44-45), les différences de revenu ne disent pas en elles-mêmes grand-chose sur les préférences résidentielles et sur la façon dont les gens veulent vivre. En fait, chaque classe de revenu correspond à une gamme très large de modes de vie. « Ce n'est pas principalement en raison de leur revenu que les familles adoptent tel ou tel mode de vie résidentiel. » (Pattaroni, Thomas & Kaufmann, 2009, p. 44).

La catégorie socio-professionnelle est un critère déterminant nombre de dimensions de la place des individus dans la société et des rapports qu'ils entretiennent avec elle. Elle constitue aussi un ces critères de la mixité sociale. Nous avons vu dans la partie théorique que cet objectif est en réalité difficile à définir concrètement comme à réaliser effectivement. La cohabitation idéale souhaitée s'est souvent transformée au contraire en un accroissement de la segmentation sociale, comme le relève par exemple Avenel (2005, p. 70). Wimmer (2003) estime également que les relations sociales se développent plutôt selon le principe « qui se ressemble s'assemble ». Comme il l'écrit, « (...) malgré une grande proximité géographique, les Suisses restent entre eux, tout comme les Italiens et les habitants d'origine italienne, ainsi que les Turcs et les habitants d'origine turque. » (Wimmer, 2003, pp. 212-213). Il est donc intéressant de vérifier, dans le cadre de la recherche de terrain, s'il existe des rapports privilégiés avec les voisins appartenant à la même catégorie socio-professionnelle.

Le critère principal évoqué dans les politiques de mixité sociale est celui qui combine nationalité et immigration. La France et ses grands ensembles de la périphérie parisienne en sont un exemple type. Dans les travaux de Wimmer (2003) toujours, pertinent pour ce travail de bachelor du fait qu'ils portent sur la Suisse, on constate comme nous l'avons vu à plusieurs reprises des différences importantes correspondant parfois à la nationalité mais surtout à l'immigration, au sens des vagues migratoires tout au long du 20^{ème} siècle, comme aussi au sens de l'ancienneté de la présence personnelle en Suisse. Wimmer relève ainsi que les Suisses ont des relations avec des étrangers surtout lorsqu'ils correspondent aux anciennes vagues d'immigration ou lorsqu'ils sont plus proches de notre culture ou de l'ordre établi. Chez les

groupes de migrants moins bien intégrés, les relations familiales prennent en revanche une importance accrue. En somme, l'attrait de la communauté ethnique joue un rôle important dans les groupes d'immigration, en particulier lorsque celle-ci est récente. Mais cet attrait peut être dénué de liens avec la réussite de l'intégration professionnelle ou scolaire (Wimmer, 2003, p. 224).

4.3 Principales questions de recherche

La problématique exposée dans les premières parties de ce chapitre est doublement complexe. Elle l'est d'abord par le nombre de thèmes pris en compte : usage du quartier, mobilité résidentielle, espaces intermédiaires, ségrégation et mixité, qualité des relations de voisinage, règles et nuisances, relations entre contrôle et entraide, participation communautaire, liens et réseaux sociaux. Elle l'est ensuite par les interrelations existant entre certains de ces thèmes : mobilité résidentielle et usage du quartier, espaces intermédiaires et contacts de voisinage, dimensions des relations de voisinage (civilité, convivialité, contrôle, entraide) et participation communautaire. Afin de faciliter la lecture de la suite de ce travail de bachelor, les éléments principaux sont repris ci-dessous sous une forme synthétique.

L'usage du quartier par ses habitants se situe entre deux extrêmes, un rapport de proximité et une approche plus distante, avec une ouverture plus grande sur le cosmopolitisme urbain. Ce rapport dépend en particulier de la mobilité résidentielle antérieure, de la pendularité (au plan professionnel) et plus généralement de l'utilisation des moyens de déplacement, ainsi que de l'usage qui est fait des espaces intermédiaires et des commodités offertes par le quartier.

La *trajectoire de mobilité résidentielle* peut être maîtrisée ou non. Dans l'enquête de terrain, elle est saisie notamment par les raisons qui ont amené les répondants à quitter leur logement antérieur et à occuper l'actuel. La perte de maîtrise de sa mobilité résidentielle peut entraîner un repli sur le quartier, voire dans son logement – une forme en somme négative du rapport de proximité au quartier. Une mobilité résidentielle maîtrisée peut au contraire enrichir les réseaux de contacts, en conservant ceux qui ont été créés au domicile antérieur et ceux qui se créent au nouveau domicile.

Cet élargissement des réseaux de contacts en-dehors du quartier peut être également favorisé par la *mobilité à partir du domicile*, notamment la pendularité professionnelle. La voiture constitue un facteur de mobilité important. L'existence d'un emploi est évidemment un facteur favorable, renforcé par le revenu et l'appartenance à une catégorie socio-professionnelle favorisée.

Le développement d'un rapport de proximité au quartier est favorisé par *l'existence d'espaces intermédiaires* (lieux de passage, espaces verts), qui offrent des occasions de contacts entre voisins tout en constituant des lieux de contrôle des comportements de voisinage. Les contacts sont favorisés notamment par la maîtrise de la langue française et la présence d'enfants dans le ménage.

Ces éléments contribuent à déterminer le cadre dans lequel se développent les relations de voisinage. Mais avant de les détailler, quelques mots sur les *dimensions de ségrégation et de mixité* dans le champ d'enquête. La composition des habitants dépend essentiellement des décisions d'attribution d'appartements prises par la régie responsable. Dans le cas d'un ensemble HBM, les conditions économiques des ménages jouent un rôle central, de même que le caractère d'urgence de leur dossier de logement. A priori, il y a donc une certaine homogénéité socio-économique des habitants, qui n'empêche pas une diversité du point de vue de la composition des ménages (familles monoparentales, couples avec enfants, etc.), de la formation et de la qualification professionnelle, de l'emploi, de l'âge, de la nationalité et de l'immigration. Aux rapports que ces caractéristiques personnelles déterminent dans les relations de voisinage s'ajoutent les rapports avec les voisins d'autres immeubles, en loyer libre, qui

ouvrent la perspective plus classique de la mixité sociale proprement dite. Selon ces diverses caractéristiques personnelles et de ménage, y a-t-il une tendance à privilégier les relations avec des personnes qui nous ressemblent (notion d'entre-soi) ? Quels sont les effets de ces caractéristiques sur le rapport à l'autre ?

Les relations de voisinage proprement dites s'articulent autour de quatre thèmes principaux : le rapport aux règles et aux nuisances, la qualité des relations de voisinage et ses diverses dimensions (contrôle, civilité, entraide et sociabilité), la participation à des activités communautaires et le développement de réseaux sociaux. Cette structure reprend les thèmes exposés dans la problématique, mais dans un ordre un peu différent.

Mais avant de détailler ces dimensions du vivre-ensemble, il s'agira de mettre en évidence l'existence et la fréquence de *contacts avec les voisins* ainsi que le souhait d'en avoir davantage.

Les *rapports aux règles et nuisances* commencent par la connaissance des règlements et des habitudes de voisinage, qui favorise une cohabitation maîtrisée. Les réactions aux transgressions (que faire si... ?) constituent une des questions de recherche. Elles peuvent dépendre de l'ancienneté de la présence dans le quartier, qui favorise l'assimilation de la « culture » de voisinage, mais aussi de la durée de présence à Genève pour les immigrés et d'une meilleure connaissance des mentalités locales qui va avec. Par ailleurs, on peut se demander si la cohabitation est facilitée lorsque les habitants sont socialement homogènes.

La *qualité des relations de voisinage* s'articule autour de quatre thèmes principaux, qui ont été développés en deux temps dans la problématique : le *contrôle*, implicite dans les questions touchant aux règles et aux nuisances, la *civilité* comme mode de communication minimale centrée sur le respect, l'*entraide* entre voisins et l'existence de contacts plus approfondis qui peut être qualifiée de *sociabilité* (on parle également de convivialité). La qualité des relations de voisinage dépend des modes de vie, du contexte social et de l'environnement construit. Décrite en termes d'attentes, de valeurs et de comportements, elle dépend entre autres de l'ancienneté de la présence dans le quartier, mais également des caractéristiques personnelles déjà évoquées plus haut. Si le contrôle correspond à un mode d'intervention unilatéral, l'entraide implique elle une collaboration bilatérale, tout comme la sociabilité constitue une relation réciproque. Ces dernières sont donc personnellement plus impliquantes. Il est pour cela intéressant de déterminer avec qui elles se développent, ce qui peut éclairer les questions de ségrégation et de mixité sociales.

La *participation à des activités communautaires* permet le développement de liens sociaux et un élargissement des réseaux sociaux. Ces réseaux sociaux constituent à leur tour un facteur d'intégration sociale (*capital social*). Dans ce sens, une meilleure intégration favorise-t-elle de meilleures relations de voisinage ? Parmi les caractéristiques personnelles, qui peuvent toutes jouer un rôle, constate-t-on chez les bénéficiaires d'aide sociale une tendance au repli sur soi ? La proximité culturelle joue-t-elle un rôle important dans la création de liens ? Dans le cadre du risque de marginalisation des personnes de milieu défavorisé, dont peuvent faire partie les habitants de logements HBM, le sens des réponses à ces questions est important.

Les différentes dimensions de la problématique peuvent être reliées entre elles par une chaîne d'interactions : espaces intermédiaires et autres occasions de contacts, fréquence et nature des contacts de voisinage, qualité des relations de voisinage, participation à des activités communautaires et développement de réseaux sociaux, intégration à la société. Cette chaîne résume le sens global de la recherche conduite dans le cadre de ce travail de bachelor.

Partie II

L'enquête de terrain et ses résultats

5. L'enquête de terrain

Le processus de ce travail de bachelor ne s'est pas déroulé exactement comme le décrivent les spécialistes de la méthodologie (par exemple Quivy & Van Campenhout, 1995). Si les différentes parties de la démarche ont bien été mises en œuvre, de l'examen de la littérature scientifique à l'analyse des résultats, les étapes théoriques, y compris la problématique, et la partie empirique ont aussi évolué en parallèle. En particulier, le questionnaire a été défini sur la base d'un projet déjà bien avancé, mais qui a ensuite encore un peu évolué par des lectures complémentaires.

Cette partie du rapport commence par présenter les caractéristiques principales de la recherche, le choix du terrain, l'instrument de recherche et la passation des questionnaires.

5.1 Une recherche hypothético-déductive

L'élaboration de la problématique, du cadre théorique et d'analyse, des questions de recherches et des hypothèses résultent d'une réflexion nourrie par des apports bibliographiques, des expériences personnelles en matière de relations de voisinage et des discussions avec des amis et des connaissances. Un premier état de la problématique et des questions de recherche a été construit dans la phase du projet de travail de bachelor. Ils reposaient sur une base théorique d'une vingtaine de références bibliographiques : articles, livres, rapports et comptes-rendus de recherches portant sur les relations de voisinage et les politiques de mixité sociale dans l'habitat. Des recherches documentaires sur Internet, dans la base de données des bibliothèques et aussi au gré des bibliographies figurant dans les lectures ont permis de la constituer.

L'un des documents de référence importants a été le premier questionnaire « Vivre à la Tambourine » (Battaglini, Christe, Chuard, & Wicht, 2008) développé pour le monitoring sociologique « Programme de logements d'utilité publique : opération pilote HBM 199 Tambourine sur la mixité sociale » conduit par les mêmes auteurs du Centre de recherche sociale (ceres) de la Haute école de travail social de Genève (HETS). Par ailleurs, quelques notions, concepts et ouvrages liés à la problématique de recherche proviennent du cours « La citoyenneté agressive : la place des jeunes dans la cité » (module Offre d'approfondissement et de spécialisation inter-sites), proposé lors du semestre d'automne-hiver 2008.

Dans un second temps, comme indiqué en début de ce chapitre, la problématique, les questions de recherches et les hypothèses ont été étoffées sur la base d'apports théoriques supplémentaires. Une participation en tant qu'assistant au cours « La citoyenneté agressive : la place des jeunes dans la cité » (semestre d'automne-hiver 2010), qui avait comme perspective la mixité sociale dans l'habitat, a fourni des références bibliographiques supplémentaires, complétées par des recherches personnelles.

Du point de vue formel, la recherche projetée est de type hypothético-déductif : les questions et hypothèses de recherche proviennent d'apports théoriques et d'études empiriques. Construire et rédiger le cadre théorique du travail de bachelor a représenté un travail de synthèse très conséquent. Il n'est en effet pas aisé de réduire des centaines de pages d'apports bibliographiques à quelques dizaines de pages. Ce processus nécessite de faire des choix et donc de décider, parfois avec peine, de ne pas aborder certains thèmes et certaines questions intéressantes. Il nécessite également un travail d'ordonnancement systématique des apports théoriques pour pouvoir ensuite les organiser de façon cohérente.

5.2 Choix et présentation du champ d'investigation

Le choix du champ d'investigation (ou terrain de recherche) de ce travail de bachelor a été proposé par la Fondation HBM Emma Kammacher, propriétaire d'immeubles HBM à Genève et mandataire du monitoring sociologique « Programme de logements d'utilité publique : opération

pilote HBM 199 Tambourine sur la mixité sociale » (Battaglini, Christe, Chuard & Wicht, 2011). L'un des objectifs de ce monitoring est de mesurer les effets sur les relations de voisinage d'un modèle de mixité sociale novateur concrétisé dans les Logements d'utilité publique (LUP) du quartier de la Tambourine à Carouge. Les locataires de ces immeubles sociaux présentent une étendue de revenus plus large que celle qui prévaut en général dans le cadre du logement social. Les habitants plus fortunés paient un loyer plus élevé que les habitants moins fortunés, et le loyer s'élève avec les étages. Or, pour évaluer au mieux les effets de cet essai d'un nouveau modèle de mixité sociale sur les relations de voisinage, il est intéressant de pouvoir comparer les résultats avec ceux d'un modèle traditionnel de logement social. L'un des objectifs de ce travail de bachelor est d'apporter à ce monitoring sociologique les données comparatives qui lui manquent.

La Fondation HBM Emma Kammacher a ainsi proposé que ce travail soit réalisé dans l'ensemble d'immeubles de Champ-Joly, situé dans le quartier du Vélodrome de la commune de Plan-les-Ouates. Cet ensemble est composé d'immeubles HBM (appartements loués selon le mode traditionnel de ce type de logements subventionnés) et d'immeubles dans lesquels les appartements sont en loyer libre. Le quartier du Vélodrome présente des caractéristiques proches de celles du quartier de la Tambourine sur le plan de la diversité des types de logements. Ces deux quartiers comportent en effet, outre des logements sociaux et des appartements en loyers libres, des immeubles dont les appartements sont habités par leurs propriétaires (propriété par étage) et une coopérative d'habitation.

Pour mieux comprendre les dynamiques relationnelles ayant cours entre les habitants d'un tel ensemble, il est nécessaire d'en préciser les caractéristiques susceptibles d'influencer les relations de voisinage. La première partie de cette description porte sur la commune de Plan-les-Ouates, son développement urbain et démographique. Elle soulève la question de l'intégration d'une population plutôt défavorisée, vivant dans des immeubles subventionnés, au sein d'une commune aux origines rurales dont la population est plutôt aisée.

L'implantation particulière du quartier du Vélodrome, entre une zone industrielle et artisanale et des zones villas, est ensuite abordée. Le quartier du Vélodrome apparaît comme un espace géographiquement et socialement délimité, dont les habitants sont relativement isolés des autres résidents de la commune socialement plus proches d'eux.

L'ancienneté et la mixité des types de logements du quartier du Vélodrome et de l'ensemble de Champ-Joly sont aussi présentées, avec un regard sur l'influence que peuvent avoir ces facteurs sur les relations entre voisins. Suivent des descriptions et analyses sommaires des espaces intermédiaires des immeubles de Champ-Joly et des aménités de proximité, des associations et des actions sociales à l'échelle du quartier et de la commune qui procurent des occasions de contacts entre les habitants et la possibilité de nouer des relations plus ou moins approfondies.

5.2.1 Développement urbain et démographique de Plan-les-Ouates

Il y a cinquante ans, la commune de Plan-les-Ouates était essentiellement rurale, composée de zones naturelles et de champs, du village du même nom, des hameaux d'Arare, au sud-ouest du village, de Saconnex d'Arve Dessous et de Saconnex d'Arve Dessus au sud-est, sur les hauteurs. Alors localisés à la limite de la zone urbaine de Genève, les alentours du village de Plan-les-Ouates et les terres agricoles situées au nord ont été progressivement bâtis. Cette urbanisation s'est effectuée en deux phases.

La première phase a été constituée par la construction de nombreuses villas, situées notamment dans le prolongement ouest des immeubles des Palettes (commune de Grand-Lancy), au nord du village de Plan-les-Ouates, et par l'aménagement de la zone industrielle et artisanale de Plan-les-Ouates (ZIPLO). Ce sont ces zones villas (Les Voirets) et industrielle

(ZIPLO) qui bordent actuellement le quartier du Vélodrome (figure 4). Dans un second temps, différents ensembles d'immeubles ont été bâtis, les derniers construits étant ceux du quartier du Vélodrome (figure 4). En 1990, la commune comportait plus de maisons individuelles que d'appartements, mais depuis 2009 les appartements sont devenus majoritaires (Office cantonal de la statistique).

Figure 1. Caractéristiques des logements à Plan-les-Ouates et comparaison avec le canton de Genève (fin 2010)

	Commune de Plan-les-Ouates		Canton de Genève	
	Effectif	En %	Effectif	En %
<i>Bâtiments à usage d'habitation</i>				
Maisons individuelles	1'218	73.3	23'432	56.9
Maisons à plusieurs logements	301	18.1	9'563	23.2
Bâtiments d'habitation avec usage annexe	100	6.0	6'337	15.4
Bâtiments partiellement à usage d'habitation	43	2.6	1'858	4.5
<i>Nombre de pièces des logements (sans la cuisine)</i>				
Logements de 1 pièce	173	4.7	35'156	16.1
Logements de 2 pièces	341	9.2	47'093	21.5
Logements de 3 pièces	815	22.0	59'458	27.2
Logements de 4 pièces	1'261	34.1	41'401	18.9
Logements de 5 pièces	709	19.2	19'924	9.1
Logements de 6 pièces ou plus	398	10.8	15'775	7.2

Source : données récupérées le 10.10.11 du site de l'Office cantonal de la statistique (OCSTAT), section Les 45 communes genevoises : <http://www.ge.ch/statistique/communes/>

La commune de Plan-les-Ouates comporte proportionnellement plus de maisons individuelles (73.3% vs 56.9%) et moins d'immeubles (18.1% vs 23.2%) que le canton de Genève. La part de logements de quatre pièces et plus est par ailleurs considérablement plus importante dans la commune de Plan-les-Ouates que dans le canton. C'est dû sans doute à la proportion plus importante de maisons individuelles et bien sûr au nombre de grands appartements.

Le grand nombre de logements construits ces dernières décennies a engendré une forte croissance de la population de la commune. Elle a en effet triplé ces trente-cinq dernières années, alors que dans le même temps la population du canton a augmenté d'environ 30%. Au cours de l'automne 2010, la commune a atteint la taille d'une ville (10'008 habitants recensés par l'Office cantonal de la population en fin d'année), chiffre qui concrétise le passage d'une commune autrefois rurale à une commune désormais plutôt urbaine. Cette mutation ne s'arrête pas en 2010 puisque les projets de construction de nouveaux immeubles à La Chapelle-Les Sciens et aux Cherpines-Charrotons (au nord de la ZIPLO et du quartier du Vélodrome) prévoient la construction de 4'300 logements.

La part de Genevois et de Confédérés est plus élevée à Plan-les-Ouates que dans l'ensemble du canton (75.8% de Suisses à Plan-les-Ouates, 60.3% dans le canton). A l'inverse les étrangers sont évidemment moins nombreux en proportion, et moins encore lorsqu'ils ne proviennent pas de l'Union Européenne.

Le nombre élevé de pièces des logements de Plan-les-Ouates et la construction relativement récente d'immeubles (notamment dans le quartier du Vélodrome) qui conviennent aux familles se reflète dans les groupes d'âge des habitants de la commune. Le groupe 0-19 ans est en effet proportionnellement bien plus important que dans le canton (29.6% vs 21.6%), au contraire des 20-64 ans et des 65 ans ou plus.

Figure 2. Caractéristiques socio-démographiques des habitants de Plan-les-Ouates (fin 2010)

Population résidante ...	Commune de Plan-les-Ouates		Canton de Genève	
	Effectif	En %	Effectif	En %
<i>... selon le sexe</i>				
Hommes	4'875	48.7	223'887	48.3
Femmes	5'133	51.3	240'032	51.7
<i>... selon l'origine</i>				
Genevois	4'741	47.4	163'995	35.3
Confédérés	2'842	28.4	115'837	25.0
Suisses totaux	7'583	75.8	279'832	60.3
Etrangers totaux	2'425	24.2	184'087	39.7
Etrangers Union européenne	1'619	16.2	118'055	25.4
Etrangers hors U. E.	806	8.1	66'032	14.2
<i>... selon le groupe d'âge</i>				
0 - 19 ans	2'965	29.6	100'391	21.6
20 - 64 ans	5'883	58.8	290'739	62.7
65 ans ou plus	1'160	11.6	72'789	15.7

Source : données récupérées le 10.10.11 du site de l'Office cantonal de la statistique (OCSTAT), section Les 45 communes genevoises : <http://www.ge.ch/statistique/communes/>

Les données sur la scolarisation des élèves, apprentis et étudiants de la commune apportent des renseignements sur la composition de la classe d'âge des 0-19 ans. La part d'élèves du secteur enfantin et primaire est plus élevée que dans le canton (42.5% vs 38%), ce qui est également le cas, mais de façon moins marquée, pour les institutions de la petite enfance et le Cycle d'orientation. Ces chiffres soulignent la part élevée de la tranche 0-15 ans alors que la tranche d'élèves âgés de plus de 15 ans est proportionnellement moins importante que dans le canton, comme en témoigne les données sur l'enseignement secondaire II et les formations professionnelles publiques et privées subventionnées.

Figure 3. Scolarisation des élèves de Plan-les-Ouates (fin 2009)

Elèves, apprentis et étudiants	Commune de Plan-les-Ouates		Canton de Genève	
	Effectif	En %	Effectif	En %
Institutions de la petite enfance	272	10.0	7261	8.4
Enseignement enfantin et primaire	1'153	42.5	32'798	38.0
Cycle d'orientation	428	15.8	12'761	14.8
Enseignement secondaire II	561	20.7	19'064	22.1
Formations prof. sup. publiques et privées subv.	100	3.7	3'679	4.3
Enseignement spécialisé public et subventionné	48	1.8	1'710	2.0
Enseignement privé (enfantin, primaire et second.)	154	5.7	9'046	10.5
Total	2'716	100.0	86'319	100.0

Source : données récupérées le 10.10.11 du site de l'Office cantonal de la statistique (OCSTAT), section Les 45 communes genevoises : <http://www.ge.ch/statistique/communes/>

Les caractéristiques du logement à Plan-les-Ouates se répercutent sur la situation financière des habitants. En 2007, le revenu annuel brut médian par contribuable se monte à 90'728 francs à Plan-les-Ouates alors qu'il est de 69'254 francs pour le canton de Genève (Office cantonal de la statistique). La proportion élevée de maisons individuelles à Plan-les-Ouates a un effet sur les statistiques de revenus des contribuables. Par ailleurs, la zone industrielle et artisanale, qui accueille notamment quelques marques prestigieuses de l'industrie horlogère, a également un effet positif sur les finances de la commune². Plan-les-Ouates est généralement considérée

² Dans le canton de Genève, une partie des impôts des personnes physiques est attribuée à la commune dans laquelle elles travaillent.

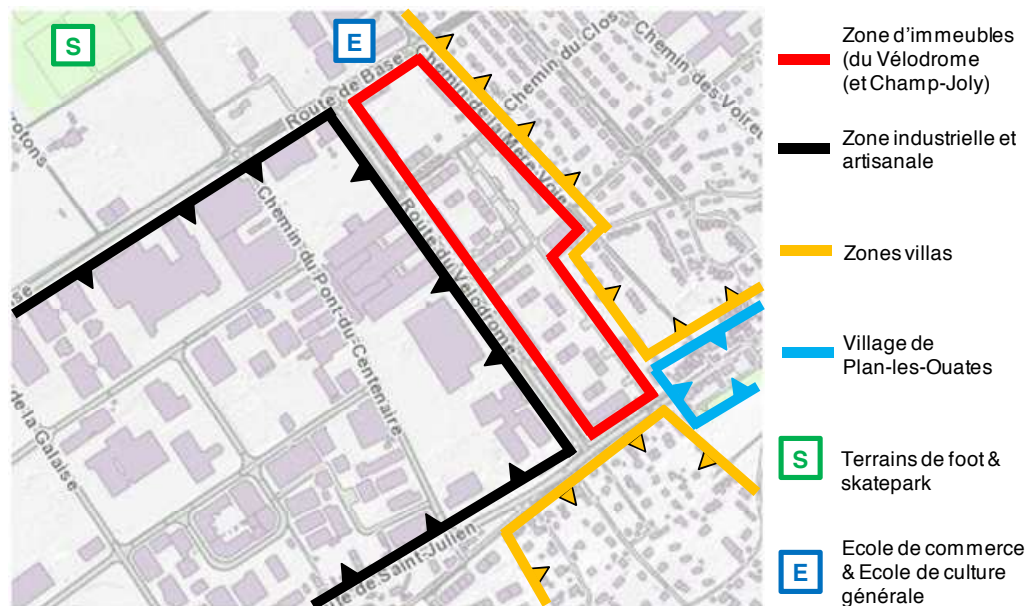
comme plutôt riche et l'exercice financier 2009 de la commune s'est soldé sur un excédent de revenus de plus de huit millions de francs (Office cantonal de la statistique, OCSTAT).

L'intégration d'une nouvelle population – logée dans des appartements subventionnés, moins favorisée en termes de revenus, et comportant une part importante d'étrangers et d'enfants – au sein d'une commune originellement rurale, comportant une part élevée de maisons individuelles (habitées par des personnes plutôt âgées) et dont les habitants sont plutôt aisés et helvétiques interroge. Cette question n'est pas intégrée à ce travail de bachelor. Il est cependant important de souligner que la qualité de cette intégration peut influencer la dynamique relationnelle des habitants des appartements HBM de Champ-Joly. Une mauvaise intégration au sein de la commune pourrait par exemple engendrer de la part des locataires de logements subventionnés un effet de repli sur le quartier, voire sur les immeubles de résidence. Les logements sociaux de Champ-Joly n'ont cependant pas été les premiers construits sur la commune de Plan-les-Ouates, d'autres l'ont été plusieurs années auparavant. Ceci peut atténuer d'éventuelles difficultés d'intégration des habitants des HBM de Champ-Joly au sein de la commune

5.2.2 Le quartier du Vélodrome, un espace relativement clos

Le quartier du Vélodrome est situé entre la zone industrielle et artisanale de Plan-les-Ouates (ZIPLO) et la zone villas des Voirets (à l'est). Au sud, le quartier du Vélodrome est bordé d'une autre zone villas (de l'autre côté de la route de Saint-Julien). Un complexe scolaire (Ecole de commerce et Ecole de culture générale) et la route de Base délimitent la partie nord du quartier. Derrière ces bâtiments scolaires figurent des terrains agricoles. Le quartier du Vélodrome, essentiellement composé d'immeubles, est ainsi clairement délimité par des routes et par des constructions de type différent.

Figure 4. Implantation du quartier du Vélodrome



Source : plan SITG pris le 7.02.2012 sur le site Système d'Information du Territoire Genevois, section Guichets cartographiques – Aménagement : <http://etat.geneve.ch/geoportail/geodat/>

Cette implantation particulière du quartier du Vélodrome l'isole géographiquement des autres immeubles de la commune, situés notamment au sud-est du village de Plan-les-Ouates (immeubles du chemin de Vers et du Pré-du-Camp) et au sud de la ZIPLO. Sur le plan des relations sociales, cette fragmentation géographique touche également les élèves du secteur enfantin et primaire du quartier qui se rendent à l'école dans leur environnement immédiat, au contraire des élèves de la majorité des autres immeubles de Plan-les-Ouates. Or, comme on l'a

vu dans la partie théorique, les enfants facilitent les contacts entre parents voisins. Si cet effet produit par les enfants existe au sein du quartier Vélodrome, il ne peut être présent que dans une moindre mesure entre les parents habitant le quartier du Vélodrome et ceux résidant dans des immeubles localisés dans d'autres quartiers. Cet isolement, en tout cas potentiel, des habitants du Vélodrome est accentué par le voisinage des zones villas qui les entourent. Les résidents des villas cumulent en effet plusieurs facteurs présentés dans la théorie comme des freins aux relations de voisinage socialement mixtes : différence de revenus avec la plupart des habitants des immeubles du Vélodrome, ancienneté d'habitation bien plus importante avec comme corollaire une faible présence d'enfants due à un âge plus élevé des parents. Quelques témoignages corroborent le peu de contacts existants entre les habitants des villas et ceux des immeubles du Vélodrome. L'objet des contacts réside plutôt dans les nuisances liées aux bruits, mal vécues par certains habitants des villas bordant le quartier du Vélodrome. Une question que ce travail de bachelor ne permet pas d'éclaircir est l'effet de l'isolement du quartier du Vélodrome sur les relations de voisinage qui y sont vécues.

Conscientes de l'isolement géographique du quartier du Vélodrome, les autorités communales ont aménagé un chemin piétonnier, le Mail, qui traverse le quartier et permet de rejoindre, à l'écart de la circulation routière, le village de Plan-les-Ouates. L'accès aux institutions communales, aux commerces et aux espaces verts situés dans la zone du village est ainsi facilité.

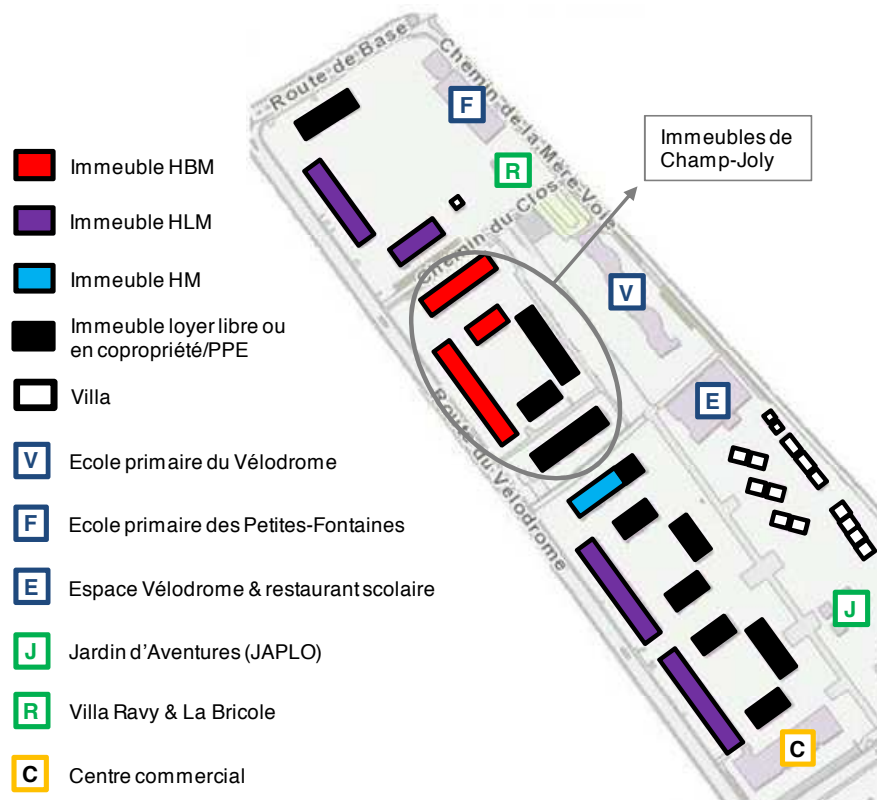
5.2.3 Ancienneté et types des logements du quartier du Vélodrome

Le quartier du Vélodrome est essentiellement constitué d'immeubles. Quinze maisons individuelles sont situées dans l'espace géographique du quartier et sont incorporées à la zone villas des Voirets sur le plan de l'aménagement du territoire.

Le quartier comporte plusieurs groupes d'immeubles qui se distinguent les uns des autres par leur architecture et par leur disposition autour d'une cour centrale propre à chacun. Les périodes de construction sont différentes. L'ensemble d'immeubles le plus ancien, adossé au centre commercial, date des années 1999-2000. Les immeubles de Champ-Joly ont été livrés à leurs locataires entre fin 2003 et début 2004 alors que le groupe d'immeubles localisé au nord-ouest du quartier, les Petites-Fontaines, l'a été en 2007. Les derniers immeubles bâtis datent de 2010. Onze ans se sont écoulés entre la fin de la construction des premiers et des derniers immeubles du Vélodrome. Il est possible que ce facteur de durée d'établissement dans le quartier influe sur les relations de voisinage internes au quartier. Une habitante de Champ-Joly a en tout cas relevé que les habitants du premier ensemble d'immeubles construit n'ont pas ou peu de relations avec ceux des autres groupes d'immeubles. Ce peu de relations ne devrait pas être lié à un effet de mixité sociale puisque cet ensemble comporte des logements subventionnés et d'autres soumis au régime du libre marché, comme les autres ensembles du quartier.

Il est intéressant de se pencher sur cet aspect de la mixité des types de logement au sein d'un même ensemble d'immeubles. Les immeubles du Vélodrome ont été construits sur des terrains agricoles déclassés en zone de développement à la fin des années quatre-vingt. Si, dans ce cas de figure, la Loi générale sur les zones de développement contraint à construire des logements subventionnés, comme nous l'avons vu dans le chapitre « Domaine bâti et mixité sociale à Genève » (chapitre 2.1.3), elle ne contient aucune spécification sur la façon de combiner les logements subventionnés et ceux du marché libre. Les immeubles en loyer libre ou en copropriété/PPE auraient ainsi pu être regroupés dans une même partie du quartier dans le but de limiter la proximité avec les immeubles subventionnés. Le fait que la disposition choisie consiste à mélanger au sein d'un même ensemble d'immeubles des logements subventionnés et d'autres du marché libre (figure 5) dénote une volonté politique de mixités sociale et spatiale plutôt qu'une logique de ségrégations sociale et spatiale à l'échelle du quartier.

Figure 5. Mixité des types de logement et aménités du quartier du Vélodrome



Source : plan SITG pris le 7.02.2012 sur le site Système d'Information du Territoire Genevois, section Guichets cartographiques – Aménagement : <http://etat.geneve.ch/geoportail/geodat/>

L'observation de la carte du quartier (figure 5) montre cependant une forme de discrimination entre les logements subventionnés et ceux du marché libre. Les immeubles subventionnés sont en effet placés le long des routes (route du Vélodrome et chemin du Clos) alors que ceux du marché libre sont préservés des nuisances routières, à l'exception de l'immeuble situé le long de la route de Base. Par contre, il ne ressort de l'observation extérieure des ensembles d'immeubles aucune discrimination d'ordre architectural. La hauteur des immeubles du quartier et le nombre de niveaux qu'ils comportent sont similaires. Tous les logements ont des balcons, sauf aux rez-de-chaussée.

5.2.4 Présentation des logements de Champ-Joly

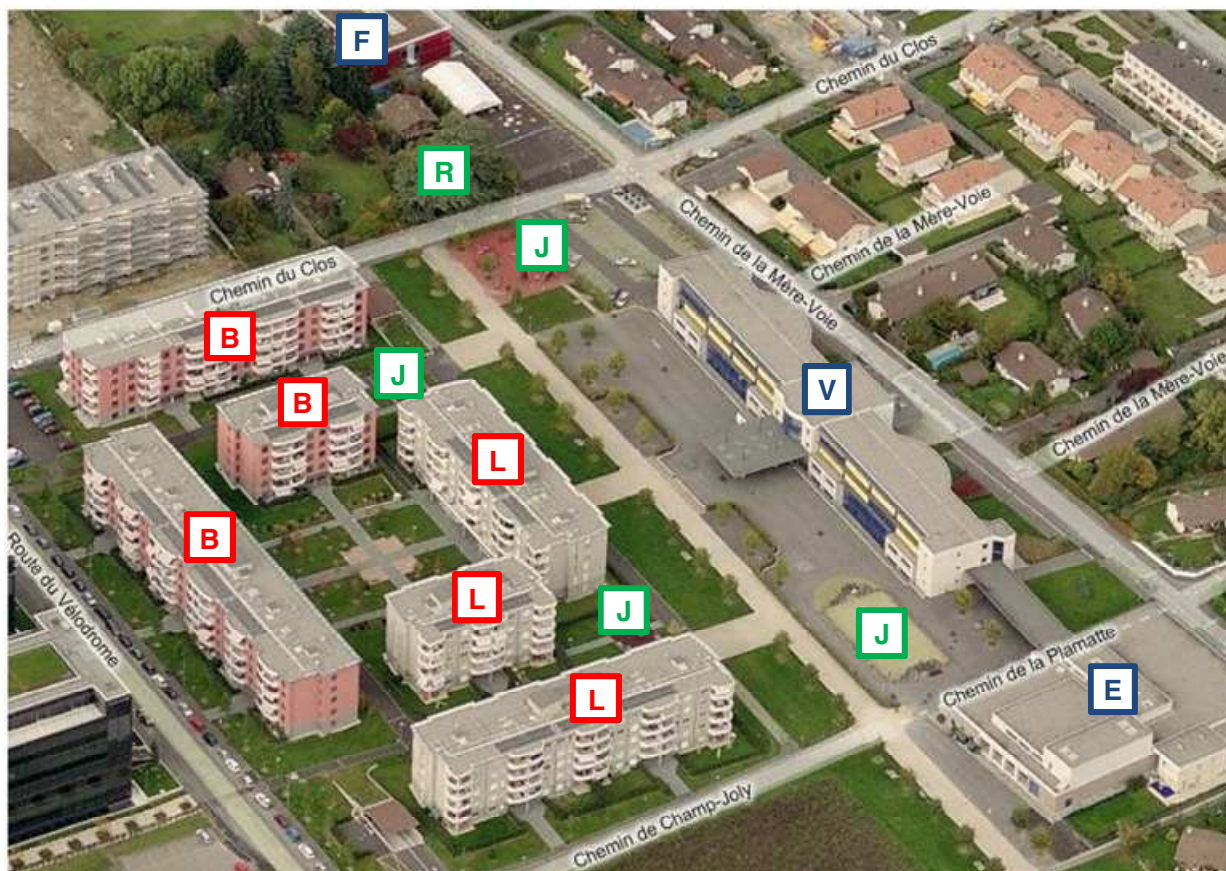
L'ensemble de Champ-Joly est constitué de 113 appartements HBM répartis dans trois corps d'immeubles et de 88 appartements à loyers libres (également répartis dans trois corps d'immeubles). 56% des logements de l'ensemble sont donc subventionnés. La taille des appartements HBM correspond avant tout au besoin des familles : onze 6 pièces, cinquante-deux 5 pièces, quarante-deux 4 pièces et huit 3 pièces. Les appartements à loyers libres sont aussi avant tout destinés aux familles. La Fondation immobilière de droit public Emma Kammacher, propriétaire des HBM, annonce environ 400 habitants dans ses appartements. Le propriétaire, la régie immobilière et le concierge des logements HBM ne sont pas les mêmes que ceux des appartements du marché libre.

Les six immeubles ont une architecture et une qualité de construction similaires. Les finitions des appartements à loyers libres sont toutefois de meilleure qualité que celles des HBM. Un autre élément de distinction est la couleur rose et grise du crêpi des façades des immeubles HBM alors que celles des logements en marché libre n'ont pas été peintes.

Tous les appartements de Champ-Joly sont traversants. D'un côté figurent la cuisine (partiellement ouverte sur le coin à manger) et le salon, alors que la plupart des chambres sont

situées à l'opposé. Chaque appartement comporte un balcon, sauf ceux situés au rez-de-chaussée qui ont un petit jardin.

Figure 6. L'ensemble d'immeubles de Champ-Joly et les aménités proches



Source : photo récupérée le 7.02.12 du site Bing de Microsoft : <http://www.bing.com/maps>

Echelle: 25 m

- B Immeubles HBM de Champ-Joly
- L Immeubles loyers libres de Champ-Joly
- J Places de jeux
- R Villa Ravy & La Bricole

- V Ecole primaire du Vélodrome
- F Ecole primaire des Petites-Fontaines
- E Espace Vélodrome & restaurant scolaire

5.2.5 Les espaces intermédiaires de l'ensemble d'immeubles de Champ-Joly

Les espaces intermédiaires, considérés comme semi-publics ou semi-privés, sont utilisés communément par les habitants d'un immeuble ou d'un ensemble d'immeubles, sans offrir d'intimité, contrairement aux appartements. Ces espaces jouent un rôle important dans la qualité des relations de voisinage. D'une part, ils font office de lieux de contacts et peuvent ainsi faciliter l'établissement progressif de relations « positives » plus ou moins actives et approfondies entre voisins, des simples salutations à des conversations plus ou moins personnelles notamment. D'autre part, ils peuvent susciter des relations conflictuelles liées à des nuisances, par exemple à propos de leur propreté. Le recensement et la description des espaces intermédiaires de Champ-Joly figurent ci-dessous. Les résultats et analyses de la fréquentation effective de certains d'entre eux par les habitants des HBM figurent dans le chapitre « Espaces intermédiaires, occasions de contact et sentiments de sécurité » (chapitre 6.1.3).

Les immeubles ont cinq niveaux. Dans chaque allée d'immeuble (à l'exception d'une), il y a deux appartements par étage, sauf au rez-de-chaussée qui n'en comporte qu'un. Il y a donc neuf appartements par allée, sauf une allée qui en abrite 14. Le relativement petit nombre d'appartements par allée ne permet pas d'y croiser un grand nombre de voisins, mais d'un autre côté la tendance à l'anonymat qui peut caractériser les grands immeubles est moindre. La cage d'escalier et l'ascenseur sont les espaces intermédiaires les plus proches des appartements. Chacune des douze allées des immeubles HBM possède sa propre entrée, sa propre cage d'escalier et son propre ascenseur. Les cages d'escalier et les couloirs d'entrée des rez-de-chaussée permettant l'accès aux ascenseurs et aux escaliers sont de petites dimensions et n'offrent de la place qu'à environ trois ou quatre voisins pour y tenir une conversation. Dans le sous-sol figurent les caves, les locaux à déchets, les buanderies et le parking souterrain. Ce sont des lieux où l'on peut croiser des voisins, y compris ceux de l'allée d'à côté, mais ils ne sont pas agréables pour y développer des échanges, au contraire des espaces intermédiaires extérieurs.

Chaque corps d'immeuble est traversé par un à trois couloirs « ouverts » (figure 7) qui permettent d'accéder à la place centrale de l'ensemble d'immeubles de Champ-Joly, à l'école du Vélodrome et aux différentes dessertes voisines.

Figure 7. Un terrain de jeux pour enfants lorsqu'il pleut



Source : enquête Champ-Joly, 2010, © Christophe Amos

Dans chacun de ces couloirs « ouverts » sont situées deux entrées d'immeubles (ou deux allées) et leurs boîtes aux lettres. A l'abri des intempéries et relativement spacieux, ces couloirs sont plutôt favorables pour échanger avec des voisins et ils se transforment parfois en place de jeux lorsqu'il fait mauvais temps.

Les nombreuses possibilités de cheminer au sein de l'ensemble d'immeubles, la place centrale et les deux petites places de jeux qu'il comporte présentent aussi des occasions de rencontres entre voisins. Ces opportunités sont cependant restreintes par le fait que la place centrale est interdite aux jeux des enfants (pour ne pas nuire à la tranquillité du voisinage) et que l'équipement des deux petites places de jeux attenantes aux immeubles ne sont pas très attractifs en comparaison de celle située entre l'école du Vélodrome et la Villa Ravy (figure 6). Les occasions de croiser des voisins ne se limitent pas aux espaces intermédiaires. Les aménités et le tissu associatif qu'offrent le quartier et la commune apportent également des occasions de contacts. La suite du chapitre présente cette offre notamment.

Figure 8. La place centrale de Champ-Joly



Source : enquête Champ-Joly, 2010, © Christophe Amos

5.2.6 Aménités, associations et actions sociales dans le quartier et la commune

Les aménités de proximité, l'offre d'activités organisées par les associations ainsi que certaines actions sociales qui se déroulent dans le quartier et la commune concourent au bien-être dans l'habitat et peuvent ainsi favoriser l'ancrage local d'une partie des habitants. Le terme « aménités », choisi par Pattaroni, Thomas & Kaufmann (2009), évoque une agréabilité, au contraire de son synonyme, les commodités, qui relève du seul aspect pratique des équipements de proximité. De la sorte, ces auteurs mettent en avant l'importance du caractère agréable d'un quartier. En ce qui concerne les relations entre voisins, ils spécifient que les aménités de proximité (écoles, places de jeux, commerces, cafés, restaurants, etc.) « (...) favorisent les rencontres fortuites (...) » (Pattaroni, Thomas & Kaufmann, 2009, p. 63), permettant de faire peu à peu connaissance et d'approfondir progressivement les relations. Le rôle important que jouent les aménités de proximité dans l'établissement de relations est également relevé par Rose & Iankova (2005) dans les contextes spécifiques de mixité sociale et ethnique. Elles soulignent, en se référant à différents auteurs (Germain, 1998, Simon, 1992, Carrasco, Rose & Charbonneau, 1999, Henning & Liedberg, 1996, Kleit, 2001, cités dans Rose & Iankova, 2005, p. 136), que les rencontres fortuites et routinières entre habitants socialement et ethniquement différents, occasions de contacts superficiels, non compromettants et non intimidants, aident les uns et les autres à surmonter leurs préjugés.

Après avoir rappelé ces quelques enjeux relatifs aux aménités de proximité et aux activités qu'offre un quartier, la suite de ce chapitre décrit une partie des infrastructures et des activités existantes du Vélodrome et de la commune de Plan-les-Ouates, avec parfois un regard porté sur leurs fréquentations.

Susceptible d'intéresser avant tout les adultes, un centre commercial est situé à la limite sud du quartier, rapidement accessible à pied depuis les immeubles de Champ-Joly (figure 5). Il comprend un supermarché relativement grand, un kiosque, une banque et une cafétéria. Il inclut également une diversité de prestations en matière de santé et de bien-être : médecine traditionnelle, naturelle et dentaire, physiothérapie, psychothérapie, fitness et coiffure. Un pédiatre est par ailleurs installé dans l'un des immeubles de Champ-Joly.

Les cafés et restaurants proches sont plutôt situés dans le village de Plan-les-Ouates (cinq établissements), même si d'autres sont localisés dans la zone industrielle et artisanale. La Bricole est le lieu de restauration le proche de Champ-Joly (figure 6). Une petite restauration y est proposée et les tables sont disposées dans le jardin de la Villa Ravy (figure 9). Cet établissement de plein-air est ouvert d'avril à octobre, lorsque la météo le permet. Il est notamment apprécié par certaines mères qui, de là, peuvent surveiller leurs enfants jouant sur la place de jeux située en face (figure 9).

Figure 9. Villa Ravy et La Bricole & place de jeux principale



Source : module OASIS 2010-2011, Haute Ecole de Travail Social de Genève, © Janina Hoffmann



Source : module OASIS 2010-2011, Haute Ecole de Travail Social de Genève, © Janina Hoffmann

Cette place de jeux est la principale du quartier pour les jeunes enfants. Des bancs et des tables permettent aux mères qui surveillent leurs enfants de s'y installer et de bavarder. D'après une habitante, la plupart des mères présentes se regroupent en fonction de leurs racines nationales ou culturelles. Parfois, des regroupements offrant une certaine mixité se font pour une durée plus brève, notamment en fonction de l'appartenance des enfants à une même classe de l'école primaire. La cour de l'école du Vélodrome et son terrain de sport sont des lieux de jeux plutôt fréquentés par des enfants qui ont dépassé l'âge d'être surveillés par leurs parents. Les aménités du quartier destinées aux enfants comprennent également le Jardin d'aventures de Plan-les-Ouates (JAPLO, figure 5), géré par l'association du même nom, et la Villa Ravy (propriété de la commune) qui permet à l'association des habitants (Vélodrome Association de quartier, VAQ) de disposer de locaux dans lesquels des membres organisent notamment des activités pour enfants le mercredi après-midi. Si l'on se réfère à l'un des résultats de l'enquête de Pattaroni, Thomas & Kaufmann (2009, p. 25), le quartier du Vélodrome doit plaire aux familles de Champ-Joly puisque ces différents lieux destinés aux enfants, de même que les

écoles primaires du Vélodrome et des Petites-Fontaines, ainsi que le parascolaire, peuvent être atteints sans traverser de routes. Les enfants même relativement jeunes peuvent ainsi se rendre seuls à l'école ou se déplacer à leur guise d'un espace de jeux à l'autre. Parmi les bémols relevés par des habitants figurent le manque d'ombre sur les places de jeux en été et la crèche qui se situe de l'autre côté du village. Ce dernier point a été amélioré puisqu'une crèche a ouvert ses portes dans le quartier en janvier 2011, soit après que les questionnaires de ce travail de bachelor aient été remplis.

D'autres espaces de loisirs sont situés à l'extérieur du quartier du Vélodrome. Les terrains de foot et un skatepark existent dans la zone des Cherpines (cf. figure 4). Entre le quartier du Vélodrome et le village se trouvent une place de jeux pour enfants et le Chalet à Nico attenant, lieu qui propose de la petite restauration en plein-air. En hiver, le Chalet à Nico se déplace à côté de la patinoire temporaire installée à proximité de la mairie. Le Locados, centre de rencontre destiné aux adolescents et géré par la Fondation genevoise pour l'animation socioculturelle (FASe), est aussi localisé au centre du village, tout comme La Julienne (Maison des arts et de la culture).

Les associations proposent diverses activités, terreaux potentiellement fertiles pour nouer et développer les relations entre les habitants qui y prennent part. Le développement de relations conviviales entre les habitants est l'un des buts de la VAQ (Vélodrome Association de Quartier) qui organise à ce titre des manifestations dans le quartier : Chasse à l'œuf à Pâques, Apéros-grillades en été, Raclette-Party en hiver (cf. chapitre 6.2.4 pour les résultats de la fréquentation de ces manifestations). L'Association des Intérêts de Plan-les-Ouates s'adresse à l'ensemble des habitants de la commune lorsqu'elle organise Le rallye des pommes (parcours de jeux à travers la commune) et une journée Vide-grenier. Des manifestations comme la Fête de la musique ou le festival de La Cour des contes peuvent également réunir une large part de la population. Plan-les-Ouates comporte en outre de nombreuses associations qui proposent des activités liées à des loisirs spécifiques : large palette en matière de sport et de bien-être (du football au yoga), musique, danse et théâtre, etc. D'autres associations relèvent des traditions rurales et communales : Le Feuillu, l'Union des dames paysannes, la musique municipale, les samaritains, etc. Ce tissu associatif est soutenu à des degrés divers par les autorités communales, de la mise à disposition de locaux (Villa Ravy, salles au sous-sol des écoles du Vélodrome et des Petites-Fontaines, salle de gym et Espace Vélodrome en ce qui concerne le quartier du Vélodrome) à des subventions.

Par différents projets, le Service de l'action sociale et de la jeunesse de Plan-les-Ouates promeut la prévention et l'intégration sociale. Durant quelques étés, ce service a par exemple mis à la disposition des habitants du quartier du Vélodrome une grande tente, des tables et des bancs (cf. chapitre 6.2.4 pour les résultats de fréquentation par les habitants des HBM de Champ-Joly). Les cours de français Appren'TISSAGE, destinés avant tout aux étrangers, visent aussi le développement de liens sociaux entre personnes aux racines diverses. Comme dans les cas de nombreuses autres actions pilotées par le Service de l'action sociale et de la jeunesse, ces cours n'existeraient pas sans le travail essentiel de bénévoles motivés par les rencontres et des valeurs d'intégration sociale et de solidarité. Une grande partie des activités du Service de l'action sociale et de la jeunesse est destinée aux jeunes : loisirs (locaux de musique, activités pendant les vacances scolaires « En vacances, dans mon quartier ! »), insertion socioprofessionnelle (soutien de recherches de stages, d'emploi, ou de formation) et emplois jeunes (petits travaux pour le compte de l'administration communale ou d'associations, notamment dans le cadre de manifestations). Un travailleur social hors mur (TSHM) employé par la FASe complète le dispositif communal à l'égard de la jeunesse. Une aide sociale individuelle (orientation, recherche de fonds privés, soutien à la rédaction de documents administratifs, etc.) est proposée aux adultes par le Service de l'action sociale et de la jeunesse de Plan-les-Ouates. La prévention et la promotion de la santé sont prises en charge par l'antenne

de la Fondation des services d'aides et de soins à domicile (FASD), située à proximité du village. Les services de cette antenne comprennent diverses aides aux familles et aux personnes, des consultations parents-enfants et des soins à domicile notamment. Ce bref aperçu montre que le territoire de Plan-les-Ouates comporte les prestations sociales et de santé généralement offertes dans les communes de même taille. Un projet de « Maison de quartier » est par ailleurs à l'étude.

Les aménités de proximité et les manifestations festives proposées dans le quartier du Vélodrome et la commune de Plan-les-Ouates montrent qu'il existe potentiellement de multiples occasions de contacts superficiels, non compromettants et non intimidants entre les habitants. Emanant du tissu associatif ou du Service de l'action sociale et de la jeunesse, l'offre importante d'activités de loisirs liés à des domaines d'intérêts particuliers (comme le sport ou la musique) permet de nouer des relations plus approfondies entre les habitants qui y prennent part. Il faut cependant souligner que bon nombre d'aménités de proximité et d'activités de loisirs concernent avant tout les enfants et les adolescents et par extension leurs familles. Par ailleurs, le quartier et la commune ne comportent pas de commerces, d'associations ou de clubs de rencontre spécifiques à des communautés culturelles, au contraire de certains quartiers de la ville de Genève ou de communes urbaines plus importantes.

Si le quartier et la commune ne couvrent (forcément) pas toute l'étendue des besoins des habitants liés à la diversité de leurs modes de vie, en termes d'infrastructures commerciales de culture et de loisirs notamment, ce territoire permet à ceux qui le souhaitent un ancrage de proximité pour bon nombre de leurs activités quotidiennes. Depuis le quartier du Vélodrome, accéder au cosmopolitisme de l'agglomération genevoise est relativement aisé grâce aux infrastructures de transport. L'autoroute de contournement et des axes routiers principaux connectent très bien le quartier à l'agglomération genevoise et au centre-ville. La qualité de la desserte des transports publics est un aspect pratique important pour les habitants qui ne possèdent pas de voiture, les adolescents notamment (Pattaroni, Thomas & Kaufmann, 2009, p. 25). Le centre-ville de Genève est atteint en 25-30 minutes en transport public (un changement de ligne est nécessaire), soit une qualité moyenne de desserte. L'un des résultats de la recherche menée par les auteurs précités est que « les familles dans leur majorité recherchent un logement localisé dans un environnement paisible et pratique où prédominent des qualités sensibles et fonctionnelles (espace vert, calme, accessibilité en transport public, proximité des écoles et des commerces). » (Pattaroni, Thomas & Kaufmann, 2009, p. 24). En se référant à ce résultat, on peut estimer que l'ensemble d'immeubles de Champ-Joly est un lieu d'habitation plutôt pratique et agréable, en tout cas par les familles.

5.3 Choix et présentation du questionnaire

Comme déjà indiqué, le questionnaire a été la méthode choisie pour l'enquête. Elle est adéquate pour un objet de recherche comme celui de la présente étude, portant sur « la connaissance d'une population en tant que telle : ses conditions et ses modes de vie, ses comportements, ses valeurs ou ses opinions » (Quivy & Van Campenhoudt, 1995, p. 191). Cette méthode permet de toucher un plus grand nombre de personnes que les méthodes d'observation directe ou d'entretien et donc d'atteindre une meilleure représentativité de la population étudiée. Par des questions « fermées », elle permet également le recueil de données systématiques sur un certain nombre de thèmes et de questions précises. Par contre, l'enquête par questionnaire ne permet pas d'obtenir des informations aussi approfondies que dans les entretiens. Questionnaire et entretiens étant complémentaires, il faudrait idéalement les utiliser en parallèle. Cependant, le travail nécessaire dépasserait largement le cadre d'un travail de bachelor.

5.3.1 Conception du questionnaire « Vivre dans le quartier du Vélodrome »

La base du questionnaire de recherche « Vivre dans le quartier du Vélodrome » a été reprise du premier questionnaire « Vivre à la Tambourine » (Battaglini, Christe, Chuard & Wicht, 2008) utilisé pour le monitoring sociologique « Programme de logements d'utilité publique : opération pilote HBM 199 Tambourine sur la mixité sociale » réalisé par ces mêmes auteurs. Plusieurs questions ont été incorporées à l'identique dans le questionnaire « Vivre dans le quartier du Vélodrome ». D'autres ont été modifiées dans leur formulation ou dans leur présentation ; elles ont été simplifiées ou au contraire détaillées pour mieux correspondre à la problématique.

Des adaptations ont aussi été nécessaires pour tenir compte des particularités du quartier du Vélodrome et de l'ensemble d'immeubles de Champ-Joly. Elles reposent en particulier sur des entretiens avec le responsable technique de la régie gérant les immeubles HBM, avec le concierge et avec une habitante, coprésidente de l'association d'habitants « Vélodrome Association de Quartier » (VAQ). Ces informations ont complété des visites du quartier et des consultations de sites Internet. Elles ont permis d'incorporer dans le questionnaire des éléments comme la participation à des activités proposées par l'association d'habitants « Vélodrome Association de Quartier » ou des comportements relevés par le concierge, qui transgressent le règlement d'immeuble ou les conventions liées aux relations de bon voisinage, notamment sur les plans de la propreté et des lieux où peuvent jouer les enfants.

Onze questions liées spécifiquement aux questions de recherche et aux hypothèses de ce travail de bachelor ont été créées et incorporées dans le questionnaire « Vivre dans le quartier du Vélodrome ». Sur ces onze questions, cinq ont été reprises dans le deuxième questionnaire « Vivre à la Tambourine » (2010).

Avant distribution, le questionnaire a été testé auprès de quatre habitants. Le concierge a facilité cette démarche en servant d'intermédiaire. Ces tests ont permis de constater que le questionnaire était suffisamment compréhensible. Ils ont par contre soulevé la question du temps de remplissage. En effet, une personne qui maîtrisait bien le français et les techniques de remplissage de questionnaire a mis 35 minutes pour le remplir, alors que d'autres personnes, moins bien armées, ont mis une cinquantaine de minutes. Après discussion avec Etienne Christe, directeur de ce travail de bachelor, décision a été prise de ne pas raccourcir le questionnaire. L'éventail d'informations récoltées a été privilégié, au risque que certains habitants ne remplissent pas ou ne remplissent que partiellement ce questionnaire plutôt long.

5.3.2 Contenu du questionnaire

Le questionnaire commence par des consignes spécifiant qu'il est confidentiel et anonyme (cf. Annexe 1). On y précise également qu'il n'y a pas de « bonnes » ou de « mauvaises » réponses, l'opinion de chacun étant seule importante. Ces points visent à ce que les interviewés s'expriment le plus librement possible. Il comprend sept parties :

- A. *Qui vit régulièrement dans votre appartement ?* L'objectif est de déterminer la composition du ménage, adultes et enfants.
- B. *Quelques informations sur votre personne.* Il s'agit de relever les caractéristiques socio-démographiques, socio-professionnelles et économiques usuelles, dont la possession d'automobiles par le ménage et les moyens de transport pour se rendre au travail.
- C. *La décision de venir habiter à la rue du Vélodrome / chemin du Clos.* Raisons d'avoir quitté l'appartement précédent, déjà subventionné ou non, et d'avoir choisi l'actuel, ainsi que date d'arrivée dans ce dernier.
- D. *Les habitudes de votre ménage.* Essentiellement maîtrise du français par la personne répondante et les autres membres du ménage.

- E. *Vous et le voisinage*. Attentes par rapport aux autres locataires, règlement d'immeuble et rapport aux nuisances, sentiment de sécurité dans la zone d'habitation, occasions, fréquence et nature de contacts avec eux, participation à des manifestations collectives et associations, entraide, invitations et partages d'activités, caractéristiques des amis et connaissances, souhait d'avoir davantage de contacts.
- F. *Votre niveau de satisfaction et vos attentes*. Organisation de l'immeuble, satisfaction quant à l'immeuble et à l'appartement, rapports à la mixité sociale dans le quartier, attentes par rapport au concierge et surveillance des lieux.
- G. *Quelques questions complémentaires*. Caractéristiques du cercle d'amis, définition du « voisin », caractéristiques des personnes du quartier avec lesquelles les contacts sont les plus fréquents, perspectives d'avenir quant au logement et à la situation professionnelle et familiale ou privée.

Des explications plus détaillées sur le contenu de chacune de ces parties figurent dans l'annexe A1.

5.4 Population enquêtée et démarche de terrain

Comme indiqué précédemment, la population cible de l'enquête de terrain est constituée par les habitants adultes des immeubles HBM de Champ-Joly. L'objectif était d'atteindre tous les adultes des ménages. Il peut s'agir de conjoints ou de concubins, mais également, par exemple, d'une tante ou d'un des grands-parents résidant dans l'appartement. Lorsqu'un ménage ne comporte pas de deuxième adulte, le second questionnaire pouvait potentiellement être rempli le cas échéant par un des enfants du ménage âgé de plus de 20 ans.

Ce principe de distribution du questionnaire est identique à celui adopté pour le monitoring sociologique «Programme de logements d'utilité publique : opération pilote HBM 199 Tambourine sur la mixité sociale » (Battaglini, Christe, Chuard & Wicht, 2011) afin de d'avoir des données comparables. Pour éviter d'alourdir un travail déjà important, le questionnaire n'a pas été distribué aux résidents des immeubles en loyers libres de Champ-Joly. Ce sont donc uniquement les opinions, attitudes et comportements d'habitants adultes des appartements HBM qui sont étudiés.

5.4.1 Processus de distribution du questionnaire

Afin de maximiser les retours, les questionnaires ont été remis et repris en main propre dans chaque ménage. Ces opérations se sont déroulées entre le 18 janvier et le 22 février 2010. Plusieurs passages ont été nécessaires pour la plupart des ménages pour pouvoir donner le questionnaire en main propre et le reprendre une fois complété.

L'étude elle-même et la distribution des questionnaires ont été annoncées dans une lettre du propriétaire, la Fondation HBM Emma Kammacher. Ce courrier précisait que l'étude fait partie d'un dispositif de recherche plus vaste mené par la Haute école de travail social de Genève, englobant d'autres immeubles de la fondation et visant à évaluer la qualité de vie dans les immeubles et la cohabitation entre locataires. Un accent particulier a été mis sur le caractère indépendant et anonyme de la recherche. La lettre a été mise dans toutes les boîtes à lettres des logements sociaux de Champ-Joly quatre jours avant le début de l'enquête de terrain. Ce courrier d'introduction s'est avéré fort utile. Une grande majorité des locataires avaient lu cette lettre avant de recevoir le questionnaire, ce qui épargné de longues explications et des justifications. L'implication du propriétaire a probablement motivé bon nombre d'habitants à participer à l'enquête.

C'est sans doute pour cette raison que seules quatre personnes ont déclaré lors de la remise du questionnaire qu'elles ne voulaient pas le remplir, faute de temps. Au total, seuls sept

habitants ont explicitement refusé de le faire. De plus, douze habitants n'avaient pas rempli le questionnaire au moment de mettre un terme à la collecte des questionnaires, alors qu'ils avaient affirmé à plusieurs reprises qu'ils allaient le faire. Ils ont finalement reçu une lettre avec une enveloppe timbrée pour remplir le questionnaire à leur convenance et le retourner par voie postale, mais aucun ne l'a fait.

A leur demande, j'ai aidé trois habitants à compléter le questionnaire, car leurs connaissances de français n'étaient pas suffisantes. Contrairement à d'autres résidents, ces personnes ne bénéficiaient pas d'un soutien dans leur famille, de la part de proches ou de voisins pour les aider.

L'accueil lors de la remise et de la reprise du questionnaire a été le plus souvent bon. Quelques locataires invitaient à boire un verre, alors que quelques autres se sont montrés plus méfiants et ont à peine entrouvert leur porte. Très peu de personnes ont demandé des précisions supplémentaires sur l'étude ou ont fait des commentaires oraux. L'un des habitants s'est montré réticent à remplir le questionnaire parce qu'à ses yeux les études n'aboutissent jamais à des améliorations concrètes (mais il l'a finalement quand même fait). Un autre a fait part d'un conflit avec son voisin de palier. Un des destinataires du questionnaire a insisté sur l'importance d'entretenir de bonnes relations de voisinage et de participer à la vie du quartier. A l'opposé, un locataire a affirmé qu'il évitait autant que possible d'avoir des relations avec ses voisins. Une personne à la retraite a dit se sentir un peu seule. Une ressortissante helvétique a expliqué qu'il n'avait pas été évident pour elle de s'adapter à la grande diversité de nationalités présentes dans les immeubles et au petit nombre de Suisses qui y résident. Plusieurs locataires se sont plaints du chauffage insuffisant et des problèmes d'isolation thermique du bâtiment, alors qu'à l'extérieur un grand froid sévissait, renforcé par la bise et les chutes de neige.

Dans ce processus comme dans la rédaction du rapport de recherche, la dimension éthique est une préoccupation constante. L'anonymat des personnes qui ont rempli le questionnaire doit être préservé, en évitant que les résultats publiés permettent d'identifier des personnes ayant des caractéristiques spécifiques. Pour les quelques entretiens réalisés, les personnes concernées ont donné l'autorisation de les citer. Dans la distribution des questionnaires, l'écoute est restée passive afin d'éviter d'être pris dans des conflits de voisinage ou avec la régie. La liberté de remplir le questionnaire a été sauvegardée, même si bien sûr tout a été mis en œuvre pour obtenir le taux de réponse le plus élevé possible. Chaque répondant a été aussi autorisé à ne pas répondre à des questions qu'il jugerait trop indiscretes.

5.4.2 Statistique de distribution et de retour des questionnaires

Selon la définition de la population enquêtée exposée plus haut, 185 personnes auraient dû remplir un questionnaire, dont quatre enfants de plus de 20 ans (cf. tableau de distribution des questionnaires, annexe A2). Comme un seul a été rempli par un enfant et s'est révélé inexploitable, on ne traite plus que les adultes, soit 181. Sur ce total, 176 ont pu être effectivement atteints. Cinq ne pouvaient pas être interrogée (absence de longue durée ou en train d'emménager et encore sans contacts avec les voisins), sept ont d'emblée refusé de remplir un questionnaire. Ce sont donc 164 questionnaires qui ont été déposés dans les ménages, dont 23 n'ont pas pu être récupérés (refus de remplir, questionnaires non retournés pas poste comme c'était promis), et 7 se sont révélés inexploitable (qualité de remplissage insuffisante). Ce sont donc finalement 134 questionnaires qui peuvent être exploitées, soit les 72.4% de la population visée. Ce taux peut être considéré comme très élevé, surtout si on ajoute que le 82.3% des ménages ont rempli au moins un questionnaire exploitable³. Ces pourcentages élevés sont

³ Un questionnaire a été déclaré inexploitable quand le nombre de questions sans réponse était trop élevé. Parmi ceux qui ont été retenus, beaucoup présentaient aussi des lacunes de remplissage, mais plus rares.

certainement dus au mode de distribution adopté pour le questionnaire : remettre et reprendre les questionnaires en main propre dans chaque ménage. Plusieurs passages auprès de la plupart des ménages ont été nécessaires, tant pour pouvoir donner le questionnaire que pour pouvoir le reprendre une fois complété. La lettre adressée aux habitants par le propriétaire des immeubles (la Fondation HBM Emma Kammacher) a certainement joué aussi un rôle positif, notamment en limitant le nombre de refus.

Les taux de réponses des questionnaires qui devaient être remplis par le « 2^e adulte » des ménages sont nettement inférieurs à ceux qui concernent le « 1^{er} adulte » (respectivement environ 60% vs 80%). Cette différence s'explique entre autres parce que la personne rencontrée dans le ménage a souvent estimé qu'un seul questionnaire suffisait, le conjoint ayant semble-t-il les mêmes opinions. En général, les arguments pour convaincre la deuxième personne de remplir également un questionnaire n'ont pas porté.

Le fait que seuls sept questionnaires remplis par des adultes aient dû être considérés comme inexploitable (env. 5% des questionnaires récupérés) indique que les répondants se sont donné beaucoup de peine, malgré le temps nécessaire et les éventuelles limites dans la maîtrise du français. Le grand nombre de remarques et de commentaires faits en fin de questionnaire (près d'une personne sur quatre) va dans le même sens.

5.4.3 Saisie et contrôle des données

Les données ont été saisies informatiquement à l'aide du logiciel libre EpiData⁴. Des contrôles ont permis de supprimer les questionnaires insuffisamment remplis pour être exploitables (cf. plus haut). Plusieurs contrôles de fiabilité des réponses ont été effectués. Lorsque deux questionnaires avaient été remplis dans un même ménage, les réponses concernant les données du ménage (p. ex. âges des enfants, revenu du ménage, etc.) ont été comparées. Si l'un des répondants avait omis certaines informations, elles ont été introduites en utilisant les réponses de l'autre personne du ménage. Dans les cas où des réponses étaient contradictoires (p. ex. estimations différentes des revenus du ménage), aucune correction n'a été apportée.

Un autre type de vérification a porté sur la cohérence de certaines réponses. A titre d'exemple, il a été vérifié que les personnes ayant répondu que leurs enfants vont chez des voisins ont effectivement des enfants. Si cela n'était pas le cas, la réponse a été corrigée et libellée comme erronée. Un autre genre de contrôle a consisté à vérifier que les réponses « ouvertes » ne pouvaient pas figurer comme réponses dans les items « fermés » proposés, comme l'illustre l'exemple suivant. Une personne écrit sous forme de réponse « ouverte » qu'elle a quitté son ancien appartement car il était trop exigü alors qu'elle aurait pu simplement cocher l'item « logement trop petit ». Dans ce cas, la correction apportée est d'ajouter comme réponse « logement trop petit ».

Au total, plus d'une trentaine de contrôles ayant pour but de vérifier et de corriger la cohérence des informations ont été effectués. Ces contrôles ont relevé une relativement bonne fiabilité des réponses, puisqu'il n'a fallu procéder qu'à un maximum d'une dizaine de corrections pour une même question soit au plus 7.5% d'erreurs).

Enfin, quelques personnes ont parfois coché entre deux réponses proposées parce qu'elles étaient indécises (p. ex. une croix mise entre « rarement » et « jamais »). Pour chacune des questions concernées par ce problème, une systématique a été déterminée afin de corriger cela tout en cherchant à préserver le sens et le poids des réponses apportées. Par exemple, si deux habitants avaient répondu à la même question par une croix entre « souvent » et « parfois », pour l'un la correction a consisté à mettre « souvent » et pour l'autre à mettre « parfois ».

⁴ J'ai reçu pour cela l'aide du directeur de mémoire, Etienne Christe, que je remercie pour ses appuis constants tout au long de mon travail de bachelor.

6. Résultats de recherche

Comme le montre la description du dispositif de recherche, l'enquête de terrain a permis de récolter 134 questionnaires exploitables (cf. chapitre 5.4.2, « Statistiques de distribution et de retour des questionnaires » et annexe A2). Par rapport à la population visée, ils représentent 72.4% des questionnaires distribués, et même 80.3% des ménages (cas où au moins un adulte a rempli le questionnaire dans chaque ménage). Le taux de réponse peut donc être considéré comme bon, voire très bon, et les résultats comme un reflet correct de la situation de l'ensemble des habitants des immeubles HBM de Champ-Joly. Si ce constat est positif, il n'évite pas que l'analyse des résultats est limitée par le nombre relativement petit de questionnaires remplis. Le plus souvent, elle devra se limiter à des tableaux croisés, présentés en général sous forme graphique pour plus de lisibilité.

Il est difficile de savoir si les questionnaires exploités ont été remplis correctement et sincèrement. Les analyses montrent toutefois que la très grande majorité des questionnaires ont été complètement remplis, alors que le temps nécessaire était important (au minimum 35 minutes). Le travail de vérification des questionnaires (réponses contradictoires, questions incomplètement remplies, non respect des consignes, etc.) n'a pas mis en exergue de nombreuses incohérences, et les questions restées sans réponse ne concernent le plus souvent que quelques cas. L'existence d'un remplissage formellement correct semble donc assurée. Il est plus difficile de savoir si les réponses sont sincères. En comparant les réponses des deux adultes d'un même ménage à des questions concernant ce ménage (comme enfants, revenu...), les différences se limitent à quelques cas au plus. C'est donc un signe plutôt favorable. On relèvera également, s'agissant de l'application à remplir le questionnaire, que 31 personnes sur 134 (soit 23%) ont pris la peine de mettre une remarque personnelle dans la zone réservée à cet effet à la fin du questionnaire. Dans leur très grande majorité, ces commentaires comprennent plusieurs lignes. Du point de vue du contenu, on y retrouve souvent des thèmes déjà abordés dans le questionnaire, comme si les personnes souhaitaient insister sur des points importants pour elles.

La présentation des résultats de recherche reprend globalement la structure de la problématique de recherche, elle-même inspirée d'un tour de littérature scientifique. Elle comprend donc une première partie consacrée au fait d'habiter des immeubles HBM et à certains thèmes liés à la mixité sociale, et une seconde sur les relations de voisinage dans un contexte de logement social.

La première partie commence par une description des répondants, qui constitue en même temps une description du public des logements subventionnés de Champ-Joly et permet de voir dans quelle mesure cette population résidant dans ces HBM est homogène. La suite reprend quelques-unes des thématiques tirées des théories et des discussions scientifiques portant sur la mixité sociale : la question de la maîtrise de la mobilité résidentielle des habitants tout d'abord, celle de l'usage qu'ils font de leur quartier ensuite, en fonction de l'utilisation des espaces communs et de certaines ressources qu'offre la commune, et finalement la question fondamentale, dans les approches théoriques, de la ségrégation ou de la mixité sociale comme facteur qui influence la qualité de la cohabitation.

La deuxième partie de l'analyse est consacrée aux relations de voisinage dans un contexte de logement social. Elle commence par une description des attentes et des réalités en termes de rapports entre voisins, ainsi que des rapports des habitants aux règles, règlements et nuisances. La suite des résultats reprend quelques thèmes tirés de la littérature scientifique autour des questions de relations de voisinage, entre contrôle et solidarité, de participation à des activités communautaires et de constitution de réseaux sociaux. Une synthèse des ces résultats doit permettre d'esquisser une sorte de typologie des voisins de Champ-Joly selon la quantité et la qualité des relations qu'ils entretiennent avec leur voisinage d'immeuble et de quartier, voire au-delà. Cette synthèse servira de base à un retour à un thème fondamental des politiques de mixité

sociale, à savoir l'intégration dans la société de groupes de population plus ou moins défavorisés.

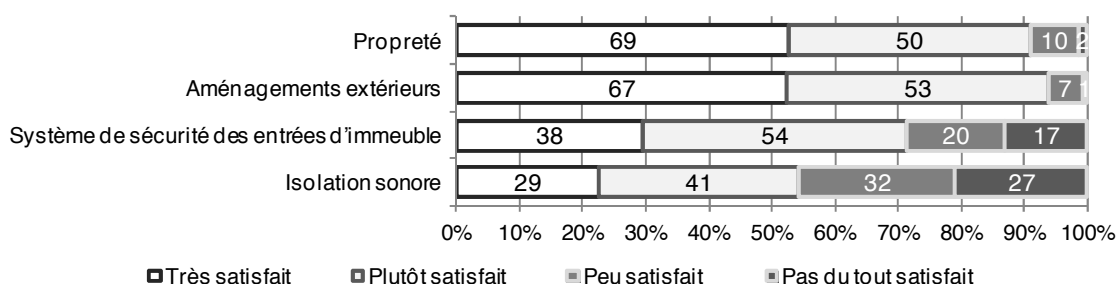
6.1 Habiter un ensemble HBM socialement mixte

Comme on l'a vu dans les chapitres précédents, le canton de Genève ne rencontre pas les problèmes de ségrégation spatiale, voire de ghettos à grande échelle qui marquent, par exemple, certaines banlieues françaises. Les grands objectifs d'intégration sociale et de lutte contre l'exclusion grâce à une politique de mixité sociale dans un même espace résidentiel ne sont donc pas explicitement posés à Genève. Même si la terminologie reprend parfois celle qui est utilisée en France, la politique du logement y est d'abord une politique de mise à disposition de logements à loyers modérés, passant par une maîtrise des coûts de construction et par un subventionnement des locataires et des immeubles.

Les standards de construction et de gestion ne sont pas pour autant sacrifiés sur l'autel des économies, en tout cas jusqu'au mois de novembre 2008, date à laquelle l'Etat a décidé de réduire les subventions à la pierre pour les HBM (cf. chapitre 2.1.3, « Domaine bâti et mixité sociale à Genève »). La grande majorité des habitants des immeubles HBM de Champ-Joly, construits avant novembre 2008, donne dans le cadre de l'enquête un avis positif sur ces questions.

En ce qui concerne l'immeuble (figure 10), la propreté et les aménagements extérieurs recueillent une très large majorité d'avis positifs, l'opinion contraire relevant presque de l'anecdote. Encore positifs en majorité, les avis sur la sécurité des entrées d'immeubles rencontrent plus d'un quart d'avis négatifs. Il faut signaler ici qu'une année avant l'enquête, les habitants ont été confrontés à une forte vague de cambriolages. C'est surtout l'isolation sonore qui fait problème aux yeux (aux oreilles...) des locataires, en tout cas de près d'un locataire sur deux. Cette insatisfaction se retrouve d'ailleurs dans certaines questions ouvertes et dans les remarques en fin de questionnaire. La partie consacrée aux règles et nuisances approfondira cet aspect, qui peut conditionner fortement les relations de voisinage.

Figure 10. Satisfaction quant à la qualité de l'immeuble (nombre de répondants)



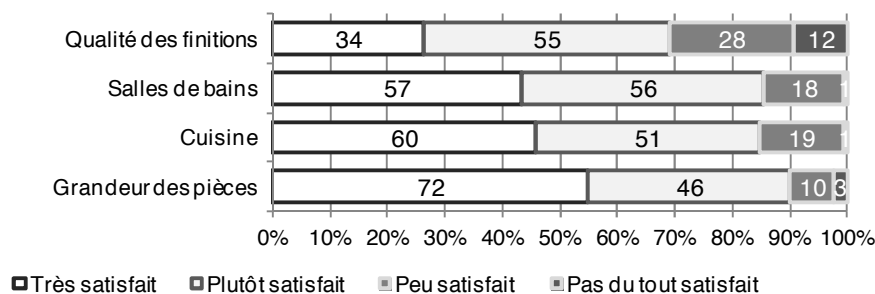
Source : enquête Champ-Joly, 2010, © Christophe Amos
tableau de la question 44 en annexe

Dans l'ensemble, ce haut degré de satisfaction se retrouve de façon encore plus marquée dans l'appréciation de la qualité de l'appartement lui-même (figure 11). La grandeur des pièces, la cuisine et les salles de bains recueillent 8 à 9 avis positifs sur 10, et même près d'un avis très positif sur deux. Les principales critiques sont adressées à la qualité des finitions. Une personne sur 10 n'en est pas du tout satisfaite, une personne sur cinq plutôt insatisfaite.

Il y a sans doute un lien entre l'isolation et la qualité des finitions, d'un côté, et les coûts de construction de l'autre. Des logements sociaux ne peuvent être proposés à des prix raisonnables par l'Etat, les promoteurs et les locataires qu'en économisant sur certains frais. Le prix du terrain est évidemment une première cause de prix de revient élevé ; les immeubles subventionnés se trouvent en général dans des zones de développement où ce prix peut être soustrait au marché libre et être ainsi contrôlé par l'Etat. La qualité des bâtiments comporte de

nombreux aspects. L'isolation représente probablement un surcoût élevé, car elle intervient à plusieurs étapes de la construction et dépend aussi de la qualité des matériaux utilisés. Quant aux finitions, on sait que les revêtements de sol et les carrelages, de même que les équipements ménagers, peuvent varier énormément en termes de niveau de prix. Selon le concierge des HBM de Champ-Joly, la construction des immeubles en loyer libre et celle des HBM est identique, à l'exception des finitions.

Figure 11. Satisfaction quant à la qualité de l'appartement (nombre de répondants)



Source : enquête Champ-Joly, 2010, © Christophe Amos
tableau de la question 45 en annexe

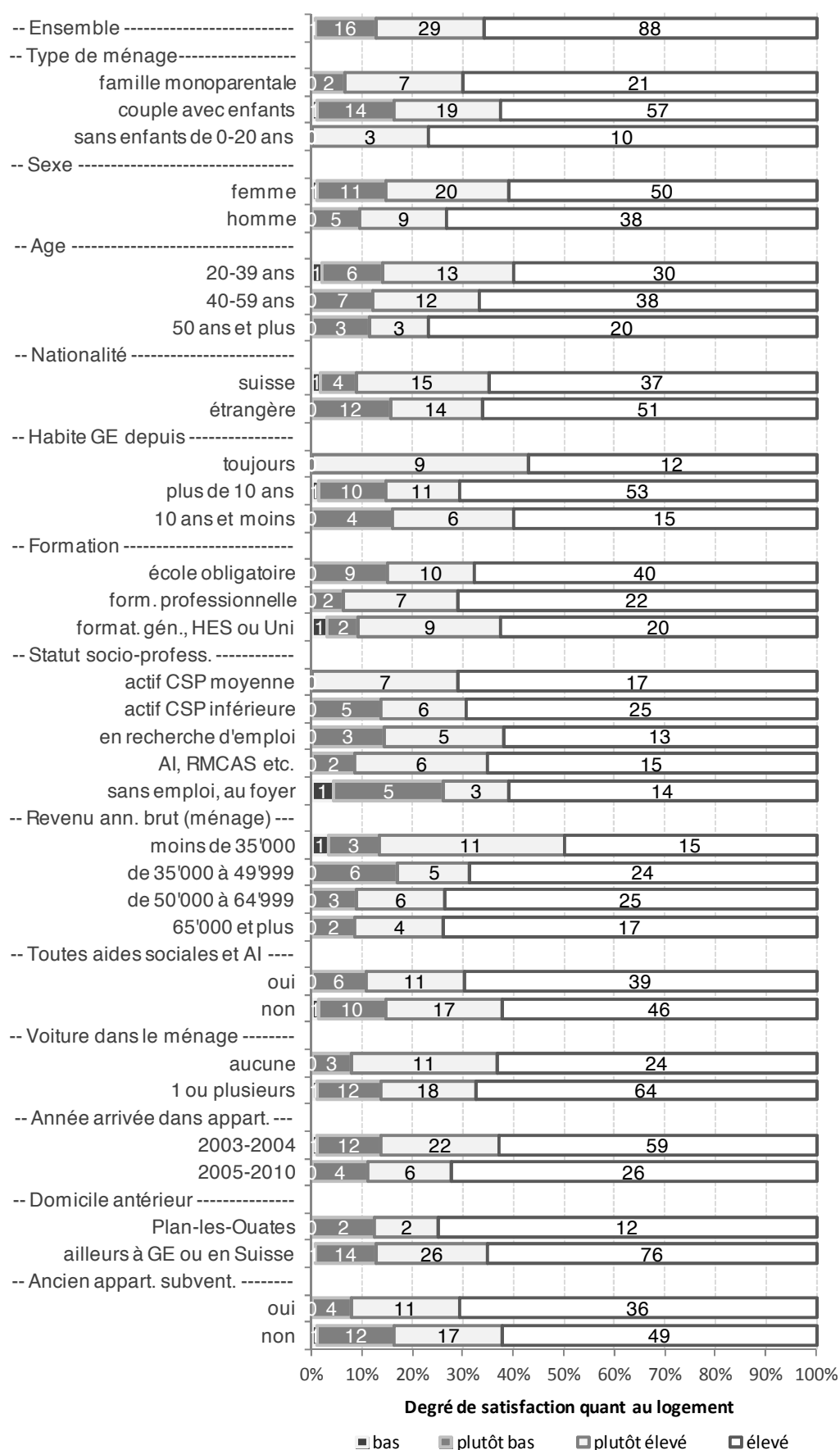
Il n'en reste pas moins que, face aux arbitrages délicats entre coûts et qualité, la fondation HBM qui a mis ces logements sur le marché a offert aux habitants des espaces de vie satisfaisants, voire très satisfaisants de leur point de vue. Pour ce qui concerne l'habitabilité et les relations de voisinage, on retiendra des éléments positifs, les aménagements extérieurs et la propreté, et des éléments négatifs, plus particulièrement la question de l'isolation sonore, mais aussi, dans les questions ouvertes et les remarques finales du questionnaire, l'isolation thermique et le chauffage. Les questionnaires ont été complétés par les habitants pendant une période de grand froid et plusieurs locataires se sont plaints également verbalement de la température dans les appartements.

Pratiquement les deux tiers des répondants⁵ s'estiment également satisfaits de l'organisation de l'immeuble (conciergerie, chauffage, locaux communes, etc.). Si personne ne pense qu'il y a beaucoup de problèmes, un répondant sur trois soulève l'existence de « quelques problèmes d'organisation » dans son immeuble. La place réservée dans le questionnaire pour une précision de ces problèmes est largement utilisée, par 39 personnes sur les 45 concernées. On y relève surtout des critiques déjà évoquées, notamment sur la qualité de la construction (chauffage, eau chaude, courants d'air), ainsi que quelques plaintes quant à la propreté de la buanderie et au respect des horaires réservés, ainsi que sur une utilisation inadéquate des locaux à poussettes.

Ces remarques critiques, si elles peuvent rendre désagréables certains aspects de la vie quotidienne, ne débouchent pas de façon importante sur des envies de départ. A la question de savoir si la personne enquêtée pense rester dans son logement actuel, 95 sur 134 se prononcent, 84 fois en disant s'imaginer rester « plutôt longtemps, ... pour plusieurs années », et 11 fois seulement pour affirmer au contraire que c'est pour « peu de temps... (car ayant) envie de trouver un autre logement ». Parmi ces dernières, c'est surtout le nombre de pièces qui fait problème, la qualité de l'immeuble, de l'appartement et des environs n'étant évoquée que rarement parmi les raisons d'insatisfaction demandées sous forme ouverte.

⁵ Cf. tableau de la question 43, annexe A4)

Figure 12. Indicateur de satisfaction quant aux conditions de logement (par répondant, effectifs)



Source : enquête Champ-Joly, 2010, © Christophe Amos

Cette satisfaction globalement élevée des conditions matérielles d'habitation dans les HBM de Champ-Joly se retrouve-t-elle chez tous les habitants, quelles que soit leurs caractéristiques personnelles ? Pour le vérifier sans présenter et commenter le détail les réponses de chaque personne, un indicateur a été développé⁶. Il prend en compte les réponses aux items des questions portant sur la qualité de l'immeuble (propreté, aménagements extérieurs, système de sécurité et insonorisation), sur celle de l'appartement occupé (grandeur des pièces, qualité des finitions, cuisine et salles de bains), sur l'existence de problèmes d'organisation de l'immeuble (pas, peu ou beaucoup) ainsi que sur le sentiment de sécurité dans différentes parties de l'habitat.

L'indicateur global de satisfaction quant au logement reflète bien le degré élevé qui a été constaté dans les réponses aux différentes questions. Près de 9 personnes sur 10 apparaissent ainsi satisfaites ou plutôt satisfaites, deux sur trois satisfaites. Par rapport à cette tendance générale, des différences, qui sont plutôt des nuances, apparaissent entre certains groupes d'habitants (cf. figure 12).

Les hommes sont un peu plus satisfaits que les femmes, et le niveau de satisfaction le plus élevé tend à augmenter avec l'âge, ce qui peut refléter en partie le fait que les hommes sont un peu plus âgés que les femmes. Tendanciellement, les personnes qui n'ont pas d'activité professionnelle effective semblent un peu moins satisfaites, peut-être parce qu'elles passent plus de temps sur place et développent donc un regard plus critique. Cette explication pourrait aussi contribuer à comprendre le niveau de satisfaction plus élevé des hommes.

Les personnes bénéficiant d'une aide sociale sont un peu plus souvent satisfaites que celles qui n'en bénéficient pas. On pourrait interpréter ce constat comme le résultat subjectif de la chance d'être logé dans un immeuble récent, dans un cadre agréable. Mais cette interprétation ne se vérifie pas dans les différences constatées selon le revenu (les plus bas semblent un peu plus critiques) ou l'existence d'un emploi, comme on vient de le voir. En revanche, les personnes qui bénéficiaient déjà d'une subvention dans leur logement précédent sont plus satisfaites que celles qui n'en bénéficiaient pas, ce qui va dans le même sens que le constat fait au début de ce paragraphe.

Les habitants les plus anciens sont un peu plus critiques que les personnes arrivées après les deux premières années, peut-être pour la raison déjà évoquée d'une plus grande familiarisation avec l'habitat, ou peut-être parce qu'ils peuvent constater un début de dégradation des immeubles et de leur environnement. Mais l'ensemble de ces différences constituent plutôt des nuances, qui ne modifient pas l'image globalement très positive que les habitants HBM de Champ-Joly ont de leurs conditions de logement.

6.1.1 Les habitants des logements sociaux de Champ-Joly

Par rapport aux logements d'utilité publique de la Tambourine déjà évoqués, les appartements HBM de Champ-Joly n'ont pas été octroyés dans le but d'atteindre une certaine forme de mixité sociale. A y regarder de plus près, les locataires de Champ-Joly présentent cependant bon nombre de caractéristiques qui donnent également à cette population une allure d'hétérogénéité.

Une première caractéristique des ménages va toutefois dans le sens d'une homogénéité forte ; c'est la présence massive d'enfants (figure 13). Sur 91 ménages, seuls 8 (moins d'un sur dix) ne compte pas d'enfants. Une autre caractéristique de ces ménages est la grande proportion de familles monoparentales (35 sur 91, soit environ quatre sur dix). Ces deux traits sont il est vrai assez caractéristiques des logements subventionnés du canton de Genève.

⁶ Indicateur de satisfaction quant au logement, présentation des indicateurs au début de l'annexe A5, définition du contenu de cet indicateur en annexe A5.1.

Figure 13. Type de ménages (effectifs des ménages)

Type de ménage	Nombre d'enfants					Total
	Aucun	1	2	3	4&+	
adulte seul	4	9	13	7	2	35
couple	4	2	25	21	4	56
Total	8	11	38	28	6	91

Source : enquête Champ-Joly, 2010, © Christophe Amos

Les couples se déclarent mariés dans leur très grande majorité (95 sur 98, cf. figure 14). Dans les familles monoparentales, ce sont comme on peut s'y attendre des personnes divorcées (18 sur 36) et séparées (11 sur 36) qui dominent nettement. Ces différences constituent un critère important d'hétérogénéité de la situation des adultes du ménage, entre trois quarts de familles biparentales et un quart de familles monoparentales.

Figure 14. Adultes dans le ménage et état civil des répondants (nombre de répondants)

Type de ménage	Etat civil					Total
	Célibataire	Marié(e)	Séparé(e)	Divorcé(e)	Veuf(ve)	
adulte seul	5	0	11	18	2	36
couple	2	95	0	1	0	98
Total	7	95	11	19	2	134

Source : enquête Champ-Joly, 2010, © Christophe Amos

La présence massive d'enfants mineurs indique déjà une certaine homogénéité en termes d'âge des habitants de Champ-Joly. C'est ce que vérifie la figure 15, qui montre qu'une centaine de personnes enquêtées sur les 133 qui ont répondu aux questions a entre 30 et 49 ans. On relèvera également qu'une majorité des répondants sont des femmes, qui constituent l'essentiel des adultes dans les familles monoparentales... et tendent également à répondre un peu plus souvent à des enquêtes que les hommes, ce qui se vérifie pour celle-ci.

Figure 15. Sexe et âge des répondants (% en lignes)

Age	Sexe		N=100%
	Femme	Homme	
20-29	83.3	16.7	6
30-39	77.3	22.7	44
40-49	54.4	45.6	57
50 et +	46.2	53.8	26
Total	61.7	38.3	133

Source : enquête Champ-Joly, 2010, © Christophe Amos

Classique dans la population, la représentation de logements HBM remplis d'immigrants récemment arrivés, aux origines « exotiques », ne se vérifie guère dans le cas de Champ-Joly (figure 16). Plus de 40% des locataires sont d'origine suisse⁷, et ils ne sont « que » un sur cinq à venir du Maghreb et d'Afrique noire. Un habitant sur cinq également est en Suisse depuis toujours. C'est quatre sur dix pour les habitants de nationalité suisse, ce qui signifie sans doute qu'une bonne partie a demandé et acquis la nationalité suisse. Au total, 85% environ des locataires sont en Suisse depuis au moins dix ans, et un seul est arrivé (d'Afrique) il y a moins de cinq ans. Ces différentes caractéristiques ne créent pas une population homogène du point de vue des origines, mais correspond plutôt au métissage habituel dans certains quartiers de

⁷ Parmi les 5 personnes déclarant une seconde nationalité, quatre donnent la Suisse comme première origine.

Genève, entre Suisses d'origine et migrants, naturalisés ou non, arrivés lors de différentes vagues migratoires.

Figure 16. Première nationalité et durée de présence en Suisse (par répondant, % en lignes)

Première nationalité	Habite la Suisse depuis...				Total=100%
	- de 5 ans	5-10 ans	+ de 10 ans	toujours	
Suisse	0.0	5.6	53.7	40.7	54
UE-25	0.0	4.0	80.0	16.0	25
Balkans	0.0	22.2	77.8	0.0	9
Amérique	0.0	40.0	60.0	0.0	5
Afrique	4.0	32.0	60.0	4.0	25
Asie	0.0	22.2	77.8	0.0	9
Total	0.6	11.2	50.2	16.7	127

Note : données plus détaillées dans l'annexe A4.

Source : enquête Champ-Joly, 2010, © Christophe Amos

La formation est un facteur important d'accès à l'emploi, d'évitement du chômage comme, plus généralement, d'intégration dans la société. Les locataires des logements HBM de Champ-Joly (cf. figure 17) se distinguent de ce point de vue de la population résidente genevoise par un taux plus élevé de personnes n'ayant accompli que l'école obligatoire (45%), surtout si on tient compte de leur âge⁸. La proportion d'adultes ayant atteint une haute école est de près de 20%, ce qui semble a priori élevé pour une population bénéficiaire de logements sociaux. Comme les réponses sont pré-formulées, il y a peut-être une surévaluation du niveau de formation, notamment lorsque la scolarité s'est déroulée à l'étranger, dans un système d'enseignement ayant une autre structure.

Figure 17. Niveau de formation selon le sexe (par répondant, % en colonnes)

Formation	Sexe		Total
	Femme	Homme	
École obligatoire	50.0	38.5	45.4
École de commerce, école de métiers, apprentissage	23.1	25.0	23.8
Ecole de culture générale	3.8	9.6	6.2
Maturité gymnasiale, maturité professionnelle	6.4	3.8	5.4
Haute école (HES, université)	10.3	17.3	13.1
Autre	6.4	5.8	6.2
Total	78	52	130

Source : enquête Champ-Joly, 2010, © Christophe Amos

En tout cas, cette proportion de locataires ayant fréquenté une haute école professionnelle ou universitaire ne se reflète pas dans les professions déclarées, ni dans la situation socio-professionnelle élaborée sur la base de la profession et de la situation professionnelle⁹ (figure 18). Cette situation tient compte tout d'abord du rapport à l'emploi (en emploi, en recherche d'emploi, à l'aide sociale ou sans emploi), subsidiairement de la catégorie socio-professionnelle (CSP) élaborée à partir de la profession et du statut dans la profession. Dans le cadre du logement social, il paraît en effet opportun de mettre en évidence la diversité des situations par rapport à l'emploi, tout en conservant une touche de différenciation en termes de profil socio-professionnel. Dans la CSP moyenne figurent essentiellement des personnes se déclarant

⁸ Cette proportion est de 21% pour les adultes habitant Genève selon l'enquête ALL, cf. Amos et al. (2006). *Relever les défis la société de l'information. Les compétences de base des adultes dans la vie quotidienne. Rapport genevois de l'enquête internationale ALL 2003*. Genève : Service de la recherche en éducation.

⁹ Les définitions du statut socio-professionnel et de la CSP figurent en annexe A3.

employées dans les secteurs du bureau et du commerce, comme dans la fonction publique au niveau de « col blanc ». Dans la CSP inférieure se trouvent à la fois les ouvriers, ainsi que le personnel peu ou pas qualifié des bureaux, du commerce, de la santé et du social.

Sur 124 personnes ayant donné les informations nécessaires à l'établissement de leur statut socio-professionnel et de leur formation, une sur cinq environ est en activité professionnelle à plein temps ou à temps partiel de niveau CSP moyenne, trois sur dix dans un emploi de niveau CSP inférieure, un peu moins d'une sur six en recherche d'emploi, une sur cinq est au bénéfice de l'AI ou d'une aide sociale comme le RMCAS, une sur cinq encore sans emploi (homme ou femme au foyer, à la retraite pour quelques rares cas).

Figure 18. Niveau de formation et statut socio-professionnel (par répondant, % en colonnes)

Statut socio-professionnel	Formation						Total
	Ecole obligatoire	Ecole de comm., apprentissage	Ecole de culture générale	Maturité gymn. ou prof.	Haute école (HES, université)	Autre	
Actif CSP moyenne	12.1	23.3	28.6	71.4	14.3	12.5	19.4
Actif CSP inférieure	31.0	43.3	14.3	0.0	14.3	25.0	29.0
En recherche d'emploi	17.2	10.0	14.3	0.0	28.6	12.5	15.3
Bénéficiaire aide sociale	17.2	13.3	42.9	14.3	7.1	37.5	17.7
Sans emploi, au foyer	22.4	10.0	0.0	14.3	35.7	12.5	18.5
Total = 100%	58	30	7	7	14	8	124

Source : enquête Champ-Joly, 2010, © Christophe Amos

Le rapport à l'emploi de la population HBM de Champ-Joly est donc plus souvent problématique que ce n'est le cas dans la population en général. Un habitant sur trois est au chômage ou au bénéfice d'une assurance ou d'une aide sociale, alors que ces situations concernent sans doute moins de 10% des adultes genevois. Il y a également davantage d'actifs de CSP inférieure par rapport à ceux de CSP moyenne que ce n'est le cas, par exemple, parmi les parents d'élèves de l'enseignement public genevois qui sont comparables du point de vue de l'âge¹⁰. Si le profil d'activité professionnelle des locataires est nettement défavorisé, il n'est cependant pas homogène. Un locataire sur deux est en cours d'emploi, un sur trois au chômage ou tributaire d'un soutien financier (AI, OCPA, Hospice général, Caritas, etc.).

Ces différences de situation, de même que l'existence de familles monoparentales et de ménages ayant deux adultes actifs, entraîne des différences de revenu importantes (figure 19). Un ménage sur quatre gagne moins de 35'000.- annuel (normalement un revenu brut, basé sur les salaires), plus d'un ménage sur deux moins de 50'000.-. Il s'agit de revenus plutôt bas pour un ménage avec enfants, même s'il est monoparental¹¹. La borne haute de cet intervalle doit correspondre à un revenu brut mensuel de 4'000.- par mois, et donc un revenu disponible aux alentours de 3'000-3'500.-. A l'opposé, seuls quelques ménages disposent de plus de 80'000.-, soit de plus de 6'500.- par mois¹².

¹⁰ Par rapport aux données du Service de la recherche en éducation du Département de l'Instruction Publique portant sur la scolarité obligatoire, on compte surtout moins d'enfants issus de la CSP moyenne, et aucun enfant de la CSP supérieure qui représente environ 20% des élèves du canton. Les comparaisons sont plus difficiles pour les personnes sans activité professionnelle, mais la proportion dans la population enquêtée à Champ-Joly est probablement de 3 à 4 fois supérieure (cf. Mémento statistique de l'éducation à Genève, édition 2011, Genève : Service de la recherche en éducation).

¹¹ Selon l'Office cantonal de la statistique, le salaire mensuel brut médian est de 6'775 francs dans les entreprises privées, pour 40 heures de travail. Cela représente un salaire individuel brut de 81'300 francs par année (site Internet de l'OCSTAT, consulté le 21 mai 2012 : http://www.ge.ch/statistique/domaines/03/03_04/aperçu.asp)

¹² Dans quelques cas, les chiffres donnés par les deux adultes vivant ensemble ne correspondent pas, mais la différence est en général d'une seule catégorie.

La figure 19 met en évidence un autre aspect de la diversité des situations économique et sociales. Un peu plus de quatre locataire sur dix déclarent bénéficier d'une aide sociale, la question précisant l'AI, l'OCPA (avance sur pensions alimentaires) ou les services sociaux tels que l'Hospice général, Caritas ou le Centre social protestant. Ce chiffre est bien sûr aussi sans commune mesure avec la situation dans la population genevoise adulte d'âge comparable.

Figure 19. Niveau de revenu et soutien financier (par répondant, % en lignes)

Soutien financier	Revenu du ménage					Total =100%
	moins de 35'000 CHF	de 35'000 à 49'999 CHF	de 50'000 à 64'999 CHF	de 65'000 à 79'999 CHF	80'000 CHF et plus	
oui	37.3	37.3	19.6	2.0	3.9	51
non	15.7	22.9	32.9	24.3	4.3	70
Total	24.8	28.9	27.3	14.9	4.1	121

Source : enquête Champ-Joly, 2010, © Christophe Amos

Un autre critère fréquent caractérisant les populations défavorisées, voire marginalisées, est la différence de langue. La question 22 du questionnaire aborde les langues « habituellement parlées » dans le ménage enquêté¹³. Les réponses ne sont sans doute pas entièrement représentatives des pratiques linguistiques des habitants HBM de Champ-Joly, puisque le questionnaire n'était proposé qu'en français. Compte-tenu du taux de réponse élevé, on peut toutefois admettre qu'une grande majorité peut communiquer en français. En effet, sur les 132 répondants ayant indiqué une première langue habituelle dans le ménage, 88 donnent le français ; mais 42 autres l'indiquent comme deuxième langue, ce qui fait un total d'au moins 130 personnes plus ou moins francophones. A noter encore que sur 127 répondants, 117 déclarent que tous les membres de leur ménage parlent couramment le français. L'obstacle linguistique à l'intégration ne se pose donc guère ; on peut y voir le reflet de la durée de présence en Suisse.

Les langues étrangères viennent loin derrière le français. On retrouve parmi elles la grande variété qui est habituelle à Genève. Le portugais vient en second, avec 22 mentions en 1^{ère}, 2^{ème} ou 3^{ème} langue. De façon très groupée autour de 10 mentions, on trouve dans l'ordre l'albanais, l'anglais, l'espagnol et l'italien. L'allemand est pratiquement inexistant (2 mentions), alors que diverses langues d'Asie, du Moyen-Orient et d'Afrique sont mentionnées au total 54 fois. Si le français semble à l'évidence être suffisamment répandu pour que la langue ne soit qu'exceptionnellement un obstacle aux relations de voisinage, le quartier n'en doit pas moins ressembler, à certains moments, dans les familles, dans les espaces intermédiaires, à une petite tour de Babel.

6.1.2 Habiter à Champ-Joly : usage de proximité et maîtrise de la mobilité

Les différents aspects de la vie quotidienne sont de moins en moins concentrés dans un seul lieu. En particulier, le lieu de domicile et le lieu de travail sont le plus souvent distants, voire très distants l'un de l'autre. Mais cette dispersion des lieux d'activité concerne aussi les achats (le centre commercial plutôt que les boutiques de quartier) et les loisirs (cafés, cinémas, piscine par exemple). La partie théorique et la problématique de ce travail ont présenté et discuté cet aspect ; on ne rappellera ici que la formule de Viry, Kaufmann, & Widmer (2009, p. 91), « Habiter n'est plus synonyme de résider ». Plus globalement, les relations sociales tendent aussi à se disperser spatialement, et, chez les pendulaires, à devenir virtuelles.

Qu'en est-il des habitants des HBM de Champ-Joly ? Un premier indicateur du rapport au quartier de domicile est l'ancienneté de la présence, dont le tour de la littérature scientifique a

¹³ Tableau dans l'annexe A4.

montré l'importance dans les rapports entre résidents et dans la définition et le contrôle de normes implicites de cohabitation. Les immeubles ont été occupés dès 2003. La grande majorité des locataires occupent leur logement depuis cette époque¹⁴ : 94 sur 130 (soit 72%) personnes ayant répondu à cette question habitent le même appartement depuis 2003 (67) ou 2004 (27). On compte ensuite une dizaine d'arrivées par année entre 2005 et 2007, et 4 en 2008 et en 2009 ou au début de 2010. Autrement dit, et c'est une caractéristique des nouveaux ensembles résidentiels à leur début, une majorité des habitants sont en quelque sorte « contemporains » en termes d'ancienneté de présence. C'est encore un peu plus vrai si on relève que cinq déclarent que leur domicile antérieur était dans un autre appartement du même immeuble¹⁵.

Les raisons de quitter son ancien appartement ou d'avoir choisi l'appartement actuel donnent aussi quelques indications sur le rapport au quartier¹⁶. La plupart des raisons pour lesquelles l'appartement précédent a été quitté sont liées à la « taille » (au nombre de pièces) ou, ce qui revient au même, au changement de la situation familiale (sans doute mariage, divorce, naissance). Le prix du loyer entre aussi parfois en ligne de compte. Sur 216 raisons évoquées, un petit nombre seulement concerne le rapport au quartier : trop loin de la place de travail (5 fois), disponibilité d'écoles pour les enfants (3 fois), bruit ou pollution ou trafic routier (10 fois), manque d'espaces verts (6 fois). En somme, la plupart des recherches d'un nouvel appartement relèvent d'une contrainte, difficile à maîtriser dans le cadre de la crise permanente du logement qui existe à Genève et d'un faible revenu. Cette réalité est confirmée par l'absence fréquente d'alternative au moment du « choix » : 24 sur 129 réponses (soit 18%)¹⁷.

Les raisons indiquées pour avoir choisi l'appartement actuel mettent en revanche davantage l'accent sur le rapport au quartier¹⁸. Sur 295 motifs indiqués, 66 invoquent un quartier adapté aux enfants, 14 la proximité du lieu de travail ou de formation, 12 la possibilité de rester dans le même quartier. On compte donc, pour la moitié au moins des répondants, un ou plusieurs arguments indiquant au moins le souhait d'un rapport de proximité au quartier. Il concerne majoritairement les enfants, en particulier leur scolarisation. Le quartier du Vélodrome, avec ses écoles à proximité atteignables sans passer par des rues à grande circulation, les immeubles de Champ-Joly et leurs espaces verts représentent un cadre favorable pour les familles avec enfants, soit l'essentiel des ménages des immeubles HBM de Champ-Joly.

La possession d'une voiture permet une mobilité individuelle ou familiale facilitée ; selon les circonstances, elle facilite ce rapport plus cosmopolite à la ville évoqué par Authier (2005, p. 215) et Dansereau & Germain (2002, cité dans Authier, 2005, p. 217). Parmi les 133 répondants, 38 (soit un peu plus du quart) disent que leur ménage ne possède pas de voiture. Il y en a rarement (6 seulement) deux ou plus¹⁹. Ce dernier point est sans doute en relation avec les ressources économiques en général bien limitées des personnes enquêtées.

La proximité du lieu de travail a été évoquée quelques fois comme raison de quitter le logement précédent ou comme raison de choisir le nouveau, nous venons de le voir. Cette proximité n'est pas (plus) dans les sociétés actuelles un argument important. C'est aussi vrai pour les résidents de Champ-Joly, malgré la proximité d'une vaste zone industrielle. Seules 10 personnes sur 91 déclarant avoir un emploi se rendent à leur travail à pied, et 4 en vélo²⁰. La

¹⁴ Cf. tableau des réponses à la question 16, annexe A4.

¹⁵ Cf. tableau des réponses à la question 17, annexe A4.

¹⁶ Cf. résultats des questions 19 à 21, annexe A4.

¹⁷ Cf. tableau des réponses à la question 20, annexe A4.

¹⁸ Cf. tableau des réponses à la question 21, annexe A4.

¹⁹ Cf. tableau des réponses à la question 14, annexe A4.

²⁰ Cf. tableau des réponses à la question 15, annexe A4. Il y a plus de personnes se déclarant en emploi que de personnes effectivement actives – les autres se réfèrent peut-être à d'autres moments de leur vie professionnelle.

grande majorité utilise soit la voiture (la sienne presque toujours, dans 29 cas), soit les transports publics (36 cas). On compte encore 4 utilisateurs de deux-roues.

D'autres dimensions du rapport de proximité au quartier seront analysées plus en détail dans le cadre des relations de voisinage. Mais il nous a paru intéressant d'essayer de ramener la diversité des aspects du rapport au quartier à un indicateur les combinant dans une valeur unique. Pour l'essentiel, l'usage du quartier, entre cosmopolitisme de la vie urbaine et espace de proximité, est évoqué dans une vingtaine de réponses pré-codées ou d'items contenus dans dix questions du questionnaire²¹. Ils portent sur l'engagement dans la vie de quartier, la participation à des activités du quartier et de la commune, la fréquence des contacts avec des voisins dans les commerces et cafés-restaurants de la commune, les attentes par rapport au concierge en termes de vie de quartier, les lieux où habitent les amis ou encore l'absence de contacts dans le quartier.

Les résultats sont représentés sous forme graphique (figure 20). Dans l'ensemble, les personnes enquêtées entretiennent un rapport de type cosmopolite avec le quartier du Vélodrome et, plus globalement, avec la commune de Plan-les-Ouates. C'est le cas de 7 personnes sur 10, les trois autres ayant un rapport de proximité, presque toujours modéré. Ce résultat global n'est pas surprenant dans le contexte de l'enquête. Malgré les infrastructures et les commodités à disposition, ni le quartier ni la commune ne peuvent être comparés aux quartiers du centre-ville ou aux communes suburbaines d'une grande agglomération. Les habitants des HBM de Champ-Joly ont par ailleurs au maximum dix ans de présence, pour une minorité moins ou sensiblement moins ; ils ont donc vécu une partie de leur vie à un autre endroit, et y ont noué des relations. La grande majorité de ceux qui ont un emploi travaillent sans doute dans une entreprise située hors de la commune. Enfin, comme les analyses ultérieures le montreront, les réseaux sociaux des enquêtés sont surtout formé de connaissances et de la famille, répartis dans tout le canton.

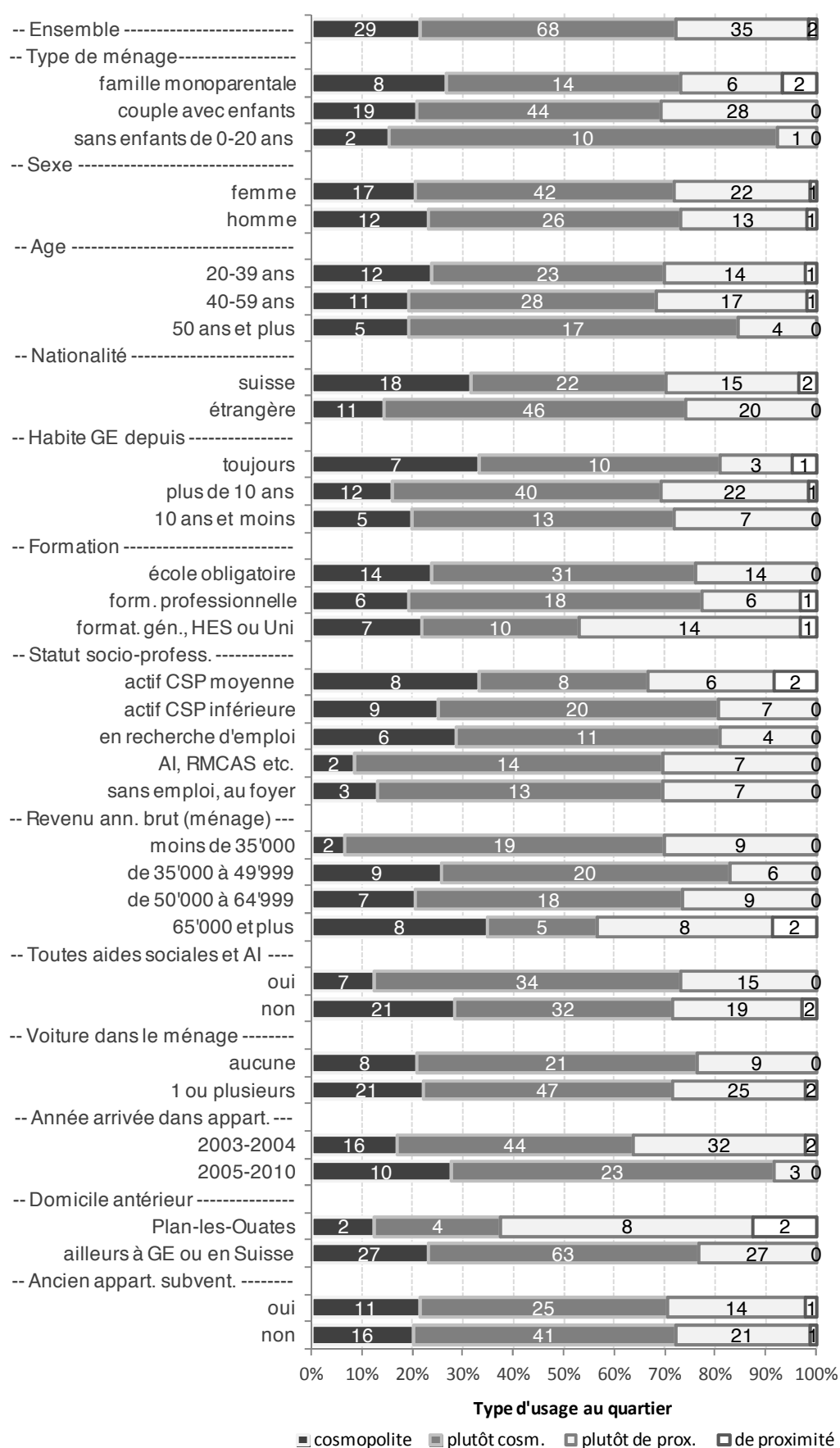
Ces tendances générales ont toutefois des accents différents selon les groupes de personnes. Pour la moitié des caractéristiques personnelles analysées, il n'y a pratiquement pas de différence dans le rapport à l'usage du quartier : sexe, âge, formation, revenu du ménage et appartement précédent déjà subventionné. Pour l'autre moitié, des différences apparaissent, suffisamment importantes ou régulièrement étagées pour pouvoir être interprétées.

Le type de ménage influence surtout l'existence d'un rapport très cosmopolite au quartier. Cette plus grande ouverture vers l'extérieur diminue ainsi en passant des familles monoparentales (près d'une fois sur quatre) aux familles biparentales (environ une fois sur cinq). Cette différence peut s'expliquer par une ouverture tendancielle plus forte sur l'extérieur des femmes (en général) élevant seules leurs enfants, notamment en raison de l'activité professionnelle. On constate une différence encore plus forte selon la nationalité, les personnes de nationalité suisse ayant plus souvent (dans près du tiers des cas) un usage « très » cosmopolite du quartier que celles qui ont une nationalité étrangère. Ici également, cette différence pourrait tenir à des relations professionnelles, sociales et familiales plus fortes en dehors du quartier. Cette hypothèse est vérifiée de façon directe pour d'autres caractéristiques marquant une différence dans l'usage du quartier : les personnes actives ou en recherche d'emploi ont un rapport 2 à 3 fois plus fréquemment « très » cosmopolite que celles qui bénéficient d'une forme ou d'une autre d'aide sociale²².

²¹ Indicateur d'usage du quartier, présentation des indicateurs au début de l'annexe A5, définition du contenu de cet indicateur en annexe A5.2.

²² Le rôle de l'aide sociale se vérifie aussi bien lorsqu'elle détermine le statut socio-professionnel que dans le cas où d'autres types d'aide sont également pris en compte (catégorie « Toutes aides sociales et AI »).

Figure 20. Indicateur d'usage du quartier : cosmopolitisme ou proximité (par répondant, effectifs)



Source : enquête Champ-Joly, 2010, © Christophe Amos

L'enracinement dans le quartier tend à se développer avec le temps. On constate ainsi qu'un rapport « très » cosmopolite au quartier est près de deux fois plus fréquent parmi les personnes qui ne sont pas dans les immeubles depuis leur mise à disposition, en 2003 ou 2004. De façon comparable (même si les effectifs sont très petits...), les personnes qui résidaient déjà à Plan-les-Ouates avant d'habiter Champ-Joly ont dans l'ensemble un rapport de proximité plus prononcé que celles qui habitaient ailleurs dans le canton ou en Suisse. A l'inverse, on aurait pu s'attendre à ce qu'une plus longue présence dans le canton favorise une diversification spatiale des réseaux de relations et donc une plus grande tendance à l'ouverture sur le cosmopolitisme de la ville, mais ce n'est pas le cas.

L'usage du quartier varie donc selon quelques caractéristiques personnelles, sans doute liées aux nécessités ou aux occasions de contacts avec l'extérieur. Ces caractéristiques ne peuvent pas être simplement interprétées en termes de groupes socialement ou culturellement désavantagés. Les différences interprétables concernent d'ailleurs surtout l'orientation la plus cosmopolite du rapport au quartier, le rapport de proximité montrant peu de différences interprétables. Autrement dit, le rapport au quartier est bien davantage marqué par le degré d'ouverture sur l'extérieur que par une position de repli, voire de relégation ou d'enfermement dans le quartier.

Cette conclusion plutôt positive se retrouve, à un degré moindre, dans la maîtrise de la mobilité résidentielle, autre thème important présenté dans le tour de la littérature scientifique et dans la problématique. Dans la perspective générale des politiques de mixité sociale, la relégation sociale et spatiale menace les familles et les individus connaissant un processus de paupérisation ou de marginalisation. Elle se concrétise par une perte de maîtrise de la mobilité résidentielle, s'achevant dans des quartiers défavorisés, souvent accompagnée d'une grande difficulté, pour ne pas dire, d'une impossibilité à en sortir.

Dans le cadre de l'enquête de terrain, quelques questions permettent de saisir les raisons ayant conduit les locataires des logements HBM à quitter leur logement antérieur et à occuper l'actuel ; certaines de ces raisons peuvent correspondre à une difficulté de maîtriser sa mobilité résidentielle. Les enquêtés ont également pu préciser s'ils disposaient d'alternatives au moment de choisir leur appartement actuel. A cette identification d'un élément important du passé, le questionnaire ajoute deux brèves questions sur la tonalité de l'année à venir aux plans professionnel d'un côté, personnel et familial de l'autre. Sans correspondre bien sûr à l'anticipation d'effets, les réponses indiquent tout de même l'existence d'un risque de mobilité non voulue qui pourrait découler d'une dégradation des conditions de vie professionnelle et privée.

Même si la population des HBM de Champ-Joly compte de nombreux ressortissants étrangers, nous avons déjà pu constater qu'ils n'appartiennent pas aux vagues les plus récentes d'immigration (cf. figure 21). On ne compte en fait qu'une personne ayant répondu être en Suisse depuis moins de cinq ans. Le nombre est naturellement un peu plus élevé pour la présence à Genève depuis moins de cinq ans, 4, et nettement plus élevée pour la présence dans la commune de Plan-les-Ouates, tout en ne concernant encore qu'un peu plus de 20% de l'ensemble des répondants. Il y a donc une forte stabilité résidentielle à l'échelle du canton.

Néanmoins, toutes ces personnes ont vécu au cours des cinq ou six années précédant l'enquête le déménagement les ayant amenées à Champ-Joly, la très grande majorité au début de cet intervalle. Les raisons de quitter leur appartement précédent ne révèlent toutefois que marginalement une perte de maîtrise de la mobilité résidentielle. En effet, les réponses à la question 19, « Pour quelles raisons aviez-vous quitté votre ancien logement ? »²³, concernent avant tout la taille de l'appartement, soit le nombre de pièces, et quelques fois son confort ou sa situation (130 mentions), ou un changement de la composition familiale, à savoir mariage,

²³ Cf. tableau des réponses à la question 19, annexe A4.

divorce ou naissance (35 mentions). Dans cinq cas seulement, les personnes ont été forcées de partir, leur bail ayant été dénoncé ou menacé de l'être. Ce sont les cas les plus flagrants de perte de maîtrise, au moins provisoire, de sa mobilité résidentielle. On pourrait y ajouter les 15 mentions de loyer trop élevé et les 10 mentions de cohabitation avec les parents ou d'autres personnes, en tout cas comme facteur de risque potentiel dans les conditions existant sur le marché du logement genevois. Dans le même ordre d'idée, deux mentions de conflits avec les voisins constituent une autre situation de risque.

Figure 21. Durée de présence en Suisse, dans le canton de Genève et à Plan-les-Ouates (par répondant, % en lignes)

Lieu	Habite depuis...				N=100%
	- de 5 ans	5-10 ans	+ de 10 ans	toujours	
La Suisse	0.8	14.2	63.8	21.3	127
Genève	3.3	17.4	62.0	17.4	121
Plan-les-Ouates	22.0	75.0	3.0	0.0	132

Source : enquête Champ-Joly, 2010, © Christophe Amos

Dans l'ensemble toutefois, le dernier déménagement connu, très souvent déjà ancien, fait partie du cours de la vie. Plus problématique pourrait être l'absence très fréquente d'alternatives au moment de venir habiter dans le logement actuel : 24 personnes en mentionnent une, soit 18% de la population ayant répondu à l'enquête²⁴. Ce constat est bien sûr lié à la situation du marché du logement déjà évoquée, mais il n'en reste pas moins que quatre personnes sur cinq courent le risque de perdre la maîtrise de leur trajectoire en raison de cette absence de choix.

Si c'est effectivement le cas, ce risque devrait tendre à se refléter dans les raisons pour lesquelles l'appartement actuel a été accepté, plus que choisi²⁵. Parmi les réponses « fermées » proposées, une seule, le manque de temps pour choisir, a une connotation négative. Elle a été mentionnée par 67 personnes, près d'une sur deux. C'est évidemment aussi un des effets négatifs de la situation sur le marché du logement. La question 21 proposait de mentionner d'autres raisons que celles qui étaient déjà formulées ; 13 personnes l'ont fait, mais aucune de ces raisons n'est négative. Etre pressé par le temps n'implique donc pas nécessairement un choix fait à contrecœur. C'est bien davantage le contraire que décrivent la plus grande partie des enquêtés en mentionnant 212 raisons positives d'avoir pris leur appartement actuel, soit près de deux par personne. Dans l'ordre d'importance, on relève un quartier adapté aux enfants (66), un bon rapport qualité-prix (52), une bonne situation (33), un immeuble bien équipé (25), la proximité du lieu de travail (14), la possibilité de rester dans le quartier (12). La plupart des 13 raisons évoquées sous « autre » vont dans le même sens. Comme pour les circonstances dans lesquelles l'appartement précédent a été quitté, celles qui décrivent la venue dans le logement actuel ne se réfèrent que marginalement à une perte de maîtrise de la mobilité résidentielle.

Parmi les critères de perte potentielle de maîtrise de la mobilité résidentielle identifiés dans la théorie figure le passage d'un logement du marché à un logement subventionné. La question a été posée et révèle une présence élevée de ce risque éventuel : 51 personnes sur 130 fournissant une réponse, soit 39% ou une personne sur quatre²⁶. Formellement, il s'agit du troisième facteur de risque couru par les habitants HBM de Champ-Joly, après l'obligation légale ou familiale de quitter le logement précédent et l'absence d'alternative au moment de prendre l'appartement actuel. Son interprétation dans le cadre du marché genevois du logement ne dénote pas toutefois d'une disparité sociale problématique. Le taux très faible d'appartements libres limite bien sûr le

²⁴ Cf. tableau des réponses à la question 20, annexe A4.

²⁵ Cf. tableau des réponses à la question 21, annexe A4.

²⁶ Cf. tableau des réponses à la question 18, annexe A4.

choix pour tout le monde, ou presque. De plus, être dans un logement subventionné n'a pas systématiquement à Genève le sens négatif qu'il peut prendre par exemple dans certaines banlieues françaises. Ce parc de logements est diversifié en termes de modalités d'accès comme de répartition spatiale²⁷. Il peut s'adresser non seulement aux milieux défavorisés, mais aussi aux couches moyennes, parfois contre paiement d'une surtaxe lorsque la situation financière s'améliore. Le passage d'un loyer libre à un logement subventionné n'a donc pas à lui seul un sens négatif. C'est également l'avis des répondants, qui évoquent la prise de leur appartement en termes plus souvent positifs, et y habitent pour la grande majorité depuis cinq ans ou plus.

Un dernier risque de perte de maîtrise de la mobilité résidentielle réside dans les perspectives d'avenir mentionnées plus haut. Même si une majorité les estime plutôt bonnes au plan professionnel et privé (personnel et familial), la minorité pessimiste est importante²⁸. Au plan professionnel, les pessimistes sont 10 sur 121 à anticiper une année très difficile (8%), et surtout 41 à anticiper une année au moins difficile (34%). Les évaluations sont un peu moins pessimistes sur le plan privé (6 sur 126 s'attendent à une année très difficile, 24 sur 126 à une année difficile, soit au total 24%, une personne sur quatre).

En reprenant ces différents éléments sous la forme d'un indicateur estimant le rapport à la mobilité résidentielle²⁹, on constate tout d'abord qu'une grande majorité des répondants semble plutôt maîtriser sa trajectoire résidentielle, comme le laissent supposer les analyses qui précèdent ; c'est le cas de quatre personnes sur cinq (cf. figure 22). Le cinquième restant a une mobilité « plutôt subie », une seule personne se voyant attribuer une mobilité carrément « subie ». Pour une moitié des caractéristiques personnelles des répondants, on ne relève pas de différences interprétables ; il s'agit du type de ménage, du sexe, de l'âge, du statut socio-professionnel, du revenu annuel du ménage et du lieu de domicile antérieur.

Pour les autres caractéristiques personnelles, des différences apparaissent. Pour quatre d'entre elles, qui ont deux modalités, un des groupes maîtrise moins bien sa mobilité résidentielle et la subit davantage : les Suisses ont un peu moins de maîtrise que les étrangers, les personnes récemment arrivées à Champ-Joly moins que les plus anciens résidents, les personnes dont le logement précédent n'était pas subventionné moins bien que celles qui avaient déjà un logement subventionné et les possesseurs de voiture dans le ménage moins que celles qui n'en ont pas. Cet inventaire ne se laisse pas interpréter de façon simple. C'est sans doute lié au fait que d'autres facteurs interviennent, qui ne sont pas pris en compte dans cette analyse.

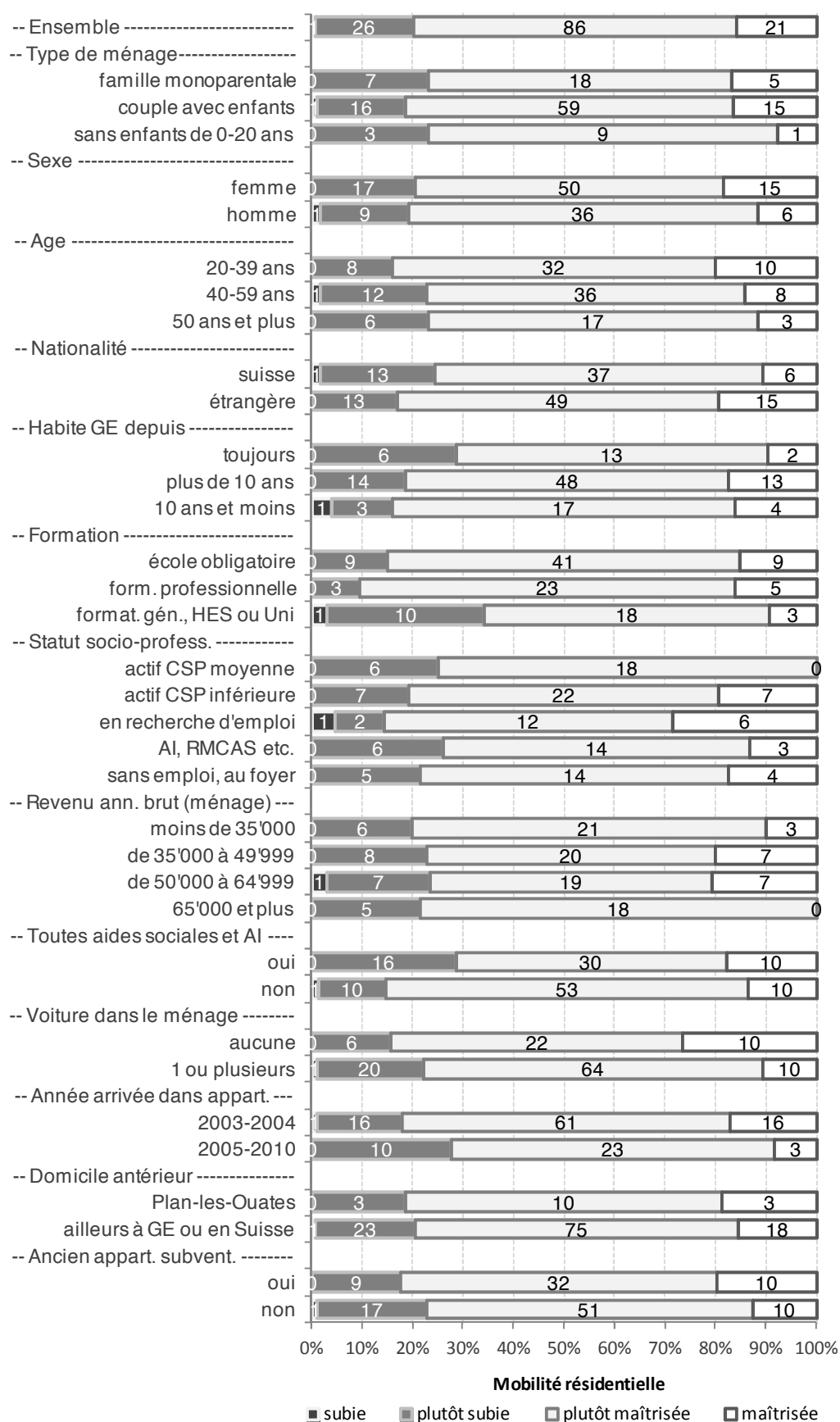
On relève encore que les personnes habitant Genève depuis toujours ont aussi un peu moins de maîtrise que les autres, alors que les personnes qui n'ont suivi que l'école obligatoire ou qui sont passées par une formation professionnelle connaissent moins souvent une mobilité résidentielle plutôt subie que celles qui ont une meilleure formation. Enfin, celles qui bénéficient d'une rente AI ou d'une aide sociale sont globalement plus exposées au risque de perdre la maîtrise de leur mobilité que celles qui ne sont pas dans cette situation. Autrement dit, ce sont certaines fois les personnes appartenant aux groupes théoriquement les plus privilégiés qui tendent à subir leur mobilité résidentielle (les Suisses, les résidents genevois de toujours, les personnes bien formées, celles qui possèdent une ou plusieurs voitures), et d'autres fois, comme on s'y attendrait plutôt, celles qui sont en principe désavantagées (bénéficiaires d'AI ou d'aide sociale, personnes arrivées plus récemment dans le quartier, personnes dont l'appartement précédent était déjà subventionné).

²⁷ Cf. chapitre 2.1, les politiques de mixité sociale en Suisse et à Genève.

²⁸ Cf. tableau des réponses aux questions 53 et 54, annexe A4.

²⁹ Indicateur de maîtrise de la mobilité résidentielle, présentation des indicateurs au début de l'annexe A5, définition du contenu de cet indicateur en annexe A5.3.

Figure 22. Indicateur de maîtrise de la mobilité résidentielle (par répondant, effectifs)



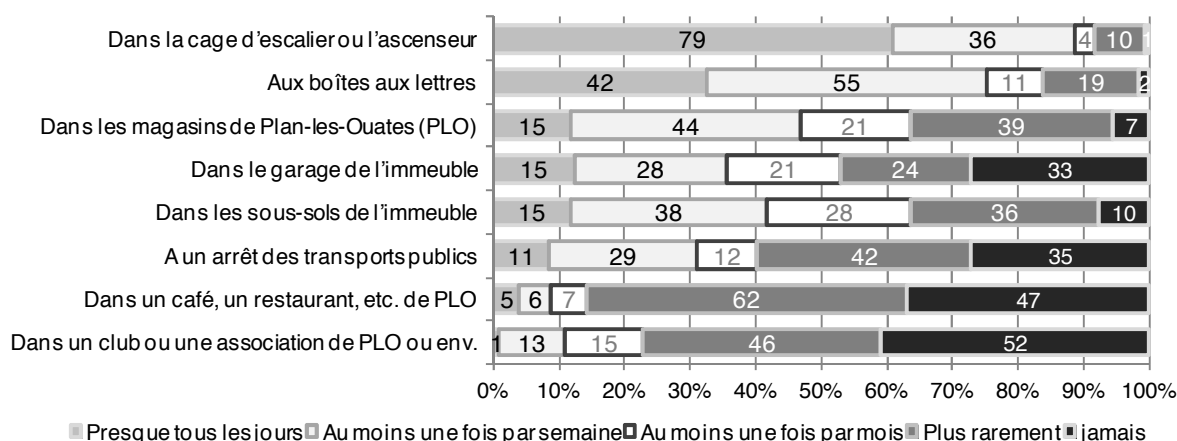
Source : enquête Champ-Joly, 2010, © Christophe Amos

Les effectifs d'enquêtés sont trop petits pour affiner les analyses. Mais il faut rappeler que les locataires d'appartements HBM représentent un sous-groupe de la population résidente genevoise, globalement désavantagé. Celles qui dans ce groupe sont apparemment les plus favorisées vivent peut-être une forme ou une autre de déclassement relativement récente (chômage de longue durée, aide sociale par exemple), les rendant pour un temps plus fragiles.

6.1.3 Espaces intermédiaires, occasions de contact et sentiments de sécurité

Les relations de voisinage commencent d'une façon ou d'une autre par un contact, peut-être indirect (du bruit, des odeurs, le respect ou au contraire la transgression visible de normes de cohabitation), mais le plus souvent direct (croisement, salutations, conversations). La partie théorique et la problématique de ce travail de bachelor ont mis en évidence l'importance pour ces contacts des « lieux intermédiaires » entre l'espace privé qu'est l'appartement et l'espace public qu'est la rue, le quartier, la commune. Ce potentiel de contacts, en somme assez important, se concrétise de façon variable selon les lieux (cf. figure 23). Les rencontres effectives dans différents lieux sont triées selon leur plus grande fréquence, « presque tous les jours » (partie gauche du graphique). Cet ordre est très proche de celui qui serait donné au contraire par les lieux dans lesquels la personne enquêtée déclare ne jamais rencontrer de voisins (partie droite du graphique).

Figure 23. Fréquence de croisement des voisins dans divers endroits (par répondant, effectifs)



Source : enquête Champ-Joly, 2010, © Christophe Amos
tableau de la question 33, en annexe

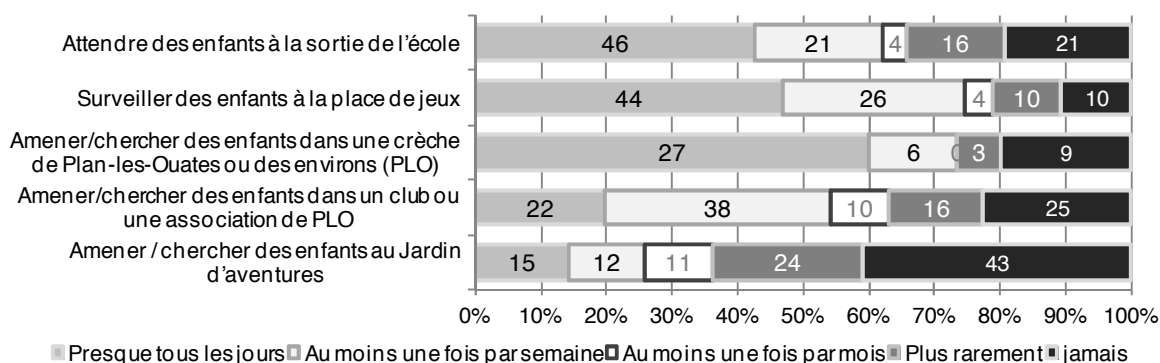
L'ordre dans lequel apparaissent les différents endroits montre bien l'importance des lieux intermédiaires par rapport aux espaces publics proprement dits. La cage d'escalier ou l'ascenseur et les boîtes aux lettres dans l'entrée sont ainsi presque systématiquement des lieux de rencontres quotidiennes ou au moins hebdomadaires. Le garage de l'immeuble et les sous-sols viennent assez loin derrière. On va bien sûr au garage surtout pour prendre ou parquer sa voiture... et on a vu que plus du quart des répondants n'en possèdent pas, ce qui explique aussi la grande proportion de répondants qui n'y rencontrent jamais de voisins. Le reste du sous-sol est aussi plus rarement fréquenté, juste pour aller à la chambre à lessive ou à la cave, ce qui réduit d'autant les probabilités de rencontres.

Si les lieux publics viennent derrière les lieux de passage les plus fréquents, il faut quand même relever qu'il est un peu plus fréquent de rencontrer un voisin dans les magasins de Plan-les-Ouates que dans le garage ou les sous-sols de l'immeuble. Les achats ordinaires sont aussi une tâche quotidienne, notamment pour les femmes. Les autres lieux publics se situent en revanche à un niveau plus bas dans la rencontre de voisins. Ce sont aussi des lieux où entre le quart et plus du tiers des personnes enquêtées ne rencontrent jamais de voisins, des lieux encore où à peine un répondant sur dix déclare faire des rencontres de voisins quotidiennes ou

hebdomadaires. La raison la plus importante est sans doute que pour ces lieux publics, comme pour le garage, la fréquentation n'est pas systématique. La voiture limite le recours aux transports publics, les cafés et restaurants de Plan-les-Ouates ne sont pas aussi nombreux et divers qu'en ville et une fréquentation élevée y entraîne rapidement un coût non négligeable pour une population peu argentée. Enfin, les clubs et associations de Plan-les-Ouates ne couvrent pas tout l'éventail des besoins individuels.

Mais de cet inventaire finalement partiel, c'est surtout le rôle très important des espaces intermédiaires qu'il faut retenir. La présence d'enfants dans le ménage, qui concerne une grande majorité des ménages enquêtés, peut contribuer à les fréquenter, et donc à favoriser les contacts entre voisins (cf. figure 24). L'école, la place de jeux, une crèche sont des occasions souvent quotidiennes de rencontrer d'autres parents. Même la fréquentation de clubs et associations de Plan-les-Ouates prend de l'importance, sans qu'on y rencontre nécessairement des voisins... mais peut-être d'autres personnes ? On notera encore le rôle que peut jouer le Jardin d'aventures du quartier, où un répondant sur quatre déclare accompagner quotidiennement ou hebdomadairement un enfant.

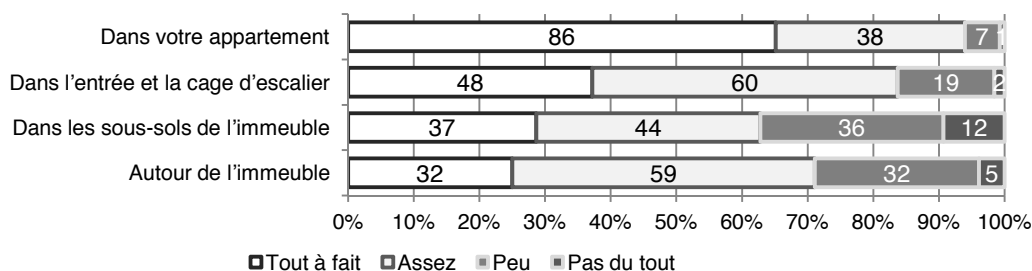
Figure 24. Fréquence de l'accompagnement d'enfants (par répondant, effectifs)



Source : enquête Champ-Joly, 2010, © Christophe Amos
tableau de la question 32, en annexe

Si les enfants contribuent à multiplier les occasions de contacts entre voisins, les craintes en matière de sécurité peuvent au contraire les restreindre le soir ou la nuit. La figure 25 met en évidence que le sentiment de sécurité dans l'appartement est très fort, et qu'il reste fort dans l'entrée et la cage d'escalier. Des craintes émergent en ce qui concerne la fréquentation nocturne des sous-sols (un bon tiers des personnes ayant participé à l'enquête déclarent s'y sentir peu ou pas du tout en sécurité) comme aussi, dans une mesure à peine inférieure, celle des alentours de l'immeuble.

Figure 25. Sentiment de sécurité le soir ou la nuit (par répondant, effectifs)



Source : enquête Champ-Joly, 2010, © Christophe Amos
tableau de la question 30, en annexe

Ce sentiment d'insécurité minoritaire, mais bien présent, se manifeste également dans la question, au caractère volontairement projectif, du souhait d'installer des caméras de

surveillance³⁰. Mais de façon a priori paradoxale, ce sont l'entrée d'immeuble et les escaliers, ainsi que les sous-sols qui recueillent le plus de suffrages (les trois quarts des répondants). Les autres endroits évoqués, alentours de l'immeuble, places de jeux et chemin de l'école ne reçoivent l'approbation que d'un tiers environ. Une explication est sans doute que ces lieux ne posent pas de problèmes la journée et ne sont guère fréquentés le soir. En ce qui concerne l'accès aux appartements, considérés globalement comme sûrs, les habitants des HBM de Champ-Joly attendent peut-être d'une installation de caméras bien davantage une surveillance permanente des va-et-vient et des transgressions de règles qu'une véritable amélioration du sentiment de sécurité.

Ces quelques aspects de la fréquentation de lieux intermédiaires et publics de l'ensemble d'immeubles, du quartier et de la commune, ainsi que des occasions de contacts entre voisins qu'elle procure, sont synthétisés dans un indicateur global, dont les résultats sont présentés dans la figure 26³¹.

Les résultats de cette vision synthétique du potentiel et de fréquence effective de rencontres avec les voisins mettent en évidence quelques différences importantes. Les plus conséquentes se trouvent en fin de graphique et concernent directement ou indirectement l'ancrage dans le quartier : année d'arrivée dans l'appartement et domicile antérieur (où se trouvait-il ? était-il déjà subventionné ?). Ainsi, les personnes arrivées dans l'appartement en 2003 ou 2004, au début de la mise en location des immeubles, ont dans 80% des contacts réels ou potentiels plutôt fréquents ou très fréquents, à comparer à moins de 60% pour celles qui sont arrivées plus tard. Bien que très peu nombreuses, celles qui étaient auparavant déjà dans l'immeuble et à Plan-les-Ouates sont aussi plus orientées vers les contacts que celles qui habitaient auparavant ailleurs à Genève ou en Suisse³². Enfin, les personnes qui habitaient auparavant un logement subventionné ont, elles aussi, une orientation un peu plus grande vers les contacts que celles pour qui ce n'était pas le cas (env. 80% versus 70%).

Trois autres caractéristiques personnelles jouent encore un rôle. C'est d'abord le genre, les femmes ayant un profil plus orienté « contacts » que les hommes (un tiers contre un cinquième pour des contacts fréquents). C'est bien sûr le reflet attendu de la division du travail de présence au foyer et d'éducation des enfants entre femmes et hommes.

C'est ensuite le type de ménage. Les adultes de familles monoparentales ont un peu plus souvent des contacts « fréquents » et moins souvent des contacts « plutôt fréquents » que les adultes de familles constituées autour d'un couple. On peut y voir un effet lié à la présence d'hommes dans les familles de deux adultes, qui introduisent dans l'analyse une personne ayant sensiblement moins de contacts de voisinage qu'une femme, comme on l'a vu précédemment. Au total, il reste une légère différence en faveur des couples, peut-être liée à l'activité professionnelle des personnes élevant seules leurs enfants, qui les éloignent de Champ-Joly pour tout ou partie des jours de la semaine.

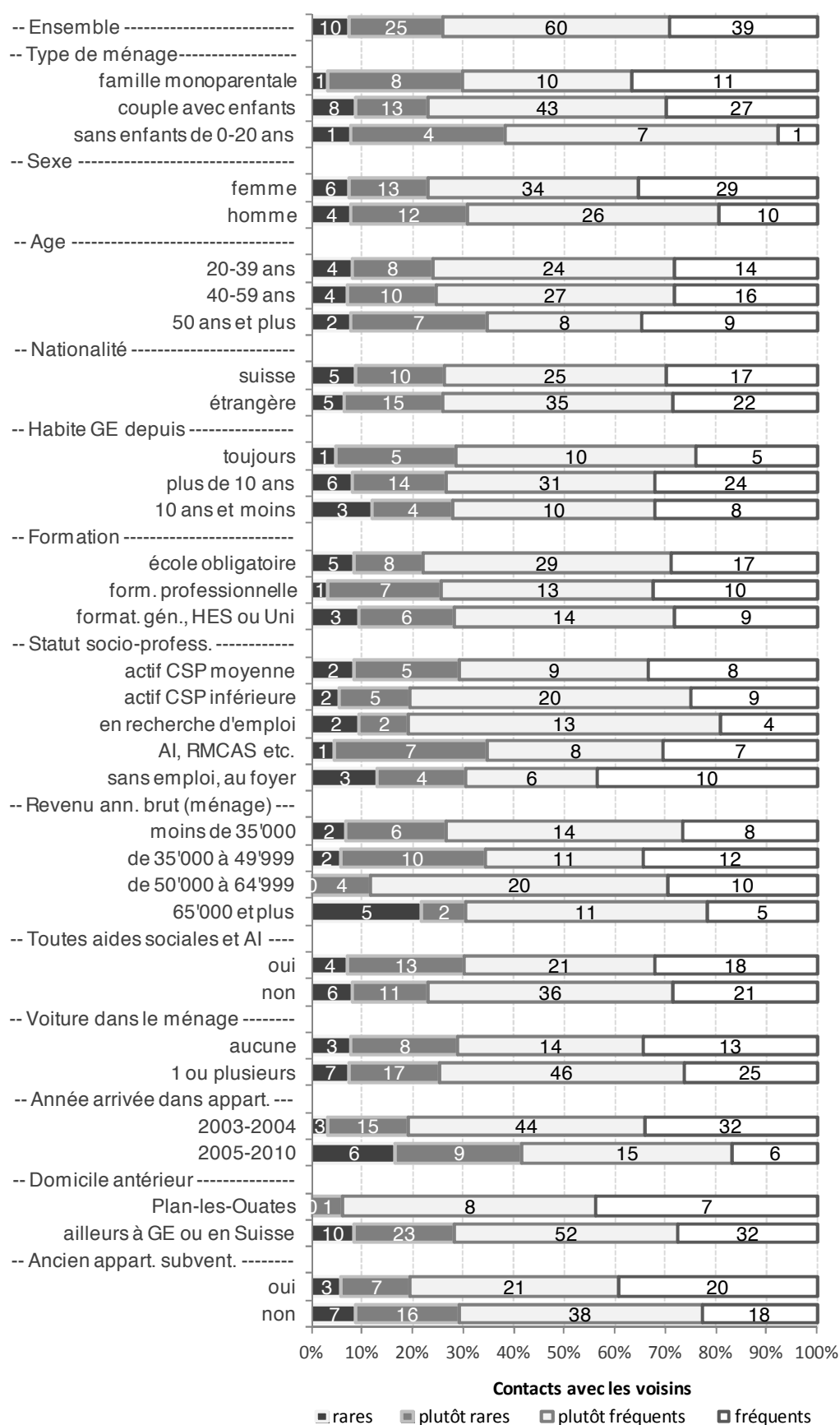
La possession d'une voiture engendre une différence semblable : son absence augmente la probabilité de contacts « fréquents », et diminue sensiblement celle de contacts « plutôt fréquents ». Peut-être n'est-ce que le reflet du type de ménage, mais cette différence peut être aussi liée à une sédentarité quotidienne un peu plus élevée pour les personnes sans voiture.

³⁰ Cf. tableau des réponses à la question 48, annexe A4.

³¹ Indicateur de fréquence des contacts réels avec les voisins, présentation des indicateurs au début de l'annexe A5, définition du contenu de cet indicateur en annexe A5.4.

³² Ce résultat est présenté même si l'effectif très petit de répondants ayant habité auparavant l'immeuble ou la commune ne donne guère de garanties statistiques. Mais il conforte le constat fait pour d'autres critères.

Figure 26. Indicateur de fréquence des contacts réels avec les voisins (par répondant, effectifs)



Source : enquête Champ-Joly, 2010, © Christophe Amos

A part ce constat plutôt anecdotique, il faut surtout retenir de ces analyses la confirmation de l'importance des lieux intermédiaires, mise en évidence dans la problématique, et les caractéristiques personnelles contribuant à en faire des lieux de contacts : le genre, l'ancrage dans l'ensemble d'immeubles et dans le quartier en tout premier lieu.

Trois quarts des habitants HBM de Champ-Joly ayant des contacts plutôt fréquents ou fréquents, un quart n'en ayant que rarement ou plutôt rarement débouchent-ils chez les personnes sur le sentiment d'avoir dans l'ensemble suffisamment de contacts ? Cette question été posée dans l'enquête de terrain³³. Les personnes pouvaient cocher plusieurs souhaits ; on en compte au total 312, soit en moyenne plus de 3 par personne... sur cinq possibilités. Une certaine soif de contacts semble donc s'esquisser.

On pourrait s'attendre à ce que le souhait de contacts plus fréquents aille d'abord vers les voisins les plus éloignés, ceux qu'on rencontre en principe le moins souvent. Ce n'est pas le cas. On trouve en effet dans l'ordre de fréquence les voisins de palier ou d'étage (60% d'avis positifs sont exprimés, les « non » étant ici significatifs, car expressément cochés), les autres locataires de l'allée (55%), les autres habitants du quartier (53%), les habitants des immeubles HBM (53% également) et les habitants des immeubles en loyer libre de l'ensemble de Champ-Joly (46%). Cette dernière proportion reste élevée, même si ces habitants, plus ou moins différents socialement, sont les seuls avec lesquels une petite majorité ne souhaite pas avoir davantage de contacts.

Une conclusion s'impose : l'envie de mieux connaître ses voisins, proches spatialement et socialement, comme aussi plus lointains, est très importante. Elle l'est d'autant plus que la grande majorité des répondants habitent le même appartement depuis plus de cinq ans. Même dans une zone d'habitat relativement stable, il reste donc un potentiel d'amélioration du vivre-ensemble.

Quelles sont les différences de point de vue selon les caractéristiques personnelles des répondants ? L'indicateur global³⁴ utilisé pour les mettre en évidence est plus pauvre que les précédents du point de vue du contenu, mais donne cependant quelques résultats intéressants (cf. figure 27). Pour une partie de la population enquêtée, les souhaits viennent renforcer l'aspiration à davantage de contacts pour les personnes en ayant déjà plutôt plus : c'est le cas des couples avec enfants en comparaison des adultes de familles monoparentales.

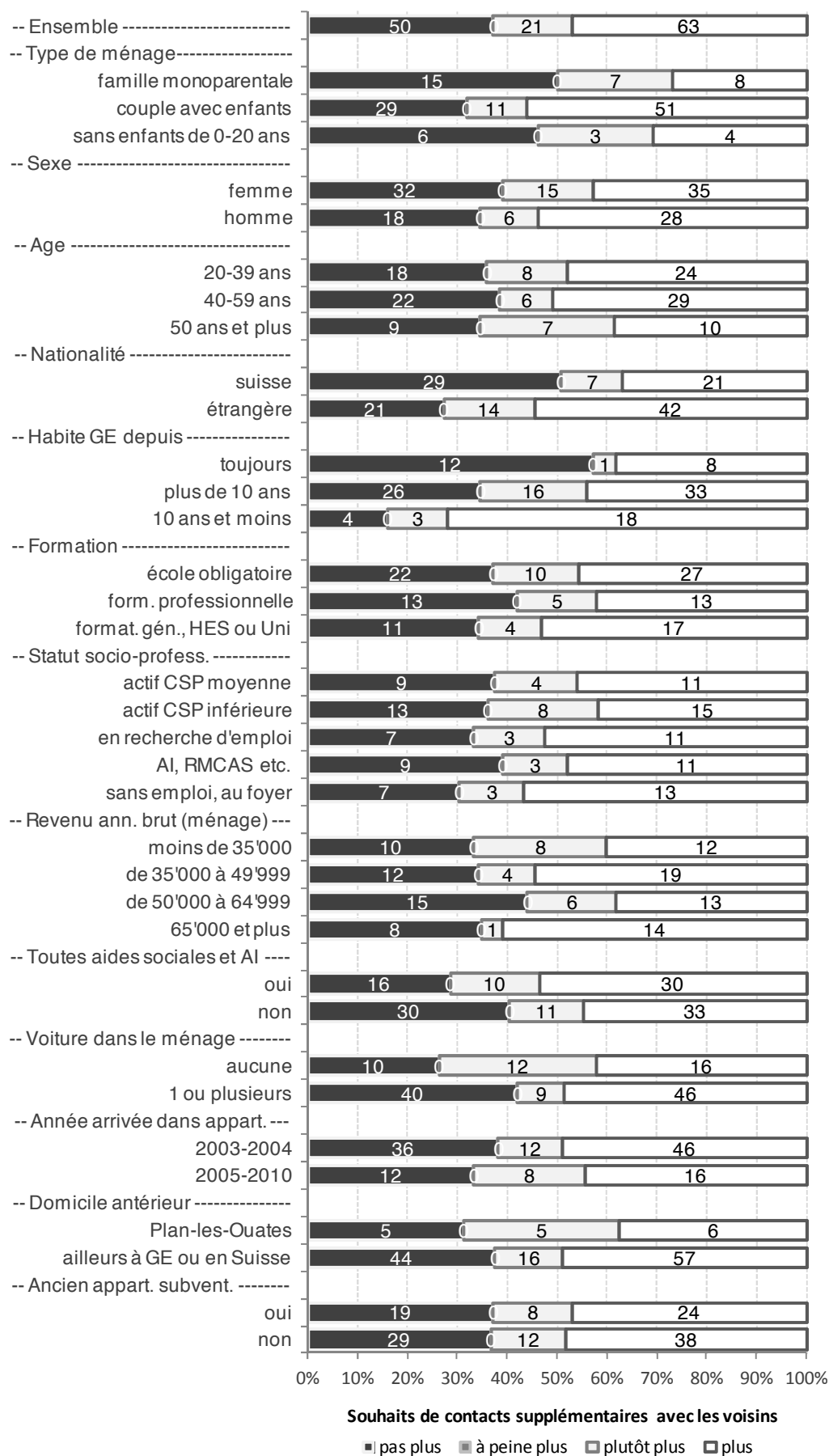
Mais les résultats, lorsqu'ils sont interprétables, vont plutôt dans l'autre sens : les hommes en souhaitent un peu plus que les femmes, les personnes sans voiture un peu plus que celles qui en ont une, les personnes habitant précédemment ailleurs que Plan-les-Ouates un peu plus que celles qui étaient déjà dans le quartier. Enfin, on relève quelques différences pour des catégories dont les résultats n'étaient pas interprétables en termes de fréquence des contacts potentiels et réels : les étrangers ont beaucoup plus de souhaits de contacts supplémentaires que les Suisses, de même que les personnes les plus récemment arrivées à Genève par rapport à celles qui y vivent depuis plus longtemps, les bénéficiaires de rentes AI ou d'aide sociale par rapport à celles qui n'en ont pas.

Globalement, ces résultats mettent donc un (léger) accent sur des souhaits de contacts supplémentaires lorsqu'ils sont, relativement, plus rares dans la réalité. Le désir compensatoire est un peu plus important que le désir de renforcement.

³³ Cf. tableau des réponses à la question 42, annexe A4.

³⁴ Indicateur de contacts souhaités avec les voisins, présentation des indicateurs au début de l'annexe A5, définition du contenu de cet indicateur en annexe A5.5.

Figure 27. Indicateur de contacts souhaités avec les voisins (par répondant, effectifs)



Source : enquête Champ-Joly, 2010, © Christophe Amos

6.1.4 Vivre ensemble dans un contexte de mixité sociale

La mixité sociale est l'objectif central de la plupart des politiques de lutte contre les ségrégations spatiales et sociales, comme le tour de la littérature, repris dans le cadre théorique et la problématique de ce travail de bachelor, l'a mis en évidence. Mais ces deux moments du travail de recherche ont également montré que la politique genevoise du logement ne s'attaque pas de front à une problématique de mixité sociale, dans un contexte urbain où une ségrégation, au sens strict du terme, n'est d'ailleurs pas une réalité marquée.

On a vu au début de ce chapitre que, même dans un contexte de logements subventionnés de type HBM, une certaine mixité sociale, mais aussi socio-démographique et économique, apparaît. Le questionnaire qui a été adressé aux habitants HBM de Champ-Joly contient une série de questions permettant de traiter « par la bande » l'existence de relations de voisinage colorées de mixité sociale, qui seront abordées plus en détail dans la deuxième partie de ce chapitre. Elles sont toutefois déjà prises en compte dans l'indicateur global de rapport aux autres, entre ségrégation et mixités sociales³⁵, commenté plus loin.

Mais des caractéristiques des personnes du quartier avec lesquelles les contacts sont les plus fréquents donnent déjà quelques indications sur le rapport à la mixité sociale et à son opposé, l'entre-soi³⁶. Par rapport au thème de cette partie du chapitre, quelques-unes des réponses « fermées » dans le questionnaire renvoient implicitement à des personnes semblables à celle qui répond au questionnaire : des gens de mon pays ou de ma région (32% des personnes enquêtées), des gens qui parlent la même langue que moi (25%), des gens qui sont du même milieu social que moi (18%), des gens qui ont les mêmes loisirs que les miens (16%), des gens qui ont la même religion que moi (11%). Au total, elles représentent un petit tiers des mentions. Aucune des propositions contenues dans la question ne se réfère directement ou indirectement à la fréquentation de personnes socialement différentes. Mais une bonne partie des réponses ne donnent pas d'indications de ce point de vue, laissant ouvert le rapport à la mixité sociale : des gens qui ont des enfants (62%), des voisins proches de mon logement (46%), des gens comme moi (32%), des gens qui s'intéressent aux mêmes choses que moi (31%), des gens qui ont à peu près mon âge (26%), des gens qui ont les mêmes loisirs que les miens (16%).

L'attitude par rapport à la mixité est abordée très directement dans les résultats d'une question portant sur l'évaluation de la diversité sociale du quartier (figure 28³⁷). Elle aborde trois domaines de diversité, sources de débats fréquents aux niveaux politique et social comme dans la population : habitants d'un même ensemble d'immeuble, locataires subventionnés ou non, établissement de la scolarité obligatoire, notamment des écoles primaires.

Comme le montre la figure 28, la partie gauche du graphique, visualisant une diversité considérée comme « enrichissante » ou « très enrichissante », est plus importante en général que la partie droite, où la diversité est considérée comme « plutôt problématique » ou « très problématique ». Majoritairement, le discours est à l'ouverture aux autres. C'est vrai de la diversité des nationalités et des langues à l'école (autour de 70 à 75% d'avis positifs) et des différences parmi les locataires de l'immeuble, avec plus de 55% d'avis positifs. Parmi eux, les langues et les nationalités différentes sont aussi bien tolérées que les familles avec enfants et les adultes entre 20 et 40 ans, a priori moins chargés de valeurs potentiellement négatives en termes de rapport aux autres. Comparativement, les points de vue négatifs ne concernent en général qu'une personne sur dix, parfois un petit peu plus. Ce positionnement très orienté vers l'ouverture correspond sans doute en partie à la difficulté d'affirmer le contraire dans un

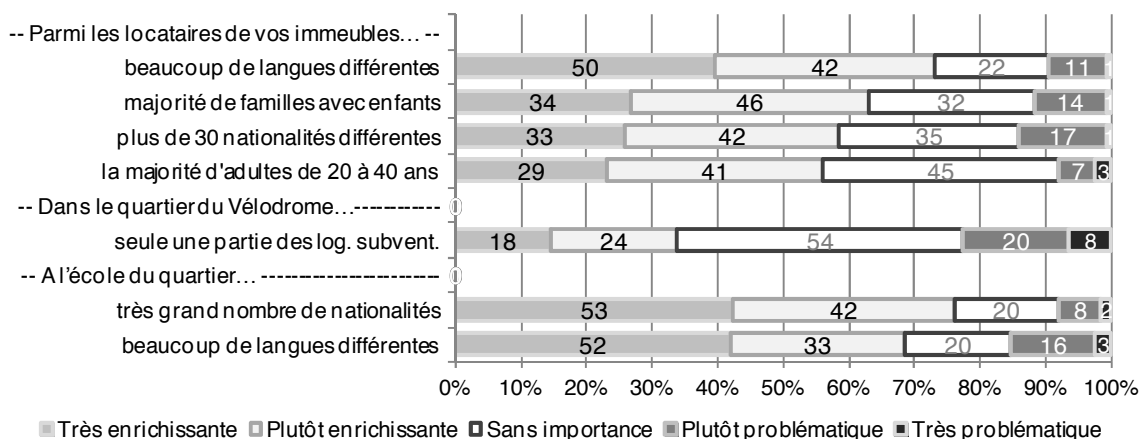
³⁵ Indicateur de rapports à la mixité sociale, définition du contenu de cet indicateur en annexe A5.6.

³⁶ Cf. tableau des réponses à la question 51, annexe A4.

³⁷ Cf. aussi tableau des réponses à la question 46, annexe A4.

questionnaire récolté directement dans le ménage, mode de distribution qui peut susciter un doute quant à l'anonymat.

Figure 28. Evaluation du rapport à la mixité sociale (par répondant, effectifs)



Source : enquête Champ-Joly, 2010, © Christophe Amos
tableau de la question 46, en annexe

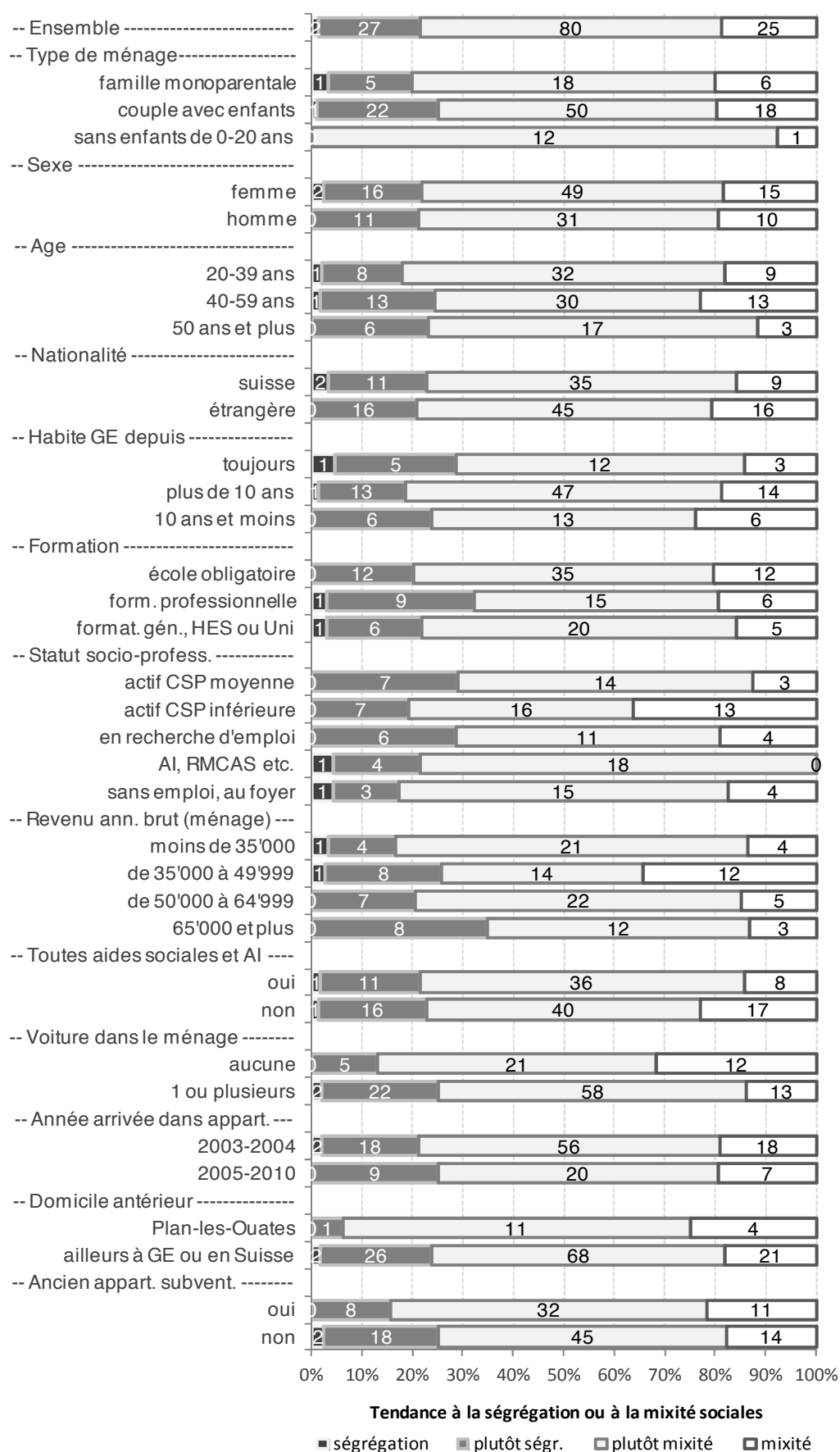
Par rapport à la mixité sociale, la coexistence sur la même parcelle de logements subventionnés et de logements en loyer libre est celle qui récolte le moins d'avis favorables (un tiers « seulement ») et le plus d'avis défavorables (près d'un quart). L'interprétation de ce résultat est toutefois difficile. Il est impossible de savoir sur la base de la simple réponse s'il s'agit d'une difficulté à accepter cette forme de mixité sociale, ou au contraire de l'expression d'une exigence d'équité (pourquoi tout le monde n'est pas subventionné ?).

L'indicateur global de rapport à la ségrégation et à la mixité sociale va dans le sens des constats faits jusqu'à maintenant, ce qui n'est pas étonnant, les sources étant en partie les mêmes. Il contient toutefois en plus quelques dimensions de comportement face à la mixité, en comparant les contacts réels (invitations, aides reçues ou fournies) avec les locataires des immeubles HBM d'un côté et avec ceux des immeubles en loyer libre de l'autre, qui ne relativisent que peu les résultats. Globalement, près de huit personnes enquêtées sur dix penchent vers la mixité, deux au degré élevé, six au degré moyen. Inversement, deux penchent vers la ségrégation, pratiquement toujours relative.

Si des différences existent pour la plupart des caractéristiques personnelles analysées, elles sont souvent difficiles à interpréter. Il est toutefois possible de relever quelques contrastes intéressants. On trouve ainsi un peu plus de tendance à la ségrégation parmi les personnes ayant suivi une formation professionnelle ou générale (par rapport à celles qui n'ont suivi que la scolarité obligatoire, un peu moins « intolérantes »), les personnes actives de la couche moyenne ou celles qui sont en recherche d'emploi, les personnes possédant une voiture (sans doute en rapport avec certains facteurs expliquant cette possession), les personnes dont l'appartement précédant n'était pas subventionné. A l'inverse, certaines personnes sont plus orientées vers la mixité (degré élevé) : personnes actives de CSP inférieure, personnes ne bénéficiant pas d'une rente AI ou de l'aide sociale, personnes sans voiture.

Il n'est pas évident de donner un sens global à ces quelques résultats, notamment en termes de population relativement plus ou moins favorisée. Ils s'expliquent sans doute plutôt par le fait que les raisons qui ne sont pas directement économiques, mais en rapport avec des attitudes d'ouverture ou de fermeture. On retrouverait ainsi certains constats sur la fermeture relative de certains milieux suisses aux autres, ou sur l'ouverture, tout aussi relative, de certains milieux d'origine étrangère.

Figure 29. Indicateur de rapports à la mixité sociale (par répondant, effectifs)



Source : enquête Champ-Joly, 2010, © Christophe Amos

6.2 Relations de voisinage dans un contexte de logement social

Le chapitre précédent décrit quelques aspects du cadre dans lequel se passent les relations de voisinage et des occasions de contacts entre voisins qui ne sont pas choisis, comme le rappellent différents auteurs, et qui ne sont pas nécessairement du même milieu social. Mais les occasions de contacts, la fréquence des contacts effectifs ne disent encore rien sur leur contenu. Ce sont précisément les contenus qui sont au cœur du présent chapitre.

Les politiques de mixité sociale ont pour objectif plus ou moins explicite l'intégration sociale de tous, grâce à l'émulation entre milieux sociaux différents et plus ou moins hiérarchisés en termes de couches sociales. C'est un somme un pari optimiste sur la réalité et les effets du « vivre-ensemble ». A Genève, faut-il le rappeler, la politique de logement social ne vise pas explicitement un tel objectif, mais est néanmoins soucieuse de ne pas créer de ghettos. Les immeubles de Champ-Joly rentrent bien dans cette stratégie, par la présence simultanée d'immeubles HBM et d'immeubles en loyer libre. Qu'en est-il du vivre-ensemble dans cette situation ?

Les relations entre voisins prennent des formes diverses et portent sur des contenus variés. De bonnes relations supposent une certaine discipline de chacun, par exemple dans le respect des règlements et des règles d'usage qui visent à limiter, si ce n'est à éviter, les occasions de frictions et de conflits. Les relations de voisinage offrent également un potentiel de relations directes, peut-être enrichissantes, évitant les difficultés qui peuvent résulter d'une certaine solitude. Par rapport aux nombreux petits problèmes de la vie quotidienne, elles permettent également de recevoir des aides, petites ou grandes, ou de bénéficier de solutions à des problèmes. C'est le côté positif des choses, mis particulièrement en avant dans la problématique de recherche et dans le questionnaire, pour tenir compte d'une littérature scientifique qui s'intéresse prioritairement aux retombées de la mixité sociale et des relations sociales sur l'intégration dans la société en général. C'est, comme nous l'avons vu souvent dans la partie théorique, le contre-pied, le contre-feu au communautarisme et au ghetto.

Ces différentes facettes du vivre-ensemble seront d'abord analysées sous trois angles : les attentes et réalités des relations de voisinage, les nuisances engendrés par le voisinage et les règles visant à limiter leur manifestation et leurs effets, ainsi que la qualité des relations, entre les extrêmes que peuvent être le contrôle sur les autres et l'environnement, et la sociabilité, expression positive de la notion de vivre-ensemble, avec son accent de partage. Dans un deuxième temps, les retombées des relations de voisinage seront examinées, en accord avec le cadre théorique et la problématique, sous la forme de la participation communautaire et des réseaux sociaux, manifestations concrètes d'une intégration sociale active. Le chapitre se terminera avec une tentative de définir une typologie des habitants des immeubles HBM de Champ-Joly, en fonction de leurs aspirations et de leurs pratiques, et par un petit compte-rendu des commentaires écrits par les participants à la fin du questionnaire.

6.2.1 Relations de voisinage : attentes et réalités

Le logement devient de plus en plus en espace de détente et de repos (Breviglieri, 2009, p. 99), plus ou moins loin du lieu de travail, de ses soucis et du stress des déplacements en milieu urbain. Cet aspect de la résidence a été mis en évidence dans la littérature scientifique comme dans la problématique de ce travail de bachelor. Lorsque l'appartement se trouve dans un ensemble d'immeuble, en ville ou à sa périphérie, cette fonction de refuge ne se fait pas dans un espace à l'abri des inconvénients d'une cohabitation, mais offre toutefois une ouverture sur les avantages que peut procurer un voisinage. La recherche scientifique a aussi mis en évidence que les modes de vie peuvent varier, parfois fortement, dans un même espace d'habitation. On peut ajouter que, dans la grande majorité des cas, les habitants ont une conception personnelle, pas toujours partagée, de ce que vivre ensemble veut dire.

Afin d'avoir une idée de cette conception individuelle, le questionnaire a proposé aux habitants des HBM de Champ-Joly de prendre positions sur leurs attentes par rapport aux autres locataires³⁸. Pour l'essentiel, cette conception était illustrée par huit attentes déjà formulées et, comme d'habitude dans cette étude, une partie ouverte permettant de formuler d'autres attentes. Au total, les 134 répondants ont souscrit à 395 propositions, soit une moyenne de trois par personne. Leur analyse est intéressante dans la mesure où elle ne produit pas un hit parade des réponses, mais met en évidence l'importance relative de différents types de relations aux voisins.

L'item le plus choisi est le souhait que les voisins « soient sociables » (92 mentions, soit une très grande majorité des répondants). Le niveau d'échanges, voire d'intimité qu'implique cette item peut varier d'une personne à l'autre, mais la formulation met clairement en avant un contact ouvert, positif, peut-être même amical. Un second item peut entrer dans cette conception sociable, ouverte des relations de voisinage (« qu'ils apprécient les enfants », 47 mentions). Elle est évidemment particulièrement importante dans le cadre des immeubles HBM de Champ-Joly, essentiellement habités par des familles avec enfants. Le sens de cette affirmation peut toutefois être compris de façon un peu ambiguë, renvoyant à la tolérance par rapport au bruit et au dérangement qu'ils peuvent créer.

Cette remarque fournit une transition toute trouvée vers le deuxième thème en ordre d'importance auquel souscrivent les personnes interrogées : celui du respect des règles et de leur contrôle. Ainsi, l'item « qu'ils ne fassent pas trop de bruit » est le deuxième choisi en ordre d'importance (66 mentions, soit près de la moitié des répondants). La partie théorique a mis en évidence l'importance des nuisances dans les inconvénients du voisinage et dans les plaintes de locataires ; leur contrôle, mais un contrôle raisonnable, tenant compte des circonstances, est donc essentiel pour assurer une cohabitation pacifique. D'autres propositions de réponse vont dans le même sens : « qu'ils interviennent lorsque des enfants font des bêtises » (49 mentions), « qu'ils contrôlent un peu la vie de l'immeuble » (42 mentions). On peut aussi interpréter dans le même sens de contrôle des nuisances l'item souhaitant « qu'ils me laissent tranquille », qui recueille toutefois nettement moins de mentions (21). C'est peut-être dû au fait que l'idée de « laisser tranquille » ne renvoie pas seulement à l'absence de nuisances, mais aussi, de façon plus globale, à l'absence de contacts. Et de nombreux indices tirés des résultats de l'enquête de terrain vont dans bien davantage dans le sens d'un vivre-ensemble ouvert que dans celui d'une fermeture sur son logement. Les réponses à la partie ouverte de la question, formulation d'autres souhaits, comptent une douzaine de mentions, majoritairement orientées vers les règles d'un bon voisinage, ou les comportements sont contenus³⁹.

En somme, ne pas se déranger ne veut pas dire ne pas se parler (en direction de la sociabilité), ni ne pas s'entraider. C'est précisément l'entraide qui est formulée dans le quatrième item le plus choisi, « qu'ils soient disponibles pour donner un coup de main en cas de besoin » (48 mentions). Cette question de l'entraide sera reprise plus en détail dans l'analyse de la qualité des relations de voisinage, située précisément entre contrôle et sociabilité (contrôle – civilité – entraide – sociabilité).

Sous une forme différente, la nature des relations de voisinage est également saisie dans le questionnaire en termes de fréquence de quelques rapports classiques, impliquant différents niveaux d'intimité. La question est posée deux fois, pour les rapports aux habitants de l'immeuble d'abord, pour les rapports aux habitants des autres immeubles ensuite⁴⁰. Les

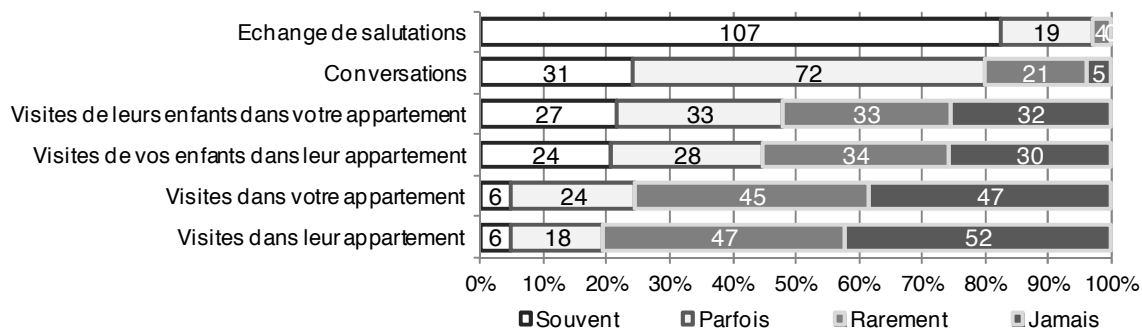
³⁸ Cf. tableau des réponses à la question 24, annexe A4.

³⁹ Cf. liste des réponses ouvertes à la fin du tableau de la question 24, annexe A4.

⁴⁰ Dans ce cas, il s'agit des autres immeubles, sans distinction entre « HBM » ou « loyer libre ». Les différences de réponses entre les deux questions ne doivent donc pas être interprétées comme un effet de distance sociale, mais comme un pur effet de distance spatiale.

propositions de relation concernent quatre niveaux d'implication : le simple échange de salutations, niveau minimal de reconnaissance réciproque entre voisins, les conversations, dont le contenu n'est pas indiqué et qui peuvent être comprises de façon différente selon les personnes en termes d'implication et d'intimité, les visites d'enfants dans les appartements de l'une des familles, enfin les visites d'adultes aussi dans l'un des deux appartements. La hiérarchie des réponses est exactement la même dans le deux cas, et la répartition des fréquences pratiquement similaire (cf. figures 30 et 31).

Figure 30. Fréquence des contacts dans l'immeuble habité (par répondant, effectifs)

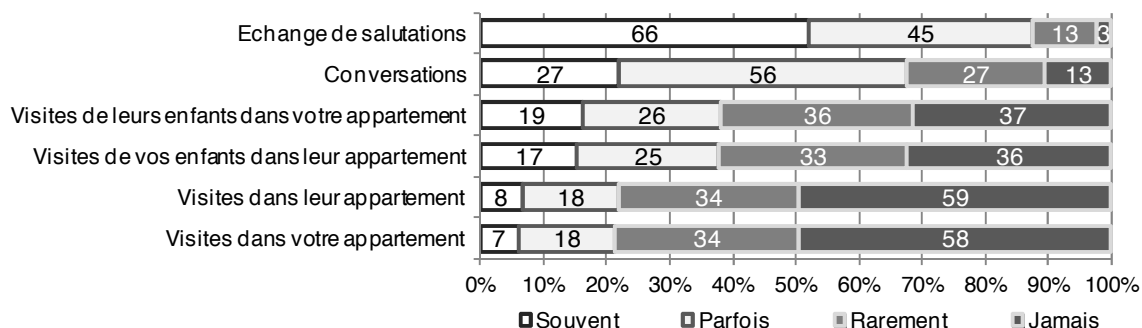


Source : enquête Champ-Joly, 2010, © Christophe Amos
tableau de la question 25, en annexe

Les résultats en ce qui concerne son propre immeuble indiquent d'abord clairement que le niveau élémentaire des relations de voisinage est les salutations, réciproques bien sûr. Pour plus de 80% des personnes, elles ont souvent lieu, pour presque toutes les autres au moins parfois – étant bien entendu que la fréquence réelle peut varier d'une personne à l'autre pour une même appréciation. Les conversations sont manifestement moins fréquentes (un tiers de « souvent », une moitié de « parfois »). Quelques « jamais » apparaissent même.

De façon nette, les visites d'enfants dans l'un des appartements familiaux sont plus fréquentes que les visites réciproques d'adultes. On ne note pratiquement pas de différence entre chez soi et chez les autres. Près du quart des répondants considèrent que les visites réciproques d'enfants ont lieu « souvent », contre quelques pourcents seulement pour les adultes. Même contraste à l'opposé, pour l'absence totale de visites (« jamais ») : un quart des répondants pour les enfants, plus de quatre sur dix pour les adultes. Ce résultat confirme le rôle important que joue la présence d'enfants dans le développement des relations de voisinage.

Figure 31. Fréquence des contacts dans les autres immeubles (par répondant, effectifs)



Source : enquête Champ-Joly, 2010, © Christophe Amos
tableau de la question 26, en annexe

Comme cela a été dit, la distribution générale des réponses est pratiquement identique lorsque les relations concernent les habitants des autres immeubles. On relève toutefois une tendance générale à des fréquences un peu inférieures dans ce dernier cas, indiquant une légère

augmentation de la distance relationnelle lorsque la distance spatiale diminue, notamment en termes de fréquentation d'espaces intermédiaires communs. Deux exceptions, marquant une différenciation plus forte, méritent d'être relevées. La première concerne le fait d'échanger « souvent » ou seulement « parfois » des salutations. C'est sensiblement moins fréquent lorsque les voisins habitent d'autres immeubles que le sien, certainement parce qu'on les croise moins souvent. Cette différence assez subtile reflète sans doute le soin accordé au remplissage du questionnaire.

La deuxième différence marque davantage l'apparition d'une plus grande distance relationnelle lorsqu'augmente la distance géographique. En effet, les visites d'adultes dans les appartements d'immeubles n'existent « jamais » pour la moitié des répondants, alors que c'est quatre fois sur dix lorsqu'ils sont dans le même immeuble. Cette différence confirme que la fréquence des contacts agit favorablement sur le développement de relations plus personnelles.

Cet effet de la distance spatiale dépend d'ailleurs bien des occasions de contacts, et non de la définition implicite du voisin que se donnent les gens. A la question de savoir où habite un voisin ou une voisine – même palier ou étage, même allée, même immeuble, même quartier ou même commune – la hiérarchie des réponses va exactement dans l'ordre inverse de la proximité au niveau du quartier⁴¹. Ainsi, 79 personnes cochent le même quartier, 75 le même immeuble, 72 la même allée et 62 le même palier ou étage. Le voisin, c'est donc globalement une personne qui habite le même quartier, la commune étant elle un ensemble trop vaste pour être en général incluse dans le voisinage (22 mentions seulement).

Si des différences apparaissent en fonction de la distance spatiale, c'est d'abord le résultat des occasions de contacts, et non, dans la plupart des cas, celui d'une recherche active de relations dans le voisinage. Bien sûr, l'implication personnelle intervient dès que des contacts existent. C'est un des aspects qui est abordé dans la suite de ce chapitre.

6.2.2 Règles, règlements et nuisances

La cohabitation implique l'existence de règles – parfois officialisées dans un règlement d'immeuble, reprenant ou spécifiant des dispositions de l'usage locatif – en vue de contenir les débordements, d'homogénéiser autant que possible les styles de vie dans la mesure où leur impact dépasse les portes de l'appartement. Bref, les nuisances doivent être contenues par des règles d'usage de l'habitat. Comme toute règle, ces règles d'usage servent essentiellement en cas de désaccords entre voisins. Dans ce sens, l'enquête de terrain a demandé aux locataires des immeubles HBM de Champ-Joly si les comportements de certains habitants de l'immeuble les gênent. Pour une majorité des personnes (71 sur 124 réponses à la question soit 57%), c'est effectivement le cas. Il est difficile d'interpréter ce taux, faute de comparaisons avec d'autres situations. On peut toutefois penser que la proportion d'habitants s'estimant dérangés par les voisins est plutôt élevée, ce qui ne veut pas dire a priori gênante dans la vie quotidienne si on n'en sait pas davantage sur la nature et la fréquence des dérangements.

La question de la fréquence n'est pas directement abordée dans le questionnaire, mais les personnes estimant que certains habitants ont des comportements dérangeants étaient invitées à préciser en quoi⁴². Certaines des causes de dérangement laissent parfois apparaître une idée de leur fréquence ou de leur caractère plus ou moins permanent.

Quatre-vingt mentions de dérangement sont citées, soit un peu plus d'une par personne en moyenne, qui peuvent être ramenées à quatre domaines de nuisances. Dans l'ordre de fréquence, il s'agit du bruit (41 mentions), du manque de soins et de propreté (16 mentions), de comportements négatifs de voisins (16 mentions également) et d'odeurs désagréables (10

⁴¹ Cf. tableau des réponses à la question 50, annexe A4.

⁴² Cf. tableau des réponses à la question 27, annexe A4.

mentions). Il s'agit de thèmes tout à fait classiques des plaintes de voisinage rapportées dans les conversations courantes et, sans doute, dans les lettres aux régies et les plaintes à la police ou à la justice.

Les problèmes de bruit ne sont pas toujours spécifiés. Quand ils le sont, les répondants évoquent la musique, des cris, des enfants bruyants dans leur appartement ou dans l'entrée des immeubles, ainsi qu'une fois ou deux la limite de 22 heures ou le respect du dimanche. On peut rappeler à ce propos que dans l'évaluation de la qualité de l'immeuble, analysée avant dans ce rapport⁴³, l'isolation sonore est la plus mal notée. Elle recueille certes une petite majorité d'avis favorables, mais seules 29 personnes sur 129 se déclarent « très satisfaites », alors que 27 se disent « pas du tout satisfaites », la proportion nettement la plus élevée parmi les quatre items décrivant la qualité de l'immeuble.

L'évocation de la saleté concerne pour une part un manque de respect évident des autres, lorsqu'il s'agit de tapis secoués ou de déchets jetés par la fenêtre. Dans la plupart des cas, toutefois, c'est un manque d'attention à la propreté (mégots de cigarettes) ou plus simplement une exigence de « propre en ordre » (poubelles laissées sur le palier avant d'être mises dans les containers). Les considérations concernant la propreté visent toutefois essentiellement quelques comportements individuels, puisque, dans la même question 44 qui vient d'être évoquée, l'item « propreté » recueille le plus de grande satisfaction (69 mentions « très satisfait » sur 131 réponses), et le moins de forte critique (2 mentions « pas du tout satisfait »).

Les odeurs sont elles aussi plutôt désagréables en raison d'une sensibilité plus personnelle qu'unanime : fumées de cigarette dans l'ascenseur, manque d'hygiène faisant penser à des odeurs corporelles persistantes (même si ce n'est pas précisé). Plus gênantes peuvent être des odeurs dues à la présence d'animaux sur les terrasses, qui affectent constamment les alentours. Des odeurs de cuisine sont aussi évoquées, reflet peut-être de problèmes d'aération, mais aussi sans doute d'une touche épicée à laquelle la majorité des habitants n'est pas habituée.

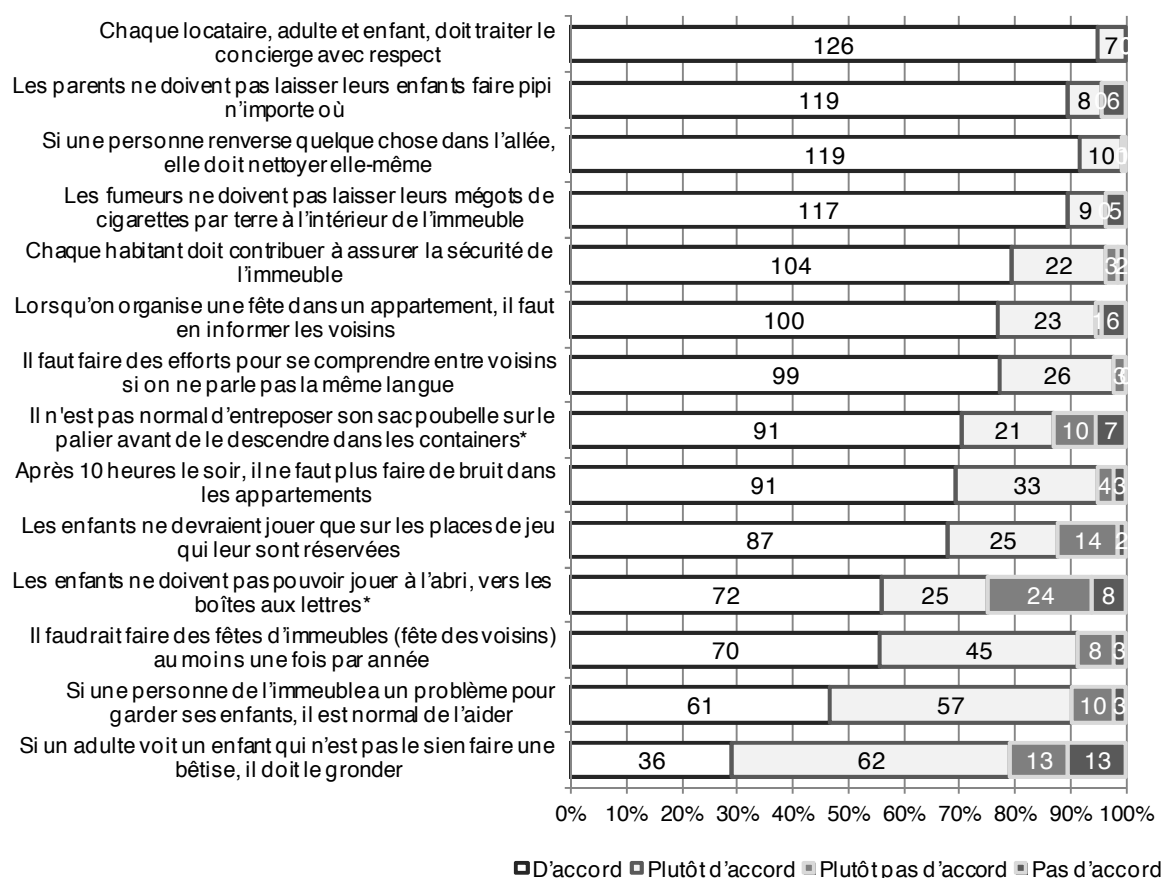
Les plaintes concernant les voisins oscillent entre désagréments et véritable difficulté de cohabitation. On y évoque de la violence sans autre précision, comme aussi un cas d'alcoolisme entraînant des comportements imprévisibles. Selon une autre source d'information, un consommateur de « drogue dure » cache des seringues usagées dans des escaliers menant au garage souterrain, la violence d'un jeune adulte l'a amené à casser des boîtes aux lettres et un ascenseur, ou encore un conflit conjugal conduit l'une des personnes impliquée à passer des nuits dans la cage escalier, y urinant et abandonnant ses mégots de cigarettes. Ces situations, qui témoignent des difficultés sociales rencontrées par certains habitants, sont probablement plus nombreuses que dans des immeubles à loyers libres mais restent cependant relativement rares en comparaison d'autres immeubles subventionnés, affirme un observateur averti. Dans la majorité des cas, ce sont plutôt de simples règles de civilité qui sont transgressées : manque de savoir-vivre et d'éducation, pas de réponse aux salutations, indiscretion, ascenseur retenu pendant qu'on prend son courrier, « mauvaise » utilisation des lieux communs.

Bref, les plaintes pour nuisances constituent une sorte d'inventaire à la Prévert, pas dramatiques en soi, mais qui peuvent être à l'origine de multiples petits agacements finissant par gâcher la qualité du vivre-ensemble. Une meilleure communication entre voisins pourrait sans doute lever une partie de ces récriminations en améliorant à la fois les comportements et la tolérance. Les habitants ne peuvent d'ailleurs pas plaider l'ignorance pour expliquer certains de leurs comportements répréhensibles, puisque la très grande majorité d'entre eux connaissent l'existence du règlement d'immeuble et déclarent l'avoir lu : 96 sur 129 réponses à la question 29, « Savez-vous s'il y a un règlement dans votre immeuble ? ». Ils sont encore 21 à connaître son existence sans l'avoir lu, alors que 2 habitants pensent qu'il n'y en a pas, et que 10 avouent

⁴³ Voir aussi le tableau des réponses à la question 44, annexe A4.

leur ignorance. Au total, on peut considérer qu'il y a un niveau élevé d'information, d'autant plus si l'on prend en compte les efforts pédagogiques du concierge. Pendant près de deux ans, il a fabriqué et affiché dans les cages d'escalier concernées des panneaux comportant des textes de sensibilisation et des photos de lieux où régnaient des saletés ou des désordres sortant de l'ordinaire. Face au manque de temps à disposition pour effectuer ses tâches et aux résultats qu'il estime peu probants, le concierge a toutefois arrêté ces actions de sensibilisation. De son côté, le propriétaire des immeubles a fait installer des caméras de surveillance dans les endroits les plus critiques : vers certaines boîtes aux lettres, dans des couloirs des sous-sols sujets à de petits graffitis et dans l'ascenseur évoqué plus haut. Les objectifs de ces caméras sont d'arrêter les déprédations d'immeubles et d'identifier clairement les responsables afin qu'ils remboursent les dégâts commis. La vidéosurveillance se révèle cependant peu efficace : aucun responsable n'a pu être identifié et graffitis ou pipis ont lieu hors du champ des caméras, dont la présence doit être signalée, conformément aux dispositions législatives. La régie immobilière apprécierait le recours à une médiation professionnelle pour tenter de résoudre les conflits de voisinage les plus épineux. Mais les fondations immobilières de droit public ne veulent pas supporter ces coûts.

Figure 32. Degré d'accord avec quelques règles de cohabitation (par répondant, effectifs)



Source : enquête Champ-Joly, 2010, © Christophe Amos
tableau de la question 28, en annexe

Note : * item dont la formulation est retournée par rapport au questionnaire pour conserver le sens logique des réponses

Revenons aux règles et nuisances. Le questionnaire demandait aux personnes interrogées d'indiquer leur degré d'accord avec une série de règles et de comportements ; les résultats sont représentés graphiquement dans la figure 32, dans l'ordre du degré le plus élevé d'acceptation. Il se situe entre 95% et à peine 30%. A mesure que le nombre de personnes se disant « d'accord » avec une règle ou un comportement diminue, la proportion des personnes se déclarant « plutôt

d'accord » augmente, pour atteindre 50% pour le dernier item du graphique. On remarquera enfin que le désaccord est rare ; entre « plutôt pas d'accord » et « pas d'accord », on atteint une fois 20% et une seule fois également 25%.

Toutes les règles ou comportements évoqués n'ont pas le même sens ou le même niveau de gravité. Ainsi, l'item « Les parents ne doivent pas laisser leurs enfants faire pipi n'importe où », qui recueille 90% de « d'accord », n'est pas une infraction grave aux règles de voisinage et est sans doute assez répandue chez les jeunes enfants, mais elle constitue un mauvais exemple, d'autant plus que les parents semblent, selon la formulation, être en mesure de l'éviter. Leur négligence apparente est fortement désapprouvée. A l'opposé, l'item « Si un adulte voit un enfant qui n'est pas le sien faire une bêtise, il doit le gronder » reçoit moins de 30% de « d'accord », mais 50% de « plutôt d'accord ». La personne qui est sensée faire autorité n'est plus un des parents, mais n'importe quel adulte du voisinage. C'est aussi le deuxième item recevant le plus de réprobation. On touche ici aux porteurs d'une mission éducative, et l'idée que d'autres gondent un enfant qui n'est pas le sien crée visiblement une certaine réticence, voire une opposition chez nombre de répondants, qui sont très souvent eux-mêmes parents. En même temps, comme rien n'est indiqué sur la gravité de la bêtise ou le risque qu'elle fait peut faire courir à l'enfant ou à d'autres, il y a peut-être dans les réponses une part de protection.

De façon plus globale, la majorité des items parlent d'évitement de nuisances, de respect des règles, bref de contrôle comme les deux qui viennent d'être analysés. Ils recueillent des scores élevés d'accord lorsqu'il est question de propreté ou de sécurité, plus faibles lorsqu'ils semblent un peu excessifs (« après 10 heures le soir, il ne faut plus fait de bruit dans les appartements ») ou imposent des limites importantes et peut-être inutiles aux enfants (ne jouer que sur les places réservées).

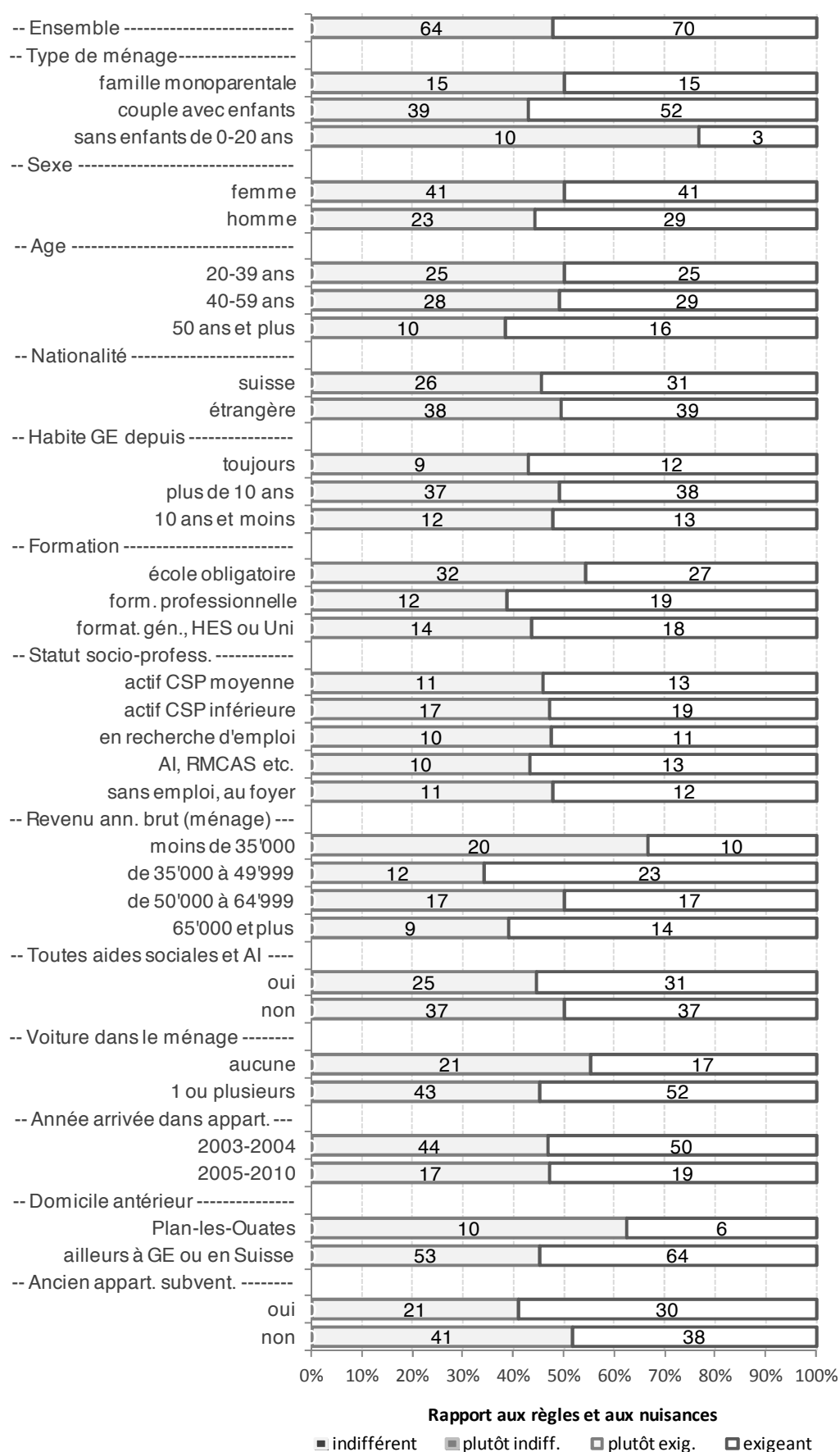
Quelques items évoquent de simples rapports de bon voisinage et relèvent de la civilité (par opposition aux incivilités qui qualifient les comportements déviant mineurs). L'item le plus totalement approuvé évoque ainsi le respect que chacun adulte comme enfant, devrait accorder au concierge. Il est également considéré comme tout à fait normal d'informer les voisins lorsqu'on fait une fête dans un appartement (sans que l'item fasse nécessairement penser au bruit nocturne), ou encore de « faire des efforts pour se comprendre entre voisins si on ne parle pas la même langue ». Près de 80% des répondants sont « d'accord » avec ces affirmations, 10% ou moins en désaccord.

Enfin, deux items sont chacun seuls à parler d'un aspect particulier des relations de voisinage. L'un parle de convivialité entre voisins (« Il faudrait faire des fêtes d'immeubles (fêtes des voisins) au moins une fois par année »), l'autre d'entraide (« Si une personne de l'immeuble a un problème pour garder ses enfants, il est normal de l'aider »). Ils recueillent un plus de 50% d'approbation pour le premier, un peu moins pour le second. Dans les deux cas, il n'y a que 10% de désapprobation. De ce fait, ces items se situent dans le bas de la hiérarchie définie pour cette question.

Les habitants des immeubles HBM de Champ-Joly sont donc tout à la fois exigeants en termes de contrôle des comportements des voisines et voisins et relativement ouverts en matière d'entraide et d'échanges plus approfondis. Pour une assez grande majorité d'entre eux, les frictions de voisinage ne semblent pas être liées à l'organisation de l'immeuble lui-même (conciergerie, chauffage, locaux communs, etc.) : ils sont 85 sur 130 à estimer qu'« il n'y a pas de problèmes particuliers d'organisation dans cet immeuble »⁴⁴. Mais cela laisse tout de même près d'un tiers de personnes estimant qu'il y a quelques problèmes d'organisation (aucune n'allant jusqu'à y voir « beaucoup de problèmes »).

⁴⁴ Cf. tableau des réponses à la question 43, annexe A4.

Figure 33. Indicateur de rapports aux règles et nuisances (par répondant, effectifs)



Source : enquête Champ-Joly, 2010, © Christophe Amos

Parmi ces problèmes, on compte en majorité des plaintes ayant un rapport avec la qualité de la construction : fenêtres laissant passer des courants d'air, chauffage et service d'eau chaude de piètre qualité, qui sont en principe sans effet direct sur les relations de voisinage. Ces remarques des habitants ont été effectuées dans un contexte météorologique de grand froid. La « bise noire » a soufflé fortement pendant la période où les questionnaires ont été complétés et les températures étaient descendues bien en dessous de zéro degré. Les problèmes liés au manque de propreté des locaux communs et au non respect des dispositions d'utilisation des buanderies prennent la deuxième place des récriminations. Celles-ci peuvent avoir des retombées sur les rapports de voisinage, dans la mesure notamment où les écarts aux règles concerneraient systématiquement les mêmes personnes. Enfin, une seule personne se plaint directement de la qualité des relations, invoquant un manque de respect du voisinage.

Les différents aspects des rapports aux règles et aux nuisances abordés dans les lignes qui précèdent sont synthétisés dans un indicateur⁴⁵ situant les répondants sur deux niveaux d'indifférence et sur deux niveaux d'exigence à leur égard. Le résultat d'ensemble (cf. figure 33) montre que personne ne se situe du côté de l'indifférence, l'échelle à quatre positions répondant aux mêmes règles de répartition que pour tous les autres indicateurs. Dans cette nette orientation vers une exigence de respect des règles et d'opposition aux nuisances, les personnes enquêtées se répartissent pratiquement par moitiés entre les deux degrés d'exigence.

Si des différences entre groupes de personnes apparaissent dans la figure 33, elles sont le plus souvent très petites et donc peu significatives au niveau statistique. La plus forte différence est celle qui sépare les personnes n'ayant suivi que l'école obligatoire de celles qui ont acquis une formation professionnelle, les premières étant moins souvent « exigeantes » que les secondes. Ce résultat est peut-être à relier à une tendance à l'exigence un peu plus faible chez les femmes et chez les adultes responsables d'une famille monoparentale, les deux caractéristiques étant évidemment liées. Mais l'essentiel reste cette forte orientation vers l'exigence de respect des règles et de limitation des nuisances pour l'ensemble des habitants HBM de Champ-Joly. Un résultat qui n'est pas vraiment étonnant, de bonnes relations de voisinages commençant en général avec ces deux caractéristiques.

6.2.3 Qualité des relations de voisinage : entre contrôle et sociabilité

Dans la partie théorique comme dans la problématique et les résultats déjà exposés sont apparues différentes façons de caractériser les relations de voisinage. Quatre termes peuvent être employés pour les qualifier, qui correspondent à une sorte d'échelle allant de l'exigence à l'égard des voisins au partage d'une certaine intimité: contrôle, civilité, entraide et sociabilité.

Le *contrôle* renvoie, comme le chapitre précédent l'a illustré, à la discipline dans les relations de voisinage, au respect des règlements écrits et de règles non écrites, à la lutte contre les nuisances. Dans sa version positive, le contrôle permet d'assurer les conditions favorisant un développement harmonieux des relations entre voisins. Dans une approche plus négative, comme on l'a vu dans la partie théorique de ce travail de bachelor, il s'agit d'inciter, voire de contraindre tous les voisins à respecter des normes de comportement prônées par les groupes sociaux dominants dans le quartier.

La *civilité* correspond à des échanges, à une forme de communication marquant la reconnaissance de l'autre comme personne digne d'attention tout en évitant l'intrusion dans sa vie personnelle, privée. Elle est faite, en quelque sorte, de politesse, d'attention, de respect, dans un éventail allant du simple bonjour à des conversations sur le temps, sur les événements du jour. La civilité peut être assez bien illustrée, comme nous l'avons vu précédemment, par

⁴⁵ Indicateur de rapports aux règles et nuisances, présentation des indicateurs au début de l'annexe A5, définition du contenu de cet indicateur en annexe A5.7.

opposition aux incivilités, faites de moqueries et de petites insultes, de dérangements à la tranquillité d'autrui, de graffitis et autres dégradations mineures à l'environnement, etc. La civilité, c'est en somme le respect des gens et des choses. Dans les relations de voisinage, elle est le contact positif peu engageant en lui-même, mais un préalable permettant d'aller plus loin dans les rapports interpersonnels, en cas d'envie réciproque.

L'*entraide* est précisément un de ces niveaux un peu plus approfondis de relations de voisinage, consistant à se rendre service, à s'épauler pour de petites ou plus grandes choses. Elle est une manifestation de solidarité plus ou moins importante, minime quand il s'agit de donner un peu de farine à la voisine qui en manque pour réaliser sa recette, bien plus exigeante quand il s'agit de garder des enfants dont les parents sont de sortie ou de faire des courses pour un voisin malade. Il s'agit de faire un effort en donnant un peu de ses ressources ou de son temps, et peut-être faire bénéficier son voisin de ses compétences. La conséquence est la création de liens plus ou moins approfondis, donnant un sens positif au vivre-ensemble : pouvoir compter les uns sur les autres.

La *sociabilité* est faite à son niveau le plus simple de civilité et d'entraide, mais dans l'échelle des relations de voisinage elle va plus loin dans l'approfondissement des relations interpersonnelles et sociales, dans l'implication personnelle mise dans ces relations. Dans les relations de voisinage, la sociabilité peut prendre des formes qui l'apparente à des liens d'amitié, voire de parenté en termes de niveau d'intimité dans les échanges, de partage de vécu, d'ouverture de soi aux autres. Dans ce sens, elle constitue bien le niveau de qualité le plus élevé dans les relations de voisinage, permettant de passer de la simple cohabitation au partage.

Ces différents niveaux de relations de voisinage ont déjà été illustrés précédemment, avec l'analyse des réponses à la question 24, « dans l'idéal, qu'attendez-vous des autres locataires de l'immeuble? ». « Qu'ils soient sociables » est l'attente la plus fréquente (sélectionnées 92 fois, soit par les deux tiers des personnes interrogées). La représentation de ce que signifie « être sociable » peut évidemment varier d'une personne à l'autre, mais elle contient en tout cas l'idée d'une forme de convivialité, d'ouverture aux autres, de communication et d'échange. Nuisances et contrôle viennent ensuite, suivis de l'entraide (environ une personne sur trois). L'implication la plus forte du vivre-ensemble, « qu'ils s'engagent activement dans la vie du quartier », ne recueille en revanche que 19 suffrages, soit une personne sur sept. Ces données ont un sens dans la mesure où les répondants pouvaient choisir plusieurs réponses.

Quelques exemples d'attentes à l'égard du concierge, pré-formulées dans le questionnaire, apportent aussi des éclairages partiels sur la qualité des relations de voisinage⁴⁶. Dans l'ordre d'importance quantitative, c'est incontestablement le rôle de contrôle qui figure au premier plan : « qu'il entretienne bien l'immeuble » (112 mentions!), « qu'il fasse respecter le règlement » (83 mentions), « qu'il fasse la transmission avec la régie » (66 mentions, soit un répondant sur deux) et « qu'il contrôle un peu la vie de l'immeuble » (55 mentions). La notion d'entraide vient après : « qu'il soit disponible pour donner un coup de main en cas de besoin » (52 mentions) et « qu'il me donne un coup de main pour les petites réparations dans mon appartement » (16 mentions seulement, ce qui montre bien que le rôle du concierge est perçu comme essentiellement collectif, non individuel). Enfin, la tendance à plus de sociabilité en ce qui concerne le concierge est marginale : 15 mentions seulement pour que le concierge « s'engage activement dans la gestion du quartier ».

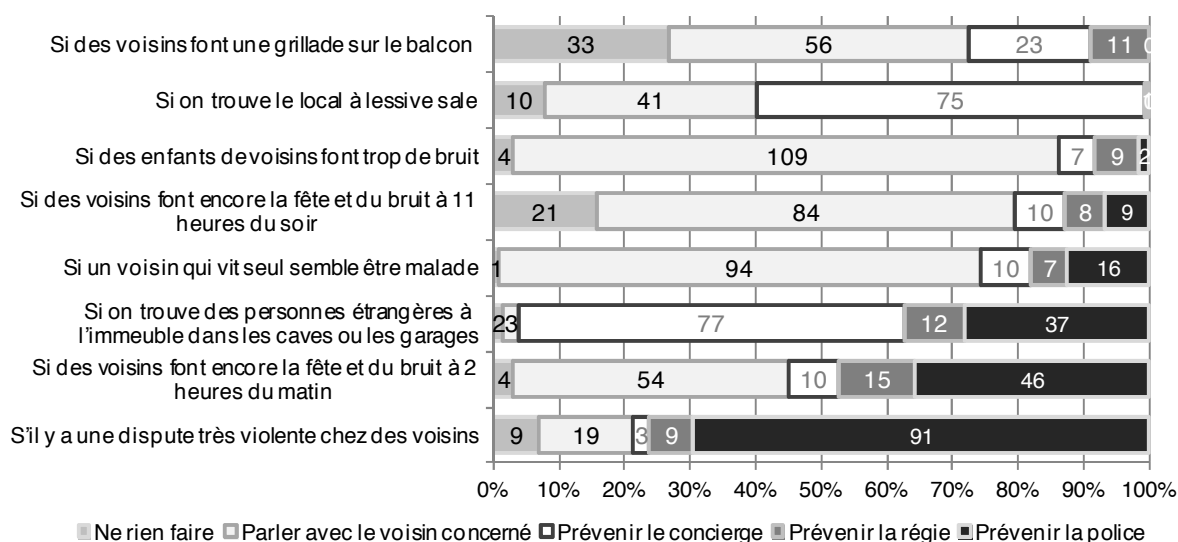
La suite de ce chapitre est consacrée à l'analyse de ces différents niveaux de relations de voisinage, puis à une présentation synthétique de ces niveaux cherchant à situer les valeurs et comportements moyens de chaque personne enquêtée sur une sorte d'échelle allant du contrôle à la sociabilité.

⁴⁶ Cf. tableau des réponses à la question 47, annexe A4.

La notion de contrôle est abordée, de façon plus détaillée que ce qui vient d'être rappelé, dans la question 31 (représentation graphique des résultats dans la figure 34). Par rapport à certains problèmes pouvant survenir dans les relations entre voisins, le questionnaire propose quelques attitudes exprimant un degré croissant de gravité ressentie par les répondants sous la forme de différentes actions : ne rien faire, parler avec le voisin concerné, prévenir le concierge, prévenir la régie, prévenir la police. La figure 34 trie les problèmes évoqués en fonction de l'action la plus forte, « prévenir la police ». Ainsi définis, les problèmes les moins dérangeants sont des grillades sur le balcon (interdites par le règlement d'immeuble) ou le local à lessive laissé sale. Si personne ne songe à appeler la police dans ces deux cas, les autres possibilités d'action évoquées sont différentes. Pour le local à lessive, le concierge est la personne de référence (60% des réponses), en parler avec le voisin concerné venant en deuxième, avec un tiers des réponses. Pour les grillades sur le balcon, c'est l'interaction avec le voisin qui est la plus fréquemment évoquée (près d'une fois sur deux), suivie du laisser-faire et de la demande d'intervention du concierge. Ce dérangement est aussi l'un de ceux qui suscite les (rares) intentions d'intervenir auprès de la régie, sans doute avec l'idée qu'il s'agit d'une infraction au règlement d'immeuble, édicté par la régie. Mais ce type d'intervention est presque toujours inférieur à 10% des réponses.

L'intervention de la police est demandée le plus souvent en cas de dispute « très violente » chez des voisins. Elle recueille 70% des réponses et semble après tout raisonnable si l'on n'a pas d'autres informations sur la fréquence et les résultats de disputes antérieures. Une personne sur sept pense qu'il faut en discuter directement avec le voisin concerné, ce qui pourrait toutefois être la source de problèmes relationnels entre eux. On relève encore deux cas où l'intention de prévenir la police est relativement fréquente : en cas de bruit nocturne (un répondant sur trois) et en cas de présences jugées suspectes dans les caves ou les garages (plus d'un répondant sur quatre). Ces problèmes sont donc jugés relativement graves par une partie des personnes interrogées, mais elles sont plus nombreuses à estimer qu'il faut parler directement avec les voisins responsables de tapage nocturne et, surtout, plus souvent avec le concierge en cas de présence d'inconnus dans les sous-sols.

Figure 34. Attitude à adopter face à quelques problèmes (par répondant, effectifs)



Source : enquête Champ-Joly, 2010, © Christophe Amos
tableau de la question 31, en annexe

Les trois situations problématiques intermédiaires donnent très massivement la priorité à un échange direct avec les voisins concernés : dans plus de 80% des cas lorsque les enfants de voisins font trop de bruit, dans quelque 75% des cas lorsqu'un voisin vivant seul semble malade

et dans 65% des cas environ lorsque des voisins font du bruit peu après 22 heures. Dans ces cas, un contact direct peut effectivement se révéler à la fois le plus raisonnable et le plus efficace.

Dans l'ensemble, les habitants interrogés ont donc un rapport plutôt sensé aux différentes formes d'intervention à privilégier lorsque des problèmes de voisinage apparaissent. Ils savent identifier les cas où des contacts directs avec les voisins concernés sont à privilégier, ceux où l'intervention du concierge peut être la plus efficace et ceux, enfin, où la régie (très rarement) ou la police (plus souvent, parfois trop souvent) constituent la meilleure solution.

Les différents aspects de contrôle qui ont été évoqués dans les pages qui précèdent sont repris dans un indicateur global⁴⁷. La représentation graphique (figure 35) montre qu'une majorité des personnes enquêtées ont une tendance « plutôt forte » (près de 40%) ou « forte » (25%) au contrôle social dans les relations de voisinage. La tendance marquée touche donc près de deux personnes sur trois. A l'inverse, un gros tiers des habitants des immeubles HBM de Champ-Joly ont une tendance « plutôt faible » (près de 30%) ou carrément « faible » (10%) à un tel contrôle.

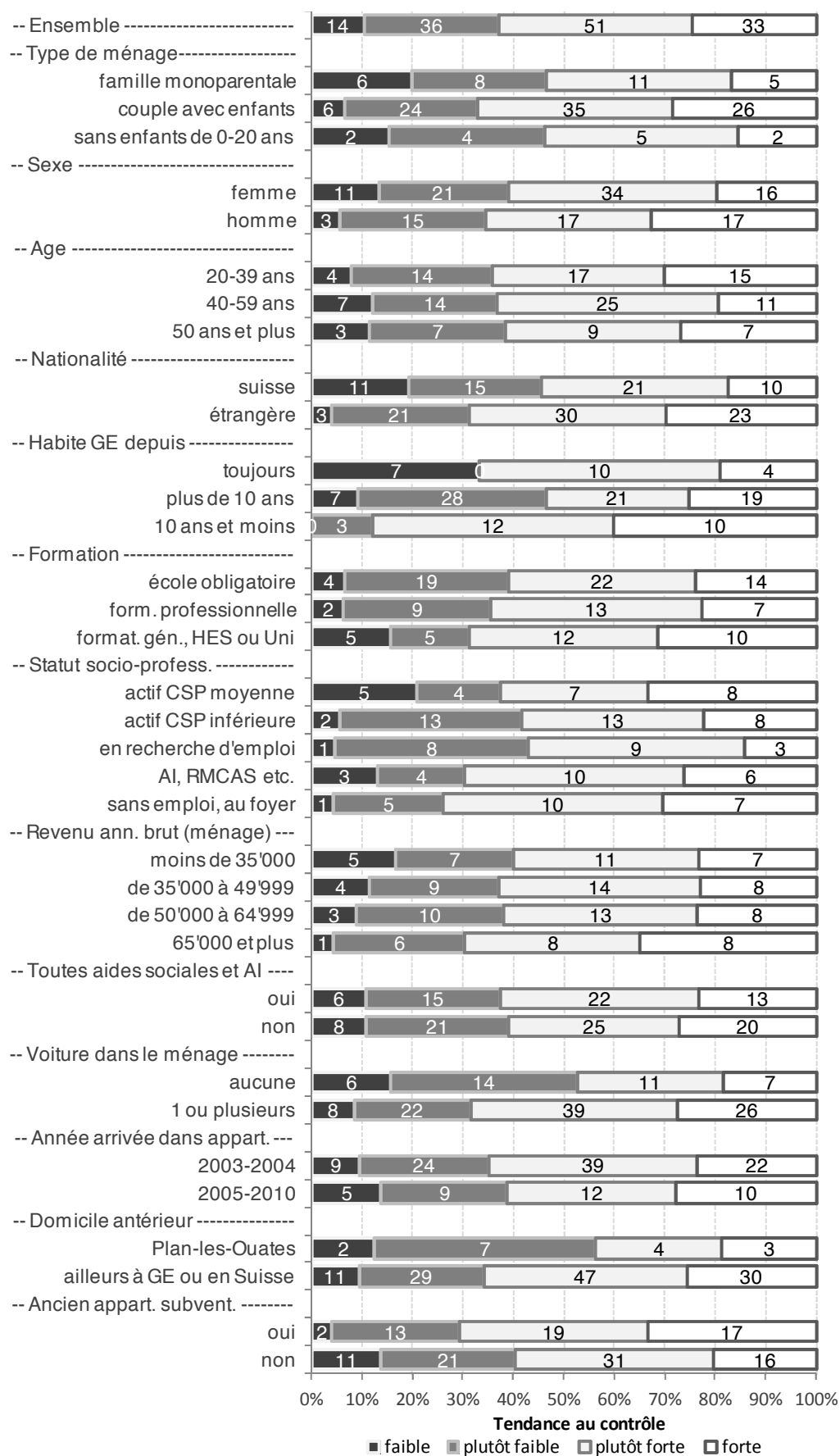
Ce résultat global confirme les constatations faites à propos des règles et des nuisances. Par rapport à cette tendance générale, des différences entre groupes apparaissent. Une première a déjà été constatée : les adultes de famille monoparentale sont moins orientés vers le contrôle que les adultes de ménages constitués de couples avec enfants, et les femmes moins que les hommes. Ces deux éléments sont sans doute liés, comme on l'a déjà fait remarquer. De façon un peu surprenante, les répondants d'origine suisse sont moins préoccupés de contrôle que les personnes de nationalité étrangère ; faut-il y voir un effet de sur-adaptation, peut-être en lien avec le fait que les plus anciens habitants de Genève sont moins orientés vers le contrôle que les plus récents ? Si on ne constate pas de différence entre bénéficiaires d'une rente AI ou d'une forme ou d'une autre d'aide sociale et celles et ceux qui n'en ont pas, on remarque que les personnes qui bénéficiaient déjà dans leur ancien appartement d'une aide pour le loyer sont sensiblement plus orientées vers le contrôle social que celles qui n'en bénéficiaient pas.

Ces résultats ne correspondent pas systématiquement aux attentes issues de la partie théorique, notamment au fait que les groupes ayant le statut social le plus élevé sont ceux qui tendent à contrôler les valeurs du vivre-ensemble. Si c'était le cas, les Suisses devraient le faire davantage que les étrangers, contrairement à ce qui vient d'être observé. Même constat en ce qui concerne la durée de présence à Genève. Mais cela tient peut-être à un effet de naturalisation. En effet, les personnes actives de la CSP moyenne ont davantage tendance au contrôle que celles qui appartiennent à la CSP inférieure, ce qui correspond aux attentes de la théorie. On relèvera encore un petit effet d'âge, les 20-39 ans étant moins orientés vers le contrôle que les 40-49 ans, ainsi qu'un effet (sans doute indirect) lié à la possession d'une voiture au moins, qui correspond à un degré de contrôle plus élevé.

Dans l'ensemble donc, les dimensions observées ne correspondent que partiellement aux attentes théoriques, c'est-à-dire au fait que les milieux les plus favorisés tendent à contrôler les règles et les valeurs en rapport avec les relations de voisinage. Si c'est bien le cas pour le statut socio-professionnel des personnes actives ou pour la possession d'une automobile, cela ne se vérifie pas pour le niveau de revenu du ménage (pas de différence), pour l'aide au logement dans le domicile précédant, ni d'ailleurs pour la nationalité ou l'ancienneté de résidence. Avec les données à disposition, il n'est pas possible de déterminer si ces résultats plutôt inattendus sont liés à l'échantillon ou, au contraire, à une exception théorique qui pourrait être expliquée.

⁴⁷ Indicateur de tendance au contrôle dans les relations de voisinage, présentation des indicateurs au début de l'annexe A5, définition du contenu de cet indicateur en annexe A5.8.

Figure 35. Indicateur de tendance au contrôle dans les relations de voisinage
(par répondant, effectifs)



Source : enquête Champ-Joly, 2010, © Christophe Amos

Il n'y a pas de question spécifique consacrée à la tendance à la civilité dans les relations de voisinage. Pour l'estimer, il faut donc recourir à des items répartis dans différentes questions et rassemblés dans l'indicateur correspondant (cf. graphique 27⁴⁸). La tendance à la civilité dans les relations de voisinage est plus marquée que la tendance au contrôle. Pour l'ensemble des répondants, 85% ont une tendance « plutôt forte » (près de 40%) ou « forte » (près de 50%) à la civilité. Ce résultat correspond en partie à l'idée de sociabilité au sens général, à laquelle on a vu précédemment que presque tous les répondants étaient attachés. Dans ce contexte, les différences entre groupes relèvent de la nuance. Pratiquement aucun groupe ne va au-delà de 15% de personnes attachant peu d'importance à la civilité dans les rapports. Les proportions les plus élevées, lorsque les effectifs concernés sont suffisants, sont parmi les personnes dont le ménage dispose de moins de 35'000 francs, parmi celles qui n'ont pas de voiture à disposition et parmi celles qui sont arrivées à Champ-Joly entre 2005 et 2010. Il est difficile de dire ce qu'elles ont en commun, mais ce n'est pas très important vu qu'il ne s'agit que de nuances.

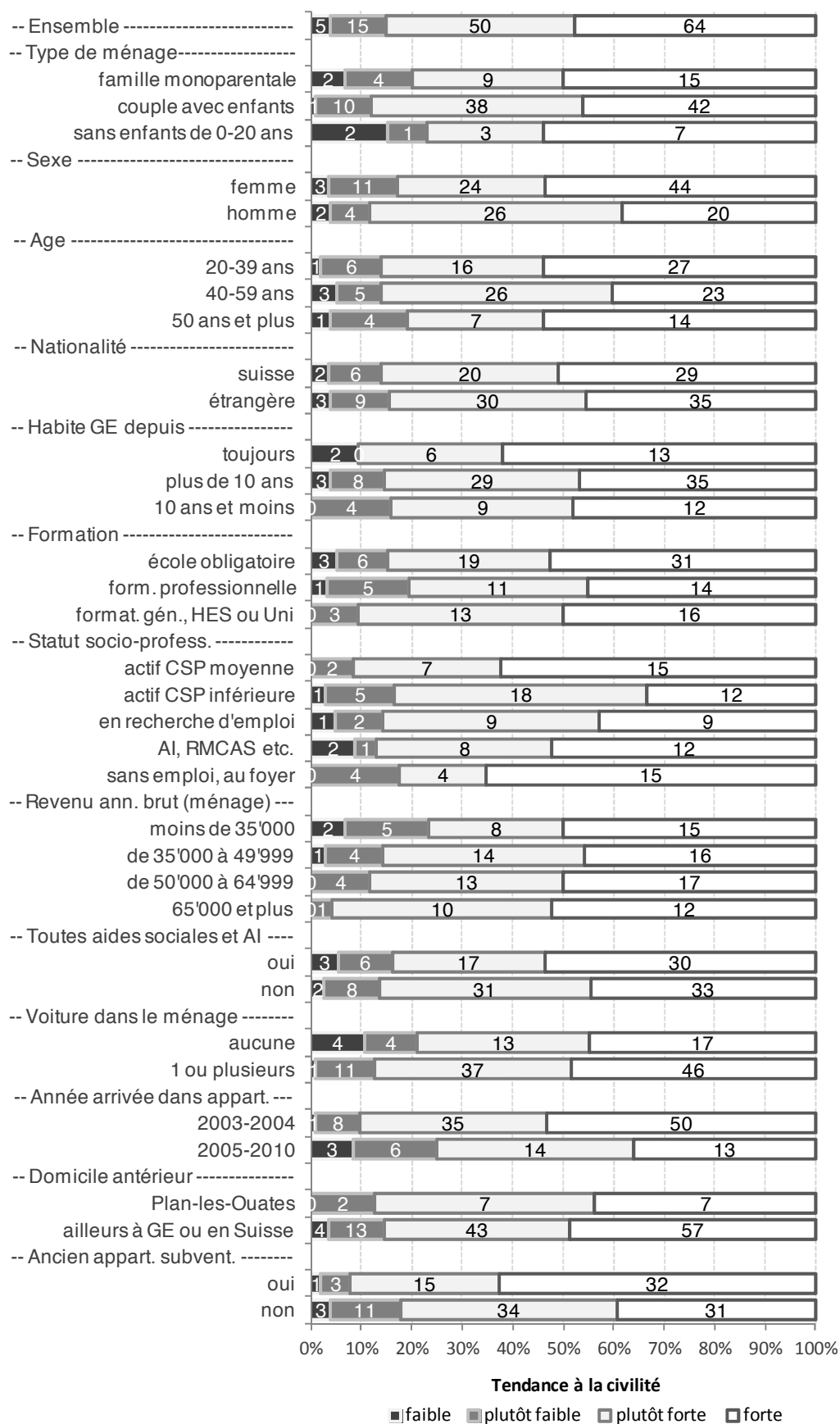
Des nuances, parfois plus importantes numériquement, existent également entre groupes selon la fréquence des adhésions « fortes » ou « plutôt fortes » à la civilité. Ont une tendance plus forte à la civilité les personnes sans formation post-obligatoire par rapport à celles qui ont suivi une formation professionnelle, les personnes actives de la CSP moyenne par rapport à celles de la CSP inférieure, les plus anciens habitants des immeubles HBM de Champ-Joly par rapport aux plus récents et les personnes dont l'ancien appartement était déjà subventionné par rapport à celles qui ne bénéficiait pas auparavant d'une aide au loyer. Toutes ces caractéristiques ne correspondent pas à un profil particulier des personnes; certaines indiquent des groupes plutôt défavorisés, d'autres des groupes plutôt favorisés. Ceci est d'autant plus vrai qu'on ne trouve pas de différence marquante selon le type de ménage, le genre, la nationalité, l'ancienneté de résidence dans le canon de Genève. Il y a peut-être une différence qui concerne la situation économique des ménages: la proportion de personnes ayant une faible tendance à la civilité diminue lorsque le revenu augmente.

Comme pour le contrôle social, on considérera donc surtout que les attentes en matière de civilité dans les relations de voisinage sont élevées. Contrôle et civilité en cette matière ne sont d'ailleurs probablement pas contradictoires. Il s'agit en partie des deux faces d'une même médaille, des relations de voisinage sereines ou en tout cas non conflictuelles. Elles passent d'un côté par des rapports « contrôlés », c'est-à-dire corrects, respectant les règles de cohabitation et la tranquillité dans les rapports entre voisins, au sens d'absence de tensions et de conflits ouverts. Elles passent d'un autre côté par une attention, un respect entre voisins, qui facilitent l'émergence et le maintien d'un niveau minimal de reconnaissance réciproque, et donc de tolérance et de non intrusion. Dans son sens positif, cette dualité constitue donc la coloration principale des relations de voisinage dans les immeubles HBM de Champ-Joly, coloration qui concerne une nette majorité des habitants (64% sont à la fois orientées contrôle et civilité, 31% sont plutôt dans le laisser-faire pour le contrôle et orientées vers la civilité).

Comme pour le contrôle social, on considérera donc surtout que les attentes en matière de civilité dans les relations de voisinage sont élevées. Contrôle et civilité en cette matière ne sont d'ailleurs probablement pas contradictoires. Il s'agit en partie en tout cas des deux faces d'une même médaille, des relations de voisinage sereines ou en tout cas non conflictuelles. Elles passent d'un côté par des rapports « contrôlés », c'est-à-dire corrects, respectant les règles de cohabitation et la tranquillité dans les rapports entre voisins, au sens d'absence de tensions et de conflits ouverts. Elles passent d'un autre côté par une attention, un respect entre voisins, qui facilitent l'émergence et le maintien d'un niveau minimal de reconnaissance réciproque, et donc de tolérance et de non intrusion.

⁴⁸ Indicateur de rapport à la civilité dans les relations de voisinage, présentation des indicateurs au début de l'annexe A5, définition du contenu de cet indicateur en annexe A5.8.

Figure 36. Indicateur de tendance à la civilité dans les relations de voisinage
(par répondant, effectifs)

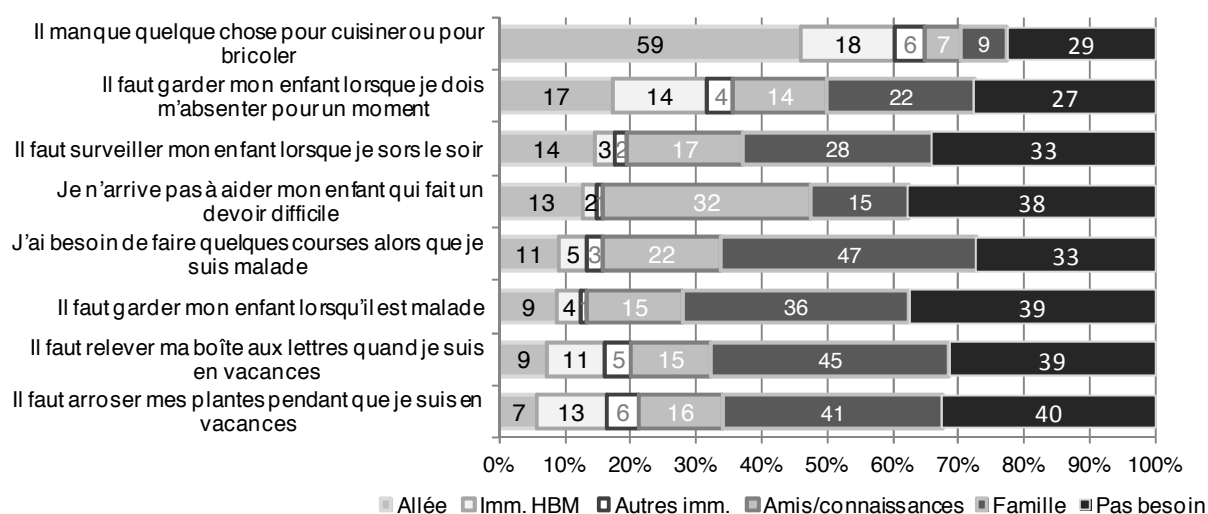


Source : enquête Champ-Joly, 2010, © Christophe Amos

Dans son sens positif, cette dualité constitue donc la coloration principale des relations de voisinage dans les immeubles HBM de Champ-Joly, coloration qui concerne une nette majorité des habitants (64% sont à la fois orientées contrôle et civilité, 31% sont plutôt dans le laisser-faire pour le contrôle et orientées vers la civilité).

Après le contrôle et la civilité, l'entraide constitue le troisième niveau de qualité dans les relations de voisinage. En plus des quelques items déjà évoqués au début de ce chapitre, deux questions abordent plus spécifiquement l'entraide, sous la forme de demande d'aide d'une part (cf. figure 37), d'offre de service d'autre part (figure 38). Ces deux questions sont constituées d'items « fermés » analogues. Afin de situer ces deux aspects de rapports humains dans le cadre des relations de voisinage, l'aide demandée et les services offerts sont définis par rapport à leur source, respectivement à leur destinataire : voisins de la même allée, voisins des autres immeubles HBM, voisins qui logent dans les appartements en loyer libre de l'ensemble d'immeubles de Champ-Joly, et, pour avoir une mesure du défaut de relations de voisinage en ces matières, demande d'aide et offre de services hors du quartier, soit auprès d'amis et de connaissances, soit auprès de membres de la famille. Pour chaque item, le questionnaire prévoyait aussi la possibilité de répondre que ce type d'entraide ne concerne pas la personne qui répond (n'a pas besoin de ce type d'aide, respectivement n'est pas l'objet de demande de ce type de services). La différence principale entre les deux questions est qu'une seule réponse est permise pour la demande d'aide, plusieurs pour les offres de services. Dans les deux figures présentant les résultats, les items sont classés par ordre de fréquence de la réponse "allée", c'est-à-dire l'entraide entre voisins les plus proches spatialement.

Figure 37. Demande d'aide dans différentes circonstances (effectifs, une réponse par item)



Source : enquête Champ-Joly, 2010, © Christophe Amos
tableau de la question 37, en annexe

Pour les demandes d'aide, les voisins de l'allée n'occupent qu'en une seule occasion la première place, lorsqu'il s'agit de chercher un ingrédient pour cuisine ou un accessoire pour bricoler. Ce sont d'ailleurs les types mêmes de menus services qu'il est usuel de se rendre entre voisins. Encore faut-il remarquer que c'est pour moins d'un répondant sur deux que cette aide reste au niveau de l'allée, si on tient compte des cas où une telle aide n'est pas demandée (c'est 60% des cas si on ne compte que les personnes en ayant besoin). Dans tous les autres cas où une aide s'avère nécessaire, les voisins de l'allée et même, plus généralement, les voisins des immeubles, HBM ou non, n'interviennent que dans la minorité des cas.

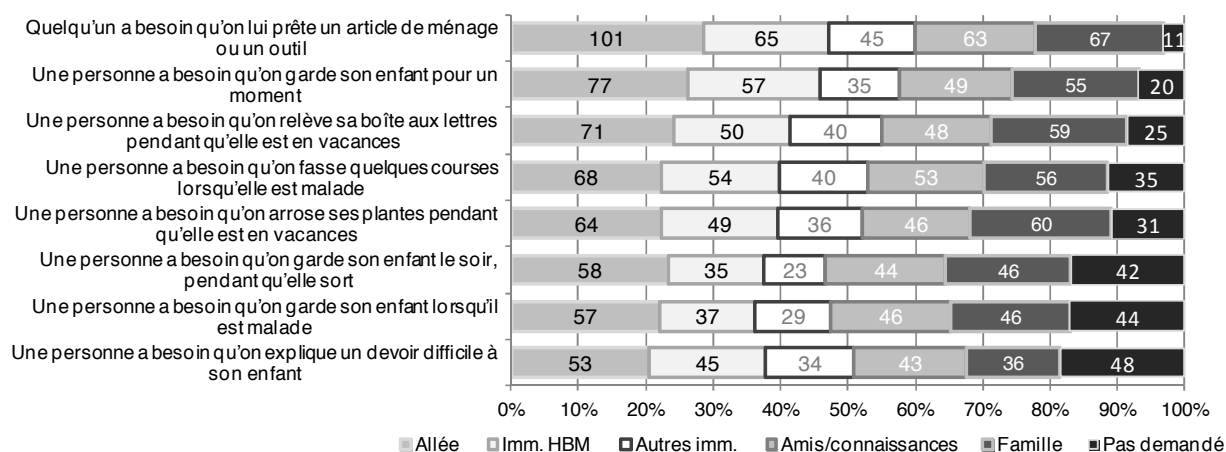
En regardant de plus près l'ordre des items du point de vue de ce que l'aide sollicitée implique, on se rend compte qu'il y a une sorte de gradation en matière d'intrusion des personnes concernées dans la sphère intime des personnes sollicitant une aide. On trouve d'abord des items

qui concernent les enfants, sans empiètement trop marqué dans la sphère intime : « il faut garder mon enfant lorsque je dois m'absenter pour un moment », « il faut surveiller mon enfant lorsque je sors le soir » et « je n'arrive pas à aider mon enfant qui fait un devoir difficile ». Il y a dans ces exemples tout à la fois un aspect de confort dans le rapport de proximité spatiale et une faible intrusion des adultes dans l'univers privé, appartement, vie personnelle. On trouve ensuite deux aides qui donnent davantage d'accès à l'appartement et d'ouverture sur la vie privée : « j'ai besoin de faire quelques courses alors que je suis malade » et « il faut garder mon enfant lorsqu'il est malade ». Dans tous ces cas, les demandes au voisinage s'adressent d'abord aux voisins de l'allée, même si c'est relativement rarement dans l'ensemble, et moins souvent aux voisins des autres immeubles, HBM un peu plus souvent que loyers libres.

Pour les deux derniers items de la figure 37, il est intéressant de relever que l'on a un peu plus souvent recours aux voisins des autres immeubles HBM qu'à ceux de l'allée. C'est sans doute lié au fait qu'ils donnent un peu plus à voir la vie privée : « il faut relever ma boîte aux lettres quand je suis en vacances » (et donc permettre un regard sur son courrier) et « il faut arroser mes plantes pendant que je suis en vacances » (et donc donner la clé de son appartement à une personne qui y sera présente seule). Ce résultat permet de penser que, pour les cas concernés, des liens plus approfondis existent avec d'autres voisins qu'avec ceux de l'allée.

Le résultat le plus remarquable de cette question est toutefois qu'à part les petites aides de cuisine et de bricolage, et dans une bien moindre mesure la garde d'enfants pour un moment, toutes les autres demandes sont adressées prioritairement au cercle des relations personnelles, qu'il s'agisse d'amis et de connaissances, ou de membres de la famille. Dans tous les cas, sauf un, ce sont le plus souvent les membres de la famille qui sont sollicités. L'exception concerne l'aide pour des devoirs difficiles d'un enfant, où des connaissances sont deux fois plus sollicitées que des membres de la famille, reflet sans doute des compétences scolaires des uns ou des autres. De plus, on note que tendanciellement le poids des membres de la famille augmente à mesure que l'aide implique davantage d'ouverture sur son appartement et sur sa vie privée. Autrement dit, chez les habitants HBM de Champ-Joly en tout cas, la confiance est d'abord accordée à la famille, puis aux connaissances et amis, et en dernier lieu seulement aux voisins, davantage à ceux qui logent dans les HBM qu'à ceux qui logent dans des appartements à loyer libre. Les résultats mentionnés dans le tour de littérature scientifique sont ainsi également mesurés à Champ-Joly. Les relations d'entraide à l'échelle du voisinage sont influencées par la distance sociale, les habitants des HBM ayant plus d'entraide effective entre eux qu'avec les habitants des appartements en loyer libre.

Figure 38. Disponibilité à fournir une aide dans différentes circonstances
(effectifs, une réponse par item)



Source : enquête Champ-Joly, 2010, © Christophe Amos
tableau de la question 38, en annexe

La fourniture de services à des voisins, connaissances, amis ou membres de la famille n'obéit pas à la même logique de protection de la sphère personnelle évoquée précédemment. Elle s'exprime plutôt, en prenant l'ordre des services rendus aux voisins d'allée (cf. figure 38), en termes d'effort demandé et, subsidiairement, de compétences. On relèvera d'ailleurs que cet ordre ne serait pas très différent si les items étaient triés sur n'importe quel type de destinataires de services. La principale différence concerne d'ailleurs le fait qu'on ne demande pas de tels services à la personne répondante, dont l'ordre de fréquence est pratiquement l'inverse du précédent.

En somme, la fourniture de services, lorsqu'elle est demandée, peut concerner toutes les catégories de personnes, selon l'ordre de fréquence approximatif suivant, qui peut varier un peu selon les items: voisins de l'allée, membres de la famille, connaissances et amis, voisins des immeubles HBM et, tout à la fin, mais sans que ce soit négligeable, voisins des immeubles en loyer libre. La notion d'entraide dans les relations de voisinage a donc un double sens. Très ouverte lorsqu'il s'agit de fournir des services aux autres, elle est beaucoup plus restrictive lorsqu'il s'agit de demander de l'aide, dans la mesure surtout où il s'agit de préserver sa sphère privée. L'entraide se distingue ainsi bien de la sociabilité dans les rapports de voisinage, qui ne présente pas a priori les mêmes mécanismes de protection. Mais avant d'analyser ce quatrième niveau dans la qualité des relations de voisinage, regardons les résultats synthétiques fournis par l'indicateur d'entraide. Les résultats sont représentés graphiquement dans la figure 39⁴⁹.

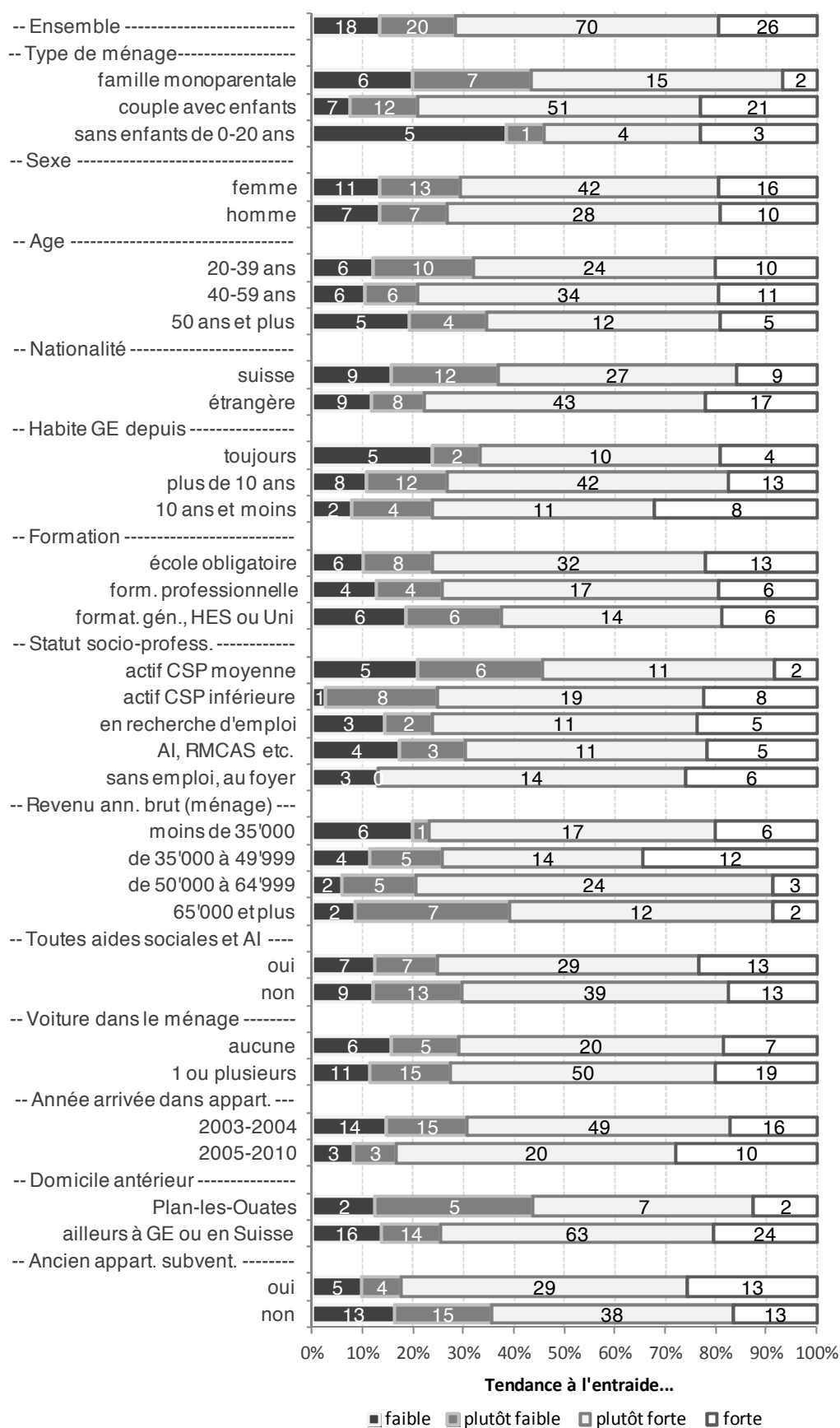
Globalement, l'entraide est largement acceptée (plus de 70% des répondants ont des dispositions positives à l'entraide), mais bien davantage dans sa version « plutôt forte » (environ 55%) que dans sa version « forte » (un peu moins de 20%) ; entraide oui, mais surtout pour les points qui ne donnent pas trop d'ouverture sur la sphère privée, comme on vient de le voir.

Dans le détail, les familles avec enfants les plus ouvertes à l'entraide sont celles qui sont constituées à partir d'un couple, et non les familles monoparentales. Mais cette différence ne se retrouve pas entre hommes et femmes. Si les adultes (presque toujours femmes) des familles monoparentales sont moins disposées à l'entraide que ceux des familles avec couple, c'est que les femmes avec enfants vivant en couple sont beaucoup plus disposées à l'entraide que les femmes élevant seules des enfants. Près de la moitié d'entre elles (14 sur 31) ont une tendance « faible » ou « plutôt faible » à l'entraide, contre un cinquième seulement pour celles qui vivent en couple (10 sur 51). Proportionnellement, il y a aussi deux fois plus de femmes ayant une tendance « forte » à l'entraide parmi celles qui élèvent des enfants en couple. Ce résultat peut sembler a priori étonnant, puisqu'on pourrait s'attendre à ce que les femmes élevant seules leurs enfants aient davantage besoin d'aide. Mais il est évident qu'elles ont objectivement moins de possibilités d'aider les autres, puisqu'elles doivent en général travailler. Elles ont peut-être aussi moins de besoin d'être aidées, notamment pour leurs enfants, puisqu'elles doivent avoir un système de garde durant la journée. Le paradoxe n'en est finalement peut-être pas un !

Du point de vue de la nationalité et du rapport à l'immigration, les étrangers ont un peu plus tendance à l'entraide que les Suisses, et les personnes n'habitant pas à Genève depuis toujours un peu moins que celles qui y sont nées. Contrairement à d'autres indicateurs, l'entraide fournit donc des résultats plus attendus. Cela se vérifie également avec la CSP des personnes ayant un emploi, celles de niveau inférieur (ou au chômage, à l'AI ou à l'aide sociale, sans emploi/au foyer) étant plus ouvertes à l'entraide que celles de niveau moyen.

⁴⁹ Indicateur de tendance à l'entraide dans les relations de voisinage, présentation des indicateurs au début de l'annexe A5, définition du contenu de cet indicateur en annexe A5.8.

Figure 39. Indicateur de tendance à l'entraide dans les relations de voisinage
(par répondant, effectifs)



Source : enquête Champ-Joly, 2010, © Christophe Amos

Les ressources économiques vont en partie dans le même sens. Les personnes bénéficiaires de tout type d'aide sociale, AI comprise, sont plus ouvertes à l'entraide que celles qui n'en bénéficient pas, mais celles dont le ménage dispose de moins de 35'000.- en ont moins que celles qui disposent de 35'000 à 49'999 francs, alors que celles qui ont 50'000 francs ou plus sont elles un peu plus disposées à l'entraide. On a déjà vu de telles configurations, qui tiennent sans doute à la composition particulière des catégories de revenus de différents points de vue (emploi ou non, aide sociale ou non, ménage monoparental ou non, etc.). On retrouve toutefois davantage de solidarité sous forme d'entraide chez les répondants dont le logement précédent était déjà subventionné par rapport à celles pour qui ce n'était pas le cas.

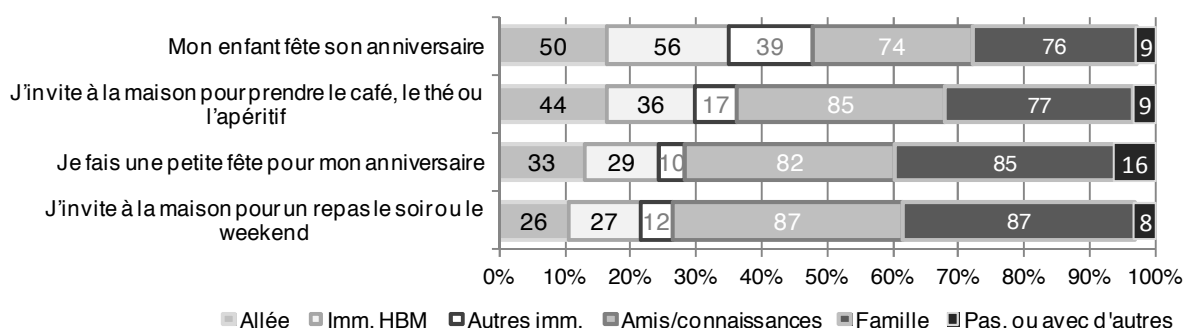
En somme, la tendance à l'entraide semble dépendre d'une part des besoins et des possibilités réelles de participer à des réseaux d'entraide de voisinage, et d'autre part d'une attitude plus ou moins ouverte sur l'entraide et les autres, ou, pour le dire autrement, moins fermée sur soi et sa famille, comme c'est le cas par exemple dans certains milieux de migrants.

Comme le suggère le paragraphe qui précède, l'attitude par rapport à l'entraide peut dépendre en partie de l'ouverture aux autres. On a ainsi une sorte de transition vers le quatrième niveau de qualité dans les relations de voisinage, qui est caractérisé dans ce travail par la notion de « sociabilité », qui comprend une dimension de convivialité, avec une tonalité de partage à des degrés plus ou moins importants de dimensions plus intimes.

Quelques aspects de la sociabilité dans les relations de voisinage ont déjà été évoqués dans ce chapitre. Sous une forme très atténuée, on a ainsi vu la « sociabilité » être l'attente la plus fréquente par rapport aux autres locataires (92 fois sur les 134 répondants). La sociabilité est deux fois moins fréquente quand il s'agit « (d'apprécier) les enfants » (choisie 47 fois) ou, en allant vers la sociabilité en actes, en « (s'engageant) activement dans la vie de quartier » (choisie 19 fois seulement). Même tendance lorsqu'il s'agit de savoir si le concierge doit « (s'engager) activement dans la gestion du quartier » (15 mentions). On a en revanche constaté que 90% environ des répondants estiment « qu'il faudrait faire des fêtes d'immeuble (fête des voisins) au moins une fois par année », ce qui implique une intention de partage minimal avec les personnes de son environnement spatial.

Une question posée aux habitants des immeubles HBM de Champ-Joly concerne toutefois directement des formes de partage qu'implique la notion de sociabilité. Elle porte sur différents événements et sur les personnes invitées à ces occasions : voisins de l'allée, des immeubles HBM ou des autres immeubles de Champ-Joly, amis ou connaissances, membres de la famille. Les résultats sont rapportés dans la figure 40, dans l'ordre de fréquence des invitations de voisins.

Figure 40. Invitations à partager un événement (effectifs, plusieurs réponses par item)



Source : enquête Champ-Joly, 2010, © Christophe Amos
tableau de la question 39, en annexe

Les invitations de voisinage les plus fréquentes sont en même temps, comme on l'a déjà vu à propos de l'entraide, celles qui donnent le moins accès à la vie privée : fête d'anniversaire des enfants (presque incontournable), puis invitation pour prendre un café, un thé ou un apéritif. Ce

sont respectivement près de la moitié et plus du tiers des réponses qui concernent ces formes de sociabilité de voisinage. Si la fête d'anniversaire est celle de l'adulte répondant, ou s'il s'agit d'inviter chez soi pour un repas, la part des relations de voisinage diminue pour se situer un peu au-dessus du quart des invitations, les amis et la famille dominant au contraire largement.

On notera encore dans la figure 40 que la part relative accordée aux voisins des immeubles en loyer libre de Champ-Joly diminue plus vite que celle qui est accordée aux voisins des HBM à mesure que les invitations sont davantage personnelles, prennent un caractère privé, voire amical. Cet aspect des effets de la distance sociale a déjà été souligné dans le chapitre consacré à la mixité sociale.

Les différentes concrétisations de la sociabilité évoquées ci-dessus ont été synthétisées dans un indicateur sur le rapport à la sociabilité (figure 41⁵⁰). Par rapport aux autres qualités dans les relations de voisinage (contrôle, civilité et entraide), l'expression de la sociabilité est très limitée. Elle n'est « forte » ou « plutôt forte » que chez moins d'un répondant sur dix. Elle est au contraire « faible » chez près de trois personnes sur quatre (un peu plus de sept personnes sur dix), « plutôt faible » chez encore deux personnes sur dix.

Les caractéristiques démographiques, sociales ou économiques qui jouent un rôle dans l'ouverture à la sociabilité ne sont ni le type de ménage, ni le sexe, la nationalité, la formation, le statut socio-professionnel ou encore le revenu qui intervenaient dans d'autres niveaux de qualité des relations de voisinage. On trouve en revanche un effet d'âge, une sociabilité « faible » devenant plus rare lorsqu'il augmente, sans qu'elle soit en revanche plus souvent « plutôt forte » ou « forte ».

On retrouve par ailleurs certains facteurs déjà évoqués à propos de l'entraide : les personnes qui ne sont pas nées à Genève ont moins souvent une « faible » ouverture à la sociabilité que celles qui y sont nées, les personnes bénéficiant d'une rente AVS ou de diverses formes d'aide sociale moins souvent que celles qui n'en ont pas, celles dont l'ancien appartement était déjà subventionné aussi moins souvent que celles qui n'avaient pas un appartement subventionné. Autrement dit, il y a un rapport entre une situation d'immigration et/ou de précarité et une plus grande ouverture à la sociabilité, ou, plus exactement, moins de fermeture à la sociabilité. En revanche, les personnes arrivées dans l'appartement de Champ-Joly lors des deux premières années de mise à disposition sont moins fermées à la sociabilité que celles qui sont arrivées après. La sociabilité est donc liée à la durée d'habitation et elle a tendance à se développer au fil du temps.

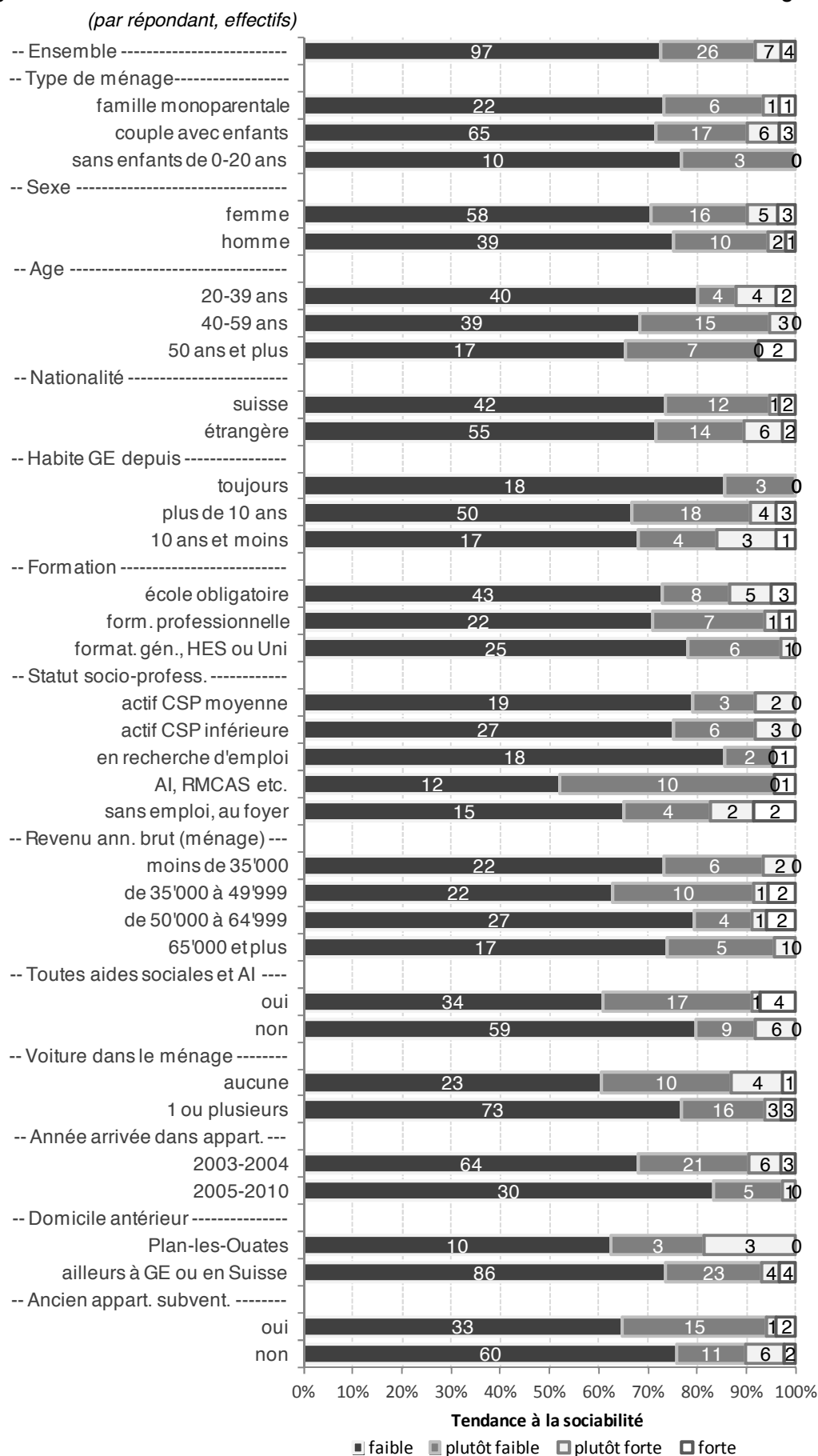
Après l'examen des quatre niveaux de qualité des relations de voisinage qui vient d'être fait, il est possible de tenter une synthèse situant, selon le même principe de répartition en quatre niveaux, chaque répondant sur une échelle dont les degrés « négatifs » sont successivement le contrôle et la civilité, les degrés « positifs » l'entraide et la sociabilité. La représentation graphique des résultats est l'objet de la figure 42⁵¹.

Le premier élément frappant est de constater qu'aucun répondant ne se situe aux extrêmes, soit orienté essentiellement « contrôle » ou essentiellement « sociabilité ». On l'a vu dans le détail, civilité et entraide sont des valeurs souvent vécues par les personnes enquêtées et donnent la coloration principale des relations de voisinage. De ce fait, leur tendance centrale en termes de qualité des relations de voisinage se situe exclusivement entre civilité, notamment quand le contrôle est sensiblement plus présent que l'entraide et la sociabilité, et entraide, quand le contrôle est relativement moins important que l'entraide, voire que la sociabilité.

⁵⁰ Indicateur de tendance à la sociabilité dans les relations de voisinage, présentation des indicateurs au début de l'annexe A5, définition du contenu de cet indicateur en annexe A5.8.

⁵¹ Indicateur de qualité des relations de voisinage, présentation des indicateurs au début de l'annexe A5, définition du contenu de cet indicateur en annexe A5.8.

Figure 41. Indicateur de tendance à la sociabilité dans les relations de voisinage



Source : enquête Champ-Joly, 2010, © Christophe Amos

Il s'agit donc d'accents plus que d'un positionnement exclusif sur la civilité ou l'entraide. Pour l'ensemble des répondants, la tendance « civilité » est la plus fréquente : sept personnes sur dix. Il s'agit de personnes qui sont globalement plus attentives aux règles, à l'évitement des nuisances de voisinage et à des rapports de voisinage respectueux plus que conviviaux au sens d'entraide et de sociabilité. En somme, les voisins relèvent plutôt de la cohabitation que du vivre-ensemble au sens positif du terme. Pour les trois autres personnes sur dix, la tendance centrale est à l'entraide, née principalement d'un mélange de civilité, d'entraide proprement dite et d'une touche de sociabilité, sans que le contrôle soit exclu. Elles sont davantage sur le mode d'un vivre-ensemble que sur celui de la simple cohabitation.

Les différences selon les caractéristiques démographiques, sociales et économiques habituelles sont, comme les différences globales, faites de nuances plus que de contrastes. Au plan socio-démographique, on retrouve une tendance plus « civilité » chez les adultes des familles monoparentales et chez les femmes, les deux étant sans doute liées. On a vu auparavant que les femmes élevant des enfants étaient notamment moins orientées vers l'entraide, ce qui peut expliquer les différences constatées ici.

Il n'y a guère de différence selon l'âge (un peu moins de tendance centrale « entraide » chez les 20-39 ans que chez les 40-49 ans) et selon la nationalité (les Suisses se situent un peu moins au niveau « entraide » que les étrangers), ces deux éléments reflétant certains résultats partiels déjà commentés. Dans le domaine de l'immigration, toutefois, les personnes nées à Genève sont nettement plus orientées vers la « civilité » que les immigrés récents (10 ans et moins) et, surtout, plus anciens (plus de 10 ans). On l'a vu précédemment, les immigrés sont tendanciellement plus orientés vers la convivialité que les natifs.

Cet effet de type social se retrouve plus nettement encore en termes de statut socio-professionnel, où les personnes actives (en emploi) de CSP moyenne sont globalement plus orientées vers la « civilité » que celles de CSP inférieure et de toutes celles qui n'ont pas d'emploi. Il s'agit sans doute d'un effet de composition sociale, puisque cette caractéristique ne se retrouve ni dans la formation, ni dans le revenu, qui sont pourtant tous deux liés au statut socio-professionnel.

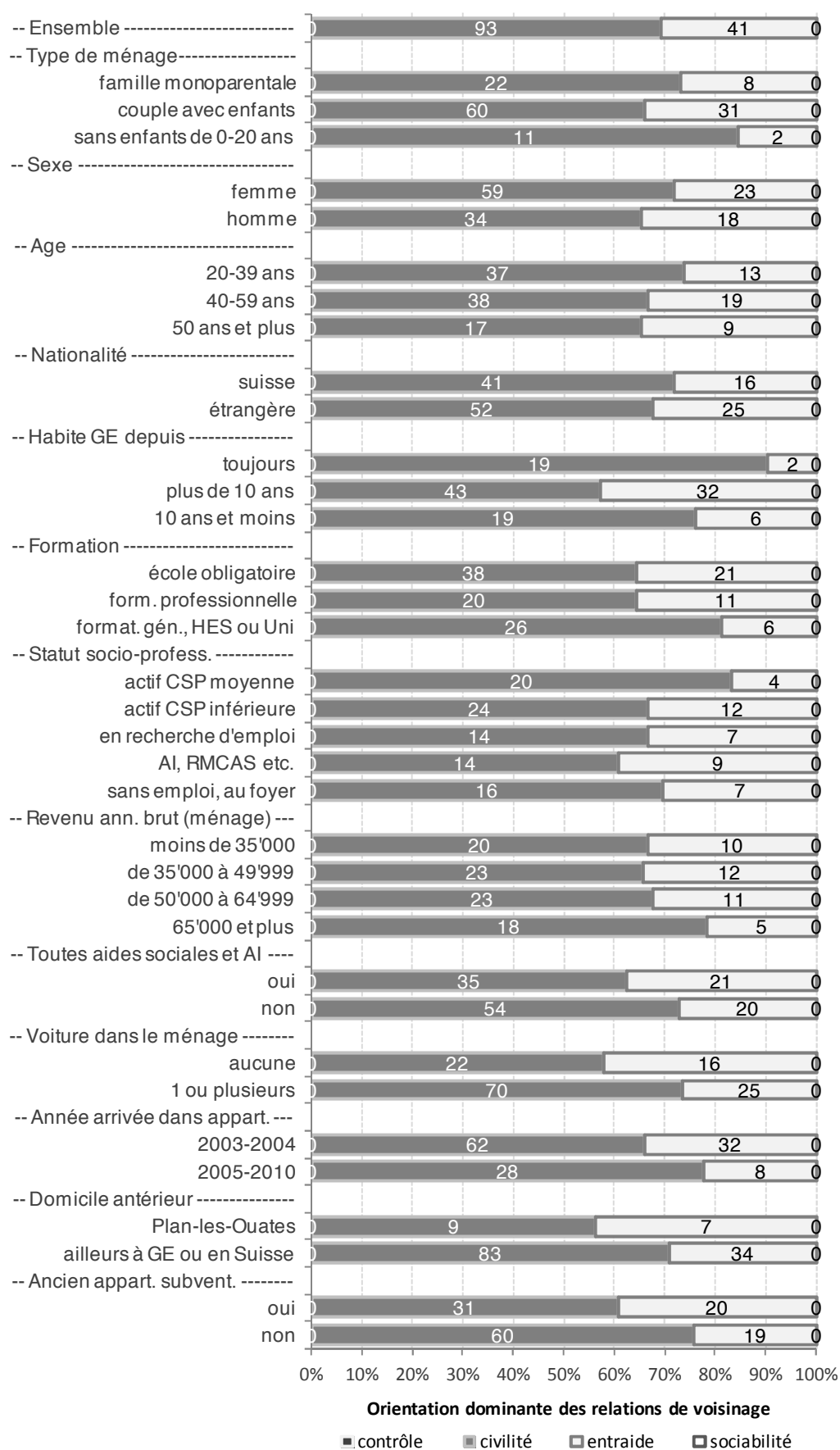
Il en va autrement d'autres caractéristiques personnelles renvoyant à la situation économique. Sont ainsi davantage orientées vers l'entraide les personnes bénéficiant d'une forme ou d'une autre d'aide sociale ou de l'AI, les personnes n'ayant pas de voiture dans leur ménage, les personnes qui occupaient déjà un logement subventionné avant de venir habiter Champ-Joly. Donc, par rapport à ces critères, les personnes ayant potentiellement une situation économique plutôt défavorable, même si elle ne se reflète pas dans le revenu à disposition du ménage⁵².

On notera encore que les personnes arrivées parmi les premières à Champ-Joly, en 2003 ou 2004, sont un peu plus orientées vers l'entraide, comme tendance centrale, que celles qui sont arrivées après. Ce constat confirme celui relevé pour la sociabilité et la civilité. La durée d'habitation influence bel et bien le développement de la qualité des relations de voisinage.

Ces considérations finales sur la qualité des relations de voisinage sont complétées par le chapitre qui suit, consacré à la participation communautaire et aux réseaux sociaux. Il permettra de voir de plus près dans quelle mesure le lieu de domicile est investi lorsque des activités collectives y sont proposées, et la place que prennent les voisins dans les réseaux sociaux des habitants HBM de Champ-Joly.

⁵² Il vaut la peine de rappeler, sur ce point, que le quart des répondants sont issus d'une famille monoparentale, qui n'a par définition qu'un seul revenu, peut-être complété par une pension alimentaire. Les ressources du ménage sont donc en général plus basses, quel que soit le statut socio-professionnel, que ce n'est le cas pour des adultes de ménages composés d'un couple d'adultes et d'enfants.

Figure 42. Indicateur de qualité des relations de voisinage (par répondant, effectifs)



Source : enquête Champ-Joly, 2010, © Christophe Amos

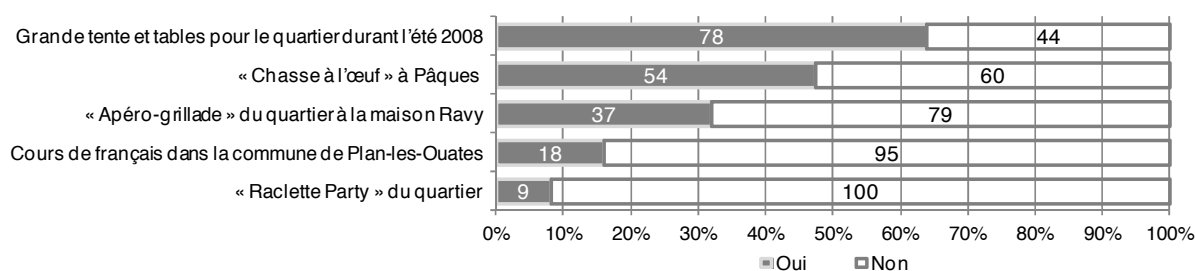
6.2.4 Participation à des activités collectives et réseaux sociaux

Une des clés de l'intégration sociale des immigrés et des personnes défavorisées réside dans la constitution d'un capital social, c'est-à-dire de ressources qui peuvent être sollicitées pour résoudre des problèmes de la vie quotidienne ou pour aider à atteindre des objectifs. Selon Bourdieu (1986, cité dans Leloup & Germain, 2008, p. 157), père du concept, le capital social est d'abord une ressource individuelle, même si elle repose sur la constitution d'un réseau social. Pour d'autres auteurs, comme Putnam (2006, cité dans Leloup & Germain, 2008, p. 157), le capital social est également une ressource collective, à disposition des personnes appartenant à un même groupe et mettant en commun les ressources personnelles de ses membres. Dans les deux cas, la constitution d'un capital social passe par la création de liens sociaux, qui peuvent être utiles dans de nombreuses circonstances de la vie, qu'ils soient faibles ou forts (Granovetter, 2000, cité dans Viry, Kaufmann & Widmer, 2009, p. 73). En même temps, ce capital social peut créer de nouvelles occasions de contacts, enclenchant une sorte de cercle vertueux, que les aléas de la vie peuvent parfois inverser, des difficultés plus ou moins importantes pouvant au contraire déboucher sur un cercle vicieux.

La question des liens sociaux, de leur nature (faibles ou forts, comme on vient de le voir, mais aussi plus ou moins ouverts sur la sphère privée, comme l'a montré le sous-chapitre précédent) et de leurs sujets (les voisins, les connaissances, la famille...) traverse tout le chapitre 6. Cette dernière partie se centre plus directement sur la participation à la vie associative et de quartier ainsi que sur les réseaux sociaux, qui constituent, comme le rappellent les théories du capital social, deux fondements de la capacité à prendre et à défendre une place dans la société, à s'y intégrer plus activement.

Une participation à des activités collectives organisées dans le cadre du quartier du Vélodrome constitue un premier niveau de participation sociale. Par rapport aux relations de voisinage relevant de la sociabilité, qui clôt le sous-chapitre précédent, une simple participation à des activités de quartier marque le passage de liens plutôt individuels à des rapports plus collectifs, même s'ils n'engagent pas directement les personnes qui y participent dans la communauté locale. Dans la recherche de terrain, la question 35 reprenait quelques activités de quartier récentes (au moment de l'enquête, bien sûr). Les résultats sont illustrés dans la figure 43, les différentes activités y étant classées par ordre de fréquentation.

Figure 43. Participation à quelques activités de quartier (*effectifs, une réponse par item*)



Source : enquête Champ-Joly, 2010, © Christophe Amos
tableau de la question 35, en annexe

La participation la plus importante concerne la mise à disposition d'une grande tente et de tables durant l'été 2008 ; près de deux habitants des immeubles HMB de Champ-Joly sur trois y ont passé au moins un moment durant les semaines où l'activité s'est déroulée. Ce taux de participation peut être considéré comme élevé statistiquement, et la marque d'un succès⁵³ pour

⁵³ Un succès qu'il faut toutefois relativiser puisque des voisins dont les chambres à coucher donnaient sur la tente se sont plaints du bruit le soir et qu'elle a été déchirée au cours d'un acte de vandalisme. La tente n'a ensuite plus été mise en place, au regret notamment de l'association des habitants du quartier.

le Service de l'Action Communautaire de la commune de Plan-les-Ouates qui l'a mis en place. En même temps, cette participation n'est pas très impliquante, au plan collectif, au sens où chacun pouvait choisir un moment, peut-être entre voisins se connaissant déjà bien.

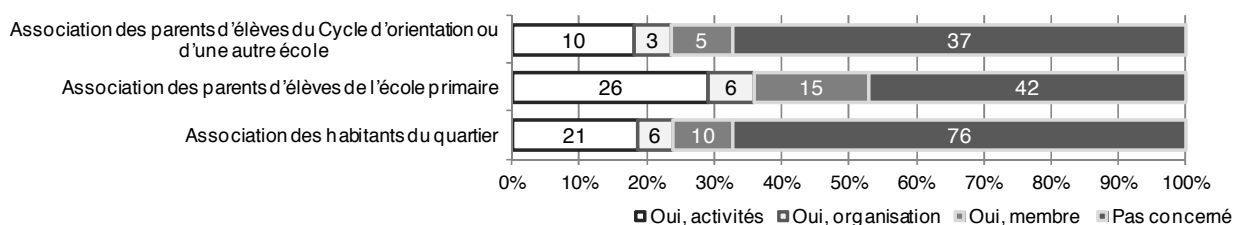
Le taux de fréquentation reste élevé pour la « chasse à l'œuf » organisée bien sûr à Pâques, même s'il descend en-dessous de 50%. Ce taux s'explique sans doute en bonne partie par le fait que beaucoup de ménages des immeubles HBM ont des enfants en âge de prendre plaisir à cette manifestation, et d'en faire un moment de jeu collectif.

Les autres activités proposées, qui supposent une présence plus ou moins simultanée de tous les participants, sont sensiblement moins fréquentées. Un tiers des personnes ayant répondu assistent tout de même à un apéro-grillade qui ne nécessite pas de s'inscrire à l'avance et qui se fait en plein-air, mais moins d'une sur dix à une « Raclette Party », qui implique une inscription préalable, une présence dans un espace clôt et ... des goûts culinaires plus exclusifs.

Enfin, 15% environ des répondants ont assisté aux cours de français proposés dans la commune de Plan-les-Ouates, ce qui est un bon score compte-tenu du fait que la très grande majorité se dit francophone et a d'ailleurs rempli un questionnaire en français !

La participation à des associations marque un pas de plus vers l'engagement dans la société, ici locale, dans la mesure où ces groupements visent à peser sur son fonctionnement. Dans le questionnaire, la participation à deux associations liées à l'école ont été proposées (association de parents d'élèves de l'école primaire, et celle du cycle d'orientation), ainsi qu'à l'association des habitants du quartier (Vélodrome Association de Quartier), qui vise tout à la fois le développement de liens conviviaux entre les habitants et la promotion de l'aménagement du quartier vis-à-vis des autorités communales. Trois niveaux d'implication ont été proposés : la participation à des activités organisées par ces associations, sans autre précision, la participation à l'organisation de telles activités et enfin le statut de membre, qui suppose un pas de plus dans un engagement associatif durable et dans la prise de responsabilités. Les résultats sont présentés dans la figure 44, qui met tout d'abord en évidence qu'entre près de la moitié (Association des parents d'élèves de l'école primaire) et les deux tiers (Association des parents d'élèves du cycle d'orientation et Association des habitants du quartier) des répondants estiment qu'ils ne sont pas concernés. Pour les associations de parents d'élèves, seules les personnes ayant des enfants dans leur ménage étaient invitées à répondre, sans tenir compte de l'âge des enfants ; le « ne me concerne pas » signifie donc en principe qu'il n'y a pas d'enfants de ce niveau de scolarité dans ce ménage. Pour l'association de quartier, personne n'en est formellement exclu ; le « ne me concerne pas » marque donc une absence d'intérêt.

Figure 44. Participation à quelques associations (effectifs, une réponse par item)



Source : enquête Champ-Joly, 2010, © Christophe Amos
tableau de la question 36, en annexe

Note : pour ces activités, seul le niveau d'engagement le plus élevé a été retenu

Lorsqu'il y a une participation effective, l'ordre de fréquence des différents niveaux d'implication est toujours le même : simple participation aux activités, statut de membre, participation à l'organisation d'activités. Plusieurs réponses étaient possibles, mais seul le niveau le plus élevé d'implication a été retenu dans la figure 44. Comme on pouvait s'y attendre, ces résultats confirment qu'il est plus fréquent d'être « usager », « client » d'une association que

d'en être membre, et que les membres assument sans doute une grande part des activités d'organisation, les non membres venant les épauler au cas par cas.

En ce qui concerne l'association de quartier, il n'y a guère qu'un habitant sur neuf pour en faire partie, ce qui semble a priori faible (mais il est difficile de l'affirmer en l'absence de comparaison avec d'autres quartiers). Si on admet que tous les membres participent aux activités, à peu près un tiers des habitants des logements HBM de Champ-Joly participent à l'une ou l'autre des activités, ce qui est sensiblement inférieur aux taux de participation qui figurent dans les activités de quartier de la figure 43 (notamment les plus de 60% qui concernent la grande tente mise à disposition en été 2008). Il ne s'agit pas nécessairement d'une imprécision des réponses ; cette différence peut aussi tenir à l'absence de rapport fait par les participants entre une manifestation de quartier et l'Association de quartier elle-même.

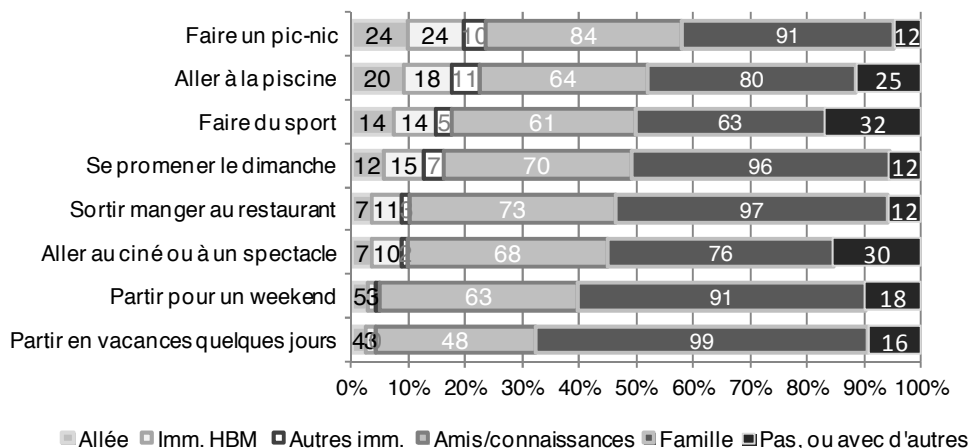
La participation à des activités de clubs ou d'associations de sport ou de loisirs de la commune de Plan-les-Ouates et de ses environs complète la notion d'engagement dans des activités collectives, en passant du niveau du quartier à celui de la commune ou de la région (question 34 du questionnaire). Cinq possibilités de réponses, combinables, étaient proposées. En revanche, la question ne contenait aucune différenciation en ce qui concerne la nature ou le nombre de ces activités collectives. Sur les 134 personnes interrogées, 101 (soit 75%) déclarent n'avoir aucune activité correspondante. Les 33 personnes restantes donnent 46 réponses, de fréquence décroissante à mesure que l'engagement associatif augmente : 20 participent « à des activités qu'ils proposent (cours, entraînements, compétitions, etc.) », 14, ce qui est élevé en comparaison, « les aide pour des activités qu'ils proposent », 6 y prennent « des responsabilités (donner des cours, entraîner une équipe, etc.) » et 6 encore se disent « membre du comité ». Ces deux derniers cas combinent 9 personnes de la façon suivante : 3 personnes sont engagées à la fois dans des responsabilités et dans le comité, 3 ont seulement des responsabilités, 3 encore sont seulement membre du comité. Ces 9 personnes ayant l'engagement le plus fort dans des activités associatives de la commune et des environs représentent 7% des répondants. Pour une population socialement plutôt défavorisée comme l'est celle d'appartements HBM, qui peut ce replier sur elle-même comme le tour de littérature scientifique l'a relevé, ce résultat semble plutôt positif.

Le partage à titre privé de différentes activités est aussi un indice pertinent de l'insertion dans des réseaux sociaux. Nous avons déjà vu dans le sous-chapitre précédent (cf. commentaires de la figure 40) que la part relative du voisinage dans des invitations à des événements personnels diminuait au profit de celles des amis ou connaissances et de la famille à mesure que ces invitations donnent davantage accès à la vie privée, à l'intimité.

La question plus générale de savoir avec qui on partage des activités de loisirs courantes donne des résultats qui vont dans le même sens (cf. figure 45). Les activités sont classées en proportion décroissante de la part qu'y prennent les voisins : ceux de l'allée, des immeubles HBM et des autres immeubles, en loyer libre. La part d'activités faites avec les voisins est autour d'un quart, pour des activités comme « faire un pic-nic » ou « aller à la piscine ». Elle se situe autour de 20% pour « faire du sport ». Elle diminue ensuite rapidement en-dessous de 15% pour « se promener le dimanche », vers 10% pour « sortir manger au restaurant » ou « aller au cinéma ou à un spectacle » et vers 5% seulement pour « partir pour un weekend » ou « partir en vacances pour quelques jours ». Dans tous les cas, les activités partagées avec les habitants des immeubles à loyer libre sont nettement minoritaires, et ces derniers disparaissent complètement des dernières activités. En revanche, il y a globalement égalité entre personnes de la même allée et personnes des immeubles HBM. Ces résultats corroborent à nouveau l'effet négatif de la distance sociale (celle entre habitants des HBM et habitants des appartements à loyer libre) sur la qualité des relations de voisinage.

On retrouve bien dans ce classement la logique déjà constatée pour les invitations : une part décroissante des voisins à mesure que les activités envisagées donnent davantage accès à la vie privée, à son intimité, qu'il s'agisse de goûts pour le restaurant, le cinéma ou un spectacle, ou de partage prolongé de tranches de vie pour une sortie de weekend ou de courtes vacances.

Figure 45. Partage de différentes activités (effectifs, plusieurs réponses par item)



Source : enquête Champ-Joly, 2010, © Christophe Amos
tableau de la question 40, en annexe

Tendanciellement, la même hiérarchie existe pour la part relative des amis et connaissances d'une part, et de membres de la famille d'autre part. Dans tous les cas, les membres de la famille sont plus fréquemment cités que les amis et connaissances, la famille prenant progressivement le dessus à mesure que les activités donnent davantage accès à la sphère privée. On constate toutefois deux cas où amis et connaissances sont presque aussi souvent cités que la famille : « faire du sport » et « aller au ciné ou à un spectacle ». Ce sont aussi les activités que le plus grand nombre de personnes déclarent ne pas pratiquer, ou le faire avec d'autres personnes. On peut peut-être expliquer ces résultats par le fait qu'il s'agit de partager une activité qui correspond à un goût commun, mais qui engage moins fortement la sphère intime. Les résultats des deux dernières activités peuvent conforter cette hypothèse : 91 choix « famille » et 63 choix « amis/connaissances » pour les sorties d'un weekend, mais 99 à 48 pour des vacances de quelques jours.

Qui sont ces amis et autres connaissances ? Qu'ont-ils en commun avec les personnes enquêtées ? Où se sont-ils rencontrés ? La question 41 proposait un certain nombre de réponses types, avec la possibilité d'en cocher plusieurs, voire de fournir encore d'autres réponses. Les quatre réponses les plus fréquentes illustrent assez bien les « mines de relations » dans lesquelles on peut étoffer ses réseaux sociaux : 76 mentionnent « des gens de mon pays ou de ma région d'origine », 66 « des gens qui ont des enfants du même âge que les miens », 64 « des gens que j'ai connus dans mes loisirs » et 59 « des gens de mon travail ».

La première place remportée par les gens de mon origine est encore renforcée si on y ajoute les 44 réponses citant « des amis de mon enfance ». Les racines jouent un rôle très important dans la constitution de réseaux sociaux, ce qui contribue tout à la fois la solitude ressentie par de nombreux « déracinés » et la tendance aux réseaux communautaires, qui ne sont pas seulement des réseaux sociaux globaux, mais aussi et peut-être surtout des réseaux plus petits que chacun se construit sur la base de son histoire. Un peu comme c'est le cas en Suisse aussi. Ce renvoi aux racines est aussi un renvoi à des valeurs, à une identité partagées, à des communications facilitées par une communauté d'expériences, de valeurs, d'attitudes. Deux autres items proposés vont dans le même sens : 41 mentions « des gens qui parlent la même langue que moi », et 21 mentions « des gens qui ont la même religion que moi ».

Parmi les 16 « autres réponses » manuscrites, certaines renvoient à des catégories déjà citées : amis d'Espagne, amis de l'église, anciens collègues de travail, la même profession. Trois personnes mentionnent « des voisins »... alors qu'une précise qu'elle n'a pas d'amis dans le quartier et une autre qu'il s'agit d'ex-voisins ou voisines. Il y a aussi quelques allusions à des nationalités, sans qu'il soit possible d'assurer qu'il s'agit de la personnalité du répondant. Mais globalement, ces adjonctions ne modifient pas l'analyse qui a précédé.

Une question analogue (Q. 51) a été posée à propos des « contacts » de voisinage (et non plus spécifiquement, comme ci-dessus, des « amis et connaissances »), et une première analyse des réponses a été faite à propos du thème de la ségrégation et de la mixité sociales. Le contenu des réponses proposées et la hiérarchie de leurs réponses ne ressemblent que partiellement à celles que vient d'être exposées, et les différences apportent un éclairage complémentaire sur la constitution des réseaux sociaux.

Signalons tout d'abord qu'il y a 435 mentions au total, soit plus de trois par répondant. La plus fréquente est nettement « des gens qui ont des enfants » (83 mentions, soit 62% des répondants). Le rapport entre parents, enfants, place de jeux ou école et quartier est ainsi bien mis en évidence, particulièrement dans un ensemble d'immeubles où presque tous les ménages ont des enfants. La deuxième réponse en termes de fréquence est « des voisins proches de mon logement » (61 mentions), qui indique un rapport de proximité spatiale sans pour autant signifier que ces contacts sont approfondis. Il peut donc s'agir ici d'un simple effet de la circulation des personnes dans le quartier. On retrouve ensuite des réponses déjà vues à propos de l'origine des amis, et d'autres qui ont été ajoutées pour mieux cerner la réalité du voisinage.

Les racines au sens un peu large qui vient d'être défini à propos des amis jouent aussi un rôle important dans les contacts de voisinage : 43 mentions pour « des gens de mon pays ou de ma région d'origine », 34 pour « des gens qui parlent la même langue que moi », 15 pour « des gens qui ont la même religion que moi ». Moins tournées vers les racines personnelles, une série d'items portant sur la proximité sociale ou culturelle (au sens large du terme) apportent des réponses tout aussi fréquentes : 43 mentions de « gens comme moi », 42 pour « des gens qui s'intéressent aux mêmes choses que moi », 24 pour « des gens qui sont du même milieu social que moi » (qui pourrait parfois aussi renvoyer aux racines, selon la compréhension que la personne qui a répondu se fait de la notion de milieu social). On trouve enfin 35 mentions pour « des gens qui ont à peu près mon âge » et 22 pour « des gens qui ont les mêmes loisirs que les miens ». Les dix réponses « autre » n'ont pas d'apport spécifique à cette problématique.

La coloration centrale des réponses est que la fréquence des contacts de voisinage est influencée positivement par des éléments de proximité, qui vont de la simple proximité spatiale à différentes proximités sociales liées à la vie quotidienne (les enfants), aux racines, aux valeurs, aux goûts, bref à tout ce qui peut faciliter la communication en raison de l'existence préalable de quelque chose de commun. Cette description, peut-être un peu forcée par les réponses proposées, mais non contredite par les réponses libres, ne va pas dans le sens de relations de voisinage qui se développent sur la seule opportunité de contact. Un contact est certes indispensable, mais l'envie d'aller plus loin, de « faire connaissance » ou de développer des liens d'amitié, repose le plus souvent sur des proximités de nature plus sociale ou personnelle.

Les principales sources d'amis et de connaissances que sont les racines, les enfants, les loisirs et le travail n'informent pas sur la localisation de ces personnes. Certaines peuvent être des voisins, comme on vient de le voir, mais ce n'est sans doute pas le cas de la majorité d'entre eux. Nous avons déjà vu à propos de la question de la ségrégation et de la mixité sociales que les souhaits d'avoir davantage de contacts avec des voisins (question 42) concernent une petite majorité des réponses (312 « oui », 256 « non »). Dans l'ordre de fréquence, les « oui » dominent pour les voisins de palier ou d'étage (64 mentions), les autres locataires de l'allée (60), les autres habitants du quartier (59), les autres habitants des immeubles HBM (56). Il s'agit

de nuances plus que d'une nette hiérarchie. A propos de ségrégation, il était intéressant de relever que ce n'est qu'à propos des immeubles en loyer libre que le souhait d'avoir davantage de contacts (49) est inférieur à celui de ne pas en avoir davantage (58).

Ces réponses donnent une indication sur un souhait, manifestement présent et positif, de nouer davantage de liens avec les voisins. Mais le questionnaire abordait directement à la question 49 la localisation des amis (sans mentionner les connaissances qui étaient jusqu'à ce point de questionnaire toujours associées aux amis). Ici aussi, plusieurs réponses étaient possibles. 225 mentions ont été faites, soit près de deux par personne. La plus fréquente : « un peu partout dans le canton », est mentionnée 102 fois, soit par les trois-quarts des répondants. Toutes les autres sont nettement plus rares. Dans l'ordre, on trouve le quartier (40 mentions), la commune de Plan-les-Ouates et ses environs (32), ailleurs dans le canton (29 et « à mon ancien lieu d'habitation » (22). Le quartier et la commune jouent donc aussi un rôle important dans les réseaux de relation ; ils récoltent ensemble 72 mentions, qui proviennent de 55 personnes différentes (soit 41% de la population enquêtée). Si les habitants des immeubles HBM de Champ-Joly ne sont manifestement pas enfermés dans leur quartier du point de vue de leur réseau social d'amitié, celui-ci n'en joue pas moins un rôle important. On peut y voir une sorte d'équilibre entre ouverture sur la cité (le « cosmopolitisme » évoqué dans la problématique) et enracinement dans le quartier, sans que ce dernier devienne enfermement.

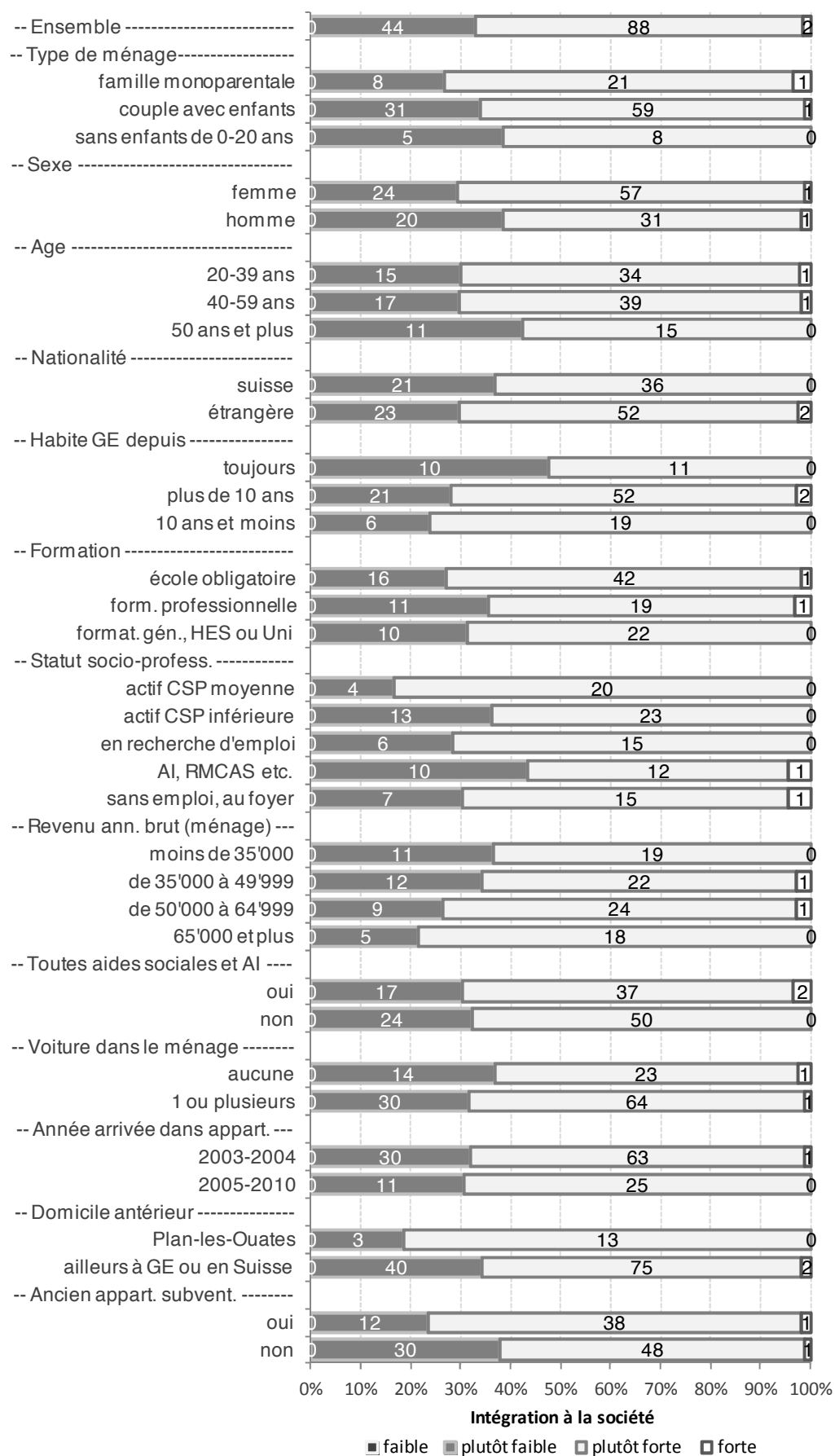
Tout d'abord, selon l'échelle retenue pour l'ensemble des indicateurs présentés dans ce rapport, aucun répondant n'est situé à l'extrême « faible » intégration à la société, et deux seulement à l'extrême « forte » intégration à la société. S'agissant d'une population potentiellement défavorisée, on peut trouver « normale » cette quasi absence de forte intégration. Mais il est plutôt encourageant de constater qu'elle n'est jamais « faible ». C'est en tout cas un signe que les immeubles HBM de Champ-Joly ne comprennent pratiquement pas de personnes très marginalisées, à part peut-être quelques-unes parmi celles qui n'ont pas répondu au questionnaire.

Un autre signe encourageant allant dans le même sens est que les habitants de ces immeubles ont deux fois plus souvent une intégration « plutôt forte » que « plutôt faible » à la société. Il serait bien sûr intéressant d'avoir des comparaisons reposant sur les mêmes outils avec d'autres types d'immeubles. Mais il nous semble néanmoins possible de conclure à une intégration sociale réelle, même si elle est de nature et d'intensité variables selon les personnes, car cette partie de la problématique a été abordée sous des aspects très différents de participation à des activités collectives et de constitution de réseaux sociaux.

Selon le type de ménage, l'intégration sociale tend à diminuer un peu lorsqu'on passe des familles monoparentales aux couples avec enfants (voire aux ménages sans enfants de 0-20 ans, mais l'effectif est trop petit pour être affirmatif). On ne retrouve pas ici l'idée d'isolement partiel (dans le quartier en tout cas) que pouvait laisser supposer la tendance plus faible à l'entraide des adultes de familles monoparentales. Mais il faut se rappeler que cette différence pouvait être expliquée par la nécessité pour ces adultes, qui travaillent en général, d'avoir des solutions de garde pour les enfants, mais aussi de développer des relations en-dehors du quartier, dont ils sont souvent absents toute la journée.

Ce premier effet explique que les femmes soient un peu mieux intégrées à la société, puisqu'elles constituent la très grande majorité des familles monoparentales. Mais on relèvera avec intérêt qu'il n'y a guère de différences liées à l'âge, seuls les 50 ans et plus paraissant un peu moins bien intégrés.

Figure 46. Indicateur d'intégration à la société (par répondant, effectifs)



Source : enquête Champ-July, 2010, © Christophe Amos

La création de réseaux sociaux dans sa région d'habitation prend du temps. On pourrait donc s'attendre à ce que les personnes nées à Genève soient plutôt mieux intégrées que celles qui sont arrivées plus tard. Or c'est le contraire qui apparaît : l'intégration sociale tend à s'élever lorsque la durée de présence dans le canton diminue. Ce constat est d'une certaine façon confirmé par le fait que les Suisses sont aussi un petit peu moins intégrés que les étrangers, alors que le contraire correspondrait mieux aux hypothèses. Nous avons déjà eu l'occasion d'aborder ce paradoxe, qui pourrait s'expliquer par le fait que les immeubles HBM de Champ-Joly ne sont pas habités par des personnes situées dans la moyenne économique et sociale, mais plutôt défavorisées. Celles-ci peuvent être plus proches de la moyenne de leur groupe lorsqu'elles sont étrangères que lorsqu'elles sont suisses, la probabilité de bénéficier d'aide au logement n'étant pas identique pour les deux groupes. Dans le cas des Suisses, il peut s'agir en partie de personnes suivant plutôt une trajectoire sociale descendante. On peut y voir une confirmation dans le fait que l'écart le plus important entre groupes (pour des effectifs importants) est celui qui distingue les répondants dont l'appartement précédent était déjà subventionné (un petit quart seulement a une intégration sociale « plutôt faible ») de ceux qui n'en bénéficiaient pas auparavant et sont donc potentiellement sur une trajectoire sociale descendante (près de 40% ont une intégration sociale « plutôt faible »).

Un paradoxe analogue se pose en ce qui concerne la formation, puisque les personnes sans formation sont un peu mieux intégrées que celles qui ont suivi une formation professionnelle ou des études. Au plan économique, en revanche, on retrouve les résultats attendus, ce qui conforte l'idée que les différences paradoxales vues précédemment peuvent bien tenir à des trajectoires individuelles. Du point de vue du statut socio-professionnel, les personnes actives de CSP moyenne sont mieux intégrées dans la société que celles de CSP inférieure. Celles qui sont au bénéfice de l'AI ou dépendent d'une aide sociale pour vivre le sont encore un peu moins. Entre ces deux extrêmes, on retrouve les personnes en recherche d'emploi et celles qui sont sans emploi, au foyer. Ce premier aspect de nature sociale et économique est confirmé par le revenu du ménage : le niveau d'intégration à la société tend à s'améliorer à mesure que ce revenu augmente.

On voit ainsi apparaître une dualité de facteurs influençant l'intégration à la société, qui peut résulter aussi bien d'un statut acquis à un moment donné, que d'une évolution, en l'occurrence négative, de ce statut en raison des aléas de la vie, entraînant un risque de marginalisation, puis sa concrétisation si les difficultés perdurent. Les différences sont toutefois ténues ; ce sont des tendances qui s'esquissent ici, et non des fractures sociales aisément repérables par des caractéristiques sociales, économiques, professionnelles, de mobilité. Ces fractures seraient mieux révélées par une approche biographique, qui n'est pas l'objet de ce travail de bachelor.

7. Conclusions

Les résultats de recherche présentés dans le chapitre 6 illustrent globalement de nombreux aspects issus de la partie théorique et repris dans la problématique, mais ne permettent pas toujours de vérifier les hypothèses concernant les différences entre groupes. Pour ne reprendre que quelques grands traits de la problématique : l'existence de différents usages du quartier, plus orientés vers l'extérieur (la ville en général) ou centrés sur lui, l'importance des espaces intermédiaires dans le développement des contacts, les manifestations de ségrégation et l'ouverture à la mixité sociale, le rapport aux règles et aux nuisances dans les relations de voisinage, les différents niveaux de qualité dans ces relations, entre contrôle et sociabilité, enfin l'intégration à la société par la participation à des activités collectives et le développement de réseaux sociaux variés ont pu être mis en évidence.

Rapporter les différentes situations et orientations des répondants par rapport à ces thèmes, y retrouver les effets liés à des situations personnelles ou de groupes, n'a en revanche pas toujours été possible. Pour certaines caractéristiques de personnes ou de groupes, aucune différence n'apparaît alors qu'on aurait pu s'attendre à en trouver. Lorsque des différences ont pu être mises en évidence, elles n'allaient pas toujours dans le sens attendu par la théorie. Par rapport à plusieurs indicateurs synthétiques de résultats utilisés dans l'analyse, on ne retrouvait pas les Suisses « favorisés » par rapport aux étrangers, les résidents de plus longue date à Genève « avantagés » par rapport aux immigrants récents, les premiers habitants de Champ-Joly mieux insérés dans le quartier que ceux qui y sont venus plus tard.

A deux ou trois reprises dans l'exposé des résultats, la remarque a été faite qu'un ensemble HBM ne comprend pas un échantillon représentatif de la population globale. Les ménages y sont dans l'ensemble plutôt, voire carrément défavorisés, les familles en général et les familles monoparentales en particulier surreprésentées, les enfants y sont encore jeunes comme c'est en général le cas au cours des dix premières années d'occupation d'un nouveau complexe immobilier.

Une partie des résultats attendus mais finalement non vérifiés peut aussi tenir aux instruments de mesure utilisés. En particulier, toutes les analyses de comparaisons entre groupes ont été faites sur la base d'indicateurs permettant de situer les répondants sur une échelle de comportements, d'attentes, de valeurs et d'attitudes construite à partir des réponses aux questions portant sur sa thématique propre. Ces échelles, standardisées, n'ont pas toutes la même qualité, et elles n'ont pas été définies et validées avant l'enquête de terrain. Elles s'inscrivent en partie dans une cohérence formelle, qui est issue de la théorie et de la problématique de recherche. Là où elle devrait exister, cette cohérence est-elle vérifiée statistiquement ? Pour répondre à cette question sans procéder à des traitements statistiques complexes que je ne maîtrise pas, j'ai utilisé⁵⁴ les corrélations entre indicateurs. C'est une première partie d'analyse transversale des résultats (partie 7.1). Après une synthèse des résultats reprenant les dimensions principales de la problématique de recherche (partie 7.2), une deuxième analyse transversale des résultats porte sur la comparaison entre deux groupes qui se différencient par leurs réponses (partie 7.3). Une brève analyse des commentaires laissés par les personnes enquêtées en fin de questionnaire suit (partie 7.4), avant une discussion finale (partie 7.5).

⁵⁴ J'ai pu le faire sur la base des conseils d'un sociologue, qui m'a aussi apporté ses compétences en matière de méthodologie. Je le remercie ici.

7.1 Similitudes et différences entre les indicateurs de résultats

Les indicateurs utilisés dans l'analyse des résultats de l'enquête de terrain ont pour objectif de fournir une mesure synthétique des réponses des personnes enquêtées sur différentes thématiques faisant partie de la problématique de recherche. Ces indicateurs ne sont pas pour autant indépendants les uns des autres. Du point de vue théorique, tout d'abord, il y a par exemple un rapport entre la fréquentation des espaces intermédiaires d'un ensemble d'immeuble ou des espaces publics avoisinants et les occasions de contacts, entre les occasions de contacts et le développement de contacts réels et, au-delà, avec le développement des réseaux sociaux. Il y a également une relation entre le rapport aux règles et nuisances et la qualité des relations de voisinage qui s'installent. Il y a bien sûr un rapport entre les relations nouées dans le quartier et ailleurs, la participation à des activités ou à des groupements collectifs et l'intégration à la société – par opposition à la notion de désaffiliation.

Au fil du chapitre 6, treize indicateurs ont été définis. Quatre d'entre eux, consacrés à des aspects particuliers de la qualité des relations de voisinage (contrôle, civilité, entraide, sociabilité), ont été eux-mêmes synthétisés dans un indicateur global. Certaines réponses aux questionnaires ont été utilisées soit partiellement, soit complètement dans plusieurs indicateurs. Ceux-ci ont alors forcément une part de contenu commun. Cette construction reste conforme au cadre théorique de la recherche, les différentes dimensions de la cohabitation sociale et des relations de voisinage reposant en partie aussi sur les mêmes comportements, valeurs ou aspirations.

Du point de vue statistique, la ressemblance entre deux variables (ici, les indicateurs) se mesure au moyen d'une corrélation⁵⁵. Elle se situe entre +1 lorsque les deux variables se ressemblent complètement et -1 lorsqu'une est le contraire exact de l'autre. La corrélation vaut 0 lorsque les deux variables n'ont aucun point commun.

Trois indicateurs sont particulièrement bien reliés à l'ensemble des autres indicateurs : « qualité des relations de voisinage », « sociabilité dans les relations de voisinage », qui en est un des éléments constitutifs, et « intégration à la société ». Ils synthétisent trois dimensions fondamentales du travail de recherche, soit dans le sens positif (de la sociabilité à une bonne intégration à la société), soit dans le sens négatif (grande réserve dans les rapports de voisinage, moindre ouverture aux autres et plus grande difficulté d'intégration à la société). On retrouve le sens des théories liant la nature des relations de voisinage vécues à la constitution d'un capital social, indice d'intégration à la société. Il ne s'agit pas tellement du même investissement, puisque l'indicateur « intégration à la société » comprend des thèmes qui ne sont utilisés dans aucun autre indicateur, mais plutôt d'une propension analogue à s'investir dans les relations, quel que soit le lieu. Ce constat confirme en quelque sorte la pertinence de l'accent particulier qui a été mis en fin d'analyse sur le rôle du capital social, reposant sur les participations collectives et les réseaux sociaux, et évalué par l'indicateur « intégration à la société ».

A l'opposé, quelques indicateurs sont relativement isolés des autres. Il s'agit de la « mobilité résidentielle », des « rapports aux règles et nuisances » et du « contrôle dans les relations de voisinage ». Le premier repose sur des éléments concernant le dernier déménagement et les perspectives d'avenir évaluées par les répondants, une base relativement fragile pour définir une vraie trajectoire de mobilité. Les deux derniers, qui paraissent traiter une même thématique, se ressemblent en fait peu : leur similitude est de 0,184, ce qui ne correspond qu'à 3% de points communs. Cette différence est a priori étonnante, puisqu'on pourrait s'attendre à un profil de rapports au voisinage orienté à la fois vers le contrôle et le respect des règles. Ce n'est que très marginalement attesté. On rejoint ainsi le constat fait dans le cours de l'analyse des résultats de

⁵⁵ Des explications plus détaillées sur la corrélation et le tableau des corrélations entre les 13 indicateurs se trouvent dans l'annexe A6.

l'enquête, à savoir que des dimensions, en particulier le rapport aux règles et nuisances, constituent plus une base pour le développement de relations sociales harmonieuses qu'une attitude « policière ».

7.2 Retour sur la problématique de recherche

Les résultats de recherche présentés dans le chapitre 6 commencent par le constat d'une satisfaction quasi générale des habitants HBM de Champ-Joly quant à la qualité de l'immeuble et de l'appartement occupé. Seule une personne sur huit a un niveau de satisfaction plutôt bas. Ces immeubles comprennent une grande majorité de familles bi- ou monoparentales avec enfants. Un peu plus de quatre sur dix sont Suisses, un sur cinq environ sont d'origine africaine. Viennent ensuite des Portugais, des Asiatiques et des ressortissants de l'ex-Yougoslavie. Il y a une majorité de femmes (un peu plus de six sur dix) et une grande majorité de personnes ayant entre 30 et 49 ans. Une personne sur deux est en emploi, la majorité d'entre elles appartenant à la CSP inférieure. Dans l'autre moitié, on compte, par tiers environ, des personnes en recherche d'emploi inscrites ou non au chômage, des bénéficiaires de rentes AI ou d'aide sociale et des adultes dits « au foyer ». Les revenus des ménages sont très variés, mais un peu plus de la moitié disposent de moins de 50'000 francs par année, un montant sensiblement inférieur au salaire médian du canton.

Par rapport à la problématique de recherche, quelques résultats importants – mais pas toujours attendus – peuvent être rappelés sous forme de synthèse. L'*usage du quartier* est très majoritairement de type « cosmopolite », ce qui s'explique notamment par le fait que les emplois sont presque toujours en-dehors du quartier, qui ne comprend d'ailleurs qu'une partie des commodités nécessaires au mode de vie actuel. Il n'y a pas de différence selon le fait que l'ancien logement était subventionné ou non, ce dernier cas constituant l'indice d'une perte relative de maîtrise de la mobilité résidentielle. On relève toutefois bien une propension un peu plus forte à un rapport de proximité au quartier lorsque la *mobilité résidentielle* est plutôt mal maîtrisée (31%) que lorsqu'elle l'est plutôt bien (26%). L'effet lié à l'existence d'une voiture au moins dans le ménage va contre toute attente dans le sens contraire, mais il est aussi très faible statistiquement. Les familles monoparentales, les personnes habitant Genève depuis toujours ont moins souvent un rapport de proximité au quartier, alors que les premiers habitants des immeubles HBM de Champ-Joly en ont un plus souvent que la moyenne. On peut y voir la trace des effets de l'activité professionnelle, ainsi que du développement de réseaux sociaux de longue date en-dehors du quartier pour les personnes nées à Genève, et dans le quartier lui-même pour celles qui y habitent depuis plus longtemps. A noter que ces divers résultats ne vont pratiquement pas dans le sens d'un rapport de proximité correspondant au repli sur le logement évoqué dans la problématique.

Les *espaces intermédiaires*, notamment ceux de l'immeuble d'habitation, jouent bien un rôle important comme autant d'occasions de contacts avec les voisins. La recherche a également permis de vérifier que la présence d'enfants dans le ménage les multiplie parce qu'un des parents au moins les accompagne régulièrement sur les places de jeu, à la crèche ou à l'école. Au total, pratiquement les trois quarts des habitants des immeubles HBM de Champ-Joly ont des contacts plutôt fréquents ou très fréquents avec leurs voisins. Parmi celles et ceux qui en ont le plus : les premiers arrivés dans les immeubles, les femmes, les adultes de familles biparentales, les personnes qui habitaient déjà le quartier ou la commune, celles dont le logement était déjà subventionné. A part le dernier cas, on peut y voir surtout un effet du temps passé sur place et du rapport aux enfants. L'existence de contacts fréquents n'empêche pas une majorité des répondants d'en souhaiter davantage. En général, ce souhait est un peu plus présent chez les personnes ayant relativement le moins de contacts.

Les locataires des logements HBM de Champ-Joly ne sont pas aussi homogènes socialement que le statut des immeubles pourrait le faire croire. Dans l'ensemble, les caractéristiques de *mixité sociale* du quartier sont plutôt bien acceptées, qu'il s'agisse de la multiplicité des nationalités ou des langues, de la forte présence de familles avec enfants ou même, avec un peu plus de retenue, de la coexistence avec des immeubles en loyer libre. Ces résultats globaux sont toutefois difficiles à interpréter en termes socio-démographiques, économiques ou culturels. On notera toutefois qu'un rapport positif à la mixité est plus fréquent parmi les personnes qui occupaient précédemment un logement subventionné (près de 85%) que parmi celles qui étaient auparavant dans un logement en loyer libre (environ 75%), sans doute un petit effet d'un rapport non choisi et non habituel à la cohabitation avec des populations plutôt défavorisées. Parmi les résultats intéressants, il faut également rappeler le fait que les rapports aux habitants des immeubles en loyer libre sont pour tous les thèmes traités dans le questionnaire sensiblement moins fréquents et moins ouverts que les rapports avec les locataires des immeubles HBM et, surtout, de son propre immeuble. Si la mixité sociale est plutôt bien acceptée, elle est beaucoup plus rarement vécue.

Dans un ensemble contenant des populations d'origine nationale et immigrée très diverses, les *rapports aux règles et aux nuisances* se situent systématiquement entre « plutôt exigeants » et « exigeants » selon l'indicateur global. Personne n'y est indifférent. Bien sur, les exigences varient selon le type de règle ou de nuisance, la propreté et la sécurité récoltant les taux les plus élevés d'attente. Selon les caractéristiques personnelles des répondants, on note plutôt des nuances que de vraies différences. La principale exception est la tolérance sensiblement plus élevée des personnes n'ayant suivi que l'école obligatoire, qui ne se recoupe statistiquement ni avec une nationalité étrangère, ni avec un statut d'immigré. On retiendra donc surtout que la très grande majorité des habitants semblent convaincus que de bonnes relations de voisinage commencent par le respect des règles et la limitation des nuisances.

La *qualité des relations de voisinage* a été mesurée par rapport à quatre dimensions, qui constituent une progression entre la tentation de plier les voisins à des exigences de comportement et la volonté d'avoir avec eux des contacts humains conviviaux : le contrôle, la civilité, l'entraide et la sociabilité. Nous n'allons pas faire ici une synthèse des résultats pour chacun de ces niveaux. On peut juste rappeler que la tendance au *contrôle* est majoritaire (un peu plus de 60% des répondants), que la *civilité* est quasi générale (85% des répondants), qu'une disponibilité à l'*entraide* est aussi très répandue (plus de 70%), au contraire de relations empreintes de *sociabilité* (moins de 10%). De ces différents points de vue, les relations de voisinage restent donc surtout des relations de cohabitation, bien plus que de véritable vivre-ensemble. Dans l'analyse des résultats, un indicateur global de la *qualité des relations de voisinage* a été défini. Toutes les personnes enquêtées se situent entre civilité et entraide comme position « moyenne ». Les premières (70% des répondants) sont surtout orientées vers des rapports corrects mais distants, les deuxièmes (30%) vers des rapports un peu plus solidaires et conviviaux. On compte parmi les premières un peu plus d'adultes de familles monoparentales et de femmes, les deux étant liées et sans doute dépendants de la présence effective dans le quartier. Parmi les secondes, on retrouve un peu plus souvent des immigrants et des personnes plutôt défavorisées du point de vue économique, ainsi que des personnes habitant les immeubles depuis le début. Ce dernier point montre une tendance à l'augmentation à la qualité des relations de voisinage lorsque la durée d'habitation augmente. Pour les précédents, il faut plutôt y voir un effet de composition de la population un peu plus conviviale (cf. ci-après, comparaison de deux groupes extrêmes d'habitants).

La *participation à des activités communautaires* constitue l'indice le plus évident d'implication dans la vie de quartier ou au-delà. Elle permet également d'étendre son *réseau social* au-delà de ses racines, de sa famille, du monde professionnel et des voisins les plus proches socialement et culturellement. L'indicateur global qui mesure la participation et les

réseaux sociaux a été interprété comme une approche de l'*intégration à la société*. Pour les habitants des immeubles HBM de Champ-Joly, elle se situe entre « plutôt forte » (deux tiers des cas) et « plutôt faible » (un tiers des cas). Dans l'ensemble, cette population n'est donc pas marginalisée. Les caractéristiques personnelles font apparaître des nuances plus que de véritables contrastes. Les adultes de familles monoparentales et les femmes (les deux étant liées) sont un peu mieux intégrés que les couples et que les hommes, effet sans doute de la nécessité pour elles de développer un réseau personnel et de soutien, souvent au-delà du quartier. Contrairement aux attentes, la participation à des activités collectives et le développement de réseaux sociaux sont plutôt le fait d'immigrés, de personnes dont l'appartement précédent était déjà subventionné, de personnes sans formation. Il faut rappeler que ces paradoxes apparents tiennent au fait que les immeubles HBM ne contiennent pas des échantillons représentatifs de la population genevoise, et qu'en particulier les personnes semblant appartenir à des catégories favorisées ont connu en partie des revers de fortune. On retrouve en revanche dans les résultats les effets positifs attendus en termes de statut socio-professionnel. La comparaison de deux groupes extrêmes d'habitants apporte un éclairage sur ces résultats.

7.3 Deux groupes d'habitants contrastés

Comme l'a montré le chapitre consacré à l'analyse des résultats, les questions de recherche et hypothèses issues de la théorie et de la problématique ne se vérifient que partiellement. En particulier, les groupes qui y apparaissent défavorisés du point de vue de la qualité des contacts, de la participation sociale et de la construction de réseaux sociaux ne sont pas toujours ceux que la théorie prédit. De plus, les différences entre catégories démographiques, sociales et économiques sont souvent minimes et difficiles à interpréter avec le petit échantillon à disposition.

S'il existe des techniques d'analyse statistique complexes permettant de faire ressortir des éléments importants d'un ensemble de données, elles sont difficiles à comprendre et à maîtriser par des non spécialistes. Mais comment faire de façon simple une synthèse de résultats permettant d'illustrer et de mieux comprendre les différences issues de l'analyse des réponses au questionnaire ? Après consultation d'une personne ressource, une démarche simple a été mise sur pied. Elle comprend deux temps. Il s'agit tout d'abord de définir une sorte d'indicateur synthétique des résultats, dans la perspective de la problématique, en mettant l'accent sur les contacts, leur qualité, notamment dans les relations de voisinage et l'intégration à la société mesurée sur la base des participations à des activités collectives et de la constitution de réseaux sociaux, éléments clés du capital social et donc de l'intégration à la société. Ce sera un indicateur global de la qualité des relations sociales et de voisinage. Dans un deuxième temps, la démarche compare les répondants ayant le score moyen le plus élevé à ceux qui ont le score moyen le plus bas, ainsi que les rapports entre l'indicateur global défini et les différents indicateurs utilisés dans l'analyse des résultats.

L'indicateur global de qualité des relations est la moyenne de cinq indicateurs importants pour la constitution de relations de voisinage et, plus généralement, sociales facilitant l'intégration à la société : contacts réels, contacts souhaités, entraide, sociabilité dans les relations de voisinage et intégration à la société. Comme tous les autres indicateurs utilisés dans le chapitre 6, il est compris entre -1 et +1. La valeur la plus élevée obtenue par un répondant est de 0.72, la plus basse de -0.21. La grande majorité des personnes enquêtées se situe entre +0.4 et -0.1, soit sur le quart de l'échelle totale.

Les deux groupes contrastés comprennent chacun 25 personnes. Ce chiffre a été choisi pour qu'il y ait toujours au moins une vingtaine de personnes dans les comparaisons, même lorsqu'il y a des réponses manquantes. Il permet aussi de garder un contraste élevé, en évitant de noyer les extrêmes dans la moyenne. Les 25 personnes au score le plus élevé se situent entre 0.72 et

0.40, les 25 personnes au score le plus bas entre -0.05 et -0.21. Les caractéristiques de ces personnes se trouvent dans la figure 47.

Parmi les différences entre les deux groupes, la plus nette concerne la nationalité : il n'y a que six Suisses dans le groupe ayant le score le plus élevé de qualité des relations, mais douze personnes originaires d'Afrique ou d'Asie. Dans le groupe au score le plus bas, on compte quinze personnes d'origine suisse, mais une seule venant d'Afrique ou d'Asie. Autrement dit, un groupe d'Africains et d'Asiatiques donne le ton dans le premier groupe. Il s'agit plutôt de femmes, surtout parmi les scores moyens les plus élevés, mais il comprend tout de même trois hommes, un Africain vivant avec une femme de même origine ayant elle aussi un score élevé, et deux Asiatiques, en couples avec enfants, mais dont les femmes ont, elles, des scores plus faibles. Toutes ces personnes sont immigrées, plutôt récemment si on les compare à l'ensemble des immigrés.

Parmi les six Suissesses et Suisses figurant également dans ce groupe, seuls deux sont nés en Suisse, un homme et une femme, les autres étant nés à l'étranger et immigrés plutôt de longue date. On peut soupçonner que la plupart de ces personnes ont en fait acquis la nationalité suisse. On compte un couple, trois femmes faisant partie d'un couple avec enfants et un homme responsable d'une famille monoparentale.

L'image des personnes d'origine suisse qui constituent la majorité du groupe ayant le score le plus bas, est assez différente de celle qui vient d'être évoquée. Il est composé de neuf femmes et de six hommes, donc quatre seulement déclarent vivre à Genève depuis toujours (trois n'ont pas répondu à la question) et huit sont immigrées, plutôt depuis longtemps. Cinq autres personnes du groupes proviennent de pays de l'Union européenne (un Français d'une famille monoparentale, né en Suisse, un couple de Portugais ainsi que deux hommes, un Italien et un Portugais, tous en Suisse depuis plus de 10 ans).

Figure 47. Comparaison des 25 personnes ayant un score de constitution de relations de voisinage et sociales élevé ou bas (*deux fois 25 personnes*)

	Personnes ayant un score élevé	Personnes ayant un score bas
Caractéristiques socio-démographiques	<ul style="list-style-type: none"> • 20 adultes de couples avec enfants (4 monoparentales) • 17 femmes (8 hommes) • Un petit peu plus jeunes 	<ul style="list-style-type: none"> • 8 adultes de famille monoparentales (14 couples avec enfants) • 12 hommes (13 femmes) • Un petit peu plus âgés
Origine nationale	<ul style="list-style-type: none"> • 6 Suisses • 12 Africains et Asiatiques 	<ul style="list-style-type: none"> • 15 Suisses • 1 Africain ou Asiatique
Dimensions économiques	<ul style="list-style-type: none"> • 16 personnes sans activité professionnelle • Un peu plus de bas revenus • 13 personnes bénéficiant d'une rente ou aide sociale (12 non) • 9 personnes sans voiture dans le ménage • 10 personnes ayant déjà eu un logement subventionné 	<ul style="list-style-type: none"> • 9 personnes sans activité professionnelle • Un peu moins de bas revenus • 5 personnes bénéficiant d'une rente ou aide sociale (16 non) • 4 personnes sans voiture dans le ménage • 4 personnes ayant déjà eu un logement subventionné
Familiarisation avec le quartier	<ul style="list-style-type: none"> • 5 personnes habitant déjà l'immeuble ou le quartier • Pas d'effet de l'année d'arrivée 	<ul style="list-style-type: none"> • 1 personne habitant déjà l'immeuble ou le quartier • Pas d'effet de l'année d'arrivée

Source : enquête Champ-Joly, 2010, © Christophe Amos

Du point de vue du statut socio-économique, le groupe des personnes ayant les scores les plus faibles n'est pas particulièrement défavorisé. Plus de la moitié a un emploi, femmes aussi bien

qu'hommes. Deux (hommes) sont au chômage, et deux (un homme et une femme) bénéficient d'une rente AI ou de l'aide sociale, trois autres personnes ayant en plus une aide sociale d'une autre nature (comme une aide de Caritas). Enfin, on compte dans ce groupe deux femmes et un homme au foyer. Il ne comprend que trois adultes d'origine suisse ou européenne ne disposent pas de voiture dans le ménage, soit moins qu'en moyenne. Selon des critères classiques de la situation économique, il n'y a donc pas dans ce groupe de signes manifestes de pauvreté (même si certains bénéficient d'une aide sociale), notamment pour celles d'origine européenne.

La réalité est un peu différente si on prend le critère de subvention du logement antérieur. Dans le groupe ayant une qualité élevée des relations, quatre personnes sur six habitaient déjà un logement subventionné avant d'arriver à Champ-Joly. Dans le groupe des personnes ayant le score le plus bas, elles ne sont que quatre en tout à avoir déjà bénéficié d'une aide pour le logement précédent, dont trois personnes d'origine suisse. Ces personnes peuvent donc bien avoir un sentiment négatif dans leur nouvelle situation, les obligeant à vivre dans un cadre peut-être sensiblement plus multiculturel qu'auparavant, et entraînant certaines réactions de retrait, voire d'isolement. Une habitante suisse a par exemple précisé que cela avait été un choc pour elle de venir vivre dans un pareil voisinage et qu'elle avait eu besoin de temps pour s'intégrer, pour établir de nouveaux repères.

Avec cette remarque, on glisse d'une différenciation des deux groupes en termes de caractéristiques socio-démographiques et économiques à une différenciation en termes de comportements, de valeurs et d'attitudes, en prise plus directe avec la construction de l'indicateur global analysé ici. La figure 48 montre précisément quelles sont les différences essentielles entre ces deux groupes par rapport aux indicateurs synthétiques du chapitre 6.

Dans l'ensemble, les personnes du groupe ayant un score de constitution des relations de voisinage élevé sont plus ouvertes aux autres, celles qui ont un score bas l'étant moins, voire beaucoup moins. Les différences sont particulièrement importantes sur deux points.

Le premier, le plus frappant, concerne les *contacts souhaités*. 24 personnes du groupe 1 sur 25 souhaitent avoir davantage de contacts avec leurs voisines et voisins, alors qu'au contraire toutes les personnes du groupe 2 n'en souhaitent pas davantage. Comme on l'avait déjà constaté dans le chapitre 6, les souhaits d'augmenter la fréquence des contacts avec ses voisins ne viennent pas seulement compenser une insuffisance de contacts, mais tendent aussi à renforcer les nombreux contacts déjà existants.

Le deuxième point porte sur le rapport à l'entraide dans les *relations de voisinage* et au-delà, avec les connaissances, amis et membres de la famille. La moitié des personnes du groupe 1 a une tendance marquée à l'*entraide*, les autres une tendance plutôt marquée à l'*entraide*, à une exception près. Parmi les personnes du groupe 2, au contraire, aucune n'a une tendance marquée à l'*entraide*, et 14 n'ont que peu ou pas de tendance à l'*entraide*. Cette différence pourrait bien sûr s'expliquer par la moindre fréquence des contacts réels. Mais comme on l'a suggéré plus haut, l'explication est sans doute plus globale, et renvoie à la tonalité de la plupart des relations au voisinage, marquées par un certain repli, un certain isolement. On le constate sur la quasi-totalité des indicateurs synthétiques, dont l'accent mis sur la *civilité* et sur la *sociabilité*.

La conséquence est qu'à une exception près toutes les personnes du groupe 1 ont une *intégration à la société* plutôt bonne, voire bonne, alors que 18 personnes du groupe 2 ont peu d'intégration à la société sur la base des critères retenus pour cet indicateur et donc des thèmes abordés dans le questionnaire. Il est en réalité difficile de savoir dans quelle mesure cette différence d'intégration est bien réelle. En effet, le questionnaire met l'accent sur les relations de voisinage, ce qui se voit par exemple dans le fait que les relations de proximité vont dans le même sens que les indicateurs d'intégration active, alors qu'un rapport moins de proximité, plus « cosmopolite » au sens d'ouvert sur la ville, va de pair avec un manque de contacts et de relations de voisinage plus fermées à autrui. Ces accents des indicateurs peuvent résulter pour

une part en tout cas de la centration thématique sur les relations de voisinage, les relations sociales au-delà du voisinage n'étant pas saisies et détaillées avec le même soin.

Figure 48. Comparaison des résultats aux indicateurs synthétiques pour les deux groupes ayant un score de constitution de relations de voisinage et sociales élevé ou bas (deux fois 25 personnes)

	Personnes ayant un score élevé	Personnes ayant un score bas
Satisfaction quant au logement	<ul style="list-style-type: none"> • 18 personnes satisfaites et 4 plutôt satisfaites 	<ul style="list-style-type: none"> • 11 personnes satisfaites et 10 plutôt satisfaites
Usage du quartier	<ul style="list-style-type: none"> • 14 personnes ont un usage plutôt de proximité ou de proximité 	<ul style="list-style-type: none"> • 24 personnes ont un usage plutôt cosmopolite ou cosmopolite • 1 seule s'inscrit dans la proximité
Mobilité résidentielle	<ul style="list-style-type: none"> • 7 personnes ont une trajectoire maîtrisée 	<ul style="list-style-type: none"> • 1 seule a une trajectoire maîtrisée
Contacts réels et souhaités	<ul style="list-style-type: none"> • 18 personnes ont des contacts réels fréquents • 24 souhaitent des contacts plus fréquents 	<ul style="list-style-type: none"> • Personne n'a des contacts réels fréquents • 25 ne souhaitent que de rares contacts supplémentaires
Ségrégation et mixité	<ul style="list-style-type: none"> • 7 personnes sont orientées vers la mixité, 4 plutôt vers la ségrégation 	<ul style="list-style-type: none"> • 2 personnes à la société sont orientées vers la mixité, 6 plutôt vers la ségrégation
Rapport aux règles et nuisances, ainsi que contrôle dans les relations de voisinage	<ul style="list-style-type: none"> • 18 personnes pour les règles 7 « plutôt pour » • 7 personnes ont tendance au contrôle • 0 n'en ont aucune 	<ul style="list-style-type: none"> • 12 personnes « plutôt pour » les règles • 13 « plutôt indifférentes » • 2 personnes ont tendance au contrôle, • 6 n'en ont aucune
Civilité dans les relations de voisinage	<ul style="list-style-type: none"> • 17 personnes ont tendance à la civilité • 1 n'en a aucune 	<ul style="list-style-type: none"> • 6 personnes ont tendance à la civilité • 8 n'en ont aucune
Entraide dans les relations de voisinage	<ul style="list-style-type: none"> • 13 personnes ont une forte tendance à l'entraide, 11 en ont une plutôt forte • 1 seule personne n'a pas de tendance à l'entraide 	<ul style="list-style-type: none"> • Aucune personne n'a une forte tendance à l'entraide, 11 en ont une plutôt forte • 7 personnes n'ont pas de tendance à l'entraide, 7 plutôt peu de tendance
Sociabilité dans les relations de voisinage	<ul style="list-style-type: none"> • Positions variées, le maximum étant peu de tendance à la sociabilité (11 personnes) 	<ul style="list-style-type: none"> • Toutes les personnes du groupe n'ont pas de tendance à la sociabilité
Qualité globale des relations de voisinage	<ul style="list-style-type: none"> • 16 personnes ont l'entraide comme tendance moyenne • 9 ont la civilité 	<ul style="list-style-type: none"> • 1 seule personne a l'entraide comme tendance moyenne • 24 ont la civilité
Intégration à la société	<ul style="list-style-type: none"> • 23 personnes ont une intégration plutôt bonne (22) ou bonne (1) • 2 ont peu d'intégration 	<ul style="list-style-type: none"> • 7 ont une intégration plutôt bonne (aucune bonne) • 18 ont peu d'intégration

Source : enquête Champ-Joly, 2010, © Christophe Amos

La figure 48 permet aussi de vérifier le sens particulier du rapport aux règles et aux nuisances de voisinage, et à l'orientation vers le contrôle plutôt que vers le laisser-faire. Contrairement à ce qu'on pourrait penser, l'absence d'attention aux règles, une certaine indifférence aux nuisances et une attitude plutôt ouverte par rapport au contrôle sont plus fréquentes dans le groupe 2 que dans le groupe 1. Autrement dit, l'exigence par rapport au comportement des voisins n'indique pas une proximité et une bienveillance à leur égard, mais elle est plutôt le

signe de la volonté de construire les relations de voisinage sur une base saine, respectueuse d'autrui. Au contraire, le laisser-faire doit être plutôt interprété comme la conséquence d'une indifférence par rapport à ses voisins, à la limite d'une attitude de repli sur soi et sur son logement.

Ces accents des relations de voisinage et, plus généralement, des relations sociales confortent l'interprétation des différences entre les deux groupes comme des différences de comportements, de valeurs et d'attitudes par rapport à autrui. Elles correspondent pour une part à des traits culturels, plus présents dans certaines sociétés que dans d'autres, comme relevé plusieurs fois dans les analyses du chapitre 6. Mais ceux-ci sont bien évidemment plus ou moins présents selon les groupes et les individus, et aussi selon les contextes sociaux, comme le suggèrent les résultats contrastés des deux groupes définis ci-dessus.

7.4 Commentaires en fin de questionnaire

Près d'une personne enquêtée sur quatre a utilisé la possibilité qui lui était offerte d'écrire une remarque ou un commentaire à la fin du questionnaire. Il s'agit, rarement, de quelques mots seulement, et le plus souvent de quelques lignes, voire d'une demi-page. Compte tenu de la longueur du questionnaire (plus d'une demi-heure pour le remplir) et du rapport sans doute souvent difficile à l'écrit des personnes interrogées, cette proportion peut être considérée comme élevée. Du point de vue de la recherche, ces remarques spontanées constituent une sorte de message personnel des répondants, insistant sur des aspects qu'ils jugent sans doute particulièrement importants.

L'ensemble des remarques peut être ramené à quatre thèmes principaux : l'appartement, l'immeuble, les relations de voisinage et l'environnement de quartier. Sur l'appartement, il y a d'abord l'expression d'une satisfaction globale (3 mentions), qui s'exprime par exemple par le fait que c'est une chance d'habiter cet appartement, voire un privilège. Deux personnes notent que leur appartement est trop petit... peut-être un message indirect à la régie qui a écrit une lettre d'introduction pour l'enquête de terrain. Il est aussi question de loyer trop élevé, de l'appartement ou du garage. Et pour l'anecdote, on relèvera qu'une personne se plaint de la difficulté à poser des rideaux.

L'immeuble est la source principale de critiques, portant avant tout sur la qualité de la construction. Cette tonalité tranche un peu avec les résultats de l'indicateur de satisfaction quant au logement, qui étaient globalement positifs. On relève une quinzaine de critiques, qui portent essentiellement sur l'insonorisation insuffisante de l'immeuble et des problèmes de chauffage et d'étanchéité des fenêtres, créant des zones froides dans l'appartement. Deux personnes insistent sur le concierge, « super », « formidable », et une se plaint de l'inefficacité de la régie. En matière de sécurité, une autre souhaiterait avoir des caméras dans l'ascenseur.

Les relations de voisinage suscitent également une quinzaine de remarques, portant en majorité sur des problèmes de nuisances. Les deux thèmes principaux sont les enfants, qui « font trop de bruit », sont « turbulents », ne sont pas assez surveillés par leurs parents, et la fumée, sur les balcons ou dans les ascenseurs. Des voisins sont accusés d'être trop bruyants, voire « sales ». Des poubelles restent parfois sur les paliers avant d'être descendues dans les containers, et il arrive qu'on trouve des crachats dans l'ascenseur. Si certains se plaignent de nuisances, plutôt classiques, quelques personnes profitent des remarques pour préciser leur satisfaction quant aux relations de voisinage ; les voisins sont « aimables », « très bien », et leur contact est une « expérience enrichissante ». En contraste, une personne trouve qu'il est « difficile de communiquer avec les voisins ».

L'environnement des immeubles, le quartier sont décrits positivement dans quelques remarques. Le quartier est « très bien », « vivant », ou on s'en déclare plus simplement

« satisfait ». Une personne (peut-être un des fumeurs évoqués dans les remarques ?) souhaiterait que l'ensemble de Champ-Joly comprenne un tabac avec un bureau de poste.

Les remarques spontanées recoupent en partie des commentaires déjà faits dans certaines réponses « autres », évoquées dans le chapitre 6. C'est le cas des nuisances en particulier, comme les poubelles, la fumée, le bruit. Mais on relève aussi des remarques positives, notamment sur l'appartement, le concierge et les rapports avec les voisins. On retrouve en somme dans les commentaires écrits en fin de questionnaire la diversité des points de vue qui apparaissent tout au long des réponses au questionnaire.

7.5 Discussion finale

Les résultats de recherche ne recoupent pas toujours la théorie. Cela peut tenir en partie au petit effectif de personnes enquêtées, qui ne permet pas d'aller dans le détail. Cela tient aussi au fait que les habitants des immeubles HBM de Champ-Joly ne sont pas représentatifs de la population genevoise. Pour ne prendre qu'un exemple : les Suisses de ces immeubles sont plutôt défavorisés par rapport à l'ensemble des Suisses du canton. C'est donc la dynamique d'ensemble de la population enquêtée qu'il est intéressant de souligner au terme de ce travail de bachelor.

Le premier constat est celui d'un quartier plutôt vivant, où les contacts sont nombreux, les relations de voisinage empreintes de respect et de civilité, offrant un cadre jugé souvent agréable, des conditions de logement satisfaisantes, quelques activités collectives d'autant mieux fréquentées qu'elles laissent une liberté dans le moment et la durée de la présence. Six ans après les premières entrées dans les logements, on ne constate pas de dégradation des conditions de vie. La bonne réputation du quartier et de l'ensemble d'immeubles de Champ-Joly est d'ailleurs confirmée par le Service d'action sociale et de la jeunesse de la commune.

Les contacts entre voisins sont fréquents et les relations de voisinage plutôt respectueuses d'autrui et réservées. Les formes de mixité sociale qui existent ne semblent pas déboucher sur des clivages marqués, mais des rapports plus conviviaux se développent d'abord entre personnes qui se ressemblent par leur origine, leur langue, leur religion, leur culture. Toutefois, les relations les plus importantes ne se situent pas dans le quartier ; elles concernent des amis et la famille, qui résident un peu partout dans le canton. La démarche de recherche n'a pas permis d'identifier des personnes souffrant de marginalisation sociale, même s'il en existe peut-être parmi les personnes qui n'ont pas répondu à l'enquête. Parmi celles qui ont répondu, une minorité semble vivre son arrivée à Champ-Joly comme une forme de déclassement. Si les personnes plutôt bien intégrées fréquentent majoritairement des personnes qui leur sont proches par leur histoire ou leurs caractéristiques personnelles, on ne retrouve pas de signes de ghettoïsation. Il y a sans doute une tendance à privilégier des rapports communautaires mais, comme le montrent certaines recherches, au Québec par exemple, les réseaux communautaires sont aussi une chance d'intégration sociale.

Malgré la tonalité positive des rapports entre voisins, des foyers de tension potentiels sont identifiables : le bruit, les odeurs, le manque de respect des règles de propreté, certaines habitudes de vie gênantes pourraient déboucher sur des conflits ouverts. La qualité des immeubles semble aussi présenter des problèmes aux yeux d'une minorité, surtout en termes d'isolation phonique et thermique. La sécurité n'est pas encore un thème crucial, mais de nombreux habitants se sentiraient davantage rassurés s'il y avait plus de caméras de surveillance.

Si toutes les dimensions de la problématique n'ont pas pu être vérifiées dans le cas particulier de Champ-Joly et avec le questionnaire utilisé pour l'enquête de terrain, il a été possible de confirmer une sorte de chaîne positive d'attitudes et de comportements par rapport à autrui. Elle commence par des contacts réels fréquents et le souhait d'en avoir de plus nombreux, passe par

la qualité des relations de voisinage et, plus généralement, sociaux, en termes notamment d'entraide et de sociabilité, est renforcée par la participation à des activités collectives pour déboucher sur des réseaux de relations différenciés et vastes, constitutifs d'un capital social favorisant une bonne intégration à la société. Vus sous cet angle, les habitants des immeubles HBM de Champ-Joly sont plutôt bien intégrés ce qui est positif par rapport aux travaux sur la mixité sociale dans l'habitat menés à l'étranger.

Ce résultat est probablement dû à plusieurs éléments qui distinguent l'ensemble d'immeubles de Champ-Joly et le quartier du Vélodrome des immeubles et quartiers difficiles qui font la une de l'actualité à l'étranger, et parfois aussi à Genève. Le gabarit des immeubles HBM et la mixité des types de logements du quartier limitent la densité de personnes socialement vulnérables, ce qui réduit la visibilité et donc la stigmatisation de cette population. Une population moins nombreuse évite également des effets d'entraînements ou de masse qui augmentent le nombre d'actes d'incivilité et de délinquance. Enfin, la densité limitée du quartier jointe à la qualité des espaces intermédiaires et des aménités de proximité réduit l'anonymat et renforce ainsi la nécessité de prendre ses voisins en considération.

La mixité des habitants des immeubles HBM de Champ-Joly se distingue d'autres formes de mixité relevées comme problématiques dans les recherches mentionnées dans la bibliographie. Des différences dans l'ancienneté des habitants sont souvent citées comme sources de tensions, l'intégration des groupes de nouveaux habitants dans un ordre déjà établi pouvant être difficile. Ce cas de figure n'existe pas dans les HBM de Champ-Joly, puisque la majorité des résidents a emménagé en même temps et que l'arrivée ultérieure de nouveaux habitants a été progressive et variée du point de vue national ou culturel, évitant largement rejet et stigmatisation de la part des anciens. Les locataires des appartements HBM de Champ-Joly présentent une mosaïque de diversités : origines nationales et culturelles, modes de vie et conceptions du vivre-ensemble. L'espace d'habitation n'est pas devenu l'objet d'une lutte opposant un nombre restreint de groupes dominants qui cherchent à faire valoir leurs façons de vivre. Autrement dit, tout le monde doit composer avec tout le monde et les durées de résidence à Genève ou en Suisse sont suffisamment longues pour que chacun connaisse les modalités usuelles des rapports de bon voisinage. Un facteur d'homogénéité est la forte proportion de familles avec enfants. Des recherches montrent que les comportements jugés inadéquats de certains enfants ou adolescents pourraient créer une discorde sociale en rapport avec les façons différentes d'éduquer, mais cela ne semble pas être le cas à Champ-Joly. Les enfants et adolescents considérés comme trop turbulents semblent rares. Si des habitants estiment par ailleurs que les enfants génèrent trop de nuisances sonores, le nombre important de familles les pousse à s'en accommoder.

Comme nous l'avons vu dans la partie consacrée au cadre théorique et d'analyse de ce travail, de multiples objectifs et vertus sont attribués aux politiques de mixité sociale dans l'habitat. Parmi ces objectifs figure l'idée que la proximité spatiale de couches sociales différentes permet aux habitants défavorisés d'augmenter leur capital social en nouant des liens faibles avec les plus aisés, ce qui favoriserait une mobilité sociale ascendante. L'un des autres objectifs de ces politiques est d'améliorer l'intégration des immigrés par le même mécanisme de constitution de liens entre habitants d'origines nationales ou culturelles différentes. Le dispositif de la présente enquête ne permet pas d'aboutir à des conclusions détaillées et objectives à propos de l'atteinte de ces objectifs, atteinte qui est mise en doute par de nombreux chercheurs. Quelques résultats de l'enquête à Champ-Joly tendent toutefois à corroborer ces doutes. Tout d'abord, tant la quantité que la qualité des contacts entre voisins des immeubles HBM et voisins des immeubles en loyer libre est faible, dans l'absolu comme en comparaison des contacts entre habitants des HBM. Au-delà des nuances apparaissant dans les résultats liés au vivre-ensemble entre voisins des logements subventionnés, deux tendances générales d'oppositions de groupes sociaux apparaissent : Suisses ou personnes habitant depuis toujours à Genève vs immigrés, personnes plus favorisées sur la plan économique ou de l'emploi vs personnes plus défavorisées

et bénéficiaires d'aides sociales à des degrés divers. Ces tendances se retrouvent dans des indicateurs comme le rapport de proximité au quartier, la convivialité et l'entraide dans les relations de voisinage ou encore la participation à des activités collectives dans le quartier et dans la commune. Si l'on ajoute à cela une tendance marquée à l'entre-soi dans les contacts les plus conviviaux et la forte diminution de la fréquence des rapports entre voisins lorsque leur nature implique un degré d'intimité plus important, il faut bien conclure à des effets limités des politiques de mixité sociale, de développement du capital social et de meilleure intégration des immigrés dans le cadre de Champ-Joly.

La majorité des habitants des HBM du quartier souhaitent plus de contacts avec leurs voisins et montrent une disponibilité à l'entraide plus importante que ce n'est actuellement le cas. Le travail de recherche accompli ouvre plusieurs pistes de réflexion permettant de favoriser le développement des contacts et de l'entraide. On a ainsi pu constater que les activités collectives sont d'autant mieux fréquentées qu'elles laissent une liberté dans le moment et la durée de la présence et qu'elles n'impliquent pas un degré trop contraignant et intimidant de proximité spatiale et d'intimité. Les succès en termes de fréquentation de la tente et des tables installées dans le quartier pendant quelques étés et de la chasse aux œufs organisée à Pâques par l'association d'habitants Vélodrome Association de Quartier en sont de bons exemples. Les activités permettant de réunir les enfants et leurs parents favorisent également les rencontres entre adultes de divers horizons. Une animatrice socioculturelle du quartier culturellement mixte de la Bourdonnette à Lausanne relève qu'elle utilise ce levier : les animations de vacances pour enfants se terminent « (...) par une présentation aux parents: 99% d'entre eux y participent, se parlent, et font plus ample connaissance. » (Praplan, 2005, p. 14). Un accès facilité à des lieux permettant de se réunir entre voisins souhaitant partager des moments de convivialité représente également un vecteur potentiel d'approfondissement des contacts. Les appartements ne sont pas assez spacieux pour réunir du monde et, comme l'enquête le montre, peu d'habitants sont disposés à ouvrir à leurs voisins cet espace d'intimité. A l'image de ce qui a souvent cours dans les coopératives d'habitation, un local partagé par l'ensemble des habitants pourrait être prévu dans un ensemble d'immeubles comme celui de Champ-Joly.

Approfondir la qualité des contacts entre voisins est un préalable au développement d'actes d'entraide et de solidarité. Les résultats de l'enquête montrent que l'entraide de voisinage diminue lorsqu'elle impose de donner un accès à son intimité. Les formes d'entraide qui impliquent la sphère privée sont plutôt confiées à des connaissances ou des amis situés hors du voisinage, ou à des membres de la famille. Ma fonction d'éducateur social dans un foyer d'accueil d'urgence pour mineurs me permet d'observer que bon nombre des familles avec lesquelles nous travaillons ne bénéficient pas ou que peu d'un réseau d'entraide constitué d'amis ou de membres de la famille élargie. Une observation effectuée dans le cadre de l'enquête va dans le même sens. Plusieurs enfants des immeubles HBM en âge de scolarisation à l'école primaire (répartis dans sept ménages) sont seuls à la maison jusqu'à une heure avancée de la soirée, parfois au-delà de neuf heures. Pour ces familles, un réseau d'entraide issu du voisinage pourrait s'avérer précieux. A Zurich, une fondation organise l'aide de voisinage en recourant au bénévolat de voisins. Mille bénévoles fournissent annuellement 50'000 heures d'aides diverses, dont de la garde d'enfants et des appuis scolaires (Publitest, Förderverein Nachbarschaftshilfe Zürich & PricewaterhouseCoopers Suisse, 2006b, p. 3). Les activités croissantes de cette fondation soulignent un besoin. La mise en place à Genève d'une fondation ou d'une association instituant et organisant l'aide de voisinage pourrait permettre de dépasser un frein au développement des relations d'entraide résultant du souhait de préserver sa sphère privée de voisins spatialement trop proches et trop éloignés sur le plan relationnel.

Bibliographie

- Akoun, A. (Dir.) et Ansart, P. (Dir.). (1999). *Dictionnaire de sociologie*. Paris : Le Robert, Seuil.
- Asséo, L. (2005). Communes recherchent désespérément classes moyennes. *Repère social*, 70, 11-12.
- Assimacopoulos, H. (2005). Les Libellules, histoire d'un quartier mal barré. *Repère social*, 70, 9-10.
- Authier, J.-Y. (2005). Le quartier : un espace de proximité. Dans A. Bourdin (Dir.), A. Germain (Dir.) & M.-P. Lefevre (Dir.), *La proximité : construction politique et expérience sociale*, (pp. 89-112). Paris : L'Harmattan.
- Authier, J.-Y. (2008, 17 septembre). *Les citadins et leur quartier (en France) : représentations et usages*. Récupéré le 9.01.2012 du site de l'Université de Lausanne (UNIL) : <http://www.unil.ch/webdav/site/ouvdd/shared/Colloque%202008/Pages%20du%20site/Communications/5-Social/Authier.pdf>
- Avenel, C. (2005). *La mixité dans la ville et dans les grands ensembles : entre mythe social et instrument politique*. Récupéré le 9.01.2012 du site Cairn.info : <http://www.cairn.info/revue-informations-sociales-2005-5-page-62.htm>
- Bach, P. (2011, 6 mai). Vers une politique intégrée en direction des quartiers modestes. *Le Courrier*, p. 5.
- Bach, P. (2011, 26 novembre). Les libéraux proposent une loi pour densifier la zone villas. *Le Courrier*, p. 4.
- Baillergeau, E., Duyvendak, J., W., van der Graaf, P. & Veldboer, L. (2005, 12 décembre). La promesse d'un habitat socialement mixte : un état des lieux des politiques et des recherches sur la mixité sociale et la gentrification aux Pays-Bas, en Belgique et en Suède (Rapport de recherche). Utrecht : Institut Verwey-Jonker. Amsterdam : Université d'Amsterdam, Département de Sociologie et d'Anthropologie & Amsterdam School for Social Science and Research. Récupéré le 12.01.2012 du site de l'Institut Verwey-Jonker : <http://www.verwey-jonker.nl/doc/vitaliteit/LA%20PromesseVJI-UvArapport.pdf>
- Baillergeau, E. & Morin, P. (2008). HLM et lien social. Dans P. Morin (Dir.) & E. Baillergeau (Dir.), *L'habitation comme vecteur de lien social*, (pp. 121-129). Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec.
- Battaglini, M., Christe, E., Chuard, C. & Wicht, L. (2008). *Vivre à la Tambourine* (Premier questionnaire de la recherche « Programme de logements d'utilité publique : opération pilote HBM 199 Tambourine sur la mixité sociale »). Genève : Haute école de travail social, Centre de recherche sociale (ceres).
- Battaglini, M., Christe, E., Chuard, C. & Wicht, L. (2009). *Programme de logements d'utilité publique : opération pilote HBM 199 Tambourine sur la mixité sociale* (Monitoring sociologique, rapport intermédiaire I). Genève : Haute école de travail social, Centre de recherche sociale (ceres).
- Battaglini, M., Christe, E., Chuard, C. & Wicht, L. (2010). *Programme de logements d'utilité publique : opération pilote HBM 199 Tambourine sur la mixité sociale* (Monitoring sociologique, rapport intermédiaire II). Genève : Haute école de travail social, Centre de recherche sociale (ceres).
- Battaglini, M., Christe, E., Chuard, C. & Wicht, L. (2011). Faire l'expérience de la mixité sociale dans son quartier : les trois premières années des nouveaux logements d'utilité publique (Programme de logements d'utilité publique : opération pilote HBM 199 Tambourine sur la mixité sociale ; Monitoring sociologique, rapport final). Genève : Haute école de travail social, Centre de recherche sociale (ceres).
- Baudin, G. (1999). *La mixité sociale : une utopie urbaine et urbanistique*. Récupéré le 9.01.2012 du site Hyper Articles en Ligne (HAL) : <http://hal.archives-ouvertes.fr/docs/00/10/14/42/PDF/mixite.utopie.pdf>
- Bernet, C. (2008, 3 août). A Carouge, la Fondation Kammacher introduit de la mixité sociale dans ses HBM. *Tribune de Genève*. Récupéré le 24 mars 2009 de <http://archives.tdg.ch/TG/TG/-/article-2008-08-115/a-la-tambourine-la-fondation-kammacher-cherche-une-meilleure-cohesion-sociale-en-ouvrant-ses>

- Boisteau, C. (2006a, septembre). Violences, insécurité et pratiques de sécurité : vers une transformation du paysage urbain. Dans C. Boisteau (Dir.), *Construire le vivre-ensemble : aménagement urbain et politiques de sécurité*, (pp. 25-31). Récupéré le 12.01.2012 du site de l'Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne (EPFL) : http://cooperation.epfl.ch/files/content/sites/cooperation/files/shared/publications/cahiers/UNITAR_CIFAL_final_fr.pdf
- Boisteau, C. (2006b, septembre). Aménagement urbain et politiques de sécurité. Dans C. Boisteau (Dir.), *Construire le vivre-ensemble : aménagement urbain et politiques de sécurité*, (pp. 97-117). Récupéré le 12.01.2012 du site de l'Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne (EPFL) : http://cooperation.epfl.ch/files/content/sites/cooperation/files/shared/publications/cahiers/UNITAR_CIFAL_final_fr.pdf
- Bonard, Y. & Matthey, L. (2009, 3 avril). *Mixité sociale : comment opérationnaliser la justice spatiale?* Récupéré le 11.01.2012 du site Les Urbanités de la Radio Suisse Romande (RSR) : <http://urbanites.rsr.ch/laboratoire-du-droit-a-la-ville/mixite-sociale-comment-operationnaliser-la-justice-spatiale/>
- Breviglieri, M. (2009). Les habitations d'un genre nouveau: le squat urbain et la possibilité du « conflit négocié » sur la qualité de vie. Dans L. Pattaroni (Dir.), V. Kaufmann (Dir.) & A. Rabinovic (Dir.), *Habitat en devenir : enjeux territoriaux, politiques et sociaux du logement en Suisse* (pp. 97-112). Lausanne : Presses polytechniques et universitaires romandes.
- Bürgisser, M. & Dao, V. (2010). *La politique du logement social à Genève* (support Powerpoint d'une conférence du module Offres d'approfondissement et de spécialisation intersites « La citoyenneté agressive : la place des jeunes dans la cité »). Genève : HES-SO, Haute école de travail social.
- Chamboredon, J.-C. & Lemaire, M. (1970). Proximité spatiale et distance sociale : les grands ensembles et leur peuplement. *Revue française de sociologie*, 11, 3-33.
- Charmes, E. (2009, 10 mars). *Pour une approche critique de la mixité sociale : redistribuer les populations ou les ressources ?* Récupéré le 11.01.2012 du site La Vie des Idées, section *Essais&Débats* : <http://www.laviedesidees.fr/Pour-une-approche-critique-de-la.html>
- Chevalier, F. (2005). «Une division sociale de l'espace urbain est à l'œuvre». *Repère social*, 70, 13.
- Cléménçon, P. (2004). La CODHA – coopérative de l'habitat associatif à Genève. *Habitation*, 4, 10-13.
- Commune de Plan-les-Ouates (2012, 9 février). *Site officiel de la commune de Plan-les-Ouates*. Récupéré le 12 février 2012 de <http://www.plan-les-ouates.ch/>
- Cuche, D. (2004). *La notion de culture dans les sciences sociales* (3^e éd.). Paris : La Découverte.
- Dancereau, F. (2005, 14 mars). *La mixité sociale dans l'habitat : principes, approches et éléments de mise en œuvre : Forum sur l'habitation*. Récupéré le 9.01.2012 du site de la Ville de Montréal-Portail officiel : http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/arr_so_fr/media/documents/dansereau.pdf
- De Gourcy, C. & Rakoto-Raharimanana, H. (2008, 10 septembre). *Coprésence et cohabiter : entre transaction et accommodement. Le cas d'un habitat collectif dans le sud de la France*. Récupéré le 12.01.2012 du site de Socio-logos : <http://socio-logos.revues.org/1913>
- Département du territoire. (2008). *Les zones d'affectation à Genève*. Récupéré le 11.01.2012 du site officiel de l'Etat de Genève, section *Aménagement du territoire et urbanisme – Accueil- A votre service* - Publications : http://etat.geneve.ch/dt/amenagement/a_votre_service-zones_affectation_genave_2008-8874.html
- Département des constructions et des technologies de l'information. (2011, septembre). *Plan directeur cantonal Genève 2030 : étude des besoins et de l'offre en logements*. Récupéré le 11.01.2012 du site officiel de l'Etat de Genève, section *Aménagement du territoire et urbanisme – Plan directeur cantonal- Projet PCDn Genève 2030* : http://etat.geneve.ch/dt/amenagement/etude_besoins_offre_logements_juin_2011-686-4992-12231.html
- Dion, M. (2008). L'intervention de quartier comme continuum : le cas de l'intervention de quartier dans l'Outaouais québécois. Dans P. Morin (Dir.) & E. Baillergeau (Dir.), *L'habitation comme vecteur de lien social*, (pp. 213-235). Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec.
- Elias, N. & Scotson, J. L. (1997). Logiques de l'exclusion : enquête sociologique au cœur des problèmes d'une communauté. Paris : Fayard.
- Fargues, C. (2010). *Seuls à en mourir*. [Enregistrement vidéo]. Genève : TSR.
- Fargues, C. & Rochat, M. (2009). *Voisin, je te haïme*. [Enregistrement vidéo]. Genève : TSR.

- Hauri, E. (2009). Quelle politique pour le logement social ? Dans L. Pattaroni (Dir.), V. Kaufmann (Dir.) & A. Rabinovic (Dir.), *Habitat en devenir : enjeux territoriaux, politiques et sociaux du logement en Suisse* (pp. 299-321). Lausanne : Presses polytechniques et universitaires romandes.
- Herzog, S. (2005a). La Suisse ne connaît pas de ghetto social. *Repère social*, 70, 5.
- Herzog, S. (2005b). La cité suburbaine : miroir de la fracture sociale. *Repère social*, 70, 6-8.
- Javeau, C. (1982). *L'enquête par questionnaire : manuel à l'usage du praticien*. Bruxelles : Editions de l'Université de Bruxelles.
- Jolliet, F. (2004). Pénurie genevoise : le point de vue du DAEL (Département de l'aménagement, de l'équipement et du logement). *Habitation*, 4, 4-7.
- Kirszbaum, T. (2008). Mixité sociale dans l'habitat : revue de littérature dans une perspective comparative. Paris : La Documentation française.
- Lahosa, J., M., (2006, septembre). Le modèle Barcelone. Dans C. Boisteau (Dir.), *Construire le vivre-ensemble : aménagement urbain et politiques de sécurité*, (pp. 45-54). Récupéré le 12.01.2012 du site de l'Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne (EPFL) : http://cooperation.epfl.ch/files/content/sites/cooperation/files/shared/publications/cahiers/UNITAR_CIFAL_final_fr.pdf
- La Mache, D. (2003). Homes sweet homes... Univers domestiques en HLM. *Ethnologie française*, 33, pp. 473-482.
- Le Digol, C. (Dir.). (2007). *Dictionnaire de sociologie*. Paris : A. Michel.
- Lefeuvre, M.-P. (2005). Proximité spatiale et relations sociales. Dans A. Bourdin (Dir.), A. Germain (Dir.) & M.-P. Lefeuvre (Dir.), *La proximité : construction politique et expérience sociale*, (pp. 89-112). Paris : L'Harmattan.
- Lelévrier, C. (2006). *Les mixités sociales*. Paris : La Documentation française.
- Leloup, X. & Germain, A. (2008). L'action communautaire auprès des jeunes et de leurs familles dans cinq plans d'ensemble montréalais : régulation sociale locale et construction du lien social. Dans P. Morin (Dir.) & E. Baillergeau (Dir.), *L'habitation comme vecteur de lien social*, (pp. 155-195). Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec.
- Loi générale sur le logement et la protection des locataires du 4 décembre 1977 (LGL-GE)* ; I 4 05. Récupéré le 16.02.2012 de <http://www.ge.ch/legislation/>
- Loi générale sur les zones de développement du 29 juin 1957 (LGZD-GE)* ; L 1 35. Récupéré le 16.02.2012 de <http://www.ge.ch/legislation/>
- Loi pour la construction de logements d'utilité publique du 24 mai 2007 (LUP-GE)* ; I 4 06. Récupéré le 16.02.2012 de <http://www.ge.ch/legislation/>
- Monnet, V. (2012). La précarité à la carte. *Campus*, 107, 4-5.
- Morin, P. & Baillergeau, E. (2008). Introduction générale. Dans P. Morin (Dir.) & E. Baillergeau (Dir.), *L'habitation comme vecteur de lien social*, (pp. 1-14). Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec.
- Morin, P. (2008). Chez soi, santé mentale et lien social. Dans P. Morin (Dir.) & E. Baillergeau (Dir.), *L'habitation comme vecteur de lien social*, (pp. 15-21). Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec.
- Morin, P. & Dorvil, H. (2008). Le logement comme déterminant social de la santé pour les personnes ayant des problèmes sévères de santé mentale. Dans P. Morin (Dir.) & E. Baillergeau (Dir.), *L'habitation comme vecteur de lien social*, (pp. 25-40). Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec.
- Muller, M. (2008, 1^{er} octobre). Inauguration des premiers logements d'utilité publique construits au «Square Tambourine». *Feuille d'Avis Officielle de la République et canton de Genève*, p. 1.
- Office fédéral du logement. (2007, 21 février). *Briefing : Intégration sociale dans le domaine du logement*. Récupéré le 11.01.2012 du site de l'Office fédéral du logement, section *Documentation - Faits et chiffres - Briefings* : <http://www.bwo.admin.ch/dokumentation/00101/00184/index.html?lang=fr>
- Pattaroni, L., Kaufmann, V. & Rabinovic, A. (2009a). L'habitat en questions. Dans L. Pattaroni (Dir.), V. Kaufmann (Dir.) & A. Rabinovic (Dir.), *Habitat en devenir : enjeux territoriaux, politiques et sociaux du logement en Suisse* (pp. 1-22). Lausanne : Presses polytechniques et universitaires romandes.

- Pattaroni, L., Kaufmann, V. & Rabinovic, A. (2009b). L'habitat dans un monde en transformation. Dans L. Pattaroni (Dir.), V. Kaufmann (Dir.) & A. Rabinovic (Dir.), *Habitat en devenir : enjeux territoriaux, politiques et sociaux du logement en Suisse* (pp. 323-331). Lausanne : Presses polytechniques et universitaires romandes.
- Pattaroni, L. & Togni, L. (2009). Logement, autonomie et justice: du bail associatif et de quelques autres compromis en matière de logement social à Genève. Dans L. Pattaroni (Dir.), V. Kaufmann (Dir.) & A. Rabinovic (Dir.), *Habitat en devenir : enjeux territoriaux, politiques et sociaux du logement en Suisse* (pp. 113-137). Lausanne : Presses polytechniques et universitaires romandes.
- Pattaroni, L., Thomas, M.-P. & Kaufmann, V. (2009). Habitat urbain durable pour les familles : enquête sur les arbitrages de localisation résidentielle des familles dans les agglomérations de Berne et Lausanne. Lausanne : Ecole polytechnique de Lausanne.
- Pinçon, M. (1981). Habitat et modes de vie : la cohabitation des groupes sociaux dans un ensemble HLM. *Revue française de sociologie*, 22, 523-547.
- Praplan, P. (2005). Le quartier de la Bourdonnette, victime d'une «fausse mauvaise» réputation. *Repère social*, 70, 14.
- Prélaz-Droux, R., Maunoir, A., & Tranda-Pittion, M. (2009, 2 novembre). *Projet d'agglo franco-valdo-genevois : politique foncière et aménagement du territoire dans les cantons de Genève et Vaud* (rapport d'étude). Récupéré le 11.01.2012 du site du Projet d'agglo franco-valdo-genevois : http://www.projet-agglo.org/upload/wysiwyg/File/v2/5_Documentation-media/Cahier-10-3_Politique-fonciere-Genève-Vaud_novembre2009.pdf
- Publitest, Förderverein Nachbarschaftshilfe Zürich & PricewaterhouseCoopers Suisse. (2006a, 29 août). *Résultats de l'étude « Voisinage »*. Récupéré le 11.01.2012 du site de Iris Wirz c&p Communications : http://www.iriswirz.com/nachbarschaft/index_fr.php
- Publitest, Förderverein Nachbarschaftshilfe Zürich & PricewaterhouseCoopers Suisse. (2006b, 29 août). Communiqué de presse. Résultats de l'étude représentative « Voisinage » : La Suisse vue du dedans : le voisinage comme source de lien social (Communiqué de presse). Récupéré le 11.01.2012 du site de Iris Wirz c&p Communications : http://www.iriswirz.com/nachbarschaft/index_fr.php
- Quivy, R. & Van Campenhoudt, L. (1995). *Manuel de recherche en sciences sociales*. Paris : Dunod.
- Rabinovic, A. (2009). Participation et expertise: entre « diversité et ordre commun » dans le logement coopératif. Dans L. Pattaroni (Dir.), V. Kaufmann (Dir.) & A. Rabinovic (Dir.), *Habitat en devenir : enjeux territoriaux, politiques et sociaux du logement en Suisse* (pp. 139-171). Lausanne : Presses polytechniques et universitaires romandes.
- Régie du Rhône. (2008, 18 novembre). *La Tambourine*. Récupéré le 11.01.2012 du site E-mmobilier de la Régie du Rhône, section *Dossier* : <http://e-mmobilier.ch/2008/11/18/39-la-tambourine>
- République et canton de Genève (2012, février). *Portail du logement de l'Etat de Genève*. Récupéré le 16.02.2012 du site officiel de l'Etat de Genève : <http://www.ge.ch/logement/>
- République et canton de Genève (2012, février). *Statistiques cantonales (Office cantonal de la statistique)*. Récupéré le 16.02.2012 du site officiel de l'Etat de Genève : <http://www.ge.ch/statistique/>
- Robert, P. (Ed.). (2008). *Le nouveau Petit Robert : dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française*. Paris : Le Robert.
- Rodari, R. (2010). *Faire du lien, vivre ensemble* (support Powerpoint du module Offres d'approfondissement et de spécialisation intersites « La citoyenneté agressive : la place des jeunes dans la cité »). Genève : HES-SO, Haute école de travail social.
- Rojzman, C. & Rojzman, T. (2006). *C'est pas moi c'est lui : ne plus être victime des autres*. Paris : J.-C. Lattès.
- Rose, D. & Iankova, K. (2005). Proximité spatiale et distance sociale : les rapports interethniques dans un secteur défavorisé à Montréal vus à travers les pratiques de voisinage. Dans Bourdin, A. (Dir.), Germain, A. (Dir.) & Lefevre, M.-P., *La proximité : construction politique et expérience sociale* (pp. 135-157). Paris : L'Harmattan.
- Roy, B., Charland, M. & Joyal, I. (2008). HLM et vie associative : espace de parole et boîte de Pandore. Dans P. Morin (Dir.) & E. Baillergeau (Dir.), *L'habitation comme vecteur de lien social*, (pp. 201-212). Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec.

- Schulte-Haller, M. (2011, 14 avril). Mixité sociale et développement de quartier : entre désir et réalité. Récupéré le 11.01.2012 du site de l'Office fédéral du logement, section Documentation – Publications - Rapports de recherche - Logement, espaces extérieurs, quartier : <http://www.bwo.admin.ch/dokumentation/00106/00108/00307/index.html?lang=fr>
- Selod, H. (2004). *La mixité sociale et économique*. Récupéré le 11.01.2012 du site de Harris Selod, section Publications - Book chapters and papers for general audience : <http://selod.ensae.net/doc/027%20Selod%202004.pdf>
- Steinmann, H. (2006, 29 août). Résultats de l'étude représentative « Voisinage » : Le nouveau voisin : virtuel, global ou réel, de porte à porte – la conception moderne du voisinage (Exposé). Récupéré le 11.01.2012 du site de Iris Wirz c&p Communications : http://www.iriswirz.com/nachbarschaft/index_fr.php
- Tranda-Pittion, M. (2009). Production de logements et urbanisme : quels acteurs pour quels processus ? Dans L. Pattaroni (Dir.), V. Kaufmann (Dir.) & A. Rabinovic (Dir.), *Habitat en devenir : enjeux territoriaux, politiques et sociaux du logement en Suisse* (pp. 275-297). Lausanne : Presses polytechniques et universitaires romandes.
- Tribune de Genève. (2008, 9 novembre, auteur non trouvé). *Les logements M-Budget de Mark Muller font jaser*. Récupéré le 24.03.2009 du site de la Tribune de Genève : <http://archives.tdg.ch/TG/TG/-/article-2008-11-726/les-logements-m-budget-de-mark-muller-font-jaser>
- Vélodrome Association de Quartier (2011, 1^{er} novembre). *vaq : vélodrome association quartier*. Récupéré le 12 février 2012 de <http://www.velodrome-association.ch/>
- Verdier, P. (2009). Le projet urbain participatif : apprendre à faire la ville avec ses habitants. Gap : Yves Michel.
- Viry, G., Kaufmann, V. & Widmer E., D. (2009). L'habiter à l'épreuve de la pendularité. Dans L. Pattaroni (Dir.), V. Kaufmann (Dir.) & A. Rabinovic (Dir.), *Habitat en devenir : enjeux territoriaux, politiques et sociaux du logement en Suisse* (pp. 69-93). Lausanne : Presses polytechniques et universitaires romandes.
- Weil, M. (2010, 7 décembre). Un pavé de bonnes intentions. *Le Courrier*, p. 4.
- Wicht, L. (2010). *Le quartier : entre mythe du ghetto et mythe de la mixité sociale* (support Powerpoint du module Offres d'approfondissement et de spécialisation intersites « La citoyenneté agressive : la place des jeunes dans la cité »). Genève : HES-SO, Haute école de travail social.
- Wicht, L., Christe, E. & Chuard, C. (2008). Recherche-action sur la question de la jeunesse à Versoix : une Jeunesse versoisienne ou différentes façons de vivre sa jeunesse (Rapport final de recherche). Genève : Haute école de travail social, Centre de recherche sociale (CERES).
- Wicht, L., Chuard, C. & Seiler, I. (2006). Recherche-action participative au sein des Tours de Carouge : habitants établis et outsiders : nuisances et qualité de vie dans le quartier (Rapport final de recherche). Genève : Haute école de travail social, Centre de recherche sociale (CERES).
- Wimmer, A. (2003). Etrangers établis et outsiders indigènes : formation de catégories sociales et réseaux de relations dans trois quartiers d'immigrants. Dans *Les migrations et la Suisse*, (pp. 197-226). Zürich : Seismo.
- Zimmermann Oertli, S. (2004) Droit. *Habitation*, 4, 18-19.

Annexes

- A1. Questionnaire
- A2. Distribution et retour des questionnaires
- A3. Définition de variables
- A4. Résultats par question, dans l'ordre du questionnaire
- A5. Contenu des indicateurs synthétiques de résultats
- A6. Corrélations entre indicateurs synthétiques de résultats

A1 Questionnaire

Intitulé « Vivre dans le quartier du Vélodrome », le questionnaire contient 54 questions réparties sur 14 pages A4. Il faut au moins 35 minutes pour le remplir en ayant une bonne maîtrise du français. La quasi-totalité des questions sont de type « fermées » ; il suffit de cocher la bonne réponse. Plusieurs questions laissent cependant la possibilité de préciser une réponse de façon « ouverte ». Par ailleurs, à la fin du questionnaire une place a été laissée pour ajouter des remarques et commentaires.

- A. *Qui vit régulièrement dans votre appartement ?*
- B. *Quelques informations sur votre personne.*
- C. *La décision de venir habiter à la rue du Vélodrome / chemin du Clos.*
- D. *Les habitudes de votre ménage.*
- E. *Vous et le voisinage.*
- F. *Votre niveau de satisfaction et vos attentes.*
- G. *Quelques questions complémentaires.*

La partie A recense les adultes et enfants vivant dans l'appartement. Le statut des adultes (parent, partenaire, autre membre de la famille, etc.) et l'âge des enfants sont notamment relevés. Il est ainsi possible de définir la composition des ménages, telle qu'elle est utilisée dans l'analyse des résultats

La partie B recense les caractéristiques socio-démographiques et économiques classiques de la recherche en sciences sociales, fournissant des variables explicatives classiques des valeurs, attitudes et comportements, et permettant de déterminer la mixité sociale existant dans les immeubles HBM.

La partie C s'intéresse aux raisons et aux conditions du déménagement. Elle permet d'évaluer le degré de maîtrise de la mobilité résidentielle et l'ancienneté dans le quartier, facteur pouvant à contribuer à définir l'usage du quartier et le rapport aux voisins, notamment sous l'angle du contrôle social.

La partie D relève uniquement la maîtrise du français, pour la personne qui remplit le questionnaire et pour les autres membres de son ménage.

La partie E comprend des questions et items permettant d'identifier la fréquence et la qualité des relations de voisinage. En termes de quantité, on relève le rôle que peuvent y jouer les espaces intermédiaires et la présence d'enfants dans le ménage. En termes de qualité, des items variés permettent de recenser ses diverses dimensions, entre contrôle et sociabilité, en passant par les civilités et l'entraide, ainsi que la participation à des activités collectives et à des associations ou clubs. La notion de contrôle est saisie sous la forme de réactions à diverses nuisances ou situations problématiques. Pour l'entraide, les invitations et le partage d'activités, le cercle des personnes avec qui partager est étendu aux immeubles en loyer libre, ainsi qu'aux connaissances, amis et membres de la famille, où qu'ils résident. Cette extension est importante pour évaluer la place que prennent les voisins par rapport aux autres personnes, l'effet éventuel de ségrégation sociale ainsi que l'étendue des réseaux de relations.

La partie F mesure le degré de satisfaction quant au domaine bâti et à l'organisation de l'habitat. Un aspect plus important pour la problématique de recherche est l'évaluation du rapport à la mixité sociale sous la forme d'une réaction par rapport à divers critères de mixité, comme le grand nombre de nationalités et de langues. Avec d'autres questions portant sur les caractéristiques des amis et des voisins avec lesquels les relations sont plus approfondies, cette évaluation fournit des indications sur le rapport à la ségrégation et à la mixité sociales.

La partie G permet entre autres de voir dans quelle mesure les cercles de voisins fréquentés et d'amis obéissent à des logiques de proximité ou au contraire de diversité sociale. C'est un autre aspect important d'un vécu dans une perspective de mixité sociale, ou au contraire de tendance à fréquenter des personnes avec lesquelles on a de plus ou moins nombreux points communs. C'est encore une contribution à l'identification de la ségrégation et de la mixité sociales. On y aborde aussi la question de la localisation des connaissances et amis, qui complète d'autres informations sur le degré de proximité au quartier ou, au contraire, d'ouverture dite cosmopolite sur l'environnement urbain. Les dernières questions portent, comme indiqué dans la structure du questionnaire, sur les perspectives d'avenir quant au logement (y rester ou non), à la vie professionnelle ainsi qu'à la vie familiale et personnelle. Ces informations complètent celles qui, au début du questionnaire, permettent de saisir le degré de maîtrise de la mobilité résidentielle.

VIVRE DANS LE QUARTIER DU VÉLODROME

Consignes pour remplir le questionnaire

Ce questionnaire est confidentiel.

Il sera traité de façon anonyme par ordinateur. Personne ne pourra donc savoir ce que vous avez répondu.

Pour répondre au questionnaire :

- Mettez une croix dans la case qui correspond à votre situation ou à ce que vous pensez.
- Si une question vous gêne ou que vous ne savez pas quoi répondre, passez à la question suivante.
- Dans la plupart des questions, c'est votre opinion, ce que vous pensez qui compte. Il n'y a pas de « bonne » ni de « mauvaise » réponse.

A. Qui vit régulièrement dans votre appartement ?

1. A part vous, quels autres adultes vivent régulièrement dans cet appartement ?

- ☐ Aucun ☐ Mon mari / conjoint ☐ Ma femme / conjointe
- ☐ Autre adulte 1 → précisez : _____
- ☐ Autre adulte 2 → précisez : _____

2. Combien d'enfants vivent régulièrement dans cet appartement ?

- ☐ Aucun ☐ 1 ☐ 2 ☐ 3 ☐ 4 et +

3. Quel âge ont les enfants qui vivent dans cet appartement ?

(Ne pas répondre s'il n'y a pas d'enfants !)

Âge des enfants : enfant 1 → _____ enfant 4 → _____
enfant 2 → _____ enfant 5 → _____
enfant 3 → _____ enfant 6 → _____

B. Quelques informations sur votre personne

4. Etes-vous... ?

- ☐ une femme ☐ un homme

5. Quelle est votre année de naissance ?

Année de naissance : _____

6. Quelle(s) nationalité(s) avez-vous ?

Nationalité(s) : _____

7. Depuis quand habitez-vous... ?

	Depuis toujours	Depuis moins de 5 ans	Depuis 5 à 10 ans	Depuis plus de 10 ans
a) la Suisse	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b) le canton de Genève	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c) Plan-les-Ouates	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

8. Quel est votre état civil ?

- ☐ célibataire ☐ marié ☐ séparé ☐ divorcé ☐ veuf / veuve

9. Quelle est la formation la plus élevée que vous avez suivie ?

- ☐ Ecole obligatoire
- ☐ Ecole de commerce, école de métiers, apprentissage
- ☐ Ecole de culture générale
- ☐ Maturité gymnasiale, maturité professionnelle
- ☐ Haute école (HES, université)
- ☐ Autre → précisez : _____

10. Quelle est votre profession actuelle, ou la dernière profession que vous avez exercée ?

Profession : _____

11. Quelle est votre situation actuelle ?

- ☐ A mon compte, indépendant ☐ En invalidité
- ☐ Salarié à plein temps ☐ Au chômage
- ☐ Salarié à temps partiel ☐ Femme/homme au foyer
- ☐ A la retraite
- ☐ Autre → précisez : _____

12. Dans quelle tranche situez-vous le revenu annuel de votre ménage ?

- ☐ Moins de 35'000 CHF
- ☐ De 35'000 CHF à 49'999 CHF
- ☐ De 50'000 CHF à 64'999 CHF
- ☐ De 65'000 CHF à 79'999 CHF
- ☐ 80'000 CHF et plus

13. Votre ménage reçoit-il un soutien financier de l'assurance-invalidité (AI), de l'OCPA ou d'un service social (Hospice général, commune, Caritas, CSP) ?

- ☐ Oui ☐ Non

14. Combien de voitures y a-t-il dans votre ménage ?

- ☐ Aucune ☐ 1 voiture ☐ 2 voitures et plus

15. Si vous avez un emploi :
comment vous rendez-vous le plus souvent à votre travail ?
(Une seule réponse possible)

- ☐ Avec ma voiture ☐ En vélo
☐ Avec une (autre) voiture du ménage ☐ En transports publics
☐ Comme passager dans une voiture ☐ A pied
☐ En moto ou en scooter
☐ Autre → précisez : _____

C. La décision de venir habiter à la rue du Vélodrome / chemin du Clos

16. En quelle année avez-vous emménagé dans cet appartement ?

- ☐ 2003 ☐ 2004 ☐ 2005 ☐ 2006 ☐ 2007 ☐ 2008 ☐ 2009/2010

17. Où habitiez-vous avant ?

- ☐ Dans un autre appartement de l'immeuble
☐ Ailleurs dans le quartier du Vélodrome/Chemin du Clos
☐ Ailleurs dans la commune de Plan-les-Ouates
☐ Dans une autre commune du canton → précisez : _____
☐ Ailleurs en Suisse
☐ A l'étranger

18. Votre ancien logement était-il déjà un logement subventionné (HLM, HBM...) ?

- ☐ Oui ☐ Non

19. Pour quelles raisons aviez-vous quitté votre ancien logement ?

(Plusieurs réponses possibles)

- ☐ Logement trop petit ☐ J'habitais chez d'autres personnes
☐ Logement trop grand ☐ Trop loin de la place de travail
☐ Loyer trop cher ☐ Disponibilité d'écoles pour les enfants
☐ Peur que la règle me force à partir ☐ Manque de contacts avec les voisins
☐ La règle m'a forcé à partir ☐ Conflits avec les voisins
☐ Changement de situation de famille ☐ Mauvaise isolation sonore
☐ Agrandissement du ménage ☐ Pas assez de confort
☐ Conflits familiaux ☐ Bruit, pollution, trafic routier
☐ J'habitais chez mes/des parents ☐ Pas assez d'espaces verts
☐ Autre → précisez : _____

20. Au moment de décider de venir habiter dans votre logement actuel, aviez-vous le choix avec d'autres logements ?

- ☐ Oui ☐ Non

21. Quelles sont les raisons qui vous avaient décidé à venir dans votre logement actuel ?
(Plusieurs réponses possibles)

- ☐ Besoin de trouver vite un logement ☐ Immeuble bien équipé
☐ Bon rapport qualité-prix ☐ Immeuble bien situé
☐ Quartier adapté aux enfants ☐ Proximité du lieu de travail / de formation
☐ Qualité de la construction ☐ Pour rester dans le quartier
☐ Autre → précisez : _____

D. Les langues dans votre ménage

22. Quelles langues sont parlées habituellement dans votre ménage ?

- Langue 1 _____
 Langue 2 _____
 Langue 3 _____

23. Tous les membres du ménage parlent-ils couramment le français ?

- ☐ Oui ☐ Non

E. Vous et le voisinage

24. Dans l'idéal, qu'attendez-vous des autres locataires de l'immeuble ?

(Plusieurs réponses possibles)

- ☐ Qu'ils soient disponibles pour donner un coup de main en cas de besoin
☐ Qu'ils apprécient les enfants
☐ Qu'ils interviennent lorsque des enfants font des bêtises
☐ Qu'ils contrôlent un peu la vie l'immeuble
☐ Qu'ils soient sociables
☐ Qu'ils s'engagent activement dans la vie du quartier
☐ Qu'ils ne laissent tranquille
☐ Qu'ils ne fassent pas trop de bruit
☐ Autres attentes → précisez : _____

25. A quelle fréquence avez-vous les contacts suivants avec d'autres locataires de votre immeuble ?

(Une seule croix par ligne)

	Souvent	Parfois	Rarement	Jamais
a) Echange de salutations	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b) Conversations	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c) Visites dans leur appartement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d) Visites dans votre appartement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e) Visites de vos enfants dans leur appartement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f) Visites de leurs enfants dans votre appartement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

26. A quelle fréquence avez-vous les contacts suivants avec d'autres locataires des autres immeubles du quartier ?
(Une seule croix par ligne)

	Souvent	Parfois	Rarement	Jamais
a) Echange de salutations	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b) Conversations	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c) Visites dans leur appartement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d) Visites dans votre appartement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e) Visites de vos enfants dans leur appartement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f) Visites de leurs enfants dans votre appartement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

27. Certains habitants de votre immeuble ont-ils un comportement qui vous dérange ?

☐ Oui ☐ Non

Si oui, pour quelles raisons → _____

28. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les affirmations suivantes ?
(Une seule croix par ligne)

	D'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas d'accord
a) Lorsqu'on organise une fête dans un appartement, il faut en informer les voisins	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b) Après 10 heures le soir, il ne faut plus faire de bruit dans les appartements	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c) Il faudrait faire des fêtes d'immeubles (fêtes des voisins) au moins une fois par année	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d) Chaque habitant doit contribuer à assurer la sécurité de l'immeuble	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e) Il faut faire des efforts pour se comprendre entre voisins si on ne parle pas la même langue	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f) Il est normal d'entreposer son sac poubelle sur le palier avant de le descendre dans les containers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g) Si une personne renverse quelque chose dans l'allée, elle doit nettoyer elle-même	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h) Les fumeurs ne doivent pas laisser leurs mégots de cigarettes par terre à l'intérieur de l'immeuble	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
i) Chaque locataire, adulte et enfant, doit traiter le concierge avec respect	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
j) Si une personne de l'immeuble a un problème pour garder ses enfants, il est normal de l'aider	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
k) Les enfants doivent pouvoir jouer à l'abri, vers les boîtes aux lettres	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
l) Les enfants ne devraient jouer que sur les places de jeu qui leur sont réservées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
m) Si un adulte voit un enfant qui n'est pas le sien faire une bêtise, il doit le gronder	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
n) Les parents ne doivent pas laisser leurs enfants faire pipi n'importe où	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

29. Savez-vous s'il y a un règlement dans votre immeuble ?

- ☐ Oui, je l'ai lu
☐ Oui, mais je ne l'ai pas lu
☐ Je pense qu'il n'y en a pas
☐ Je ne sais pas

30. A quel point vous sentez-vous en sécurité le soir ou la nuit ?
(Une seule croix par ligne)

	Tout à fait	Assez	Peu	Pas du tout
a) Dans votre appartement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b) Dans l'entrée de l'immeuble et dans la cage d'escaliers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c) Dans les sous-sols de l'immeuble	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d) Autour de l'immeuble	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

31. Selon vous, quelle est la meilleure attitude à adopter dans les situations suivantes ?
(Une seule croix par ligne)

	Ne rien faire	Parler avec le voisin concerné	Prévenir le concierge	Prévenir la réglementation	Prévenir la police
a) Si on trouve le local à lessive sale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b) Si des enfants de voisins font trop de bruit	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c) Si des voisins font une grillade sur le balcon	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d) Si on trouve des personnes étrangères à l'immeuble dans les caves ou les garages	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e) Si des voisins font encore la fête et du bruit à 11 heures du soir	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f) Si des voisins font encore la fête et du bruit à 2 heures du matin	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g) Si un voisin qui vit seul semble être malade	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h) S'il y a une dispute très violente chez des voisins	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

32. S'il y a des enfants dans votre ménage :
à quelle fréquence faites-vous l'une des choses suivantes ?
(Une seule croix par ligne)

	Presque tous les jours	Au moins une fois par semaine	Au moins une fois par mois	Plus rarement	Jamais
a) Amener ou chercher des enfants dans une crèche de Plan-les-Quates ou des environs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b) Surveiller des enfants à la place de jeux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c) Attendre des enfants à la sortie de l'école	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d) Amener / chercher des enfants dans un club ou une association (sports, loisirs, etc.) de Plan-les-Quates ou des environs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e) Amener / chercher des enfants au Jardin d'aventures	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

33. A quelle fréquence croisez-vous des voisins dans les endroits suivants ?

Pensez au cas où vous les voyez, où vous les saluez ou encore où vous engagez une conversation.

(Une seule croix par ligne)

	Presque tous les jours	Au moins une fois par semaine	Au moins une fois par mois	Plus rarement	Jamais
a) Dans la cage d'escaliers ou l'ascenseur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b) Aux boîtes aux lettres	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c) Dans les sous-sols de l'immeuble	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d) Dans le garage de l'immeuble	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e) Dans les magasins de Plan-les-Ouates	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f) Dans un café, un restaurant, etc. de Plan-les-Ouates	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g) Dans un club ou une association (de loisirs, de sports, etc.) que vous fréquentez à Plan-les-Ouates ou dans les environs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h) A un arrêt des transports publics	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

34. Participez-vous aux activités de clubs ou d'associations de sport ou de loisirs de Plan-les-Ouates et environs ?

(Plusieurs réponses possibles)

☐ Oui, je participe à des activités qu'ils proposent (cours, entraînements, compétitions, etc.)

☐ Oui, je les aide pour des activités qu'ils proposent

☐ Oui, je prends des responsabilités (donner des cours, entraîner une équipe, etc.)

☐ Oui, je suis membre du comité

☐ Non, je ne participe à aucune activité de ces clubs ou associations

35. Des activités ont été organisées dans le quartier en 2008 et en 2009 : auxquelles de ces activités avez-vous participé ?

	Oui	Non
a) « Chasse à l'œuf » à Pâques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b) « Apéro-grillade » du quartier à la maison Ravy	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c) « Raclette Party » du quartier	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d) Grande tente avec tables à disposition du quartier durant l'été 2008	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e) Cours de français dans la commune de Plan-les-Ouates	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

36. Participez-vous aux activités des associations suivantes ?

(Plusieurs croix possibles par ligne)

	Oui, à des activités que j'organise	Oui, j'aide à organiser	Oui, j'en suis membre	Ne me concerne pas
a) Association des habitants du quartier	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

S'il y a des enfants dans votre ménage :

b) Association des parents d'élèves de l'école primaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c) Association des parents d'élèves du Cycle d'orientation ou d'une autre école	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Explications importantes pour les questions suivantes

Les questions 37 à 40 et la question 42 s'intéressent aux personnes avec qui vous avez des contacts, par exemple pour demander ou proposer de l'aide, ou pour partager certaines activités.

Il s'agit peut-être de vos voisins les plus proches, ceux qui habitent dans la même allée (cage d'escalier/ascenseur) que vous.

Ce sont peut-être d'autres voisins, répartis dans le plan du quartier ci-dessous en deux groupes : ceux qui habitent les immeubles « A » et ceux qui habitent les immeubles « B ».

Les immeubles A sont aux adresses suivantes :

- route du Vélodrome 56, 58, 60, 74, 76, 78 et 80
- chemin du Clos 97, 99, 101 et 103

Les immeubles B sont aux adresses suivantes :

- route du Vélodrome 62, 64, 66, 68, 70 et 72
- chemin de Champ-Joly 1, 3, 5 et 7

Bien sûr, vous pouvez avoir aussi des contacts en-dehors du quartier, soit avec des amis ou connaissances, soit avec des membres de votre famille.

37. A qui demandez-vous de l'aide le plus souvent lorsque vous avez les problèmes suivants ?
(Une seule croix par ligne)

	A des gens de la même allée		A des gens d'un immeuble A		A des gens d'un immeuble B		En-dehors du quartier à d'autres amis ou connaissances de ma famille		Je n'ai pas besoin de l'aide pour cela
a) Il me manque quelque chose pour cuisiner ou pour bricoler	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b) Il faut relever ma boîte aux lettres quand je suis en vacances	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c) Il faut arroser mes plantes pendant que je suis en vacances	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d) J'ai besoin de faire faire quelques courses alors que je suis malade	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Si vous avez des enfants en âge d'être concernés :

e) Je n'arrive pas à aider mon enfant qui fait un devoir difficile	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f) Il faut surveiller mon enfant lorsque je sors le soir	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g) Il faut garder mon enfant lorsque je dois m'absenter pour un moment	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h) Il faut garder mon enfant lorsqu'il est malade	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

38. A qui acceptez-vous ou accepteriez-vous de rendre des services si on vous le demande ?

(Pour cette question : plusieurs croix possibles par ligne)

	A des gens de la même allée		A des gens d'un immeuble A		A des gens d'un immeuble B		En-dehors du quartier à d'autres amis ou connaissances de ma famille		On ne me le demande jamais
a) Quelqu'un a besoin qu'on lui prête un article de ménage ou un outil	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b) Une personne a besoin qu'on relève sa boîte aux lettres pendant qu'elle est en vacances	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c) Une personne a besoin qu'on arrose ses plantes pendant qu'elle est en vacances	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d) Une personne a besoin qu'on fasse quelques courses lorsqu'elle est malade	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e) Une personne a besoin qu'on explique un devoir difficile à son enfant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f) Une personne a besoin qu'on garde son enfant le soir, pendant qu'elle sort	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g) Une personne a besoin qu'on garde son enfant pour un moment	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h) Une personne a besoin qu'on garde son enfant lorsqu'il est malade	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

39. Lorsque vous vivez un des événements suivants, qui invitez-vous à le partager avec vous ?
(Plusieurs croix possibles par ligne)

	Des gens de la même allée		Des gens d'un immeuble A		Des gens d'un immeuble B		En-dehors du quartier à d'autres amis ou connaissances de ma famille		Pas ces personnes ou je ne le fais pas
a) Je fais une petite fête pour mon anniversaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b) J'invite à la maison pour un repas le soir ou le weekend	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c) J'invite à la maison pour prendre le café, le thé ou l'apéritif	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

S'il y a des enfants dans votre ménage :

d) Mon enfant fête son anniversaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
-------------------------------------	--------------------------	--------------------------	--------------------------	--------------------------	--------------------------	--------------------------	--------------------------	--------------------------	--------------------------

40. Lorsque vous avez une des activités suivantes, avec qui la faites-vous le plus souvent ?

(Plusieurs croix possibles par ligne)

	Avec des gens de la même allée		Avec des gens d'un immeuble A		Avec des gens d'un immeuble B		En-dehors du quartier avec d'autres amis ou connaissances de ma famille		Pas avec ces personnes ou je ne le fais pas
a) Partir pour un weekend	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b) Partir en vacances pour quelques jours	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c) Faire un pic-nic	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d) Sortir manger au restaurant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e) Se promener le dimanche	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f) Aller à la piscine	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g) Faire du sport	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h) Aller au cinéma ou à un spectacle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

41. Vos amis et vos autres connaissances sont surtout ...

(Plusieurs réponses possibles)

- ☐ des gens de mon pays ou de ma région d'origine (ou de ceux de la personne avec qui je vis)
- ☐ des amis de mon enfance (ou des amis d'enfance de la personne avec qui je vis)
- ☐ des gens de mon travail (ou du travail de la personne avec qui je vis)
- ☐ des gens que j'ai connus dans mes loisirs (ou qu'a connus la personne avec qui je vis)
- ☐ des gens qui parlent la même langue que moi (ou que la personne avec qui je vis)
- ☐ des gens qui ont la même religion que moi (ou que la personne avec qui je vis)
- ☐ des gens qui ont des enfants du même âge que les miens
- ☐ des gens qui ont à peu près mon âge (ou l'âge de la personne avec qui je vis)
- ☐ autres → précisez : _____

42. Aimeriez-vous avoir davantage de contacts... ?

	<i>oui</i>	<i>non</i>
a) avec vos voisins de palier / d'étage	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b) avec les autres locataires de l'allée	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c) avec les habitants des immeubles A	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d) avec les habitants des immeubles B	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e) avec les autres habitants du quartier	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

F. Votre niveau de satisfaction et vos attentes

43. Selon vous, votre immeuble est-il bien organisé (conciergerie, chauffage, locaux communs, etc.) ?

- ☐ Il n'y a pas de problèmes particuliers d'organisation dans cet immeuble
- ☐ Il y a quelques problèmes d'organisation dans cet immeuble
- ☐ Il y a beaucoup de problèmes d'organisation dans cet immeuble

S'il y a quelques problèmes ou beaucoup de problèmes, pouvez-vous dire lesquels ?

44. Dans quelle mesure êtes-vous satisfait de la qualité de votre immeuble sur les points suivants ?

(Une seule croix par ligne)

	<i>Très satisfait</i>	<i>Plutôt satisfait</i>	<i>Peu satisfait</i>	<i>Pas du tout satisfait</i>
a) Propreté	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b) Aménagements extérieurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c) Système de sécurité des entrées d'immeuble	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d) Isolation sonore	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

45. Dans quelle mesure êtes-vous satisfait de la qualité de votre appartement sur les points suivants ?

(Une seule croix par ligne)

	<i>Très satisfait</i>	<i>Plutôt satisfait</i>	<i>Peu satisfait</i>	<i>Pas du tout satisfait</i>
a) Grandeur des pièces	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b) Qualité des finitions	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c) Cuisine	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d) Salles de bains	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

46. Il y a une grande diversité d'habitants dans le quartier du Vélodrome où vous habitez. Que pensez-vous des situations suivantes ?

(Une seule croix par ligne)

	<i>Je trouve que cette situation est...</i>				
Parmi les locataires de vos immeubles...	<i>très enrichissante</i>	<i>plutôt enrichissante</i>	<i>plutôt problématique</i>	<i>très problématique</i>	<i>sans importance</i>
a) il y a plus de 30 nationalités différentes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b) il y a un grand nombre de langues différentes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c) il y a une majorité de familles avec enfants	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d) la majorité des adultes sont âgés de 20 à 40 ans	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Dans le quartier du Vélodrome...

e) des habitants bénéficient de subventions pour leur logement, d'autres pas	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--	--------------------------	--------------------------	--------------------------	--------------------------	--------------------------

A l'école du quartier...

f) un très grand nombre de nationalités sont représentées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g) les élèves parlent un grand nombre de langues différentes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

47. Qu'attendez-vous du concierge ?

(Plusieurs réponses possibles)

- ☐ Qu'il entretienne bien l'immeuble
- ☐ Qu'il soit disponible pour donner un coup de main en cas de besoin
- ☐ Qu'il contrôle un peu la vie de l'immeuble
- ☐ Qu'il fasse respecter le règlement
- ☐ Qu'il fasse la transmission avec la régie
- ☐ Qu'il s'engage activement dans la gestion du quartier
- ☐ Qu'il me donne un coup de main pour les petites réparations dans mon appartement
- ☐ Qu'il me laisse tranquille
- ☐ Rien de particulier

☐ Autres attentes → précisez :

48. A votre avis, faudrait-il installer des caméras de surveillance dans les endroits suivants ?

(Une seule croix par ligne)

	<i>Oui</i>	<i>Non</i>
a) Dans l'entrée de l'immeuble et dans la cage d'escaliers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b) Dans les sous-sols de l'immeuble	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c) Autour de l'immeuble	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d) Sur les places de jeu des immeubles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e) Sur le chemin de l'école	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

G. Quelques questions complémentaires

49. Vos amis habitent surtout ... ?

(Plusieurs réponses possibles)

☐ dans le quartier

☐ dans la commune de Plan-les-Ouates et ses environs

☐ à mon ancien lieu d'habitation

☐ ailleurs dans le canton

☐ un peu partout dans le canton

50. Pour vous, un voisin / une voisine est une personne qui habite... ?

(Plusieurs réponses possibles)

☐ sur le même palier / le même étage

☐ dans la même allée de l'immeuble

☐ dans le même immeuble

☐ dans le même quartier

☐ dans la même commune (Plan-les-Ouates)

51. Dans le quartier, avec qui avez-vous le plus de contacts ?

(Plusieurs réponses possibles)

☐ Des gens de mon pays ou de ma région d'origine

☐ Des gens qui sont du même milieu social que moi

☐ Des gens comme moi

☐ Des gens qui ont la même religion que moi

☐ Des gens qui ont des enfants

☐ Des gens qui ont à peu près mon âge

☐ Des gens qui s'intéressent aux mêmes choses que moi

☐ Des voisins proches de mon logement

☐ Des gens qui parlent la même langue que moi

☐ Des gens qui ont les mêmes loisirs que les miens

☐ Je n'ai presque pas de contacts dans le quartier

☐ Autres personnes → précisez : _____

52. Pensez-vous rester dans votre logement... ?

☐ peu de temps, j'ai envie de trouver un autre logement

☐ plutôt longtemps, j'imagine être là pour plusieurs années

☐ J ne sais pas

Si vous pensez déménager, merci de dire pour quelles raisons :

13

53. Si vous pensez à l'année 2010 du point de vue de votre situation professionnelle, vous diriez qu'elle sera ...

- ☐ très difficile
- ☐ difficile
- ☐ plutôt bonne
- ☐ très bonne

54. Si vous pensez à l'année 2010 du point de vue de votre situation familiale et personnelle, vous diriez qu'elle sera ...

- ☐ très difficile
- ☐ difficile
- ☐ plutôt bonne
- ☐ très bonne

Avez-vous des remarques ou des commentaires à faire ?
Si c'est le cas, merci de les faire ci-dessous :

MERCI BEAUCOUP DE VOTRE PARTICIPATION !

14

168

A2 Distribution et retour des questionnaires

Résultats détaillés de la démarche (effectifs)

Situation par rapport à l'enquête	Ménages				Total questionnaires
	1er adulte	2e adulte "parents"	2e adulte "enfants +20"	2e adulte total	
Concernés	113	68	4	72	185
Inatteignables	-3	-2	0	-2	-5
Atteints	110	66	4	70	180
Ininterviewables	-1	-4	0	-4	-5
Interviewables	109	62	4	66	175
Refus	-3	-4	0	-4	-7
Questionnaires déposés	106	58	4	62	168
Non récupérés	-7	-10	-2	-12	-19
2e adulte ne souhaite pas remplir		-6	-1	-7	-7
Questionnaires en retour	99	42	1	43	142
Inexploitables	-6	-1	-1	-2	-8
Questionnaires exploitables	93	41	0	41	134

Notes :

- L'objectif de distribution du questionnaire a été de remettre deux questionnaires par ménage, à remplir par des adultes habitant le logement.
- La colonne « 2^e adulte « parents » » concerne l'éventuel deuxième adulte du ménage à même de remplir un questionnaire, à l'exception des éventuels enfants majeurs. Ce deuxième adulte a toujours été l'une des deux personnes constituant le couple habitant l'appartement.
- La colonne « 2^e adulte 'enfants +20' » concerne un enfant du ménage, âgé de plus de 20 ans. En effet, lorsqu'un ménage ne comportait pas d'autre deuxième adulte, le deuxième questionnaire pouvait être rempli par l'un des enfants du ménage, s'il était âgé de plus de 20 ans. Finalement, aucun de ces questionnaires ne figure dans les résultats.
- La ligne « Concernés » représente les personnes qui auraient pu remplir un questionnaire conformément aux principes de distribution énoncés ci-dessus. Ces personnes ont été dénombrées et attribuées aux colonnes du tableau de distribution sur la base des déclarations d'un membre du ménage. Ainsi, le chiffre 113 de la colonne « 1^{er} adulte » correspond à un adulte par appartement. Le chiffre 68 dans la colonne « 2^e adulte 'parents' » représente le nombre de deuxièmes adultes (qui ne sont pas enfants de la famille) vivant dans les ménages concernés. Le chiffre 4 de la colonne « 2^e adulte 'enfants +20' » correspond au nombre d'enfants âgés de plus de 20 ans vivant dans des familles monoparentales différentes et qui auraient pu compléter le questionnaire (un seul enfant de plus de 20 ans par famille monoparentale est comptabilisé). Au total, ce sont donc potentiellement 185 questionnaires qui auraient pu être distribués et remplis.
- La ligne « Inatteignables » correspond aux personnes qui n'ont jamais été atteintes après plus de dix passages à leurs domiciles, à des heures, à des jours et à des semaines différents. Trois ménages comportant potentiellement cinq personnes qui auraient pu compléter le questionnaire n'ont pas été atteints.
- La ligne « Ininterviewables » relève le nombre de personnes qui se sont avérées qu'il n'a pas été possible d'interroger en raison d'absences (voyage à l'étranger, hospitalisation) ou parce que le ménage était entrain d'emménager et n'avait ainsi pas encore noué de relations avec les voisins. Aucune personne n'a déclaré ne pas pouvoir remplir le questionnaire en raison d'un manque de connaissance de la langue française. Les personnes qui ont rencontré des difficultés de langue ont trouvé de l'aide au sein de leur ménage. Par ailleurs, quatre personnes ont demandé directement de l'aide à l'intervieweur.
- La ligne « Refus » recense les personnes qui ont refusé de remplir le questionnaire.
- La ligne « Non récupérés » comporte les personnes qui se sont déclarées d'accord de remplir le questionnaire mais qui ne l'ont pas fait malgré plusieurs fois chez elles pour le reprendre. En dernier recours, ces personnes ont eu la possibilité de retourner par courrier le questionnaire complété mais aucune n'a utilisé ce moyen.
- La ligne « 2^e adulte ne souhaite pas remplir » relève les deuxièmes adultes qui ont déclaré ne pas vouloir compléter le questionnaire, prétendant qu'un questionnaire par ménage était suffisant et/ou qu'ils n'avaient pas de temps à disposition pour le remplir.
- La ligne « Inexploitables » recense les questionnaires qui ont été insuffisamment remplis pour valoir la peine d'être exploités. A relever qu'aucun questionnaire n'a été classé comme inexploitable en raison de trop de réponses incompréhensibles, confuses, contradictoires ou ne respectant pas les consignes.

Taux de réponse selon différents critères (*pourcentages*)

<i>Taux de réponses</i>	<i>Composition du ménage</i>				Total questionnaires
	1er adulte	2e adulte "parents"	2e adulte "enfants +20"	2e adulte total	
par rapport aux personnes concernées	82.3	60.3	0.0	56.9	72.4
par rapport aux personnes atteintes	84.5	62.1	0.0	58.6	74.4
par rapport aux personnes interviewables	85.3	66.1	0.0	62.1	76.6

A3 Définition de variables

Variable « type de ménage »

Elle repose sur le nombre et le statut des adultes vivant régulièrement dans le ménage, ainsi que sur la présence d'enfants de moins de 20 ans. Les deux catégories principales sont les familles monoparentales et les couples, les deux avec des enfants entre 0 et 20 ans. Les ménages sans enfants de moins de 20 ans (« autres » types de ménage) comprennent les personnes vivant seules, les couples sans enfants, les familles monoparentales ou non avec des enfants de 20 ans et plus seulement. L'accent mis sur les enfants et sur leurs parents (à deux ou seul) s'explique par le rôle que les enfants jouent par rapport au temps et à l'espace des familles.

Variable « formation »

La formation a été demandée par la question « Quelle est la formation la plus élevée que vous avez suivie ? », qui proposait des réponses correspondant aux principaux types et niveaux existant en Suisse, plus une possibilité « autre », à préciser. Pour les analyses des indicateurs globaux, les différentes réponses sont ramenées à quatre catégories, « autre » étant exclue : école obligatoire seulement, formation professionnelle (apprentissage en entreprise, école de commerce et école de métiers à plein temps), formations générales de niveau secondaire II (dont la maturité gymnasiale) ainsi que la maturité professionnelle, et enfin les hautes écoles, qu'elles soient spécialisées (HES) ou universitaires.

Variable « situation socio-professionnelle »

Vu le petit effectif de répondants, il est difficile de décrire dans les détails leur situation en terme d'emploi. A partir de la catégorie socio-professionnelle déclarée (CSP, qui repose sur la profession déclarée à la question 10, ouverte) et de la situation actuelle sur le rapport à l'emploi (question 11, semi-ouverte avec une rubrique « autre »), les cinq situations suivantes ont été définies :

- En emploi, CSP moyenne (bureaux et commerces, à son compte ou salarié-e à plein temps ou à temps partiel)
- En emploi, CSP inférieure (industrie et artisanat, ainsi que le personnel subalterne des de toutes les branches économiques, à son compte ou salarié-e à plein temps ou à temps partiel)
- En recherche d'emploi (avec ou sans inscription au chômage, quelle que soit la profession déclarée)
- Bénéficiaire de l'AI ou de l'aide sociale (dans la mesure où elle apparaît comme source principale de revenu, donc sans les aides au logement ou au recouvrement des pensions alimentaires)
- Sans emploi, au foyer (y compris à la retraite).

A noter qu'aucune personne en emploi n'appartient à la CSP supérieure.

Le tableau ci-après fournit le rapport entre la situation professionnelle indiquée à la question 11 et le statut socio-professionnel attribué pour l'analyse des données.

<i>Situation professionnelle</i>	<i>Statut socio-professionnel actuel</i>					Total
	En emploi, CSP moyenne	En emploi, CSP inférieure	En recherche d'emploi	Revenu AI/ aide sociale	Sans emploi, au foyer	
à son compte	0	2	0	0	0	2
employé à plein temps	12	23	0	1	0	36
à temps partiel	12	11	0	0	0	23
à la retraite	0	0	0	0	3	3
en invalidité	0	0	0	14	0	14
au chômage	0	0	20	0	0	20
mère/ père au foyer	0	0	1	1	19	21
autre	0	0	0	7	1	8
Total	24	36	21	23	23	127

Variable « Bénéficiaire AI ou aides diverses »

La catégorie « Bénéficiaire AI ou aides diverses » se distingue du statut socio-professionnel de bénéficiaire de l'AI ou de l'aide sociale. Elle regroupe bien sûr ces deux derniers, mais également les personnes touchant une aide de l'OCPA (intégré maintenant dans un Service des prestations complémentaires, cet office avançait notamment, sous certaines conditions, les pensions alimentaires non versées à temps par les ex-conjoints). Il s'agit donc d'une définition plus large que celle qui a été indiquée par les répondants à la question portant sur leur situation en termes d'emploi. Les personnes bénéficiant d'une telle aide ont un commun des difficultés financières, voire une certaine précarité. Il est donc intéressant de les comparer à celles qui n'ont pas, au moins apparemment, une telle difficulté.

A4 Résultats par question, dans l'ordre du questionnaire

A l'exception des données détaillées sur la nationalité (ci-après, Q.6/7), l'essentiel des réponses aux questions 1 à 12 du questionnaire se trouvent dans le chapitre 6.1.1. Pour le reste, seuls les tableaux des questions 13 et suivantes figurent ci-dessous.

Q.6/7 Quelle(s) nationalité(s) avez-vous ?

Depuis quand habitez-vous Genève

Première nationalité	Habite la Suisse depuis...				Total=100%
	- de 5 ans	5-10 ans	+ de 10 ans	toujours	
Suisse	0.0	5.6	53.7	40.7	54
France	0.0	0.0	0.0	100.0	1
Italie	0.0	0.0	60.0	40.0	5
Espagne	0.0	0.0	100.0	0.0	3
Portugal	0.0	6.7	86.7	6.7	15
Autre UE-25	0.0	0.0	100.0	0.0	1
Balkans	0.0	22.2	77.8	0.0	9
Amérique	0.0	40.0	60.0	0.0	5
Afrique	4.0	32.0	60.0	4.0	25
Asie	0.0	22.2	77.8	0.0	9
Total	0.8	14.2	63.8	21.3	127

Q.13 Votre ménage reçoit-il un soutien financier de l'assurance-invalidité (AI), de l'OCPA ou d'un service social (Hospice général, commune, Caritas, CSP) ?

	Oui	Non	Total des réponses	Pas de réponse	Total
Total	56	74	130	4	134

Q.14 Combien de voitures y a-t-il dans votre ménage ?

	Aucune	1	2 et +	Total des réponses	Pas de réponse	Total
Total	38	89	6	133	1	134

Q.15 Si vous avez un emploi :

Comment vous rendez-vous le plus souvent à votre travail ?

(Une seule réponse possible)

	Total
Avec ma voiture	29
Avec une autre voiture du ménage	1
Comme passager dans une voiture	1
En moto ou scooter	4
En vélo	4
En transports publics	36
A pied	10
Autre	6
Total des réponses	91
Pas de réponse	2
Non pertinent	41
Total	134

Q.16 En quelle année avez-vous emménagé dans cet appartement ?

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009 /10	Total des réponses	Pas de réponse	Total
Total	67	27	9	11	8	4	4	130	4	134

Q.17 Où habitiez-vous avant ?

	Total
Dans un autre appartement de l'immeuble	5
Ailleurs dans le quartier du Vélodrome/Chemin du Clos	0
Ailleurs dans la commune de Plan-les-Ouates	11
Dans une autre commune du canton (<i>précisez</i>)	115
Ailleurs en Suisse	2
A l'étranger	0
Total des réponses	133
Pas de réponse	1
Total	134

Q.18 Votre ancien logement était-il déjà un logement subventionné (HLM, HBM...) ?

	Oui	Non	Total des réponses	Pas de réponse	Total
Total	51	79	130	4	134

Q.19 Pour quelles raisons aviez-vous quitté votre ancien logement ?
(Plusieurs réponses possibles)

	Total
Logement trop petit	82
Logement trop grand	3
Loyer trop cher	15
Peur que la régie me force à partir	2
La régie m'a forcé à partir	3
Changement de situation de famille	38
Agrandissement du ménage	15
Conflits familiaux	0
J'habitais chez mes/des parents	6
J'habitais chez d'autres personnes	4
Trop loin de la place de travail	5
Disponibilité d'écoles pour les enfants	3
Manque de contacts avec les voisins	0
Conflits avec les voisins	2
Mauvaise isolation sonore	4
Pas assez de confort	8
Bruit, pollution, trafic routier	10
Pas assez d'espaces verts	6
Autre (<i>précisez</i>)	10
Total	216

Précision autre raison : à cause de sa maladie (1), divorce (2), habitait chez son frère (1), incendie (1), Libellules = quartier chaud ; dangereux pour enfants (1), n'a pas précisé (1), travail de mon mari (1), trop de violence, délinquance (1), un enfant en plus (1)

Q.20 Au moment de décider de venir habiter dans votre logement actuel, aviez-vous le choix avec d'autres logements ?

	Oui	Non	Total des réponses	Pas de réponse	Total
Total	24	105	129	5	134

Q.21 Quelles sont les raisons qui vous avaient décidé à venir dans votre logement actuel ?
(Plusieurs réponses possibles)

	Total
Besoin de trouver vite un logement	67
Bon rapport qualité-prix	52
Quartier adapté aux enfants	66
Qualité de la construction	13
Immeuble bien équipé	25
Immeuble bien situé	33
Proximité du lieu de travail / de formation	14
Pour rester dans le quartier	12
Autre (précisez)	13
Total	295

Précision autre motif : a travaillé construction du bâtiment (1), c'était une proposition (1), cherchait plus de pièces (1), immeuble proche père des enfants (1), immeuble proposé par l'Etat (1), logement proposé (1), plus de pièces (1), plus grand (2), proche des enfants (1), proximité famille (2), quartier plaisant hors ville (1)

Q.22 Quelles langues sont parlées habituellement dans votre ménage ?

	Français	Italien	Espagnol	Portugais	Allemand	Anglais	Albanais	Autre	Total des réponses	Pas de réponse	Non pertinent	Total
Première langue déclarée	88	3	6	10	0	1	5	19	132	2	0	134
Deuxième langue déclarée	42	4	6	7	0	6	7	27	99	2	33	134
Troisième langue déclarée	0	3	0	5	2	5	1	8	24	2	108	134
Total	130	10	12	22	2	12	13	54	255	6	141	402

Précision 1^{ère} langue parlée : africain (1), amharie (1), arabe (5), bengali (1), kurde (2), lingala (1), tamoul (2), turc (4), vietnamien (2)

Précision 2^e langue parlée : africain (2), amharique (1), arabe (9), bengali (1), bosniaque (1), coréen (1), diakhanké (1), français (1), hollandais (1), lingala (4), portugais angolais (1), sénégalais (1), tigrinya (2), turc (2)

Précision 3^e langue parlée : arabe (1), coréen (1), éthiopien (1), italien (1), lingala (1), ourdou (2), twi (1)

Q.23 Tous les membres du ménage parlent-ils couramment le français ?

	Oui	Non	Total des réponses	Pas de réponse	Total
Total	117	10	127	7	134

Q.24 Dans l'idéal, qu'attendez-vous des autres locataires de l'immeuble ?
(Plusieurs réponses possibles)

	Total
Qu'ils soient disponibles pour donner un coup de main en cas de besoin	48
Qu'ils apprécient les enfants	47
Qu'ils interviennent lorsque des enfants font des bêtises	49
Qu'ils contrôlent un peu la vie l'immeuble	41
Qu'ils soient sociables	92
Qu'ils s'engagent activement dans la vie du quartier	19
Qu'ils me laissent tranquilles	21
Qu'ils ne fassent pas trop de bruit	66
Autres attentes (précisez)	12
Total	395

Précision autres attentes : garder immeuble propre, respecter travail concierge (1), ne pas voler linge à la buanderie (déjà trois fois) (1), ne rien jeter sur la (ma) terrasse (2), pas de fumer couloirs, ascenseur (2), plus de compréhension (1), Respect (d'autrui) (3), respect dates voiries et locaux containers/ordures (1), respecter le droit des autres (1)

Q.25 A quelle fréquence avez-vous les contacts suivants avec d'autres locataires de votre immeuble ? (Une seule croix par ligne)

	Sou-vent	Par-fois	Rare-ment	Jamais	Total des réponses	Réponse man-quant	Non pertinent	Total
Echange de salutations	107	19	4	0	130	4	0	134
Conversations	31	72	21	5	129	5	0	134
Visites dans leur appartement	6	18	47	52	123	11	0	134
Visites dans votre appartement	6	24	45	47	122	12	0	134
Visites de vos enfants dans leur appartement	24	28	34	30	116	9	9	134
Visites de leurs enfants dans votre appartement	27	33	33	32	125	9	0	134
Total	201	194	184	166	745	50	9	804

Q.26 A quelle fréquence avez-vous les contacts suivants avec d'autres locataires des autres immeubles du quartier ? (Une seule croix par ligne)

	Sou-vent	Par-fois	Rare-ment	Jamais	Total des réponses	Réponse man-quant	Non pertinent	Total
Echange de salutations	66	45	13	3	127	7	0	134
Conversations	27	56	27	13	123	11	0	134
Visites dans leur appartement	8	18	34	59	119	15	0	134
Visites dans votre appartement	7	18	34	58	117	17	0	134
Visites de vos enfants dans leur appartement	17	25	33	36	111	14	9	134
Visites de leurs enfants dans votre appartement	19	26	36	37	118	16	0	134
Total	144	188	177	206	715	80	9	804

Q.27 Certains habitants de votre immeuble ont-ils un comportement qui vous dérange ?

	Oui	Non	Total des réponses	Pas de réponse	Total
Total	71	53	124	10	134

Bruit : 41 (bruit, bruit la nuit, bruit musique, cris, bruit, surtout après 22h, bruits enfants, disputes, bruit (été sur balcons, couloirs), travaux (ex: perceuse) le dimanche, la nuit, réunion enfants entrée immeuble ...)

Manque de soins, saleté : 16 (cigarettes, mégots, cochonneries sur terrasse (parfois dangereuse pour enfants), secouer tapis par fenêtre, déchets jetés par fenêtre, poubelles laissées sur le palier)

Odeurs désagréables : 10 (fumée dans l'ascenseur, manque d'hygiène, odeurs, terrasse (à cause des animaux), odeurs de nourriture)

Voisins - : 16 (violence, manque de respect, aucune éducation, certains ne répondent pas aux salutations, intolérance, manque de savoir vivre, voisin de palier alcoolique --> réactions imprévisibles, trop indiscrets (surtout entre musulmans, se soutiennent...), retiennent ascenseur quand vont chercher courrier, le voile, mauvaises utilisations lieux communs)

Q.28 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les affirmations suivantes ?

(Une seule croix par ligne)

	D'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas d'accord	Total des réponses	Pas de réponse	Total
Lorsqu'on organise une fête dans un appartement, il faut en informer les voisins	100	23	1	6	130	4	134
Après 10 heures le soir, il ne faut plus faire de bruit dans les appartements	91	33	4	3	131	3	134
Il faudrait faire des fêtes d'immeubles (fête des voisins) au moins une fois par année	70	45	8	3	126	8	134
Chaque habitant doit contribuer à assurer la sécurité de l'immeuble	104	22	3	2	131	3	134
Il faut faire des efforts pour se comprendre entre voisins si on ne parle pas la même langue	99	26	3	0	128	6	134
Il est normal d'entreposer son sac poubelle sur le palier avant de le descendre dans les containers	7	10	21	91	129	5	134
Si une personne renverse quelque chose dans l'allée, elle doit nettoyer elle-même	119	10	0	1	130	4	134
Les fumeurs ne doivent pas laisser leurs mégots de cigarettes par terre à l'intérieur de l'immeuble	117	9	0	5	131	3	134
Chaque locataire, adulte et enfant, doit traiter le concierge avec respect	126	7	0	0	133	1	134
Si une personne de l'immeuble a un problème pour garder ses enfants, il est normal de l'aider	61	57	10	3	131	3	134
Les enfants doivent pouvoir jouer à l'abri, vers les boîtes aux lettres	8	24	25	72	129	5	134
Les enfants ne devraient jouer que sur les places de jeu qui leur sont réservées	87	25	14	2	128	6	134
Si un adulte voit un enfant qui n'est pas le sien faire une bêtise, il doit le gronder	36	62	13	13	124	10	134
Les parents ne doivent pas laisser leurs enfants faire pipi n'importe où	119	8	0	6	133	1	134
Total	1144	361	102	207	1814	62	1876

Q.29 Savez-vous s'il y a un règlement dans votre immeuble ?

	Oui, je l'ai lu	Oui, mais je ne l'ai pas lu	Je pense qu'il n'y en a pas	Je ne sais pas	Total des réponses	Pas de réponse	Total
Total	96	21	2	10	129	5	134

Q.30 A quel point vous sentez-vous en sécurité le soir ou la nuit ?

(Une seule croix par ligne)

	Tout à fait	Assez	Peu	Pas du tout	Total des réponses	Pas de réponse	Total
Dans votre appartement	86	38	7	1	132	2	134
Dans l'entrée de l'immeuble et dans la cage d'escalier	48	60	19	2	129	5	134
Dans les sous-sols de l'immeuble	37	44	36	12	129	5	134
Autour de l'immeuble	32	59	32	5	128	6	134
Total	203	201	94	20	518	18	536

Q.31 Selon vous, quelle est la meilleure attitude à adopter dans les situations suivantes ?

(Une seule croix par ligne)

	Ne rien faire	Parler avec le voisin concerné	Prévenir le concierge	prévenir la régie	prévenir la police	Total des réponses	Pas de réponse	Total
Si on trouve le local à lessive sale	10	41	75	1	0	127	7	134
Si des enfants de voisins font trop de bruit	4	109	7	9	2	131	3	134
Si des voisins font une grillade sur le balcon	33	56	23	11	0	123	11	134
Si on trouve des personnes étrangères à l'immeuble dans les caves ou les garages	2	3	77	12	37	131	3	134
Si des voisins font encore la fête et du bruit à 11 heures du soir	21	84	10	8	9	132	2	134
Si des voisins font encore la fête et du bruit à 2 heures du matin	4	54	10	15	46	129	5	134
Si un voisin qui vit seul semble être malade	1	94	10	7	16	128	6	134
S'il y a une dispute très violente chez des voisins	9	19	3	9	91	131	3	134
Total	84	460	215	72	201	1032	40	1072

Q.32 S'il y a des enfants dans votre ménage :

à quelle fréquence faites-vous l'une des choses suivantes ? (Une seule croix par ligne)

	Presque tous les jours	Au moins une fois par semaine	Au moins une fois par mois	Plus rarement	jamais	Total des réponses	Pas de réponse	Non pertinent	Total
Amener ou chercher des enfants dans une crèche de Plan-les-Ouates ou des environs	27	6	0	3	9	45	3	86	134
Surveiller des enfants à la place de jeux	44	26	4	10	10	94	3	37	134
Attendre des enfants à la sortie de l'école	46	21	4	16	21	108	4	22	134
Amener / chercher des enfants dans un club ou une association (sports, loisirs, etc.) de Plan-les-Ouates ou des environs	22	38	10	16	25	111	4	19	134
Amener / chercher des enfants au Jardin d'aventures	15	12	11	24	43	105	3	26	134
Total	154	103	29	69	108	463	17	190	670

Q.33 A quelle fréquence croisez-vous des voisins dans les endroits suivants ?

Pensez au cas où vous les voyez, où vous les saluez ou encore où vous engagez une conversation. (Une seule croix par ligne)

	Presque tous les jours	Au moins une fois par semaine	Au moins une fois par mois	Plus rarement	jamais	Total des réponses	Pas de réponse	Total
Dans la cage d'escalier ou l'ascenseur	79	36	4	10	1	130	4	134
Aux boîtes aux lettres	42	55	11	19	2	129	5	134
Dans les sous-sols de l'immeuble	15	38	28	36	10	127	7	134
Dans le garage de l'immeuble	15	28	21	24	33	121	13	134
Dans les magasins de Plan-les-Ouates	15	44	21	39	7	126	8	134
Dans un café, un restaurant, etc. de plan-les-Ouates	5	6	7	62	47	127	7	134
Dans un club ou une association (de loisirs, de sports, etc.) que vous fréquentez à Plan-les-Ouates ou dans les environs	1	13	15	46	52	127	7	134
A un arrêt des transports publics	11	29	12	42	35	129	5	134
Total	183	249	119	278	187	1016	56	1072

Q.34 Participez-vous aux activités de clubs ou d'associations de sport ou de loisirs de Plan-les-Ouates et environs ? (*Plusieurs réponses possibles*)

	Total
Oui, je participe à des activités qu'ils proposent (<i>cours, entraînements, compétitions, etc.</i>)	20
Oui, je les aide pour des activités qu'ils proposent	14
Oui, je prends des responsabilités (donner des cours, entraîner une équipe, etc.)	6
Oui, je suis membre du comité	6
Non, je ne participe à aucune activité de ces clubs ou associations	101
Total	147

Q.35 Des activités ont été organisées dans le quartier en 2008 et en 2009 ; auxquelles de ces activités avez-vous participé ?

	Oui	Non	Total des réponses	Pas de réponse	Pas d'enfants de l'âge concerné	Total
« Chasse à l'œuf » à Pâques	54	60	114	16	4	134
« Apéro-grillade » du quartier à la maison Ravy	37	79	116	14	4	134
« Raclette Party » du quartier	9	100	109	21	4	134
Grande tente avec tables à disposition du quartier durant l'été 2008	78	44	122	8	4	134
Cours de français dans la commune de Plan-les-Ouates	18	95	113	17	4	134
Total	196	378	574	76	20	670

Q.36 Participez-vous aux activités des associations suivantes ? (*Plusieurs croix possibles par ligne*)

	Oui, à des activités qu'elles organisent	Oui, j'aide à organiser des activités	Oui, j'en suis membre	Ne me concerne pas	Total des réponses	Pas de réponse	Non pertinent	Total
Association des habitants du quartier	21	6	10	76	113	17	4	134
Association des parents d'élèves de l'école primaire	26	6	15	42	89	14	31	134
Association des parents d'élèves du Cycle d'orientation ou d'une autre école	10	3	5	37	55	9	70	134
Total	57	15	30	155	257	40	105	402

Remarque : les réponses multiples (5 pour l'association de quartier, 1 pour celle des parents d'élèves du primaire et 0 pour celle du CO ou d'autres écoles) sont codées au degré le plus élevé d'engagement

Q.37 A qui demandez-vous de l'aide le plus souvent lorsque vous avez les problèmes suivants
(1 seule croix) ?

	A des gens de la même allée	A des gens d'un immeuble A	A des gens d'un immeuble B	A d'autres amis ou connaissances.	A des membres de ma famille	Je n'ai pas besoin d'aide pour cela	Total des réponses	Pas de réponse	Pas d'enfants de l'âge concerné	Total
Il manque quelque chose pour cuisiner ou pour bricoler	59	18	6	7	9	29	128	6	0	134
Il faut relever ma boîte aux lettres quand je suis en vacances	9	11	5	15	45	39	124	10	0	134
Il faut arroser mes plantes pendant que je suis en vacances	7	13	6	16	41	40	123	11	0	134
J'ai besoin de faire quelques courses alors que je suis malade	11	5	3	22	47	33	121	13	0	134
Je n'arrive pas à aider mon enfant qui fait un devoir difficile	13	2	1	32	15	38	101	19	14	134
Il faut surveiller mon enfant lorsque je sors le soir	14	3	2	17	28	33	97	15	22	134
Il faut garder mon enfant lorsque je dois m'absenter pour un moment	17	14	4	14	22	27	98	13	23	134
Il faut garder mon enfant lorsqu'il est malade	9	4	1	15	36	39	104	21	9	134
Total	139	70	28	138	243	278	896	108	68	1072

Q.38 A qui acceptez-vous ou accepteriez-vous de rendre des services si on vous le demande ? (Pour cette question : plusieurs croix possibles par ligne)

	A des gens de la même allée	A des gens d'un immeuble A	A des gens d'un immeuble B	A d'autres amis ou connaissances.	A des membres de ma famille	On ne me le demande jamais	Total
Quelqu'un a besoin qu'on lui prête un article de ménage ou un outil	101	65	45	63	67	11	352
Une personne a besoin qu'on relève sa boîte aux lettres pendant qu'elle est en vacances	71	50	40	48	59	25	293
Une personne a besoin qu'on arrose ses plantes pendant qu'elle est en vacances	64	49	36	46	60	31	286
Une personne a besoin qu'on fasse quelques courses lorsqu'elle est malade	68	54	40	53	56	35	306
Une personne a besoin qu'on explique un devoir difficile à son enfant	53	45	34	43	36	48	259
Une personne a besoin qu'on garde son enfant le soir, pendant qu'elle sort	58	35	23	44	46	42	248
Une personne a besoin qu'on garde son enfant pour un moment	77	57	35	49	55	20	293
Une personne a besoin qu'on garde son enfant lorsqu'il est malade	57	37	29	46	46	44	259
Total	549	392	282	392	425	256	2296

Q.39 Lorsque vous vivez un des événements suivants, qui invitez-vous à le partager avec vous ? (*Plusieurs croix possibles par ligne*)

	A des gens de la même allée	A des gens d'un immeuble A	A des gens d'un immeuble B	A d'autres amis ou connaissances.	A des membres de ma famille	Pas avec ces personnes, ou pas du tout	Total des réponses	Pas d'enfants dans le ménage	Total
Je fais une petite fête pour mon anniversaire	33	29	10	82	85	16	255	0	255
J'invite à la maison pour un repas le soir ou le weekend	26	27	12	87	87	8	247	0	247
J'invite à la maison pour prendre le café, le thé ou l'apéritif	44	36	17	85	77	9	268	0	268
S'il y a des enfants dans votre ménage :	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Mon enfant fête son anniversaire	50	56	39	74	76	9	304	10	314
Total	153	148	78	328	325	42	1074	10	1084

Q.40 Lorsque vous avez une des activités suivantes, avec qui la faites-vous le plus souvent ? (*Plusieurs croix possibles par ligne*)

	A des gens de la même allée	A des gens d'un immeuble A	A des gens d'un immeuble B	A d'autres amis ou connaissances.	A des membres de ma famille	Pas avec ces personnes, ou pas du tout	Total
Partir pour un weekend	5	3	1	63	91	18	181
Partir en vacances quelques jours	4	3	0	48	99	16	170
Faire un pic-nic	24	24	10	84	91	12	245
Sortir manger au restaurant	7	11	3	73	97	12	203
Se promener le dimanche	12	15	7	70	96	12	212
Aller à la piscine	20	18	11	64	80	25	218
Faire du sport	14	14	5	61	63	32	189
Aller au ciné ou à un spectacle	7	10	2	68	76	30	193
Total	93	98	39	531	693	157	1611

Q.41 Vos amis et vos autres connaissances sont surtout...
(Plusieurs réponses possibles)

	Total
Des gens de mon pays ou de ma région d'origine	76
Des amis de mon enfance	44
Des gens de mon travail	59
Des gens que j'ai connus dans mes loisirs	64
Des gens qui parlent la même langue que moi	41
Des gens qui ont la même religion que moi	21
Des gens qui ont des enfants du même âge que les miens	66
Des gens qui ont à peu près mon âge	50
Autres (précisez)	16
Total	437

Précision autres personnes : amis d'Espagne (1), amis de l'église (1), anciens collègues de son travail (1), de Genève, connais depuis 20 ans, plusieurs langues (1), des voisins, des gens connus dans le quartier (3), français, italiens etc. (1), helvétiques (1), la même profession (1), ne veut pas faire de différences (1), pas d'amis dans le quartier (1), pas de précisions (1), ex-voisin-e-s (2)

Q.42 Aimeriez-vous avoir davantage de contacts... ?

	oui	non	Total des réponses	Pas de réponse	Total
Avec vos voisins de palier / d'étage	64	43	107	27	134
Avec les autres locataires de l'allée	60	49	109	25	134
Avec les habitants des immeubles A	56	49	105	29	134
Avec les habitants des immeubles B	49	58	107	27	134
Avec les autres habitants du quartier	59	53	112	22	134
Total	312	256	568	102	670

Q.43 Selon vous, votre immeuble est-il bien organisé (conciergerie, chauffage, locaux communs, etc.) ?

	Total
Il n'y a pas de problèmes particuliers d'organisation dans cet immeuble	85
Il y a quelques problèmes d'organisation dans cet immeuble	45
Il y a beaucoup de problèmes d'organisation dans cet immeuble	0
Total des réponses	130
Pas de réponse	4
Total	134

Précision si quelques ou beaucoup de problèmes (39 personnes font des mentions) :

Parking : à part parking + plaques françaises... (2)

Qualité construction : air passe a travers fenêtre fermée (chambres) (1), chambres froides nuit, mauvais écoulement eau lavabo cuisine (1), chambres froides, régie suit pas les problèmes, eau chaude lente + calcaire (1), chambres glacées --> la régie ne fait rien! (1), chauffage (2), chauffage + eau chaude = pas assez chauds (1), chauffage pas assez chaud, air passe par les fenêtre (1), chauffage/eau = pas assez chaude, pas assez pression eau (1), chauffages pas assez chaud, air passe par les fenêtres (1), eau chaude baignoire = trop de variation (1), fuites d'air fenêtre, mal isolé (2), le chauffage ne marche pas (1), pas assez chauffage (chambres / salon) (1), problème chauffage, container papier trop rempli, peut pas jeter (1), problème de chauffage (2), problème de chauffage, régie inefficace (1), chauffages, locaux

communs (local poubelle) (1), WC, courant d'air (2), chauffage marche mal etc. (1), évier cuisine bouché, mauvaise isolation : bruit + fenêtre (1), entrée air frais fenêtre (1),

Locaux communs : dégâts/saletés dans locaux en commun (1), locataires salissent locaux, abiment structures (ascenseur etc.) (1), manque de respect (propreté) (1), gestion local à lessive (1), horaire buanderie pas respectée, non respect des jours de lessive, garage à vélo mal rangé (1), problèmes avec machine à laver (2), saleté de la chambre à lessive (1), local à poussettes rempli de vélos (1), rangement vélos-poussettes-tricycles (2)

Voisins : manque de respect du voisinage (1)

Divers : petits problèmes, sécurité de la porte d'entrée (1)

Q.44 Dans quelle mesure êtes-vous satisfait de la qualité de votre immeuble sur les points suivants ? *(Une seule croix par ligne)*

	Très satisfait	Plutôt satisfait	Peu satisfait	Pas du tout satisfait	Total des réponses	Pas de réponse	Total
Propreté	69	50	10	2	131	3	134
Aménagements extérieurs	67	53	7	1	128	6	134
Système de sécurité des entrées d'immeuble	38	54	20	17	129	5	134
Isolation sonore	29	41	32	27	129	5	134
Total	203	198	69	47	517	19	536

Q.45 Dans quelle mesure êtes-vous satisfait de la qualité de votre appartement sur les points suivants ? *(Une seule croix par ligne)*

	Très satisfait	Plutôt satisfait	Peu satisfait	Pas du tout satisfait	Total des réponses	Pas de réponse	Total
Grandeur des pièces	72	46	10	3	131	3	134
Qualité des finitions	34	55	28	12	129	5	134
Cuisine	60	51	19	1	131	3	134
Salles de bains	57	56	18	1	132	2	134
Total	223	208	75	17	523	13	536

Q.46 Il y a une grande diversité d'habitants dans le quartier du Vélodrome où vous habitez.
Que pensez-vous des situations suivantes ? *(Une seule croix par ligne)*

	Très enrichissante	Plutôt enrichissante	Plutôt problématique	Très problématique	Sans importance	Total des réponses	Pas de réponse	Total
Parmi les locataires de vos immeubles...								
- il y a plus de 30 nationalités différentes	33	42	17	1	35	128	6	134
- il y a un grand nombre de langues différentes	50	42	11	1	22	126	8	134
- il y a une majorité de familles avec enfants	34	46	14	1	32	127	7	134
- la majorité des adultes sont âgés de 20 à 40 ans	29	41	7	3	45	125	9	134
Dans le quartier du Vélodrome...	0	0	0	0	0	0	0	0
- des habitants bénéficient de subventions pour leur logement, d'autres pas	18	24	20	8	54	124	10	134
A l'école du quartier...	0	0	0	0	0	0	0	0
- un très grand nombre de nationalités sont représentées	53	42	8	2	20	125	9	134
- les élèves parlent un grand nombre de langues différentes	52	33	16	3	20	124	10	134
Total	269	270	93	19	228	879	59	1072

Q.47 Qu'attendez-vous du concierge *(plusieurs réponses possibles)* ?

	Total
Qu'il entretienne bien l'immeuble	112
Qu'il soit disponible pour donner un coup de main en cas de besoin	52
Qu'il contrôle un peu la vie de l'immeuble	55
Qu'il fasse respecter le règlement	83
Qu'il fasse la transmission avec la régie	66
Qu'il s'engage activement dans la gestion du quartier	15
Qu'il me donne un coup de main pour les petites réparations dans mon appartement	16
Qu'il me laisse tranquille	4
Rien de particulier	9
Autres attentes	14
Total	426

Précision autres attentes : appréciations générales positives (c'est qqn de très bien, très actif, fait très bien son travail, très bon travail, très serviable, est très gentil, le nôtre est parfait, est le meilleur, super concierge dispo et aimable, tienne le coup reste à son poste, travail parfait) (12), être attentif sous-locations (beaucoup) (1), petites réparations urgentes, robinet cassé coule (1)

Q.48 A votre avis, faudrait-il installer des caméras de surveillance dans les endroits suivants ? *(Une seule croix par ligne)*

	Oui	Non	Total des réponses	Pas de réponse	Total
Entrée immeuble et escaliers	95	30	125	9	134
Sous-sols de l'immeuble	96	23	119	15	134
Autour de l'immeuble	42	64	106	28	134
Places de jeu de l'immeuble	33	72	105	29	134
Chemin de l'école	46	67	113	21	134
Total	312	256	568	102	670

Q.49 Vos amis habitent surtout...
(Plusieurs réponses possibles)

	Total
Dans le quartier	40
Dans la commune de Plan-les-Ouates et ses environs	32
A mon ancien lieu d'habitation	22
Ailleurs dans le canton	29
Un peu partout dans le canton	102
Total	225

Q.50 Pour vous, un voisin / une voisine est une personne qui habite... ?
(Plusieurs réponses possibles)

	Total
Sur le même palier / le même étage	62
Dans la même allée de l'immeuble	72
Dans le même immeuble	75
Dans le même quartier	79
Dans la même commune (Plan-les-Ouates)	22
Total	310

Q.51 Dans le quartier, avec qui avez-vous le plus de contacts ? *(Plusieurs réponses possibles)*

	Total
Des gens de mon pays ou de ma région d'origine	43
Des gens qui sont du même milieu social que moi	24
Des gens comme moi	43
Des gens qui ont la même religion que moi	15
Des gens qui ont des enfants	83
Des gens qui ont à peu près de mon âge	35
Des gens qui s'intéressent aux mêmes choses que moi	42
Des voisins proches de mon logement	61
Des gens qui parlent la même langue que moi	34
Des gens qui ont les mêmes loisirs que les miens	22
Je n'ai presque pas de contacts dans le quartier	23
Autres personnes <i>(précisez)</i>	10
Total	435

Précision autres critères : beaucoup de contacts, très éclectique (1), concierge (1), pas de précision (1), pas particulièrement (1), personnes simples et respectueuses (1), tout le monde (1), toute personne avenante et agréable (1), voisins, S.D.I.S., PLO (1)

Q.52 Pensez-vous rester dans votre logement... ?

	Total
Peu de temps, j'ai envie de trouver un autre logement	11
Plutôt longtemps, j'imagine être là pour plusieurs années	84
Je ne sais pas	36
Total des réponses	131
Pas de réponse	3
Total	134

Précision sur raisons de déménager si pense à déménager (22 réponses) :

Taille appartement : 2 enfants --> chambre chacun (1), 5 pièces, deux enfants, chacun une chambre (1), Appartement +grand, 5-6 pièces et + (1), appartement plus grand (1), manque d'espace (1), plus de pièces pour les enfants (1), pour trouver un 5 pièces (1), pour un 6 pièces (1), trop petit (2), trop petit (2 enfants = 2 chambres) (1), trop petit pour 4 enfants (1), sa mère va venir habiter avec elle (1), 5 pièces, balcons, école proche (1) raison d'emménager (1, dont le sens n'est pas évident...)

Qualité appartement - :appartement peu agréable (1)

Qualité appartement + :bien dans son logement (1)

Qualité construction - : défauts au niveau toit (ports/ fenêtres) (1), quelques problèmes de construction immeuble (1), problème de chauffage (1)

Voisins - : manque de respect des locataires cf. question (1), trop d'étrangers, trop de bruits (1)

Environnement - : poussière, environnement etc. (1)

Q.53 / Q.54 Si vous pensez à l'année 2010 du point de vue de votre situation professionnelle / familiale et personnelle, vous diriez qu'elle sera ...

	Très difficile	Difficile	Plutôt bonne	Très bonne	Total des réponses	Pas de réponse	Non pertinent	Total
Situation professionnelle	10	41	65	5	121	10	3	134
Situation personnelle et familiale	6	24	68	28	126	8	0	134

Q.55 Remarques en fin de questionnaire

	Oui, courtes	Oui, synthé.	Oui, résu.	Non	Total
Total	3	17	11	103	134

A5 Contenu des indicateurs synthétiques de résultats

La problématique de ce travail de bachelor est complexe, des thèmes liés à la mixité sociale à ceux qui portent plus directement sur les relations de voisinage. Ces différentes dimensions sont abordées à travers des questions, qui comportent souvent plusieurs items. Faire l'analyse de toutes ces données pour mettre en évidence les effets des variables socio-démographiques et économiques conduirait à un grand nombre de tableaux ou de graphiques. Pour contourner cette difficulté, des indicateurs synthétiques de résultats ont été définis. Ils portent sur les différents thèmes de la problématique et contiennent, pour chacun d'eux, les réponses des personnes enquêtées aux questions et items qui les abordent.

Chacune de ces réponses reçoit une valeur comprise entre -1 et +1 selon qu'elle a un sens plus ou moins positif ou plus ou moins négatif pour le thème auquel elle est rattachée. Le total des points ainsi obtenus est divisé par le nombre de réponses possibles⁵⁶ et fournit donc une appréciation moyenne comprise entre -1 (rapport totalement négatif au thème) et +1 (rapport totalement positif au thème). Afin de simplifier la présentation et les commentaires des résultats, ce score est ramené à quatre niveaux, deux négatifs et deux positifs, selon une règle de séparation des scores qui est la même pour tous les indicateurs⁵⁷.

Une comparaison des résultats à ces indicateurs est faite pour treize caractéristiques de la population. La plupart n'appellent pas de commentaire particulier : sexe, âge, nationalité (la première citée par les répondants), durée de présence à Genève, revenu annuel brut du ménage, voiture dans le ménage, année d'arrivée dans l'appartement, domicile antérieur et existence d'une subvention pour l'appartement précédent déjà. Pour les autres, une définition est proposée dans l'annexe A3.

⁵⁶ Idéalement, il aurait fallu identifier les absences de réponse à une question pour calculer le score moyen sur les seules questions auxquels la personne a répondu. Comme les absences de réponse sont très rares, cette correction n'a pas été prise en compte.

⁵⁷ La répartition des scores individuels en quatre niveaux est ainsi comparable d'un indicateur à l'autre. Autrement dit, les variations de cette répartition d'un score à l'autre peut être interprétée en termes d'adhésion plus ou moins forte (pour autant bien sûr que la qualité des indicateurs soit toujours la même, ce qui n'est pas vraiment assuré par le questionnaire).

A5.1 Indicateur de satisfaction quant aux conditions de logement

Question	Items	Remarques
30. A quel point vous sentez-vous en sécurité le soir ou la nuit? (Une seule croix par ligne)	a) Dans votre appartement b) Dans l'entrée de l'immeuble et dans la cage d'escaliers c) Dans les sous-sols de l'immeuble d) Autour de l'immeuble	Echelle des réponses : <i>Tout à fait</i> <i>Assez</i> <i>Peu</i> <i>Pas du tout</i>
43. Selon vous, votre immeuble est-il bien organisé (conciergerie, chauffage, locaux communs, etc.) ?		Echelle des réponses : <i>Pas de problèmes particuliers</i> <i>Quelques problèmes</i> <i>Beaucoup de problèmes</i>
44. Dans quelle mesure êtes-vous satisfait de la qualité de votre immeuble sur les points suivants ? (Une seule croix par ligne)	a) Propreté b) Aménagements extérieurs c) Système de sécurité des entrées d'immeuble d) Isolation sonore	Echelle des réponses : <i>Très satisfait</i> <i>Plutôt satisfait</i> <i>Peu satisfait</i> <i>Pas du tout satisfait</i>
45. Dans quelle mesure êtes-vous satisfait de la qualité de votre appartement sur les points suivants ? (Une seule croix par ligne)	a) Grandeur des pièces b) Qualité des finitions c) Cuisine d) Salles de bains	Echelle des réponses : <i>Très satisfait</i> <i>Plutôt satisfait</i> <i>Peu satisfait</i> <i>Pas du tout satisfait</i>

A5.2 Indicateur d'usage du quartier : cosmopolitisme ou proximité

Question	Items	Remarques
15. Si vous avez un emploi : comment vous rendez-vous le plus souvent à votre travail ? (Une seule réponse possible)	1) A pied 2) Avec ma voiture ou une autre voiture du ménage, comme passager dans une voiture, en moto ou en scooter, en transports publics	Codage : 1) <i>Rapport de proximité au quartier</i> 2) <i>Rapport au cosmopolitisme de l'agglomération urbaine</i>
17. Où habitiez-vous avant ?	1) Dans un autre appartement de l'immeuble, ailleurs dans le quartier ou dans la commune de Plan-les-Ouates 2) Dans une autre commune du canton, ailleurs en Suisse ou à l'étranger	Codage : 1) <i>Rapport de proximité au quartier</i> 2) <i>Rapport au cosmopolitisme de l'agglomération urbaine</i>
19. Pour quelles raisons aviez-vous quitté votre ancien logement ? (Plusieurs réponses possibles)	1) Trop loin de la place de travail ou disponibilité d'écoles pour les enfants 2) Manque de contacts avec les voisins	Codage : 1) <i>Rapport de proximité au quartier</i> 2) <i>Rapport au cosmopolitisme de l'agglomération urbaine</i>
21. Quelles sont les raisons qui vous avaient décidé à venir dans votre logement actuel ? (Plusieurs réponses possibles)	Proximité du lieu de travail / de formation ou pour rester dans le quartier	Codage : <i>Rapport de proximité au quartier</i>

A5.2 Indicateur d'usage du quartier : cosmopolitisme ou proximité (suite)		
Question	Items	Remarques
24. Dans l'idéal, qu'attendez-vous des autres locataires de l'immeuble ? (Plusieurs réponses possibles)	Qu'ils s'engagent activement dans la vie de quartier	Codage : <i>Rapport de proximité au quartier</i>
32. S'il y a des enfants dans votre ménage : à quelle fréquence faites-vous l'une des choses suivantes ? (Une seule croix par ligne)	d) Amener / chercher des enfants dans un club ou une association (sports, loisirs, etc.) de Plan-les-Ouates ou des environs e) Amener / chercher des enfants au Jardin d'aventures	Echelle des réponses : <i>Presque tous les jours</i> <i>Au moins une fois par semaine</i> <i>Au moins une fois par mois</i> <i>Plus rarement</i> <i>Jamais</i>
33. A quelle fréquence croisez-vous des voisins dans les endroits suivants ? Pensez au cas où vous les voyez, où vous les saluez ou encore où vous engagez une conversation. (Une seule croix par ligne)	e) Amener / chercher des enfants dans un club ou une association (sports, loisirs, etc.) de Plan-les-Ouates ou des environs f) Amener / chercher des enfants au Jardin d'aventures g) Amener / chercher des enfants au Jardin d'aventures	Echelle des réponses : <i>Presque tous les jours</i> <i>Au moins une fois par semaine</i> <i>Au moins une fois par mois</i> <i>Plus rarement</i> <i>Jamais</i>
34. Participez-vous aux activités de clubs ou d'associations de sport ou de loisirs de Plan-les-Ouates et environs ? (Plusieurs réponses possibles)		Echelle des réponses (seule la plus élevée est conservée) : <i>Oui, membre du comité</i> <i>Oui, ai des responsabilités</i> <i>Oui, aide pour des activités</i> <i>Oui, participe à des activités</i> <i>Non, aucune activité</i>
35. Des activités ont été organisées dans le quartier en 2008 et en 2009 ; auxquelles de ces activités avez-vous participé ?		Codage : <i>1 à 5 activités : rapport de proximité croissant au quartier</i> <i>0 activité : rapport au cosmopolitisme de l'agglomération urbaine</i>
36. Participez-vous aux activités des associations suivantes ? (Plusieurs croix possibles par ligne)	a) Association des habitants du quartier	Echelle des réponses (seule la plus élevée est conservée) : <i>Oui, membre du comité</i> <i>Oui, aide pour des activités</i> <i>Oui, membre</i> <i>Ne me concerne pas</i>
47. Qu'attendez-vous du concierge ? (Plusieurs réponses possibles)	a) Qu'il s'engage activement dans la gestion du quartier	Codage : <i>Rapport de proximité au quartier</i>
49. Vos amis habitent surtout .. ? (Plusieurs réponses possibles)	1) Dans le quartier ou dans la commune de Plan-les-Ouates et ses environs 2) Ailleurs dans le canton	Codage : <i>1) Rapport de proximité au quartier</i> <i>2) Rapport au cosmopolitisme de l'agglomération urbaine</i>

A5.2 Indicateur d'usage du quartier : cosmopolitisme ou proximité (suite)		
Question	Items	Remarques
50. Pour vous, un voisin / une voisine est une personne qui habite... ? (Plusieurs réponses possibles)	Dans le même quartier ou dans la même commune (Plan-les-Ouates)	Codage : <i>Rapport de proximité au quartier</i>
51. Dans le quartier, avec qui avez-vous le plus de contacts ? (Plusieurs réponses possibles)	Je n'ai presque pas de contacts dans le quartier	Codage : <i>Rapport au cosmopolitisme de l'agglomération urbaine</i>

A5.3 Indicateur de maîtrise de la mobilité résidentielle

Question	Items	Remarques
18. Votre ancien logement était-il déjà un logement subventionné (HLM, HBM...)?		Codage : <i>Oui = mobilité maîtrisée</i> <i>Non = mobilité subie</i>
19. Pour quelles raisons aviez-vous quitté votre ancien logement ? (Plusieurs réponses possibles)	1) Logement trop petit ou changement de situation de famille ou agrandissement du ménage 2) Loyer trop cher	Codage : 1) <i>Mobilité maîtrisée (1 à 3 fois)</i> 2) <i>Mobilité subie</i>
20. Au moment de décider de venir habiter dans votre logement actuel, aviez-vous le choix avec d'autres logements ?		Codage : <i>Oui = mobilité maîtrisée</i> <i>Non = mobilité subie</i>
21. Quelles sont les raisons qui vous avaient décidé à venir dans votre logement actuel? (Plusieurs réponses possibles)	1) Bon rapport qualité-prix ou quartier adapté aux enfants ou qualité de la construction ou immeuble bien équipé ou immeuble bien situé ou proximité du lieu de travail / de formation ou pour rester dans le quartier 2) Besoin de trouver vite un logement	Codage : 1) <i>Mobilité maîtrisée (1 à 7 fois)</i> 2) <i>Mobilité subie</i>
43. Selon vous, votre immeuble est-il bien organisé (conciergerie, chauffage, locaux communs, etc.) ?		Echelle des réponses : <i>Pas de problèmes particuliers</i> <i>Quelques problèmes</i> <i>Beaucoup de problèmes</i>
52. Pensez-vous rester dans votre logement... ?		Echelle des réponses : <i>Plutôt longtemps</i> <i>Peu de temps</i>
53. Si vous pensez à l'année 2010 du point de vue de votre situation professionnelle, vous diriez qu'elle sera ...		Echelle des réponses : <i>Très bonne</i> <i>Plutôt bonne</i> <i>Difficile</i> <i>Très difficile</i>

A5.3 Indicateur de maîtrise de la mobilité résidentielle (suite)		
Question	Items	Remarques
54. Si vous pensez à l'année 2010 du point de vue de votre situation familiale et personnelle, vous diriez qu'elle sera ...		Echelle des réponses : <i>Très bonne</i> <i>Plutôt bonne</i> <i>Difficile</i> <i>Très difficile</i>

A5.4 Indicateur de fréquence des contacts réels avec les voisins

Question	Items	Remarques
25. A quelle fréquence avez-vous les contacts suivants avec d'autres locataires de votre immeuble ? (Une seule croix par ligne)	a) Echange de salutations b) Conversations c) Visites dans leur appartement d) Visites dans votre appartement	Echelle des réponses : <i>Souvent</i> <i>Parfois</i> <i>Rarement</i> <i>Jamais</i>
26. A quelle fréquence avez-vous les contacts suivants avec d'autres locataires de des autres immeubles du quartier ? (Une seule croix par ligne)	a) Echange de salutations b) Conversations c) Visites dans leur appartement d) Visites dans votre appartement	Echelle des réponses : <i>Souvent</i> <i>Parfois</i> <i>Rarement</i> <i>Jamais</i>
33. A quelle fréquence croisez-vous des voisins dans les endroits suivants ? Pensez au cas où vous les voyez, où vous les saluez ou encore où vous engagez une conversation. (Une seule croix par ligne)	a) Dans la cage d'escalier ou l'ascenseur b) Aux boîtes aux lettres	Echelle des réponses : <i>Presque tous les jours</i> <i>Au moins une fois par semaine</i> <i>Au moins une fois par mois</i> <i>Plus rarement</i> <i>Jamais</i>

A5.5 Indicateur de contacts souhaités avec les voisins

Question	Items	Remarques
42. Aimerez-vous avoir davantage de contacts... ?	a) avec vos voisins de palier / d'étage b) avec les autres locataires de l'allée c) avec les habitants des immeubles A d) avec les habitants des immeubles B e) avec les autres habitants du quartier	Codage : <i>Total des oui (1 à 5)</i> <i>ou aucun oui</i>

A5.6 Indicateur de rapports à la mixité sociale

Question	Items	Remarques
37. A qui demandez-vous de l'aide le plus souvent lorsque vous avez les problèmes suivants ? (Une seule croix par ligne)	1) Items a) à d), comparaison entre immeubles A et immeubles B 2) Items e) à h), comparaison entre immeubles A et immeubles B	Codage : <i>Tendance à la mixité si $B > A$</i> <i>Tendance à la ségrégation si $A > B$</i>
38. A qui acceptez-vous ou accepteriez-vous de rendre des services si on vous le demande ? (Pour cette question : plusieurs croix possibles par ligne)	1) Items a) à d), comparaison entre immeubles A et immeubles B 2) Items e) à h), comparaison entre immeubles A et immeubles B	Codage : <i>Tendance à la mixité si $B > A$</i> <i>Tendance à la ségrégation si $A > B$</i>
39. Lorsque vous vivez un des événements suivants, qui invitez-vous à le partager avec vous ? (Plusieurs croix possibles par ligne)	Items a) à c), comparaison entre immeubles A et immeubles B	Codage : <i>Tendance à la mixité si $B > A$</i> <i>Tendance à la ségrégation si $A > B$</i>
40. Lorsque vous avez une des activités suivantes, avec qui la faites-vous le plus souvent ? (Plusieurs croix possibles par ligne)	Items c) plus e) à g), comparaison entre immeubles A et immeubles B	Codage : <i>Tendance à la mixité si $B > A$</i> <i>Tendance à la ségrégation si $A > B$</i>
41. Vos amis et vos autres connaissances sont surtout ... (Une seule croix par ligne)	1) des gens de mon pays ou de ma région d'origine 6) des gens qui ont la même religion que moi	Codage : <i>Tendance à la ségrégation si 1 ou 2 croix</i>
42. Aimeriez-vous avoir davantage de contacts... ?	d) avec les habitants des immeubles B	Codage : <i>Tendance à la mixité si oui</i>
46. Il y a une grande diversité d'habitants dans le quartier du Vélodrome où vous habitez. Que pensez-vous des situations suivantes ? (Une seule croix par ligne)	a) Il y a plus de 30 nationalités différentes (dans vos immeubles) c) Il y a un grand nombre de langues différentes (dans vos immeubles) e) Des habitants bénéficient de subventions pour leur logement, d'autres pas (dans le quartier) f) Un très grand nombre de nationalités sont représentées (à l'école du quartier) g) Les élèves parlent un grand nombre de langues différentes (à l'école du quartier)	Echelle des réponses : <i>Très enrichissant</i> <i>Plutôt enrichissant</i> <i>Sans importance</i> <i>Plutôt problématique</i> <i>Très problématique</i>
51. Dans le quartier, avec qui avez-vous le plus de contacts ? (Plusieurs croix possibles par ligne)	1) Des gens de mon pays ou de ma région d'origine 2) Des gens qui sont du même milieu social que moi 4) Des gens qui ont la même religion que moi 9) Des gens qui parlent la même langue que moi	Codage : <i>Tendance à la ségrégation plus ou moins grande selon le nombre d'items choisis</i>

A5.7 Indicateur de rapports aux règles et nuisances

Question	Items	Remarques
24. Dans l'idéal, qu'attendez-vous des autres locataires de l'immeuble ? (Plusieurs croix possibles par ligne)	3) Qu'ils interviennent lorsque des enfants font des bêtises 4) Qu'ils contrôlent un peu la vie l'immeuble 7) Qu'ils me laissent tranquille 8) Qu'ils ne fassent pas trop de bruit	Codage : <i>Tendance aux règles / refus des nuisances selon le nombre de oui aux items 3), 4) et 8)</i> <i>Pas de tendance aux règles / refus des nuisances si oui à l'item 7</i>
27. Certains habitants de votre immeuble ont-ils un comportement qui vous dérange ?		Codage : <i>Oui = Tendance aux règles / refus des nuisances</i> <i>Non = Pas de tendance aux règles / refus des nuisances</i>
28. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les affirmations suivantes ? (Une seule croix par ligne)	a) Lorsqu'on organise une fête dans un appartement, il faut en informer les voisins b) Après 10 heures le soir, il ne faut plus faire de bruit dans les appartements d) Chaque habitant doit contribuer à assurer la sécurité de l'immeuble f) Il est normal d'entreposer son sac poubelle sur le palier avant de le descendre dans les containers g) Si une personne renverse quelque chose dans l'allée, elle doit nettoyer elle-même h) Les fumeurs ne doivent pas laisser leurs mégots de cigarettes par terre à l'intérieur de l'immeuble k) Les enfants doivent pouvoir jouer à l'abri, vers les boîtes aux lettres l) Les enfants ne devraient jouer que sur les places de jeu qui leur sont réservées n) Les parents ne doivent pas laisser leurs enfants faire pipi n'importe où	Echelle des réponses : <i>D'accord</i> <i>Plutôt d'accord</i> <i>Plutôt pas d'accord</i> <i>Pas d'accord</i>
29. Savez-vous s'il y a un règlement dans votre immeuble ?	Items c) plus e) à g), comparaison entre immeubles A et immeubles B	Echelle des réponses : <i>Oui, je l'ai lu</i> <i>Oui, mais je ne l'ai pas lu</i> <i>Je ne sais pas</i> <i>Je pense qu'il n'y en a pas</i>

A5.7 Indicateur de rapports aux règles et nuisances (suite)		
Question	Items	Remarques
31. Selon vous, quelle est la meilleure attitude à adopter dans les situations suivantes ? (Une seule croix par ligne)	a) Si on trouve le local à lessive sale b) Si des enfants de voisins font trop de bruit c) Si des voisins font une grillade sur le balcon e) Si des voisins font encore la fête et du bruit à 11 heures du soir	Echelle des réponses : <i>Prévenir la police</i> <i>Prévenir la régie</i> <i>Prévenir le concierge</i> <i>Parler avec le voisin concerné</i> <i>Ne rien faire</i>

A5.8 à A5.12 Indicateur de qualité des relations de voisinage

Cet indicateur comprend quatre indicateurs partiels : contrôle, civilité, entraide et sociabilité dans les relations de voisinage. La combinaison de ces quatre indicateurs sur une échelle de qualité allant de -1 (contrôle) à +1 (sociabilité), comme indiqué en en-tête des remarques dans le tableau, fournit la valeur de l'indicateur global « qualité des relations de voisinage ».

Question	Items	Remarques
	Contrôle Civilité Entraide Sociabilité	Valeur de l'indicateur entre -1 et -0.49 -0.5 et 0.01 0 et 0.5 0.51 et 1
24. Dans l'idéal, qu'attendez-vous des autres locataires de l'immeuble ? (Plusieurs réponses possibles)	Contrôle : 3) Qu'ils interviennent lorsque des enfants font des bêtises 4) Qu'ils contrôlent un peu la vie l'immeuble Civilité : 5) Qu'ils soient sociables 8) Qu'ils ne fassent pas trop de bruit Entraide : 1) Qu'ils soient disponibles pour donner un coup de main en cas de besoin Sociabilité 2) Qu'ils apprécient les enfants	Codage : <i>Si un seul item : oui = code dans la zone correspondant au niveau de qualité</i> <i>Si deux items : code dans la zone correspondant au niveau de qualité tenant compte du nombre de oui</i>
25. A quelle fréquence avez-vous les contacts suivants avec d'autres locataires de votre immeuble ? (Une seule croix par ligne)	Civilité : a) Echange de salutations b) Conversations Sociabilité c) Visites dans leur appartement d) Visites dans votre appartement	Echelle des réponses : <i>Souvent</i> <i>Parfois</i> <i>Rarement</i> <i>Jamais</i> Codage : <i>Selon l'intensité de chacune des réponses, valeur du code reportée dans la zone correspondant au niveau de qualité</i>

A5.8 à A5.12 Indicateur de qualité des relations de voisinage (suite)		
Question	Items	Remarques Valeur de l'indicateur entre -1 et -0.49 -0.5 et 0.01 0 et 0.5 0.51 et 1
	Contrôle Civilité Entraide Sociabilité	
26. A quelle fréquence avez-vous les contacts suivants avec d'autres locataires des autres immeubles du quartier ? (Une seule croix par ligne)	Civilité : a) Echange de salutations b) Conversations Sociabilité c) Visites dans leur appartement d) Visites dans votre appartement	Echelle des réponses : Souvent Parfois Rarement Jamais Codage : Selon l'intensité de chacune des réponses, valeur du code reportée dans la zone correspondant au niveau de qualité
28. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les affirmations suivantes ? (Une seule croix par ligne)	Contrôle : d) Chaque habitant doit contribuer à assurer la sécurité de l'immeuble f) Il est normal d'entreposer son sac poubelle sur le palier avant de le descendre dans les containers (item retourné) Civilité : i) Chaque locataire, adulte et enfant, doit traiter le concierge avec respect Entraide : j) Si une personne de l'immeuble a un problème pour garder ses enfants, il est normal de l'aider Sociabilité c) Il faudrait faire des fêtes d'immeubles (fête des voisins) au moins une fois par année	Echelle des réponses : Souvent Parfois Rarement Jamais Codage : Selon l'intensité de chacune des réponses, valeur du code reportée dans la zone correspondant au niveau de qualité
47. Qu'attendez-vous du concierge ? (Plusieurs réponses possibles)	Contrôle : 3) Qu'il contrôle un peu la vie de l'immeuble 4) Qu'il fasse respecter le règlement Entraide : 2) Qu'il soit disponible pour donner un coup de main en cas de besoin 7) Qu'il me donne un coup de main pour les petites réparations dans mon appartement Sociabilité 6) Qu'il s'engage activement dans la gestion du quartier	Codage : Si un seul item : oui = code dans la zone correspondant au niveau de qualité Si deux items : code dans la zone correspondant au niveau de qualité tenant compte du nombre de oui

A5.13 Indicateur d'intégration à la société

Question	Items	Remarques
24. Dans l'idéal, qu'attendez-vous des autres locataires de l'immeuble ? (Plusieurs réponses possibles)	6) Qu'ils s'engagent activement dans la vie du quartier 7) Qu'ils me laissent tranquille	Codage : 6) <i>Oui = bonne intégration à la société</i> 7) <i>Oui = pas d'intégration à la société</i>
25. A quelle fréquence avez-vous les contacts suivants avec d'autres locataires de votre immeuble ? (Une seule croix par ligne)	3) Visites dans leur appartement 4) Visites dans votre appartement	Echelle des réponses : <i>Souvent</i> <i>Parfois</i> <i>Rarement</i> <i>Jamais</i>
26. A quelle fréquence avez-vous les contacts suivants avec d'autres locataires des autres immeubles du quartier ? (Une seule croix par ligne)	3) Visites dans leur appartement 4) Visites dans votre appartement	Echelle des réponses : <i>Souvent</i> <i>Parfois</i> <i>Rarement</i> <i>Jamais</i>
34. Participez-vous aux activités de clubs ou d'associations de sport ou de loisirs de Plan-les-Ouates et environs? (Plusieurs réponses possibles)		Echelle des réponses (seule la plus élevée est conservée) : <i>Oui, membre du comité</i> <i>Oui, ai des responsabilités</i> <i>Oui, aide pour des activités</i> <i>Oui, participe à des activités</i> <i>Non, aucune activité</i>
35. Des activités ont été organisées dans le quartier en 2008 et en 2009 ; auxquelles de ces activités avez-vous participé ?	a) Chasse à l'œuf... b) Apéro-grillade... c) Raclette-party... d) Grande tente avec tables... e) Cours de français...	Codage : <i>Selon le nombre de participation à des activités</i>
36. Participez-vous aux activités des associations suivantes? (Plusieurs croix possibles par ligne)	a) Association des habitants du quartier b) Association des parents d'élèves de l'école primaire c) Association des parents d'élèves du Cycle d'orientation ou d'une autre école	Echelle des réponses : <i>Oui, membre du comité</i> <i>Oui, aide pour des activités</i> <i>Oui, membre</i> <i>Ne me concerne pas</i> Codage : a) <i>Selon le niveau de participation le plus élevé ; aucune = pas de participation</i> b+c) <i>Selon le niveau de participation le plus élevé à l'une ou l'autre ; aucune = non codée (ex. : si pas d'enfants)</i>

A5.13 Indicateur d'intégration à la société (suite)		
Question	Items	Remarques
37. A qui demandez-vous de l'aide le plus souvent lorsque vous avez les problèmes suivants ? (Une seule croix par ligne)	a) Il me manque quelque chose pour cuisiner ou pour bricoler b) Il faut relever ma boîte aux lettres quand je suis en vacances c) Il faut arroser mes plantes pendant que je suis en vacances d) J'ai besoin de faire faire quelques courses alors que je suis malade e) Je n'arrive pas à aider mon enfant qui fait un devoir difficile f) Il faut surveiller mon enfant lorsque je sors le soir g) Il faut garder mon enfant lorsque je dois m'absenter pour un moment h) Il faut garder mon enfant lorsqu'il est malade	Echelle des réponses : <i>A des gens d'un immeuble B</i> <i>A des gens de la même allée</i> <i>A des gens d'un immeuble A</i> <i>A d'autres amis ou connaiss.</i> <i>A des membres de ma famille</i> <i>Pas besoin d'aide pour cela</i> Codage : <i>Positif = Selon les personnes à qui on demande de l'aide</i> <i>Négatif = Seulement pour items a) à d), selon le type d'aide</i>
39. Lorsque vous vivez un des événements suivants, qui invitez-vous à le partager avec vous ? (Plusieurs croix possibles par ligne)	a) Je fais une petite fête pour mon anniversaire b) J'invite à la maison pour un repas le soir ou le weekend	Echelle des réponses : <i>Des gens d'un immeuble B</i> <i>Des gens de la même allée</i> <i>Des gens d'un immeuble A</i> <i>D'autres amis ou connaiss.</i> <i>Des membres de ma famille</i> <i>Pas besoin d'aide pour cela</i> Codage : <i>Positif = Selon les personnes que l'on invite (seulement la plus élevée)</i> <i>Négatif = Si pas ces personnes ou pas ce type d'invitation</i>
40. Lorsque vous avez une des activités suivantes, avec qui la faites-vous le plus souvent ? (Plusieurs croix possibles par ligne)	a) Partir pour un weekend b) Partir en vacances pour quelques jours d) Sortir manger au restaurant h) Aller au cinéma ou à un spectacle	Echelle des réponses : <i>Des gens d'un immeuble B</i> <i>Des gens de la même allée</i> <i>Des gens d'un immeuble A</i> <i>D'autres amis ou connaiss.</i> <i>Des membres de ma famille</i> <i>Pas besoin d'aide pour cela</i> Codage : <i>Positif = Selon les personnes avec qui on fait (seulement la plus élevée)</i> <i>Négatif = Si pas ces personnes ou pas ce type d'activité, selon le type d'activité</i>

A6 Corrélations entre indicateurs synthétiques de résultats

Pour vérifier la pertinence des ressemblances et spécificités des différents indicateurs, un calcul des corrélations entre eux, par paires, a été fait systématiquement. Pour les 13 indicateurs, cela donne 78 corrélations (en excluant les corrélations d'un indicateur avec lui-même). Avant de commenter les principaux résultats, il faut rappeler qu'une corrélation (rho de Spearman, en l'occurrence, calculé sur la valeur numérique de l'indicateur, et non sur son reclassement en quatre niveaux) se situe entre 1, lorsque les deux variables comparées sont identiques, et -1, lorsqu'elles sont exactement l'inverse l'une de l'autre, en passant par 0, lorsqu'elles n'ont aucune ressemblance. La corrélation est souvent utilisée pour vérifier dans quelle mesure deux variables peuvent être considérés comme suffisamment identiques pour faire l'hypothèse que l'une dépend fortement de l'autre et l'explique, en quelque sorte, ou pour supposer que les deux dépendent d'une même variables, qui les influencent parallèlement. Dans ces cas, on considère que la ressemblance est bonne à partir d'une corrélation de 0.7 (ou l'anti-corrélation à partir de -0.7). On dira alors qu'elles ont 49% d'éléments analogues (100 fois le carré de la corrélation, qui fournit la part dite « expliquée » de la ressemblance). Il faut toutefois se souvenir qu'une corrélation mesure une similitude, mais qu'elle ne prouve pas de relation de causalité.

Sur les 78 corrélations calculées, 27 sont statistiquement bien significatives : elles sont de qualité deux étoiles sur un maximum de trois, c'est-à-dire qu'il n'y a qu'une chance sur 100 de se tromper si on affirme une similitude entre les deux variables. 11 autres corrélations sont également significatives, mais avec une étoile seulement : la chance de se tromper est d'une sur 20. Globalement, la moitié environ des paires d'indicateurs ont des similitudes attestées statistiquement.

Le tableau général des corrélations est proposé dans la figure 47. On peut vérifier presque d'un coup d'œil le grand nombre d'étoiles. Il s'explique en partie par le fait, rappelé plus haut, qu'ils contiennent des éléments (réponses à des questions et items) communs. Pour une autre partie, les corrélations significatives renvoient à des réponses allant dans un même sens même si les questions prises en compte ne sont pas les mêmes. Les corrélations non significatives ou très faibles signalent des indicateurs indépendants l'un de l'autre. Un commentaire détaillé du tableau n'aurait pas de sens, mais quelques points peuvent être soulignés.

Un indicateur, la « qualité des relations de voisinage », est construit à partir de quatre indicateurs spécifiques, décrivant le rapport au contrôle, à la civilité, à l'entraide et à la sociabilité dans ces relations. En fait, l'indicateur global offre des similitudes statistiquement significatives avec trois d'entre eux seulement. Dans l'ordre d'importance : sociabilité (coefficient de corrélation de 0,679**, soit 46% de similitude), entraide (0,428** et 18%) et contrôle (-0.280** et 8% de similitude inversée, puisque le signe de la corrélation est négatif). Le quatrième indicateur, qui mesure la tendance à la civilité dans les relations de voisinage, n'offre pas de ressemblance statistiquement valable avec l'indicateur global. Il est en quelque sorte « à part ». Lorsque l'indicateur synthétique « qualité des relations de voisinage » mesure une tendance à la civilité dans les relations de voisinage, elle est donc surtout déterminée par la combinaison des autres indicateurs partiels. On peut également remarquer que l'indicateur global est très influencé par les deux indicateurs partiels « entraide » et « sociabilité », qui représentent les niveaux investis positivement dans ces relations. Puisqu'on ne peut pas déduire d'une corrélation un rapport de causalité, la conséquence de ce constat illustre l'importance relative prise par ces deux niveaux dans les réponses des enquêtés.

L'indicateur « civilité » dans les relations de voisinage ne repose en fait que sur quelques items spécifiques du questionnaire. Mais il n'est pas pour autant complètement isolé. Il est corrélé positivement, dans l'ordre d'importance numérique, avec les indicateurs « contacts

réels », « usage du quartier », et « intégration à la société » ainsi qu'avec un des indicateurs partiels des relations de voisinage, « sociabilité ».

A6.1 Classement des indicateurs en ordre décroissant de différence selon la répartition des réponses dans les deux groupes résultant de la classification automatique

Corrélation - Rho de Spearman N=134	Satisfaction quant au logement	Usage du quartier	Maîtrise de la mobilité	Fréquence des contacts réels	Fréquence des contacts souhaités	Rapport à la mixité sociale	Rapports aux règles et nuisances	Qualité des relations de voisinage	Tendance au contrôle	Tendance à la civilité	Tendance à l'entraide	Tendance à la sociabilité	Intégration à la société
Satisfaction quant au logement	1,000	,133	,099	,129	,247**	,338**	-,043	,222**	,073	,069	,189*	,147	,212*
Usage du quartier		1,000	,051	,492**	,294**	,150	,122	,323**	,108	,377**	,051	,470**	,516**
Maîtrise de la mobilité			1,000	,181*	,110	,078	-,113	,167	,068	-,091	,032	,171*	,150
Fréquence des contacts réels				1,000	,071	,152	,158	,405**	-,008	,573**	,182*	,514**	,503**
Fréquence des contacts souhaités					1,000	,213*	-,033	,266**	,241**	,049	,314**	,311**	,247**
Rapport à la mixité sociale						1,000	-,101	,196*	,020	,107	,100	,194*	,075
Rapports aux règles et nuisances							1,000	-,036	,184*	,182*	,299**	,111	,176*
Qualité des relations de voisinage								1,000	-,280**	,151	,428**	,679**	,282**
Tendance au contrôle									1,000	,056	,170	,106	,185*
Tendance à la civilité										1,000	,079	,306**	,264**
Tendance à l'entraide											1,000	,256**	,141
Tendance à la sociabilité												1,000	,443**
Intégration à la société													1,000

Notes : ** La corrélation est significative au niveau 0,01 (bilatéral)

* La corrélation est significative au niveau 0,05 (bilatéral).

Source : enquête Champ-Joly, 2010, © Christophe Amos

Les analyses portant sur les indicateurs les mieux reliés aux autres ou, au contraire, indépendants des autres figurent dans le chapitre 7.1.